

**Nicolas Boukharine**

Économique de la période de transition  
*Théorie générale des processus de transformation*

*Traduction d'Ewa Zarzycka-Berard et Jean-Marie Brohm avec la collaboration de  
Maurice Andreu*

*Introduction de Pierre Naville*

*Notice biographique de l'auteur par Ewa Zarzycka-Bérard*

Source : Études et Documentation Internationales, Paris 1976

## **Table des matières**

<b>Table des matières.....</b>	<b>7</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>8</b>
<b>Avertissement des éditeurs.....</b>	<b>13</b>
<b>Préface .....</b>	<b>14</b>
<b>Chapitre I : la structure du capitalisme mondial .....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre II : Économie, pouvoir d'État et guerre.....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre III : l'écroulement du système capitaliste .....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre IV : Prémisses générales de l'édification du communisme .....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre V : La ville et la campagne dans le processus de transformation sociale .....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre VI : les forces productives, les faux-frais de la révolution et le bouleversement technique.....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre VII : Formes d'organisation générale de la période de transition.....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre VIII : système de la gestion de la production sous la dictature du prolétariat.....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre IX : les catégories économiques au cours de la période de transition .....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre X : la contrainte « extra-économique » au cours de la période de transition.....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre XI : le processus de la révolution mondiale et le système mondial du communisme .....</b>	<b>7</b>
<b>Postface à l'édition allemande.....</b>	<b>11</b>

## Introduction

Le présent ouvrage de Nicolas Boukharine dont voici la première traduction française et *L'impérialisme et l'accumulation du capital* qui sera publié dans quelques mois, représentent un effort de clarification théorique qui est loin d'avoir perdu son intérêt et sa valeur, malgré le temps écoulé depuis leur élaboration et leur publication. *L'Économie de la période de transition* a été écrit en 1919-1920, alors que la jeune Russie soviétique était en pleine guerre civile et étrangère et pratiquait par nécessité ce que l'on a appelé le « communisme de guerre ». *L'impérialisme et l'accumulation du capital* a été d'abord conçu comme un élément de discussion pour l'élaboration du programme de l'Internationale Communiste, de 1922 à 1924, une fois le régime de la N.E.P. instauré en Russie. Et nous avons joint à ces deux ouvrages les rapports de Boukharine aux V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste en 1925 et 1927 sur la question du programme, qui font dans une certaine mesure un excellent trait d'union entre eux. (Ils seront publiés avec le deuxième volume.)

Ces textes appartiennent donc à la première période de la révolution russe. Ils posent tout ensemble des problèmes du moment, circonscrits par la situation de la Russie soviétique et du parti communiste russe dans les débuts de la révolution, et des problèmes théoriques ayant une portée générale relativement indépendante de la situation du moment. Cette double perspective résultait du fait que c'est dans la Russie soviétique que des dirigeants révolutionnaires avaient pour la première fois la volonté pratique de transformer la société dans un sens socialiste, en s'inspirant des vues de Marx et d'Engels. Autrement dit, le socialisme moderne, qui devait être issu des conditions de développement du grand capital industriel et financier à l'échelle mondiale se trouvait confronté sur un terrain particulier à une pratique définie. Discuter de théorie, c'était désormais apprécier sa validité dans une situation concrète, avec toutes les difficultés particulières qui en découlent.

C'est cette situation qui rend si précieuses les études de Boukharine, comme celles de Préobrajensky vers la même époque. Car aujourd'hui nous pouvons les examiner d'une façon presque « historique » en tenant compte de l'évolution des événements survenus depuis, c'est-à-dire depuis un demi-siècle. Un si long temps écoulé nous retire le droit de juger ces travaux de Boukharine comme s'ils dataient de nos jours. Y chercher des « erreurs » ou des « justifications », les condamner ou les prendre comme modèles, n'aurait pas grand sens. Par contre, ils peuvent et doivent servir de stimulants à la réflexion, sans parler de leur signification établie une fois pour toutes dans le cours réel des événements passés. Nous devons d'ailleurs en dire autant des écrits de Lénine, de Trotsky, de Luxemburg, sans parler de ceux de maîtres plus anciens encore. L'histoire peut nourrir l'expérience présente, mais elle ne peut pas s'y substituer. Une chose est d'apprécier la place et le rôle d'un écrit dans le passé, et une autre est d'examiner sa validité pour des époques ultérieures, voire pour notre propre avenir.

Cette distinction doit être d'autant moins perdue de vue lorsqu'il s'agit d'ouvrages théoriques ou « de principes », comme le sont ceux de Boukharine que nous présentons ici. En effet, certains ouvrages scientifiques en matière d'économie politique ou sociale sont des jalons rares dont les analyses peuvent sembler valides sur de très longues périodes, comptant par siècles. *Le Capital* de Marx est l'un de ces ouvrages, et sa portée nous paraît encore immense. Les principes d'analyse et les « catégories » qui servent de moyens d'exposition à sa théorie ont une telle force que leur utilisation demeure nécessaire. Mais jusqu'où cette nécessité s'impose-t-elle, du moins si l'on prend l'œuvre dans son ensemble ? De toute évidence, jusqu'à une époque où la « critique de l'économie politique », c'est-à-dire de la société bourgeoise, devrait commencer à faire place à une « critique du socialisme », c'est-à-dire à une investigation sur la société socialiste qui s'élabore. Autrement dit, Marx peut inspirer aujourd'hui une analyse et une critique des premières sociétés qui s'évadent du système bourgeois, mais *Le Capital* ne peut pas être lui-même le modèle de cette critique car la société à laquelle celle-ci devrait s'appliquer n'existait pas à l'époque où Marx rédigeait *Le Capital*.

Il en va de même pour *L'Économie de la période de transition* de Boukharine, comme pour sa critique de la théorie de l'accumulation capitaliste que Luxemburg opposait dès 1912 à celle de Marx. La « période de transition » dont parle Boukharine est celle dans laquelle la Russie soviétique est engagée dès octobre 1917, et à ce titre elle est donc marquée par des traits spécifiques. Mais c'est en même temps, dans sa présentation, une forme générale de la « période de transition » que tout État ou Société qui commencerait à élaborer des rapports socialistes devrait traverser, au moins dans ses principaux traits. À ce titre elle devrait peut-être faire l'objet d'une théorie dont les caractéristiques propres ne relèvent pas directement d'une situation locale (la Russie), mais de toutes les situations prévisibles, ou simplement possibles. De plus, il existe entre l'œuvre critique de Marx et les ouvrages de Boukharine une différence essentielle. *Le Capital* est l'œuvre d'un adversaire du système capitaliste à son apogée, mais d'un adversaire dépourvu de moyens d'action directe sur ce système en dehors de son adhésion aux mouvements de défense et d'attaque prolétariens. *L'Économie de la période de transition*, comme *La Nouvelle Économie* de Préobrajensky<sup>1</sup>, sont autre chose : ce sont des œuvres de construction d'un nouveau régime, les propositions de militants qui travaillent au développement de la nouvelle société, et qui détiennent même un pouvoir réel dans cette société puisqu'ils comptent parmi les dirigeants du parti qui y assure son hégémonie.

On ne peut donc assimiler simplement les œuvres des théoriciens bolcheviques à celles de Marx où d'autres de ses successeurs (comme Hilferding et Rosa Luxemburg). Avec la révolution russe apparaît un nouveau genre de théorie, la théorie des périodes critiques, que les Saint-simoniens distinguaient déjà des périodes organiques où un système économique-social déploie toutes ses structures sous une forme achevée. Ce genre de théorie est le plus difficile, car il suppose à la fois une participation directe à l'organisation du nouveau régime, une activité créatrice, et une réflexion, une critique de la construction en cours qui conserve encore un caractère expérimental. Cette situation ambiguë et périlleuse, mais inévitable, exige des qualités exceptionnelles de rigueur et de clairvoyance, d'honnêteté et de liberté, et l'histoire de l'URSS a prouvé que, par malheur, ces qualités ont été assez rapidement interdites et occultées au profit d'un empirisme bureaucratique d'une rigidité jamais connue.

Même si l'on s'en tient à la période 1917-1924, on voit que les nécessités pratiques de l'action et de la lutte obligent constamment à redéfinir la signification théorique des événements possibles. En 1917, les communistes russes font entrer dans la perspective de leur théorie l'imminence d'une révolution probable et nécessaire en Europe occidentale, surtout en Allemagne. La guerre civile et étrangère qui leur est ensuite imposée à partir de 1918 crée à la théorie un nouveau cadre, celui du « communisme de guerre ». C'est le moment où Boukharine rédige avec Préobrajensky un *ABC du communisme* qui est le commentaire du nouveau programme du parti communiste russe, dont l'*Économie de la période de transition* sera la présentation théorique. Mais dès 1921, la Russie soviétique se voit obligée de renoncer à ce type de transition pour en aborder un autre, celui de la Nouvelle Politique Economique, qui durera jusqu'en 1928.

Cette succession de situations altère évidemment la théorie initiale de la « période de transition », et la notion même de « transition ». En effet, à partir de 1929 et du lancement du premier « plan quinquennal » qui embrasse toute l'économie du pays, les auteurs staliniens cessent de parler de « transition »; il ne peut s'agir désormais pour eux que de développement, de réalisation, d'épanouissement, ou de croissance d'un régime déjà fondé pour l'essentiel. En 1936, la Constitution soviétique stalinienne proclame que le « socialisme » est réalisé, et, qu'il ne s'agit donc plus d'une transition vers ce régime. Seul subsiste comme objectif le « passage » au communisme. Depuis les années 1960, les autorités de l'URSS vont plus loin et parlent tout simplement de « construction en grand du communisme », objectif officiel du développement économique et social. Pourtant, dès 1945 un nouveau type de « transition » avait surgi, dont personne n'avait pu encore imaginer les formes : de l'État multinational (comme l'était l'URSS selon sa constitution) à la combinaison d'une multiplicité d'États indépendants (appelés d'abord « démocraties populaires », puis « républiques socialistes »). En fin de compte, on voit que les problèmes de la « transition » se sont montrés beaucoup plus compliqués que Boukharine ne pouvait le penser vers 1920.

De fait, on s'aperçoit bien vite à la lecture du livre que les conditions historiques dans lesquelles se trouvait la Russie soviétique à cette époque imposent assez étroitement leur marque sur la théorie du régime de transition : prépondérance considérable de la paysannerie dans la population, retard des moyens de communication et de transport, système commercial arriéré, industrie peu développée et surtout implantée de façon disparate, ruine de l'appareil de production, réseau d'instruction réservé à peu de gens - bref une structure qui devait rendre particulièrement hasardeuse une « transition » vers un socialisme tel que le concevait Marx, en l'absence d'une révolution concomitante dans l'Europe occidentale.

Telle qu'elle était, la Russie venait pourtant de se débarrasser de l'autocratie tsariste, et presque aussitôt après du pouvoir grand-bourgeois capitaliste et foncier; une dictature soviétiste du prolétariat urbain et rural lui succédait. Mais au lieu de la paix espérée, la nouvelle Russie dut affronter les interventions étrangères en même temps qu'une guerre civile qui dura trois ans. En conséquence, les soviets et le parti communiste durent instaurer une sorte de communisme de misère, concentrant leurs pouvoirs à l'extrême pour survivre, recourant à des mesures discrétionnaires de répartition des ressources, abolissant les normes économiques du marché - bref, cherchant à tirer parti de deux caractéristiques générales de l'époque apparemment contradictoires : la tendance de l'économie mondiale à l'étatisation, et la tendance à la régression économique due à la guerre et à la révolution.

Ces deux caractéristiques sont au centre de l'analyse de Boukharine, et il convient de s'y arrêter un moment. La première posait la question de savoir comment un pouvoir prolétarien pouvait utiliser les structures latentes d'un capitalisme d'État, en quelque sorte par changement de signe; la seconde posait la question de ce que Boukharine appelle la « reproduction élargie négative » : s'agit-il d'une phase inévitable de toute révolution socialiste ? Reprenons brièvement ces deux questions aussi intéressantes aujourd'hui qu'il y a cinquante ans.

L'existence d'un « capitalisme d'État » avait été discutée dans la social-démocratie avant 1914, à propos du développement de l'impérialisme. L'impérialisme caractérisait la politique extérieure des grands monopoles du capital; il conduisait à la colonisation du monde entier par quelques métropoles européennes. Du XV<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècles, les politiques impérialistes s'étaient profondément transformées : la conquête s'appuyait désormais sur une exigence d'exportation de capital, de surprofits gagnés sur les zones non capitalistes, sur la tendance du capital à s'étendre à l'ensemble du marché mondial virtuel. En même temps, cette politique rendait nécessaire une intervention croissante du pouvoir d'État dans la conduite des affaires économiques, déjà suscitée par la concentration accrue des capitaux à l'échelle nationale.

Ce mouvement déclenchait bien entendu des conflits. En fin de compte, la guerre de 1914 eut ce double résultat : l'emprise de l'État sur le système économique prit une forme quasi institutionnelle, sous l'allure d'un « capitalisme d'État »; et ce capitalisme d'État apparaissait comme une structure sur laquelle l'organisation socialiste pouvait prendre appui, à une condition nécessaire : que le prolétariat devint par l'intermédiaire de ses organisations (soviets, conseils, syndicats, coopératives, partis) la classe dominante de l'État. De toute façon, le libéralisme du marché capitaliste traditionnel paraissait condamné. L'effort de guerre des grandes puissances industrielles de l'Europe et de l'Amérique du Nord avait entraîné une concentration extraordinaire des moyens de production et de destruction, et de leur répartition. Les conditions « normales » de la circulation de la monnaie et du crédit, de la fixation des prix de marché, de l'établissement des contrats de travail, se voyaient remplacées par des réglementations draconiennes, allant jusqu'aux rationnements et répartitions autoritaires par l'État.

Cette forme de capitalisme d'État n'abolissait pas les distinctions de classe, ni le jeu des catégories économiques fondamentales du capitalisme. Mais il réduisait les contradictions intérieures du système pour favoriser une centralisation formidable sur l'objectif de la guerre nationale. L'Allemagne présentait l'exemple le plus poussé de cette tendance, et il est indiscutable qu'elle impressionna beaucoup les bolcheviks. Le livre que Boukharine écrivit pendant la guerre (1915) avant la révolution russe, *l'Impérialisme et l'économie mondiale*, est le meilleur exposé de cette tendance. Lorsque la chute du tsarisme, puis l'échec de la révolution démocratique bourgeoise, entraîna la révolution populaire et socialiste d'octobre 1917, en pleine guerre, Lénine et Boukharine furent - avec des variantes - parmi les propagandistes les plus précis de la nécessité de transformer le « capitalisme d'État » en lui donnant un nouveau contenu social, celui de la dictature du prolétariat. C'est

ainsi que le capitalisme d'État put apparaître à Boukharine, à l'époque du communisme de guerre, comme la clé de l'époque de « transition ».

Ce qu'il est intéressant de constater aujourd'hui, c'est que la destinée du capitalisme d'État n'a pas été simplement d'être interprétée comme une introduction au socialisme - loin de là. Dans les grands pays capitalistes, il s'est modifié de bien des façons au cours du demi-siècle ultérieur, de sorte que l'on parle encore maintenant de « capitalisme monopoliste d'État », ou « d'étatisme », de « nationalisations économiques », qui sont des formes de ce capitalisme d'État détecté et décrit dès 1914-1918, et même avant.

Quant à l'URSS, et aux autres « pays socialistes » instaurés après 1945 en Europe, leur régime a évolué vers ce qu'on peut appeler un « socialisme d'État », qui a bien des caractéristiques imputées au capitalisme, lui aussi d'État. En somme, c'est la fonction de l'État qui est apparue peu à peu comme la transformation la plus importante, à la fois du capitalisme et du régime ambigu instauré d'abord en URSS puis dans presque toute l'Europe orientale et balkanique, sans parler de la Chine. En outre, les pays du Tiers-monde devenus juridiquement indépendants des métropoles colonialistes se sont presque tous donnés des structures politico-économiques dont les traits fondamentaux sont empruntés tant au capitalisme d'État qu'au socialisme d'État, sous les formes les plus variées. En tout cas, la désintégration des anciennes formes de l'impérialisme colonisateur n'a pas affaibli les tendances à l'étatisme, ni dans les métropoles européennes ni dans les anciennes colonies devenues indépendantes.

Chez Boukharine, le capitalisme d'État et toutes les formes d'organisation qui lui font cortège apparaissent surtout comme un moyen de défense et de perpétuation du capitalisme ébranlé par une crise finale. Pourtant, cette défensive a réussi à devenir une contre-attaque. Les formes actuelles de l'économie publique étatisée, nationalisée, se présentent moins comme une réponse à une crise immédiate et décisive que comme une condition des progrès énormes de la production et de la productivité au cours des vingt-cinq dernières années, à une extension et une intensification des échanges sur le marché intérieur et mondial. Bien entendu, cette évolution n'est pas elle-même exempte de crises subordonnées - crises de la croissance coupée de récessions, crises de concurrence internationale, crises du système de la circulation monétaire, tensions entre les divers secteurs publics et privés de la propriété puisque l'étatisation n'a de loin pas supprimé la puissance des domaines privés de l'économie, etc. De sorte que la question qui reste posée de nos jours comme il y a cinquante ans, quoique dans des conditions concrètes très différentes, c'est de savoir comment peut s'effectuer la « transition » du capitalisme d'État et du socialisme d'État vers des rapports socialistes soustraits au régime de la valeur d'échange.

Cette question reste liée au problème que Boukharine appelle celui de la « reproduction élargie négative », ou désaccumulation. En effet, selon lui, une phase initiale de la « transition » peut et même doit comporter un moment au cours duquel les forces de production (hommes et matériels) diminueront et seront partiellement désintégrées et détruites, même si ce moment s'accompagne d'un renversement des rapports sociaux de production, et peut-être même à cause de ce renversement. Au lieu d'une accumulation, phénomène de croissance, il faudrait alors s'attendre à une désaccumulation temporaire, que Boukharine appelle une « reproduction élargie négative »; celle-ci devrait être suivie d'une reprise plus ou moins rapide de la reproduction élargie à grande échelle. Ce qui supposera des sacrifices, non seulement pour les anciennes classes spoliées ou improductives, mais pour la nouvelle classe prolétarienne au pouvoir elle-même.

Dans quelle mesure cet aspect de la transition est-il inévitable ? C'est là une question de grande importance et l'évolution de l'URSS à partir de 1918, tout comme l'évolution internationale du capitalisme, ne permet probablement pas d'y apporter une réponse catégorique. Tout d'abord, il s'agit de savoir si les causes d'une telle régression tiennent à la nature même du fanatisme de l'économie au cours d'une « période critique » (et dans ce cas, cette régression, même temporaire, pourrait relever de la théorie), ou si elles dépendent de circonstances pratiques, d'accidents historiques, auquel cas on ne pourrait les faire entrer dans une définition théorique des stades de la « transition ». Cela revient à se demander si la « reproduction élargie négative » peut être considérée comme une forme particulière du mécanisme des crises, tel qu'il résulte de la structure même des rapports capitalistes (puisque l'on présuppose que les rapports socialistes - gouvernés par une planification adéquate - ne comporteront pas de crises), ou s'il s'agit d'un phénomène particulier à la rupture violente que constitue la révolution. J'ajoute que la guerre de 1940-1945 a posé la même question à l'URSS prétendue socialiste. En effet, cette guerre a été l'occasion d'une immense perte d'hommes, de femmes et d'enfants, de la ruine d'une partie essentielle de l'appareillage économique, un recul de la production, etc.

Les explications de Boukharine semblent hésiter entre les deux hypothèses. Il rappelle que les crises classiques du capitalisme, lorsqu'elles atteignent une certaine gravité, entraînent un recul des forces productives, et des produits. Des travailleurs sont mis en chômage par masses, de l'outillage reste inutilisé, la quantité de produits diminue, et l'on en détruit même une partie parce qu'ils deviennent invendables. La contraction de la demande finit par diminuer l'offre, jusqu'à ce que le bas niveau atteint permette une reprise accélérée par le renouvellement de l'outillage et l'embauche de nouveaux travailleurs, et par des injections de crédit et de salaires suffisantes. C'est en effet ce qui s'est produit lors de la crise générale déclenchée aux États-Unis en 1930. Mais ce mécanisme, inhérent à la nature des rapports capitalistes peut-il être assimilé à une « reproduction élargie négative » lors d'une première phase de la « transition » ? On peut en douter. En effet, la formule même de « reproduction élargie négative » paraît fautive, car la reproduction élargie diffère essentiellement de la reproduction simple en ce qu'elle est par définition positive. Si le système de la production (mesuré en valeurs utilisées et produites) recule, il peut s'agir de reproduction négative temporaire tout court, et de rien d'autre. Ce phénomène - indéniable - peut alors appartenir à trois genres : ou bien il résulte d'une tendance constante du capitalisme aux crises de déséquilibre engendrées par la reproduction élargie; ou bien il s'agit d'une politique concertée de fluctuation qui peut être voulue par un pouvoir d'État (capitaliste, socialiste ou autre) ; ou bien il s'agit d'un effet de facteurs occasionnels, qui peuvent être extérieurs aux rapports économiques (de nature technique, politique ou militaire). Il semble bien que ce qui s'est passé au début de la révolution russe appartienne surtout à ce troisième genre.

En effet, Boukharine insiste sur les conséquences de la guerre de 1914-1918, puis de la guerre civile jusqu'en 1921, comme facteur primordial de la décomposition et de la destruction de forces de production en Russie. On ne peut oublier que les révolutions de février et d'octobre 1917 en Russie ont eu pour origine concrète les conditions de la guerre de ce pays avec l'Allemagne, de même que la guerre russo-japonaise avait eu une influence considérable sur le soulèvement russe en 1905. A cet égard, l'ouvrage de Soljenitsyne, *Août 1914*, assigne le véritable point de départ historique de la révolution russe à la guerre, et à très juste titre. Le capitalisme russe, en plein développement mais mal assuré, s'est montré incapable de faire face, dans sa gangue tsariste et semi-féodale, aux exigences productives de la guerre. Il n'en déchaina que les effets destructifs et désorganisateur. La guerre civile prolongea et accrut ces effets négatifs sur les forces productives, malgré le changement profond dans les rapports de forces politiques et sociales. Mais ces phénomènes ne se produisent pas seulement dans les cas où un conflit militaire donne lieu à une révolution politique ou sociale. On a pu les observer dans le cas où la guerre se conclut seulement par la victoire de l'un des deux antagonistes ou groupes d'antagonistes. Le vainqueur peut avoir subi autant de pertes humaines et de destruction matérielles que le vaincu, comme ce fut le cas pour la France et l'Allemagne en 1918.

Il y aurait d'ailleurs lieu de s'interroger à ce sujet sur le rôle des actions militaires, des guerres, dans les révolutions les plus importantes du passé, y compris le rôle qu'y ont joué les destructions de « forces productives ». Il est d'évidence historique que ces grandes révolutions ont toujours été impliquées dans de vastes conflits de forces armées, soit que ceux-ci aient suivi des soulèvements et révolutions politiques et sociales, soit qu'ils les aient accompagnées ou en aient été la source directe. Il suffit de rappeler la révolution anglaise dominée par Cromwell, la révolution américaine dirigée par Washington contre la métropole anglaise, la révolution française de 1789 couronnée par les conquêtes de Napoléon, la révolution russe conclue par l'instauration du pouvoir des soviets et du parti communiste, et la révolution chinoise accomplie par le parti armé de Mao Tsé-tung. Toutes ces tourmentes n'ont pas donné leurs fruits sans que des ruines de plus en plus effrayantes en populations et en biens se soient accumulées lors des opérations militaires. Et pourtant, chaque fois, ces destructions ont fait place à un renouveau qui avait été en partie préfiguré par l'effort de guerre lui-même.

On peut alors se demander si la tendance, même temporaire, à la « reproduction élargie négative » n'est pas opposée au développement du capitalisme d'État, forme d'intégration croissante et de concentration des pouvoirs du capitalisme « libéral ». L'analyse montre cependant plutôt le contraire. Les formes du capitalisme d'État, dans la mesure où elles s'incarnent dans des institutions, sont accentuées par l'irruption de crises et de conflits qui risquent d'entraîner certaines formes de régression du développement productif. La concentration des pouvoirs bourgeois dans l'État, en particulier sous leur forme militaire, n'est pas seulement l'effet d'une tendance économique du capitalisme de monopoles; elle est en même temps une réponse aux périodes de crise où l'appareil de production risque de se désintégrer, de se périmer, de se réduire. Il y a ainsi un rapport évident entre les situations de conflit armé et les progrès de l'étatisme capitaliste ou socialiste.

On est tenté de considérer ces phases de « reproduction élargie négative » comme inévitables au début d'une période de « transition ». Et il faut reconnaître que l'expérience historique l'a montré sous les formes les plus diverses. Il est quand même hasardeux d'y voir une véritable loi économique et historique. Il se peut qu'on assiste ici ou là à des « transitions » qui n'auront connu que des fluctuations de croissance, tout comme il s'en produit en période de paix (ce qui signifie quand même d'armement). De toute façon, il est clair que l'étude des relations entre conflits armés et révolutions économique-politiques doit constituer un chapitre fondamental d'une théorie de la période de transition.

A cet égard il faudrait insister sur certains aspects de la théorie du développement à l'échelle mondiale qui prennent aujourd'hui une importance primordiale. Tout d'abord, on doit mettre aujourd'hui l'accent sur la relativité des taux de croissance et formes de développement, en considérant le monde entier. Les « transitions » n'ont aucune signification absolue. On peut imaginer une situation où l'équilibre économique se limite en quelque sorte à l'état stationnaire, ou « reproduction simple » selon le vocabulaire de Marx, au moins pour une période limitée de réajustement. Toutefois, les impulsions du progrès technique et de l'accumulation entraînent presque toujours cet état vers de nouveaux déséquilibres, c'est-à-dire vers une inégalité du développement sous toutes sortes de formes.

Cela s'observe aussi bien dans des complexes d'États bourgeois que là où l'emporte le socialisme d'État, et à l'intérieur de chaque État entre régions, branches de production, réseaux de transport, systèmes de financement, etc. De telles disparités existent à l'intérieur de toutes les « communautés » économiques existantes (par exemple entre pays de l'Amérique latine et du Nord dans le Marché commun européen, dans le CAEM soviétique, entre les États africains, etc.) et entre ces diverses communautés. Autrement dit, une « transition » (vers le socialisme dans un pays quelconque), est de plus en plus liée au rapport que ce pays peut entretenir avec le marché mondial. Ce rapport a joué un rôle essentiel dans le destin de Cuba ou du Chili, par exemple, au cours des dernières années : « L'indépendance nationale » n'est de loin pas la garantie suffisante d'une transition équilibrée. Si Cuba indépendante n'avait pas reçu le soutien technique, économique (et politique) de l'URSS et des pays du CAEM, elle n'aurait pas pu esquisser un développement qui la laisse pourtant encore bien en arrière d'autres pays de socialisme d'État. Quant au Chili qui tenta un socialisme parlementaire avec Allende et la coalition de l'Union populaire, l'isolement économique lui fut préjudiciable et les années 1972 et 1973 y furent témoins d'une « reproduction élargie négative » si funeste qu'elle décida en fin de compte du coup d'État conservateur et fasciste.

Toutes ces considérations nous amènent à penser que la question des rythmes de développement en cas de prise du pouvoir par des organismes ouvriers et populaires socialistes est l'une des premières qui soient aujourd'hui posées par une théorie de la « transition ». De ce point de vue l'ouvrage de Boukharine apporte un cadre de réflexion qui n'a rien perdu de son intérêt, à condition qu'on ne le considère pas comme une description exemplaire de ce qui s'est produit de 1914 à 1920 en Russie, et de ce qui devrait se produire partout.

L'ouvrage de Boukharine contient autre chose d'important : une esquisse des changements que la dictature du prolétariat entraîne dans la détermination des catégories fondamentales au système économique. Quelles sont en effet les nouvelles

catégories de la période de transition susceptibles de remplacer celles qui caractérisent les rapports de production capitaliste : capital, salaire, plus-value, prix, monnaie, etc. ? Sur ce point, la réponse de Boukharine est étroitement tributaire des conditions du « communisme de guerre », et l'instauration de la NEP dès l'automne 1921 parut la périmer assez rapidement.

Il faut toutefois y regarder de plus près, car aujourd'hui encore les théoriciens du socialisme d'État, en Chine comme en URSS et ailleurs, sont loin de s'entendre. Selon Boukharine, la destruction du pouvoir de la grande bourgeoisie capitaliste et l'instauration d'une dictature politique du prolétariat, entraîne une rupture décisive des rapports de production capitalistes, d'ailleurs accélérée par la « reproduction élargie négative ». Dans ces nouvelles conditions, les catégories économiques du capitalisme ne seraient plus valides. Mais un demi-siècle après la rédaction de l'ouvrage de Boukharine on peut se demander ce que signifie la persistance des termes de salaire, profit, prix, monnaie, etc., dans une économie où la dictature du prolétariat est dépassée, nous dit-on, où le socialisme lui-même est déjà entré dans la phase de « construction en grand du communisme », dit-on aussi. Il ne s'agit pas à ce propos d'une question de termes. On parle de revenu plutôt que de salaire, de surplus plutôt que de plus-value. Mais ces subterfuges ne répondent pas à la question. En tout cas, lorsqu'il est question de prix, par exemple, ou de monnaie (qui sert à exprimer le prix en quantités), les termes conservent leur signification traditionnelle, attestée par la fonction d'un marché, même si ce marché a une structure assez différente de celui qu'analyse Marx à l'état pur, et qu'utilisent tous les jours les échangeurs capitalistes. La querelle sur le terme de salaire n'a pas non plus grande consistance. Même si l'on considère en URSS ou en Chine le salaire personnel comme une fraction d'un « revenu social », il reste que cette fraction est liée à une quantité et qualité de travail individuellement fourni, échangé contre le salaire.

L'impropriété, où le caractère hasardeux de ces substitutions, apparaissent aujourd'hui dans toute leur crudité quand on entend les dirigeants chinois affirmer que l'économie de l'URSS est celle d'un pays capitaliste, et même fasciste; et les dirigeants russes répondre de la même voix que leurs homologues chinois sont des racistes et des impérialistes de la plus belle eau. Il serait étonnant que des invectives de ce calibre ne soient que plaisanteries de haut goût. Il faut plutôt admettre qu'elles dissimulent un trouble profond sur la nature sociale et économique de ces États, que du même coup le vocabulaire théorique que l'on y emploie revêt un caractère factice. Le recours au texte des pionniers, comme Boukharine, ne suffit nullement aujourd'hui à éclaircir la question. Ces remarques suffiront pour justifier la nécessité absolue de procéder à un réexamen en profondeur de ce qui parut longtemps une controverse secondaire par rapport aux évidences fondamentales établies par la révolution d'octobre 1917.

Pierre Naville  
mai 1976.

## Avertissement des éditeurs

Nous avons pensé qu'il était intéressant de joindre à ce texte les notes marginales que Lénine a portées sur son propre exemplaire et qui ont été publiées depuis<sup>ii</sup>. Même si parfois elles se résument à de brèves exclamations, elles sont toujours significatives. Elles sont indiquées dans le texte (à partir de la préface de Boukharine, *infra* page 45) par des appels de note entre crochets [ ] et figurent en bas de page, après les notes de l'auteur, en italique.

Dès la page de titre, d'ailleurs, Lénine avait inscrit une note marginale, après le sous-titre (Théorie générale du processus de transformation) : « Qu'est-ce que c'est ? « générale » ? A la Spencer ? » (ces trois derniers mots en français).

### Note marxists.org

Dans cette édition électronique, les notes de Lénine sont placées en bas de page et les notes de l'éditeur à la fin de chaque chapitre.

---

<sup>i</sup>E. Préobrajensky . *La Nouvelle Economique*. Paris, E.D.I. 1966, rééd, 1972.

<sup>ii</sup>*Léninskyi Sbornik XI*, Moscou, Léningrad 1924. Nous remercions Claudio INGERFLOUR de nous avoir communiqué ce texte.

## Préface

L'objet de ce livre est la réfutation des conceptions périmées, vulgaires, et quasi marxistes, tant sur le caractère de l'écroulement, qui fut prévu par les grands créateurs du communisme scientifique, que sur le caractère du processus de transformation<sup>1</sup> de la société capitaliste en société communiste.

Celui qui se représentait la révolution du prolétariat comme un transfert pacifique du pouvoir des mains des uns aux mains des autres, et le bouleversement des rapports de production comme un changement dans les sommets de l'appareil d'organisation, qui imaginait de cette façon le type classique de la révolution prolétarienne - celui-là se détournera horrifié de la tragédie mondiale que traverse aujourd'hui l'humanité. Il se montrera incapable de percevoir dans la fumée et le grondement de la guerre civile, les contours grandioses et imposants de la société de l'avenir. Il restera pour toujours le petit-bourgeois pitoyable dont la mentalité est aussi lâche que sa « politique ». Il attribuera sa propre impuissance à la révolution et cherchera à lui donner toutes les définitions possibles sauf celle qui est la sienne en réalité - à savoir la révolution du prolétariat.

Les dures épreuves de la vie ont démontré à quel point Marx avait raison lorsqu'il écrivait : « Nous, nous disons aux ouvriers : vous avez à traverser 15, 20, 50 ans de guerres civiles et de luttes internationales, non seulement pour changer la situation existante, mais pour vous changer vous-mêmes ».<sup>1</sup>

L'ancienne société se scinde dans sa forme étatique comme dans sa forme de production; *elle se désagrège en profondeur, jusqu'à ses racines*. Une rupture aussi radicale ne s'est encore jamais produite. Elle était pourtant nécessaire pour que puisse s'accomplir la révolution du prolétariat qui, à partir des éléments désagrégés mais reliés de façon nouvelle, en nouvelles combinaisons et selon de nouveaux principes jette les fondements de la nouvelle société. En cela, le prolétariat<sup>2</sup> agit en tant que force organisée qui possède un plan et une volonté inébranlable de réaliser ce plan en dépit de tous les obstacles. L'humanité paye d'un prix atroce les vices du système capitaliste. Seule une classe comme le prolétariat, la classe-Prométhée, sera capable de supporter les souffrances inévitables de la période de transition pour allumer ensuite les flambeaux de la société communiste.

Ce que j'ai aussi tenté de tracer dans ce travail, ce sont les lignes générales d'une analyse de l'époque de la transition. Comme seconde partie, j'aurai plus tard l'occasion de préparer un travail de description concret de l'économie russe actuelle. Le besoin d'un travail de généralisation de ce genre est urgent. Nous disposons d'une riche profusion de matériaux; il reste à les examiner et à les élaborer théoriquement.

Le mot d'ordre de l'auteur était : mener la réflexion jusqu'au bout sans reculer devant aucune conséquence. J'ai cependant manqué de temps pour donner un aspect accessible à ce travail, de sorte que celui-ci se trouve rédigé en formules quasi algébriques. L'auteur considérerait sa tâche comme achevée si ceux qui ont examiné des questions analogues arrivaient à leur donner une forme définitive, et si ceux qui conservent de naïves illusions de type réformiste en venaient au moins à admettre la complexité des choses, bien plus grande que ne le laissent apparaître les brochures vulgaires des renégats.

Il est inutile de souligner que l'auteur a été guidé par la méthode de Marx, méthode dont la valeur de connaissance<sup>3</sup> théorique se manifeste maintenant dans toute sa grandeur.

N. Boukharine.

---

<sup>1</sup> (Note de Lénine : cf. p. 19), Bon, grâce à dieu : au moins pas la « transformation » et pas en général, on sait de quoi à quoi !! (*Boukharine utilise ici le mot prevratchenija alors que dans la page de titre il utilisait le mot d'origine latine transjormacionnogo. N. de l'E*).

<sup>2</sup> « Plus important » que la classe !

<sup>3</sup> Une « valeur de connaissance » seulement ?? et pas un reflet du monde objectif ? agnosticisme « honteux » !

## Chapitre I : la structure du capitalisme mondial

- I. Le capitalisme moderne en tant que capitalisme mondial.
- II. Les sujets de l'économie : les trusts capitalistes d'État.
- III. L'anarchie de la production mondiale et la concurrence.
- IV. Crises et guerres.
- V. La centralisation du capital.

L'économie politique **théorique** est une science concernant l'économie sociale fondée sur la production **marchande**, c'est-à-dire une science portant sur l'économie sociale non organisée<sup>4</sup>. C'est seulement dans une société où la production est anarchique, tout comme est anarchique la répartition des produits, que le processus objectif de la vie sociale se manifeste sous la forme de lois « naturelles », « élémentaires », indépendantes de la volonté des individus ou des collectivités, de lois qui agissent avec la même nécessité « aveugle » que la loi de la pesanteur « se fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête »<sup>ii</sup>. Marx a souligné le premier cette propriété spécifique de la production marchande ; et il a fourni dans sa conception du fétichisme de la marchandise une **introduction sociologique** brillante à l'économie théorique, en fondant celle-ci comme discipline **historiquement limitée**<sup>iii</sup>. En effet, dès que l'on envisage une économie sociale organisée, tous les « problèmes » fondamentaux de l'économie politique disparaissent : le problème de la valeur, du prix, du profit, etc. Les « rapports entre les hommes », ne s'expriment pas alors par des « rapports entre les choses », et l'économie sociale n'est pas réglée par les forces aveugles du marché et de la concurrence, mais par un plan élaboré et réalisé consciemment. C'est pourquoi on peut trouver dans ce cas, d'un côté un système descriptif déterminé, et de l'autre un système normatif. Il n'y aura plus place ici pour une science qui étudie les « lois aveugles du marché » puisque le marché lui-même aura disparu. Nous aboutirons ainsi à la fin de la société capitaliste marchande et de l'économie politique<sup>5</sup>.

L'économie politique étudie donc l'économie **marchande**<sup>6</sup>. De ce point de vue, la société qui produit des marchandises n'est nullement la simple somme des économies individuelles. Dans sa polémique avec Bastiat, Rodbertus avait déjà expliqué de façon brillante l'existence d'un milieu économique particulier, d'un lien spécifique, qu'il appelle la « communauté économique ». Si nous n'avions à faire qu'à une simple addition d'économies, il ne pourrait s'agir d'une société. La « somme » est une unité purement logique, mais non un complexe existant réellement.

L'importance, **l'étendue** d'une économie sociale déterminée, apparaît comme indifférente à la théorie pure. C'est ainsi que<sup>7</sup> Marx a raillé l'expression d'« économie nationale » (**Volkswirtschaft**), chère à tous les professeurs allemands patriotes. La question de savoir qui représente le sujet d'une économie particulière est aussi relativement secondaire, sur le plan de la théorie abstraite. En premier lieu, ce qui est important est de savoir quel est le type de lien qui unit ces économies c'est-à-dire le type de lien non organisé par l'échange. Tous ces problèmes ont au contraire leur plus grande signification pour une recherche concrète qui ne se contente pas d'une déduction de lois générales.

Le capitalisme contemporain est un capitalisme mondial. Cela signifie que les rapports de production capitalistes dominent dans le monde entier<sup>8</sup> et que toutes les parties de notre planète sont liées entre elles par un lien économique solide. A notre époque l'économie sociale trouve son expression concrète dans l'économie mondiale. Celle-ci est une unité existant **réellement**. C'est pourquoi des définitions comme celles d'un chercheur récent, le Dr Karl Tyszka, sont tout à fait erronées. Celui-ci écrit<sup>iv</sup> : « Tout comme l'économie nationale se compose de la somme des économies des individus de cette nation, qu'il s'agisse d'économies individuelles ou de corporations, **l'économie mondiale est constituée d'une somme d'économies nationales** ». « La somme des économies nationales qui sont essentiellement influencées par la situation du marché mondial, constitue l'économie mondiale. » La première définition ne s'accorde pas avec la seconde; la seconde recouvre une contradiction interne, puisque le concept de la simple addition exclut celui de lien organique. Une somme de crabes dans un panier ne constitue pas une unité réelle. Le nombre des enfants nés dans une année « groupé » dans un « ensemble » statistique, ne représente pas une unité réelle. C'est l'existence d'une **connexion** organique particulière qui constitue la simple somme globale en une totalité réelle. Mais cette totalité exclut entièrement le concept de somme arithmétique, puisqu'elle est bien plus grande et complexe que celle-ci.

Comme la société se présente non comme productrice de produits, mais de marchandises, elle est une unité non organisée. Le caractère social du travail et du processus de production se manifeste ici dans l'incessant mouvement des marchandises échangées, dans les oscillations de prix de marché. Ce caractère social du travail n'apparaît cependant d'une façon aussi simple et claire qu'avec une **organisation** sociale rationnelle du travail.

<sup>4</sup> Deux inexactitudes : 1) un certain pas en arrière par rapport à ENGELS, 2) Production, ouf ! marchande et aussi une « organisation » de l'économie.

<sup>5</sup> Inexact. Même dans le communisme pur, au moins  $v1 + p1 = C2$  ? et l'accumulation ?

<sup>6</sup> Pas seulement !

<sup>7</sup> Ce n'est pas ainsi.

<sup>8</sup> Pas entier.

La société marchande est un système comportant un type particulier de relations, dont le caractère engendre des catégories tout ci fait spécifiques à l'univers des marchandises. Ce système n'est pas une « unité téléologique » ; c'est-à-dire un système dirigé consciemment selon un plan déterminé. Un pareil plan n'existe pas. Il n'existe même pas de sujet du processus économique. A proprement parler, dans ce cas-là il n'y a pas de « société qui produit » mais « on produit dans la société ». Ce ne sont donc pas les hommes qui dominent les produits, mais le produit qui domine les hommes, et la « force élémentaire » du développement économique n'entre pas dans les cadres souhaités. Si la société tout entière quant au processus de production marchande - processus de ce fait capitaliste - apparaît aveugle; et si l'on n'y trouve aucune unité téléologique, il n'en va pas de même pour ses différents éléments constitutifs. La société se compose de ces éléments liés entre eux. Les sujets économiques de cette société marchande sont précisément ces éléments-là tandis que leur système est impersonnel et aveugle et, en ce sens, irrationnel.

Cette « irrationalité » constitue aussi la prémisse fondamentale de l'existence d'une économie politique. C'est ce qui, justement, n'a pas été compris par la plupart des économistes bourgeois. Ainsi selon Harms<sup>v</sup> l'économie mondiale n'existerait pas si n'était conclu aucun traité commercial à l'échelle internationale. Kobatsch<sup>vi</sup> pour sa part est d'avis qu'il n'existe aucune économie mondiale mais qu'il y en aura une dès que se formera un État mondial. Calwer parle du « marché économique mondial » (**Weltmarktwirtschaft**). Dans une polémique entre Harms et C. Dielh<sup>vii</sup>, on ne trouve pas trace une seule fois d'une approche correcte de la question. La recherche d'une quelconque « régulation » comme trait constitutif de l'économie provient précisément d'une conception tout à fait erronée de la nature de l'organisme social capitaliste. Pour fonder une science on recherche un principe qui signifie la mort de cette science.

C'est à présent que se pose la question de savoir quels sont les éléments constitutifs de l'économie mondiale capitaliste qui agissent consciemment. En théorie, on peut concevoir un capitalisme mondial en tant que système d'entreprises privées particulières. Toutefois, la structure du capitalisme moderne est telle que ce sont les organisations collectives-capitalistes - les « trusts capitalistes d'État » - qui apparaissent en tant que sujet de l'économie<sup>viii</sup>.

Le **capital financier** a éliminé<sup>x</sup> l'anarchie de la production à l'intérieur des grands pays capitalistes. Les associations monopolistes d'entrepreneurs, les groupes d'entreprises et la pénétration du capital bancaire dans l'industrie ont créé un nouveau type de rapports de production, en transformant le système capitaliste marchand non organisé en une organisation du capitalisme financier. Au lieu non organisé unissant une entreprise à une autre par l'intermédiaire d'actes d'achat et de vente, se substitue de plus en plus un lien organisé grâce au « contrôle de paquets d'actions », à la « participation » et au « financement », qui trouvent leur expression dans la personne des « dirigeants » communs aux banques et à l'industrie, aux groupes (**Konzerns**) et aux trusts. De même, le rapport d'échange qui exprimait la division **sociale** du travail et le clivage de l'organisation sociale de la production, est remplacé par la division **technique** du travail à l'intérieur de « l'économie nationale » organisée.

La fragmentation de la production capitaliste, son essence « anarchique », s'étendent toutefois bien au-delà des limites de la division sociale du travail. Sous le concept de division du travail, on entend toujours la désintégration de l'ensemble du travail en « tâches » différenciées<sup>x</sup>. En particulier, on comprend toujours sous le concept de division sociale du travail, la répartition du travail entre des entreprises différentes. Les entreprises capitalistes, devenues « indépendantes » les unes des autres, n'ont pas moins besoin l'une de l'autre puisqu'une branche de production fournit des matières premières et des ressources indispensables, etc. aux autres.

Il ne faut cependant pas confondre **deux** choses : le fractionnement du travail social **engendré** par la division sociale du travail, d'une part, et la parcellisation du travail social qui nie cette division du travail, d'autre part. En effet, les divers producteurs de marchandises ne tiennent pas seulement leur existence des différentes formes de travail. Dans le cadre de chaque **branche** de production particulière, et même dans le cadre des subdivisions productives, les plus petites et spécialisées, on trouve simultanément un grand nombre de producteurs de marchandises indépendants. Autrement dit, la structure anarchique de la société productrice de marchandises trouve son expression dans l'existence « d'entreprises » distinctes. Ces « entreprises », à leur tour, ont entre elles des rapports différents : ou elles sont liées **l'une à l'autre** par l'intermédiaire de l'achat et de la vente (au sein d'une branche), ou elles sont concurrentes entre elles (au sein d'une industrie).

Le propriétaire d'un atelier de confection est lié au fabricant d'étoffes lorsqu'il lui achète du drap, mais par rapport à un entrepreneur de la même industrie il est un concurrent non relié par une opération d'échange quelconque. L'existence simultanée d'une **entreprise** de confection et d'une entreprise textile exprime la division sociale du travail. A l'inverse, la coexistence de plusieurs entreprises de confection n'exprime aucune division sociale du travail.

Cette différence doit être examinée de près.

D'ordinaire, l'anarchie de la production capitaliste se présente en liaison avec la concurrence du marché, et non autrement. Or, on observe que la concurrence du marché exprime seulement un aspect, un seul type de « l'être » des divers producteurs de marchandises c'est-à-dire un type de rapports réciproques qui n'a aucun lien avec la division sociale du travail.

Et cela d'autant moins que, par la suite de la dépendance mutuelle de **tous** les éléments de l'économie sociale même les entreprises d'une même branche mènent une lutte entre elles. La société capitaliste est une société qui produit de la plus-value. En outre, le processus de répartition est le processus de **répartition** de la plus-value entre les sujets de l'économie

<sup>9</sup> Pas seulement.

<sup>10</sup> N'a pas « éliminé ».

capitaliste. Chaque entreprise ne réalise en aucune façon la plus-value qu'elle a **elle-même** produite. Déjà la loi la plus élémentaire du capitalisme - la tendance à la péréquation du taux de profit - « altère » fortement cette conception simpliste, des rapports<sup>x</sup>. Le tableau se complique encore avec la constitution de toutes les formes possibles de monopoles capitalistes. Il en découle que la lutte pour la répartition de la plus-value entre les différents sujets économiques (qu'il s'agisse de personnes ou de corporations, ce qui revient au même) doit avoir un caractère différent. C'est pourquoi il nous faut distinguer trois sortes de luttes concurrentielles.

- 1) Nous désignerons sous le terme de **concurrence horizontale** la concurrence entre entreprises d'une même industrie. Dans ce cas l'anarchie qui survient dans la lutte concurrentielle ne peut prendre appui sur aucune division sociale pour s'exprimer.
- 2) Par **concurrence verticale**, nous entendons la lutte entre entreprises d'une même branche, dont l'existence distincte manifeste la réalité de la division sociale du travail.
- 3) Enfin, par **concurrence combinée (composite)** nous entendons la lutte que mènent des entreprises d'un groupe, à savoir des unités capitalistes qui embrassent différentes branches de la production, et qui transforment ainsi la division **sociale** du travail en une division **technique**<sup>11</sup>.

C'est le type d'entreprise que l'on prend ici comme critère de classification des types de concurrence; ce critère découle pour sa part de telle ou telle relation à la division sociale du travail, c'est-à-dire aux rapports fondamentaux de production du monde de la marchandise.

**Une définition des différentes méthodes de la lutte concurrentielle** découle aussi de cette classification. En effet, il est tout à fait clair que tandis que la concurrence horizontale peut agir par des prix de marché peu élevés (c'est le type « le plus classique » de concurrence), dans la concurrence verticale la méthode du prix à bon marché doit faire place à d'autres méthodes. Et en effet, on constate que dans ce cas les méthodes de pression directe, d'une certaine **action directe** de la part du capital, commencent à jouer un rôle prédominant, en premier lieu le **boycottage** qui en est la forme la plus élémentaire.

La modification des méthodes de la lutte concurrentielle apparaît encore mieux dès que cette lutte commence à déborder de la sphère des rapports de marché, même si elle a eu pour point de départ les rapports de ce marché. Le **prix** est la catégorie **universelle** de la société marchande, et c'est pour cela que **toute** perturbation de l'équilibre s'exprime dans un mouvement déterminé des prix. La catégorie du **profit** est impensable sans celle du prix. En bref, tout phénomène économique du monde capitaliste est lié, d'une façon ou d'une autre, au prix et, par suite, au marché. Cela ne signifie pas que n'importe quel phénomène économique soit un phénomène de marché. La même proposition vaut pour la concurrence. Jusqu'à présent, nous avons surtout considéré la **concurrence du marché**, généralement caractéristique pour le type de concurrence **horizontale**. Mais la lutte concurrentielle, c'est-à-dire la lutte entre entreprises capitalistes, peut aussi se mener à l'intérieur du marché au sens propre du terme. C'est le cas, par exemple, de la lutte pour les sphères d'investissement de capitaux, c'est-à-dire pour les possibilités mêmes d'extension du processus de production, il devient alors évident qu'il faut appliquer d'autres méthodes de lutte que dans le cas « classique » d'une concurrence horizontale sur le marché.

Il nous faut maintenant revenir au capitalisme mondial contemporain.

Nous avons déjà noté que les unités constituantes du système de l'économie mondiale contemporaine ne sont pas les entreprises individuelles, mais des ensembles complexes, les « trusts capitalistes d'État ». Il existe aussi, bien entendu, des liens internationaux entre les entreprises de « pays » différents, et la nature de ces liens peut dans chaque cas concret s'opposer directement au type de relations qui unissent ces « pays » entre eux. Cependant, ces derniers temps ce sont les rapports entre des ensembles complexes tout entiers qui deviennent prépondérants. « L'économie nationale » capitaliste est devenue, d'un **système irrationnel**, une **organisation rationnelle**; elle est passée d'une économie sans sujets, à un sujet économique. Cette transformation est due à la croissance du capitalisme financier et à la fusion entre les organisations économique et politique de la bourgeoisie. Mais ni l'anarchie de la production capitaliste, ni la concurrence entre les producteurs capitalistes de marchandises, ne disparaissent pour autant. Ces phénomènes non seulement sont toujours présents, mais ils se sont approfondis en se reproduisant à l'échelle de **l'économie mondiale**. Le système de l'économie **mondiale** est tout aussi aveugle, irrationnel et « privé de sujet » que l'ancien système de l'économie **nationale**.

**L'économie marchande** ne disparaît en aucune façon complètement, bien qu'à l'intérieur du pays elle dépérisse ou s'atrophie, faisant place à une répartition organisée. Le marché devient effectivement un marché **mondial**, et cesse d'être « national ». On observe ici précisément le même processus que lors de la fusion de deux ou plusieurs entreprises de différentes branches en une unité combinée, où les matières premières sont transformées en produits semi-finis puis en produits finis, mais de telle sorte que le mouvement correspondant des produits ne s'accompagne d'aucun mouvement opposé de l'équivalent monétaire; les « biens économiques » **à l'intérieur** du groupe d'entreprises combiné sont mis en circulation non comme marchandises mais comme produits, et ne représentent des marchandises que dans la mesure où ils sont jetés sur le marché par l'unité de production tout entière. De même le produit réparti de façon organisée à l'intérieur du pays ne devient marchandise que dans la mesure où son être est lié à l'existence du marché mondial. La différence - par rapport à l'économie nationale - tient simplement à l'étendue du système économique et au caractère des éléments constitutifs de celui-ci.

<sup>11</sup> Ouf ! jeu de définitions.

Le caractère particulier des trusts capitalistes d'État nous explique aussi le type particulier de lutte concurrentielle. Le trust capitaliste d'État est à proprement parler une entreprise combinée géante. Placés face à face, les trusts capitalistes d'États<sup>opposent</sup> non seulement comme unités produisant la même « marchandise mondiale », mais aussi comme éléments du travail social réparti à l'échelle mondiale **complémentaires** sur le plan économique. En conséquence, leur lutte se déroule en même temps sur le plan **horizontal** et sur le plan **vertical** : cette lutte est une **concurrence combinée**.

Le passage au système du capitalisme financier accentue toujours le processus de transformation de la concurrence de marché **horizontale** simple en concurrence combinée. Comme les méthodes de lutte correspondent au type de concurrence, il s'ensuit inévitablement une « exacerbation des rapports » sur le marché mondial. Les concurrences verticale et combinée s'accompagnent de **méthodes d'intervention à force ouverte**. C'est pourquoi le système du capitalisme financier mondial conduit inévitablement à la **lutte armée** des concurrents impérialistes. **C'est là que réside la racine de l'impérialisme**<sup>12</sup>.

La lutte entre les organisations capitalistes-financières d'État est l'expression la plus vive des contradictions et de l'anarchie du mode de production capitaliste, où le travail socialisé à l'échelle mondiale se heurte aux sujets étatiques-« nationaux » de l'appropriation. Le conflit entre le développement des forces productives et les rapports capitalistes de production doit - pour autant que le système entier n'a pas explosé - **réduire** provisoirement les forces productives, afin qu'un nouveau cycle de leur développement puisse reprendre sous la même enveloppe capitaliste. Cette destruction des forces productives représente la condition **sine qua non** du développement capitaliste, et de ce point de vue les crises représentent les coûts de la concurrence, et les guerres - cas spécial de ces coûts - sont des **faux-frais**<sup>xi</sup> nécessaires de la reproduction capitaliste. Un équilibre passager se rétablit dans ce cas de deux façons : d'abord grâce à une réduction directe des forces productives qui se traduit par une **destruction de valeurs**; ensuite par une élimination partielle des frictions parmi ces différents éléments du système économique. Celle-ci se manifeste dans la **centralisation du capital**.

**La centralisation du capital** détruit la concurrence, mais en même temps elle la reproduit constamment sur une base élargie. Elle anéantit l'anarchie des **petites** unités de production, mais elle aggrave ensuite les rapports anarchiques entre les **grands** complexes de production. Les « frictions » dans le système économique d'ensemble ne disparaissent dans un endroit que pour s'épanouir ailleurs plus largement : elles se transforment en frictions entre les parties fondamentales du grand mécanisme **mondial**.

La centralisation du capital s'accomplit suivant les mêmes trois lignes fondamentales par lesquelles se développe la lutte concurrentielle : il s'agit, ou d'une centralisation **horizontale** lorsqu'il y a une absorption entre entreprises d'une même industrie, ou d'une centralisation **verticale** lorsqu'il se produit une fusion d'entreprises d'une même branche, ou finalement d'une centralisation **combinée** quand se produit un rapprochement de groupes ou une union d'entreprises complexes ou indépendantes. La centralisation du capital dans l'économie mondiale trouve son expression dans les **annexions impérialistes** où l'on peut également discerner avec précision les trois lignes fondamentales de la lutte concurrentielle<sup>xii</sup>.

On observe comme conséquence de la guerre les mêmes phénomènes que ceux qui suivent les crises : en même temps qu'une désorganisation de forces productives, il se produit un anéantissement de groupes internationaux petits et moyens (disparition d'États indépendants)<sup>13</sup>, et la naissance de combinaisons encore plus vastes qui s'étendent au détriment des groupes en déclin.

Les rapports de production du monde capitaliste ne se limitent pourtant pas aux rapports entre « producteurs de marchandises », c'est-à-dire aux rapports entre capitalistes individuels ou leurs associations (cartels, trusts, États). L'économie mondiale contemporaine n'est pas seulement une économie **marchande**, mais aussi une économie marchande **capitaliste**. Les contradictions entre les divers éléments de cette économie se présentent sur **deux** plans principaux : celui du rapport réciproque anarchique entre les entreprises, et celui de la construction anarchique de la société en tant<sup>14</sup> que société de **classes**. En d'autres termes : il existe autant de contradictions « purement économiques » que de contradictions « sociales ». Il est tout à fait évident que la première catégorie de relations agit directement sur la seconde. La destruction des forces productives et le processus de centralisation capitaliste aiguisent considérablement les antagonismes entre les classes et la combinaison définie des deux facteurs entraîne **l'écroulement du système entier**; celui-ci commence par les maillons du système les plus faibles du point de vue organisationnel. C'est alors le début de la révolution communiste.

<sup>i</sup> *Révélation sur le procès des communistes de Cologne*. Paris, 1939, éd. Costes, p. 107-108.

<sup>ii</sup> K. MARX, *Le Capital*, Livre 1, Paris, Editions sociales, 1969, tome I, 87.

<sup>iii</sup> Henrich DIEZEL développe les mêmes idées mais de façon bien plus médiocre et saugrenue, dans *Theoretische Sozialökonomik*. Cf. aussi P. STROUVE, *Khoziaitsvo i tsena (Economie et prix)*.

<sup>iv</sup> Karl von TYSZKA. *Der Weltwirtschaftliche Problem der modernen Industriestaaten*, Iena, Gustav Fischer, p. 1.

<sup>v</sup> J. Bernard HARMS, *Volkswirtschaft und Weltwirtschaft*, Iena, Gustav Fischer, 1912.

<sup>vi</sup> Rudolf KOBATSCH, *La Politique économique internationale*, Paris, Giard et Brière, 1913. VII, 496 p.

<sup>12</sup> *Par la violence ?* (« plus important »), pas « c'est pourquoi » ni « là ». Les colonies existaient avant l'impérialisme et même avant le capitalisme industriel.

<sup>13</sup> *Jeu d'analogies, parfois la constitution d'États « indépendants » signifie le renforcement de l'impérialisme.*

<sup>14</sup> *Pourquoi ce « en tant » ???*

<sup>vii</sup>Carl DIEHL, *Privatwirtschaftslehre, Volkswirtschaftslehre*, in *Conrads Jahrbucher*. B. HARMS, *Volkswirtschaft und Weltwirtschaft, (Antikritische Darlegungen) in Weltwirtschaftliches Archiv*, 1914, 1, p. 196 et sqq.

<sup>viii</sup>Ce concept a été introduit par l'auteur du présent ouvrage. Cf. N. BOUKHARINE, *L'Économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, Anthropos nouv. ed. 1970 (Petrograd, 1918).

<sup>ix</sup>La question de la division du travail est relativement peu étudiée, mais il y a complète unanimité quant aux différents caractères du travail. Cf. (William PETTY), *The economic Writing of Sir William Petty*, London, C.H. Hull, éd. 1899, Vol. I, *Political Arithmetick*, p. 260 et sq. ; du même, un des *Essays on Political Arithmetick*, Vol. II, p. 473 et sq., Adam SMITH, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, (London, 1776), Livre I, ch. I, « De la division du travail », Paris, Guillaumin, 1843, T. I p. 13. K. MARX *Le Capital*, Livre I. Parmi les auteurs récents, cf. Gustav SCHMOLLER, « Die Tatsachen der Arbeitsteilung », *Jahrbücher*, 1889. Du même, « *Das Wesen der Arbeitsteilung und der sozialen Klassenbildung* », *Jahrbücher*, 1890. Emile DURKHEIM, *La division sociale du travail*, Paris, 1893 (travail unique en son genre, consacré particulièrement à cette question). J.B. CLARK, *The distribution of wealth*, New York, 1912, p. 11-13. Irving FISHER, *Elementary principles of economics*, New York, 1912, p. 193. Franz OPPENHEIMER (*Theorie der reinen und politischen Oekonomie*) s'imagine être original quand il introduit une division du travail ... entre l'ouvrier et la machine ! (pp. 115 et sq.). Les classifications de Wilhelm LEXIS, dans *Allgemeine Volkswirtschaftslehre*, sont intéressantes.

<sup>x</sup>K. MARX, *Le Capital*, Livre III, section I, Paris, Ed. sociales, t. VI.

<sup>xi</sup>En français dans le texte.

<sup>xii</sup>Cf. notre travail, *L'Économie mondiale et l'impérialisme*, *op. cit.*

## Chapitre II : Économie, pouvoir d'État et guerre

- I. Guerre et État.
- II. Théorie de l'État.
- III. Économie, pouvoir d'État et guerre dans leurs interrelations.
- IV. Classification des guerres. Guerres impérialistes. Guerres socialistes.
- V. Guerre de classe et guerre civile.

La guerre de 1914-1918 a posé brutalement le problème du pouvoir d'État. Auparavant, pendant la période d'avant-guerre, et jusque dans le camp marxiste, on trouvait de plus en plus répandues des idées fortement teintées de l'esprit manchestérien; il suffit aujourd'hui d'un coup d'œil pour voir, alors que l'État impérialiste a jeté des millions et des millions d'hommes dans le tourbillon de l'histoire, et du même coup rendu manifeste son énorme signification comme facteur **économique**, que l'analyse du pouvoir d'État est venue à l'ordre du jour des discussions théoriques et pratiques.

La vie de l'organisation d'État qui absorbe tout - non la vie de la société, mais celle de l'État - est venue occuper le premier plan. Le vieux Hobbes a écrit dans son **Léviathan**<sup>1</sup> qu'aucun pouvoir ne peut se mesurer à celui de l'État, et pourtant son **Léviathan** apparaît vraiment ridicule face à la force monstrueuse qui s'est révélée dans l'appareil d'État du capital financier.

Dans la société de classes, la guerre est menée par l'organisation d'État. Dans la société capitaliste, la structure **économique** contradictoire de la société conduit finalement à une crise aiguë de sa formule politique. Et cela s'opère dans deux directions principales : d'une part, l'anarchie du capitalisme mondial, l'opposition entre le travail social à l'échelle mondiale et l'appropriation « nationale »-étatique s'expriment dans la collision des organisations étatiques du capital et dans les **guerres** capitalistes; d'autre part, l'antagonisme entre les classes de la société capitaliste, qui s'exacerbe considérablement par suite de la première opposition, conduit à la **révolution**. Dans le premier comme dans le second cas, c'est la question des organisations données d'État qui est décisive. La **guerre** entraîne un regroupement des forces sur la même base : le type de pouvoir d'État et son contenu social subsistent. La **révolution** transforme le fondement de l'organisation d'État en amenant au pouvoir des classes nouvelles et donne naissance à un nouveau type d'État.

C'est pour cela que les questions de la guerre et du pouvoir d'État sont les questions les plus aiguës de notre époque et doivent trouver une réponse. Sur ce point nous voulons surtout nous livrer à un examen purement théorique.

Le marxisme envisage tous les phénomènes sociaux dans leur connexion et dans leurs interrelations; par conséquent chaque série de ces phénomènes forme un maillon dans la chaîne des causes qui entraînent le maintien, le développement, ou au contraire la destruction, d'une « structure économique » donnée de la société. C'est de ce point de vue également qu'il faut envisager la guerre et le pouvoir d'État<sup>ii</sup>.

Toute société de classes est un mécanisme qui crée un surproduit mis à la disposition d'une partie de cette société. Ce surproduit peut prendre la forme de la valeur (par exemple dans l'économie capitaliste), ou demeurer à l'état de simple produit (économie esclavagiste). Dans l'un comme dans l'autre cas, nous avons affaire à un processus d'exploitation. Posons alors la question de façon tout à fait générale : comment ce processus d'exploitation est-il possible ? Comment un système qui secrète de si fortes contradictions internes peut-il subsister ? Comment se fait-il qu'une société qui se compose fondamentalement de **deux** sociétés (classes) puisse présenter une unité relative ? Autrement dit : qu'est-ce qui rend possible le maintien d'un équilibre social relatif, la stabilité d'un système social fondé sur la scission de la totalité sociale ?

La réponse est claire. Si un tel système existe, il faut aussi qu'existe quelque chose qui serve de facteur complémentaire, qui cimente la société divisée, et étouffe la résistance des classes opprimées (d'une façon « rude » sur le plan physique, et « subtile » sur le plan idéologique). Bref, une **organisation** qui domine non seulement les choses, mais surtout les **hommes**, indispensable à la conservation de ce système. Cette organisation, c'est **l'État**.

Il ne faut pourtant<sup>1</sup> pas croire que l'État soit quelque chose qui se tienne **au-dessus** de la société et **au-dessus** des classes. La société ne comprend aucun élément qui soit constitué au-dessus des classes. D'autre part, comme nous l'avons déjà vu, la fonction fondamentale de l'État consiste à maintenir, à consolider et élargir le processus d'exploitation dans la mesure où il s'agit de la domination d'une minorité. Il en découle que l'organisation d'État ne peut être, **uniquement et exclusivement**, qu'une organisation de la **classe dominante**, ou, comme Engels l'écrivait déjà : « l'État est une organisation de la classe possédante pour la protéger contre la classe non possédante »<sup>iii</sup>.

Cette situation doit être particulièrement mise en relief. En effet, la possibilité relative d'existence d'un système social contradictoire tout entier pourrait être assurée, d'un point de vue théorique, de deux façons différentes : soit à travers l'existence d'une « troisième force » qui réconcilie les classes, qui atténue les contradictions et favorise l'établissement constant de compromis, soit à travers l'existence d'une organisation de l'un des deux camps qui réprime par tous les moyens - depuis l'utilisation directe de la violence jusqu'à la mise en place d'un tissu idéologique complexe - le camp de la classe adverse. En réalité, nous avons à faire à la seconde solution de la question, c'est-à-dire à l'existence d'une organisation de la classe dominante. La plupart même des constructions marxisantes mettent précisément en relief la première, la théorie « harmonieuse » du pouvoir d'État.

<sup>11</sup> Pas bon ce « pourtant » ...

Cette sagesse « théorique » se trouvait déjà, en vérité, dans le code babylonien d'Hammourabi, où l'on dit que « la tâche du souverain est d'assurer la loi dans le pays, d'éliminer les méchants et les malfaiteurs, de sorte que les forts ne nuisent pas aux faibles »<sup>iv</sup>. L'argument le plus « sérieux » en faveur de cette vénérable théorie se réfère à l'existence des fonctions dites d'utilité publique qu'exerce le pouvoir d'État : construction des voies ferrées, d'hôpitaux, législation du travail, assurances, etc.

Un examen sans préjugé montre que ces fonctions du pouvoir d'État n'excluent en aucune façon leur pur caractère de classe. Elles constituent une condition nécessaire à l'élargissement du processus d'exploitation lui-même (voies ferrées), ou recouvrent d'autres intérêts de la classe dominante (mesures sanitaires), ou encore sont des concessions stratégiques à l'ennemi de classe<sup>v</sup>. Il se produit à ce sujet la même chose que pour **n'importe quelle** organisation de la classe dominante. Un trust ou un syndicat (patronal) ont pour objet d'accroître le profit, mais non d'entretenir les hommes ou de leur procurer du travail. Mais pour parvenir à cet accroissement, ils doivent cependant diriger la production et embaucher des ouvriers auxquels ils feront dans certains cas des concessions (par suite de grèves), etc. - sans cesser un instant d'être une organisation d'entrepreneurs, ou comme le disent les ouvriers allemands une organisation de « **Scharfmacher** » (c'est-à-dire d'hommes qui poussent au travail à outrance pour en tirer profit). Les fonctions d'« utilité publique » ne sont alors rien d'autre qu'une **condition nécessaire du processus d'exploitation**.

Aussi bien du point de vue du rôle objectif que du point de vue des tâches subjectives et collectives que se propose l'État en tant qu'organisation d'hommes « qui créent leur propre histoire », la fonction sociale de cet État (et par suite son « essence ») consiste dans la défense, la consolidation et le développement des rapports **de production** qui correspondent aux intérêts de la classe dominante.

La principale caractéristique de l'organisation d'État de la classe dominante, grâce à laquelle cette organisation se distingue d'autres organisations de la même classe, est son universalité. L'organisation d'État est l'organisation de classe la plus large dans laquelle se concentre toute sa force, dans laquelle sont rassemblés les instruments de l'oppression mécanique et de la répression<sup>vi</sup>, c'est-à-dire dans laquelle la classe dominante est organisée précisément en tant que **classe** et non comme fraction ou petit groupe d'une classe<sup>2</sup>. Il en découle que toute action « économique », dans la mesure où elle embrasse une classe entière, revêt inévitablement un caractère « politique » : les coups ne sont pas alors dirigés contre un groupe particulier, mais contre une classe dans son ensemble, et par suite contre son pouvoir d'État.

L'État est une organisation humaine définie. De cette façon, il n'est pas l'expression du rapport technique de l'homme à la nature, mais du rapport **social** des hommes entre eux, et d'une partie des hommes aux autres. Il serait tout à fait erroné de rechercher « l'essence » de l'État dans ses attributs techniques et organisationnels, par exemple dans le fait qu'il représente un appareil centralisé. Le concept abstrait de la centralisation peut en effet recouvrir des types de rapports sociaux diamétralement opposés, et c'est justement là que réside le fond du problème. « Un nègre est un nègre, un homme de la race noire; mais c'est seulement dans des rapports de production déterminés qu'il devient esclave. » Les moyens de production sont toujours des moyens de production. C'est un concept technique. Mais c'est seulement dans des rapports déterminés que ces moyens de production deviennent du capital, à savoir quand un rapport social déterminé commence à se réifier en eux, rapport d'un genre tout à fait particulier qui constitue précisément ce que l'on nomme « l'essence » du capital. « Le capital n'est pas une chose, mais un rapport social » (Marx).

Pour Marx, tous les phénomènes sociaux sont historiques, et c'est justement dans leur détermination historique que Marx recherche leur caractéristique constitutive<sup>3</sup>. Rien d'étonnant alors si l'État, du point de vue du marxisme, représente une catégorie de part en part historique, c'est-à-dire une catégorie de la société de classes. Ce qui est « essentiel » à l'État n'est pas que celui-ci soit un appareil centralisé, mais plutôt que cet appareil centralisé incarne un rapport déterminé entre les classes, à savoir le rapport de domination, de pouvoir, d'oppression et d'asservissement; il s'agit d'un appareil qui **disparaîtra** en même temps que disparaîtront les classes et la dernière forme d'une domination de classe, la dictature du prolétariat<sup>vii</sup>.

Parmi les chercheurs bourgeois, Gumpowicz et Oppenheimer, fortement influencés par Dühring, se situent le plus près de la vérité. Oppenheimer définit « l'État historique » de la façon suivante : « Par sa **forme**, l'État est une institution de droit imposée par un groupe victorieux à un groupe soumis. Son contenu est l'exploitation systématique (« **Bewirtschaftung** ») des groupes inférieurs par les groupes supérieurs »<sup>viii</sup>. Sans nous arrêter à la question selon laquelle la conquête et l'origine des classes elles-mêmes proviennent uniquement d'une « pression extra-économique »<sup>ix</sup>, nous devons admettre que la formule d'Oppenheimer de l'exploitation systématique (**Bewirtschaftung**) est juste dans son essence (ce qui n'empêche pas cet auteur de s'attendrir dans d'autres travaux sur le fonctionnaire prussien « au-dessus des classes » et de lui faire des compliments).

Son caractère de « superstructure » sur une base économique résulte clairement de l'analyse précédente du pouvoir d'État. Comme pour toute « superstructure », il ne s'agit pas simplement d'une cloche de verre recouvrant la vie économique, mais d'une force active, d'une organisation agissante qui consolide de toutes parts la base de production dont elle est issue.

Il faut alors poser une autre question, celle de la **guerre**. Nous devons examiner cette question du même point de vue sous lequel nous avons envisagé le problème du pouvoir d'État. Quelle place la guerre occupe-t-elle dans le flux de la vie sociale ? Et, comme la vie sociale est avant tout un processus de reproduction et de succession des rapports sociaux de production, quel rôle la guerre joue-t-elle précisément dans ce domaine ?

---

<sup>2</sup> Très bien.

<sup>3</sup> « Caractéristiques constitutives des phénomènes sociaux », ce n'est pas bien.

Il n'est plus alors bien difficile de répondre à cette question. La guerre n'est pas conduite en réalité par les « peuples » et les « nations » ; elle est menée par des **États** qui se servent de la force vive des « peuples » sur le champ de bataille tout comme ils l'utilisent dans les usines et les mines. **L'armée** - cet instrument mis en action dès le début de la guerre - est la composante essentielle de l'appareil d'État. Notons à ce propos que tout l'édifice social est caractérisé par un monisme original de son architecture : toutes ses parties ont un seul et même « style ». De même que les hommes se situent dans les rapports de production selon une échelle hiérarchique donnée qui correspond à des regroupements de classe, de même cette hiérarchie sociale se reflète dans l'appareil d'État en général et dans l'armée en particulier.

Mais si la guerre est une fonction de l'État, le pouvoir d'État **in actu**, et si l'État est, en tant qu'appareil, un moyen de renforcement et d'élargissement de rapports de production déterminés, il apparaît alors évident que la guerre aussi accomplit en premier lieu ce « travail ». Dans la lutte entre États s'exprime la lutte entre bases de production déterminées, qui sont personnifiées par les classes dominantes de ces États. Toute structure de production possède un type adéquat de pouvoir d'État, et par suite un **type adéquat de guerre**. Ce n'est pas le côté technique et organisationnel de la guerre qui nous intéresse ici (bien que ce côté, lui aussi, soit déterminé par les rapports techniques et économiques généraux). Ce qui nous importe c'est la signification sociale de ce phénomène. Pour pouvoir répondre à la question de « l'essence » de la guerre, il nous faut examiner cette question, comme celle de l'État, sur un plan historique. Nous aurons alors une réponse semblable, à savoir que la guerre est d'un point de vue sociologique<sup>4</sup> **un moyen de reproduction des rapports de production dont elle est issue**.

L'État est un «facteur extra-économique ». Néanmoins il a une signification économique considérable. De même la guerre, en tant que fonction du pouvoir d'État, constitue l'un des leviers les plus puissants du processus économique tout en étant un facteur extra-économique<sup>x</sup>.

La question doit être précisée par une analyse théorique plus complète. Le processus social, en effet, ne représente pas seulement l'élargissement d'une structure de production déterminée. Il est en outre le processus de substitution de certaines formes, de certains « modes de production », de certaines « structures économiques », par d'autres. Mais la substitution de la « base » s'accompagne aussi des modifications nécessaires de son enveloppe étatique. Les nouveaux rapports de production font éclater la vieille écorce politique.

Pourtant, chaque phase du développement historique et chaque type de rapports de production possèdent eux aussi leurs propres lois spécifiques. Pour comprendre théoriquement une époque donnée, il faut la considérer dans ses particularités et analyser les caractéristiques qui en font précisément une époque, c'est-à-dire qui créent un type particulier de rapports, avant tout de rapports de production. Cependant, si nous découvrons les lois du développement social grâce à cette méthode, il est tout à fait clair qu'étant donnés les liens de tous les phénomènes de la vie sociale entre eux, il nous faut aussi examiner la guerre de la même manière.

Les analyses précédentes offrent la base d'une classification des guerres. C'est la même que celle de la classification des États. Tout type de production entraîne un type correspondant d'État et à chaque type d'État correspond un type déterminé de guerre.

Donnons-en quelques exemples. Prenons par exemple, une économie fondée sur l'esclavage. L'État n'est alors rien d'autre qu'un État d'esclavagistes, et la guerre menée par cet État n'est rien d'autre qu'un moyen<sup>5</sup> d'élargir ce régime esclavagiste, d'élargir la reproduction des rapports de production de la société esclavagiste. Les guerres dites coloniales de l'Espagne, de la Hollande, de la France, etc. étaient des guerres d'États relevant du capitalisme commercial ; leur rôle social consistait à élargir les rapports de production du capitalisme commercial, qui se transformèrent plus tard en rapports du capitalisme industriel. Les guerres menées pour soumettre le monde « arriéré » à la domination du capital industriel commencèrent dès que le capital industriel et ses organisations d'État se furent jetés dans la lutte pour les débouchés. Et enfin, dès que la méthode de production capitaliste revêtit la forme du capitalisme financier, un type particulier de pouvoir d'État apparut aussitôt ; celui de l'État impérialiste rapace, avec son appareil militaire centralisé, et le rôle social de la guerre consista à élargir la sphère de domination du capital financier avec ses trusts et ses consortiums bancaires.

Il en va exactement de même lorsque la guerre est conduite par une dictature socialiste. L'État ouvrier belligérant s'efforce d'élargir et de consolider la base économique dont il est issu, à savoir les rapports de production socialistes. (C'est de là que résulte entre autres la justification de principe des guerres offensives révolutionnaires et socialistes). Un type tout à fait nouveau de pouvoir d'État correspond à la production qui devient socialiste. Ce type de pouvoir d'État se distingue tout autant de tous ceux qui l'ont précédé que le mode de production socialiste se distingue des modes de production antérieurs qui reposaient sur les rapports économiques de la propriété privée. C'est pourquoi aussi la signification sociale de la guerre que mène la dictature ouvrière est principalement différente de toutes les guerres des époques passées, sans exception.

La guerre socialiste est une **guerre de classe**, qu'il faut distinguer de la simple **guerre civile**. Celle-ci n'est pas une guerre dans le sens propre du terme<sup>6</sup>, car elle n'est pas une guerre entre deux organisations d'État. Dans la guerre de classe, en revanche, les deux parties sont organisées en pouvoir d'État : d'un côté, l'État du capital financier de l'autre l'État du prolétariat.

<sup>4</sup>Ouf ! C'est la même chose que si un chimiste écrivait dans son manuel « le point de vue historique naturel ». Quel autre point de vue ? Psychologique ? Trop simple et imprécis. (En allemand dans les notes.)

<sup>5</sup>Et parfois le « moyen » (mot pas commode) de désintégration de ces régimes.

<sup>6</sup>Ouf ! oh ! Au secours ! Totale confusion provoquée par le grand amour de l'auteur pour pratiquer le jeu des idées et proclamer le même amour pour la « sociologie ». (En allemand dans les notes.)

Nous avons considéré tous ces phénomènes dans leur forme pure. En réalité, la chose est, bien entendu, beaucoup plus complexe. L'économie mondiale contemporaine donne, malgré la puissante concentration du capital, une image assez bigarrée d'elle-même. Et même la guerre mondiale révéla, à côté d'éléments purement impérialiste, toute une série d'autres éléments insérés dans la même toile de fond. Ainsi le chauvinisme national des petites nations qui deviennent - pour un bref moment historique - des unités étatiques, bourgeoises indépendantes. Cependant le sort du monde ne sera pas déterminé par les rapports réciproques entre les colosses de l'impérialisme, et en dernière instance par la lutte entre les colosses de la guerre de classe.

<sup>i</sup> Thomas HOBBS, *The moral and political works*, London, 1750 : « Non est potestas super terram quae eomparetur ei » (JOB. 4124).

<sup>ii</sup> K. MARX attribuait à la guerre une très grande signification économique. Cf. son *Introduction à la critique de l'Économie politique* in *Contribution à la critique de l'Économie politique*, Paris, Ed. sociales, 1957, p. 149. Werner SOMBART donne une image complètement déformée dans son ouvrage *Krieg und Kapitalism*, vol. II de *Studien zur Entwicklungsgeschichte des modernen Kapitalismus*, Munich, DULcker und Humblot, 1913, 232 p. On trouve sa critique chez KAUTSKY, « Krieg und Kapitalismus », in *Zeit*, 1913, vol. II, p. 39.

<sup>iii</sup> F. ENGELS, *L'origine de la famille, de la propriété et de l'État*, Paris, Editions sociales, 1966, p. 158. « La politique n'est qu'une méthode de persistance, un instrument de conservation et d'extension de la propriété » (Achille LORIA, *Les bases économiques de la constitution sociale*, 2- Ed., Paris, 1903, p. 362) [1].

[1] LORIA n'appartient pas à la distribution de cet opéra.

<sup>iv</sup> Cf. Ludwig GUMFLOWICZ, *Geschichte der Staatstheorien*, Innsbrück, 1905, p. 8. Cf. aussi Otto LOENIG, « Der Staat », dans *Handwoerterbuch der Staatswissenschaften*, Iena, Fisher, 1895; Willy WYGODZINSKY, « Staat und Wirtschaft », *Handbuch der Politik*; Wilhelm JERUSALEM, *Der Krieg im Lichte der Gesellschaftslehre*, Stuttgart, 1915, I, p. 61.

<sup>v</sup> Pour qui connaît la littérature sur la question de la population en rapport avec les déclarations sur la « dégénérescence » de la nation, il est clair que toute une série de mesures destinées à prévenir cette « dégénérescence » n'est dictée que par le désir d'obtenir une masse correspondante de chair à canon utilisable.

<sup>vi</sup> Hans DELBRUECK *Regierung und Volkswille*, Berlin, Stilke, 1914, p. 133 : « Où le véritable pouvoir réside-t-il, en dernière instance ? Il réside dans les armes. C'est pour cette raison que la question décisive concernant le caractère interne d'un État est toujours : A qui appartient l'armée ? » Cf. à ce sujet les prophéties naïves de SPENCER : *Man versus the State* [2].

[2] Il faudrait « souligner », même les bourgeois, qui ne sont pas stupides, comprennent cela mieux que KAUTSKY, O. BAUER et cie.

<sup>vii</sup> Les social-démocrates ont complètement déformé ce point de vue. L'auteur de ce travail l'a soutenu énergiquement, déjà, au début de la guerre, dans une série d'articles de journaux et de revues : Dans la revue hollandaise *De Tribune* (l'essai « De Nieuwe Lyveigenschap », 25 nov. 1916 et suivants), dans l'organe de la gauche norvégienne, *Klassenkampen*, dans *Arbeiterpolitik* de Brême et, en dernier lieu, dans la revue *Jugendinternationale* (Suisse), ainsi que dans les articles polémiques du journal *Novyi mir* de New York. Pour les travaux des classiques du marxisme, cf. F. ENGELS, *L'origine de la famille ...*, *op. cit.*; du même, *Anti-Dühring* (trad. franç. Ed. sociales, 1972); du même, *Dell' autorità (Almanaco Repubblicano per l'anno 1874, Lodi, 1873)*, trad. franç. in MARX-ENGELS, *Œuvres choisies*, Moscou, Ed. du Progrès, 1970, t. II, p. 395. K. MARX, *Kritische Randglossen zu dem Artikel «Der König von Preussen und der Sozialreform, von einen Preussen»* etc. (*Vorwaertz*, 1844, tract. franç. Molitor, *Œuvres philosophiques*, t. V, 1937). K. MARX, *Contribution à la critique de la Philosophie du Droit de Hegel. Introduction in Critique du Droit politique hegelien*, Paris, Ed. sociales, 1975, Annexes, p. 197. Le lecteur trouvera une excellente illustration de cette question avec un choix de citations correspondantes de MARX et ENGELS dans l'ouvrage du camarade LÉNINE, *L'État et la Révolution*. Les professeurs bourgeois ont compris la doctrine communiste de Marx tout aussi peu que les social-démocrates. Ainsi par exemple Adolphe WAGNER «( Staat in nationaloekonomischer Hinsicht », *Woerterbuch der Staatswissenschaften*) écrit que «l'État» socialiste peut avoir toutes les caractéristiques de l'État « à leur plus haute puissance », puisque le caractère de classe de l'État moderne est le pur produit d'un « abus » (tout comme chez BOEHM-BAWERK, pour qui l'usure est un « abus » et le profit existe aussi dans l'Étatsocialiste où il poussera sur les arbres). JELLINEK (*Allgemeine Staatslehre*) comprend MARX à la façon de WAGNER. A cette différence près que la théorie du pouvoir le plonge dans une terre sacrée et il explique que « ses conséquences pratiques ne consistent pas dans la consolidation, mais dans la destruction de l'État » (p. 175) et que cette théorie fraye la voie à la *révolution en permanence* [3]. Cf. GUMFLOWICZ, *Geschichte der Staatstheorien*, Innsbrück, 1905, pp. 373 et sq.

[3] Dans ses notes marginales, Lénine souligne révolution en permanence.

<sup>viii</sup> F. OPPENHEIMER, « Staat und Gesellschaft » *Handbuch der Politik* vol. I, p. 117. Cf. aussi, OPPENHEIMER, *Der Staat* Frankfurt à M. 1907; du même, *Theorie der reinen und politischen Ökonomie*, 8, Ed. 1911.

<sup>ix</sup> Cf. à ce sujet ENGELS, *Anti-Dühring*; SCHMOLLER, *Das Wesen der Arbeitsteilung und Klassenbildung* (Polémique contre Gumplowicz, à la p. 72). Le développement des États-Unis, en particulier, peut servir d'exemple contre cette théorie, bien que le féodalisme nord-américain ne doive pas être sous-estimé. Cf. Gustave MAYERS, *The history of great american fortunes*.

<sup>x</sup> Werner SOMBART a donné dans son livre déjà cité, *Krieg und Kapitalismus*, une description de l'influence de la guerre sur l'origine du capitalisme. La méthode de SOMBART, celles des différentes mères (tantôt la guerre, tantôt le luxe et l'amour, par exemple dans son livre *Luxus und Kapitalismus*, qui engendrent la guerre l'une après l'autre, selon l'humeur de l'honorable professeur, entraîne toutefois inévitablement de terribles exagérations.

## Chapitre III : l'écroulement du système capitaliste

- I. La guerre et l'organisation des rapports de production capitalistes (capitalisme d'État).
- II. Le processus de reproduction, les forces productives et la guerre.
- III. La structure moniste de la société capitaliste et son anarchie.
- IV. L'effondrement de la société capitaliste.
- V. Le communisme comme seule issue.
- VI. Les forces productives et les faux-frais de la révolution.

La collision entre les diverses parties du système capitaliste mondial, qui reflétait le conflit entre la croissance des forces productives de ce système et sa structure de production anarchique, a été, comme nous l'avons vu, un conflit entre trusts capitalistes d'État. Le besoin objectif mis à l'ordre du jour par l'histoire est celui d'une organisation de l'économie mondiale, c'est-à-dire la transformation du système économique mondial **sans sujet en un sujet** économique actif, en une organisation fonctionnant conformément à un plan, une « unité téléologique », un système **organisé**. L'impérialisme s'efforça de remplir cette tâche par ses propres méthodes. C'est ce que H. von Beckerath a exprimé d'une façon pas tout à fait exacte. Il affirme : « Etant donné que la libre concurrence échoue à servir de régulateur à la vie économique, l'appel à l'organisation se fait finalement entendre. Il s'ensuit un processus de fusion et une lutte commune pour les marchés industriels. Ainsi surgit une lutte de masses économiques unifiées sur le plan national, qui revêt de plus en plus un caractère politique et qui culmine finalement dans un gigantesque conflit politique entre des peuples à la recherche des débouchés industriels »<sup>i</sup>. L'achèvement de cette tâche dépasse les forces de l'impérialisme, et la crise due à la guerre conduit à la crise du système tout entier. Mais, dans le cadre **étroit** des différents trusts capitalistes d'État, le premier stade de la guerre a été celui d'une **réorganisation** interne des rapports de production capitalistes dans le sens d'une planification et d'une organisation des différentes **parties du système** en lutte entre elles. Il n'est pas difficile de comprendre et d'analyser les causes fondamentales de cette réorganisation, qui conduisit à l'élimination, par la voie de l'étatisation des fonctions économiques, de l'anarchie interne de la production. **Sur le plan organisationnel et technique**, cette réorganisation fut largement facilitée par la disparition extraordinairement rapide des groupes de moyenne dimension. La guerre agit à ce point de vue comme une crise gigantesque. Tandis que la somme de la plus-value produite décroissait, celle-ci se concentrait et s'accumulait dans les unités de production les plus fortes (sur le plan social, technique et économique). **Le processus de centralisation** du capital fut extraordinairement accéléré et cette centralisation accélérée constitua la « condition négative » de la nouvelle forme des rapports capitalistes. Les **raisons positives** de l'étatisation furent les **besoins de la guerre** en tant que puissant processus organisé. La dimension de cette guerre, sa technique, la complexité des rapports internes de l'appareil militaire, l'énorme demande des produits de l'industrie et de l'agriculture mis en jeu immédiatement par l'organisation de la guerre, et enfin la signification décisive de l'issue des opérations de guerre pour les classes dominantes mirent à l'ordre du jour le dépassement maximum de l'anarchie à l'intérieur des parties en lutte du système capitaliste. Toutes les autres conditions, restant par ailleurs égales, les résultats de la guerre étaient directement proportionnels au degré d'organisation économique des trusts capitalistes d'État. Les causes indiquées ont été très accentuées par **le manque de nombreux produits**, en particulier de matières premières; cette insuffisance se manifesta dès que les rapports internationaux se détériorèrent avec l'épuisement et l'appauvrissement général<sup>ii</sup>. Cette pénurie exigea évidemment une répartition plus parcimonieuse, et par suite rationalisée, organisée. Mais comme le processus de répartition est une des phases du processus de reproduction, il va de soi que l'organisation de la répartition devait conduire inévitablement à une organisation plus ou moins étendue du processus de production. On comprend facilement que la classe des capitalistes dans son ensemble (et les représentants du capital financier en sont l'élément dynamique) **gagna** à un degré exceptionnel à cette centralisation. Il faudrait être très naïf pour y voir une violation du droit sacré de la propriété privée. En fait, il n'y a pas ici le moindre soupçon d'une quelconque « expropriation des expropriateurs », puisque tout était concentré entre les mains d'une organisation étatique du **capital financier**, et non entre celles d'une « troisième force » quelconque. L'opposition venait principalement des couches **arriérées** de la bourgeoisie, en premier lieu des représentants du capital commercial et de la spéculation commerciale. L'organisation de la production et de la répartition exclut par principe le commerce **en général** et la spéculation commerciale en particulier; par suite, elle exclut le profit commercial et le « profit différentiel »<sup>iii</sup>, le profit spéculatif. Pour autant que cette organisation de la production et de la répartition se poursuit effectivement elle enfreint les « droits sacrés » de ces catégories notamment. Il serait pourtant ridicule de croire que les « droits » de la classe capitaliste dans son ensemble seraient violés pour autant. Il s'agit là seulement d'une répartition nouvelle de la plus-value au profit des groupes du capital financier, d'une transformation du profit commercial en dividendes ou intérêts payés par la **banque d'État**. Par suite, il ne se produit pas ici une suppression de la plus-value, mais seulement un changement de **forme** d'une partie de cette plus-value. C'est en cela que consiste l'essence de l'organisation capitaliste d'État, pour autant qu'il s'agisse des catégories du profit et de la répartition de la plus-value. En ce qui concerne la diminution d'une partie de la plus-value et son versement aux ouvriers, pour se prémunir contre une révolution, il s'agit là d'une question secondaire, qui ne joue pas un rôle essentiel<sup>iv</sup>. La limite mathématique de cette tendance est donnée par la transformation de toute « l'économie nationale » en un **trust combiné**, absolument compact, au sein duquel les diverses « entreprises » ont cessé d'être des entreprises et se sont transformées en simples ateliers particuliers, en **filiales** de ce trust, où par conséquent la division **sociale** du travail s'est transformée en une division **technique** du travail et où toute l'économie est devenue une entreprise unique **d'un groupe correspondant de la bourgeoisie mondiale**.

Le principe d'organisation commun à cette forme du capitalisme est la subordination de tous les organismes économiques (et d'ailleurs pas seulement économiques) de la bourgeoisie à son **État**. Prenons en fait toute une série d'organisations bourgeoises : l'État, les syndicats, les cartels et les trusts, les associations patronales, les coopératives, les consortiums bancaires, les sociétés scientifiques, les agences de presse bourgeoises, et cent autres organisations. Un examen théorique rend tout à fait clair que tout ce système atteint le maximum de stabilité grâce aux regroupements, à la fusion, et à l'intégration de toutes ces organisations. Quel est alors l'organisme qui doit avoir la prééminence ? Une fois de plus, il est évident que c'est le plus grand, le plus puissant, le plus étendu. C'est le pouvoir d'État qui constitue précisément cette organisation. L'organisation étatique de la bourgeoisie concentre en elle tout le pouvoir de cette classe. Par conséquent, toutes les organisations avant tout économiques, mais aussi les autres, doivent lui être subordonnées. Elles sont toutes «militarisées». Toutes se transforment en **filiales, en départements de l'organisation universelle** unique. Le système dans son ensemble ne peut trouver son maximum de stabilité que dans ces conditions. C'est ainsi que prend naissance un nouveau type de pouvoir d'État, le type classique de **l'État impérialiste**, qui repose sur des rapports de production **capitalistes d'État**. Dans ce type ; l'«économique» fusionne organisationnellement avec la «politique» ; le pouvoir économique de la bourgeoisie s'unit directement à son pouvoir politique; l'État cesse d'être un simple protecteur du processus d'exploitation, et devient un exploitateur capitaliste collectif direct qui s'oppose ouvertement au prolétariat<sup>v</sup>. C'est alors que le développement du pouvoir d'État manifeste toute sa nature dialectique; le pouvoir d'État prit naissance comme forme unique et originale de l'organisation de la classe dominante; il devint ensuite l'une des nombreuses organisations de la bourgeoisie il redevint finalement une organisation fondamentalement unique après avoir **absorbé toutes les autres**<sup>1</sup>.

Les rapports de production capitalistes d'Étatsont, logiquement et historiquement, la continuation des rapports capitalistes-financiers dont ils constituent l'achèvement. Il n'est donc pas étonnant que ces formes d'organisations prises par le capital financier, à savoir les syndicats, trusts et banques, aient constitué le point de départ de leur développement. Le **monopole d'État** prend la place des trusts en tant qu'organisations privées, qui concentrent la production non seulement sur le plan commercial, mais aussi sur le plan technique.

Les syndicats et les cartels sous forme de trusts sont aussi remplacés par le monopole d'État. Le processus de centralisation se trouve accéléré sous la pression du pouvoir d'État ; c'est ainsi que naissent les **syndicats et cartels** dits **obligatoires (Zwangssyndikate Zwangskartelle)**. Les entreprises mixte auxquelles l'État participe comme co-proprétaire, gros actionnaire etc. ..., et où la liaison capitaliste-financière entre l'entreprise privée et l'Étatse manifeste sous la forme de « participation » (**Beteiligung**), représentent un type de transition. Ces formes sont les plus importantes - au sens où elles restructurent les rapports de production - mais elles ne sont certainement pas les seules; en fait, il existe toute une série de changements moins essentiels, tels que les réglementations d'État et le contrôle du processus de production (fixation d'une production obligatoire, établissement de normes, régulation des méthodes de fabrication, réglementation du système technique interne de production dans son ensemble; la réglementation de la répartition (livraisons obligatoires et recettes obligatoires; approvisionnement étatique, magasins d'État, prix taxés, système de rationnement etc ...) <sup>vi</sup>. Les banques jouent ici un rôle organisationnel particulier et extraordinairement important. Elles transfèrent les dépôts à la **banque d'État**; celle-ci centralise ainsi des sommes énormes (il suffit simplement de rappeler les emprunts de guerre) et les achemine vers l'industrie de guerre. Puisque les dépôts représentent dans une certaine mesure la liquidité périodique du capital, leur «répartition» organisée par la banque d'Étatsignifie alors la soumission effective de l'industrie à la banque d'État et la transformation du profit d'entreprise en intérêts payés par cette banque. Par suite, les rapports de production capitalistes se transforment de cette manière en rapports capitalistes d'État et les différentes sortes du profit capitaliste s'égalisent en se transformant en un « dividende » original, payé par une entreprise capitaliste-collective unique, par une société par action unique, un trust tel que le représente l'État impérialiste<sup>vii</sup>.

Les types de rapports organisationnels revêtent alors des formes concrètes différentes; ils se différencient par leur caractère fonctionnel : nous avons à faire ici aussi à une **organisation planifiée**, où naissent de nouvelles unités techniques-productives stables (on peut donner en exemple les trusts obligatoires qui centralisent toute une série d'anciennes unions de production, les monopoles d'État, etc.); il faut aussi rappeler ici la « **réglementation** » simple (par exemple, l'obligation de dépôt et d'enregistrement (**Absatz und Einnahme-Pflicht**)). Enfin, on trouve ici aussi un élément de moindre importance dans les processus d'organisation : **la fixation des normes**<sup>viii</sup>; les prix taxés peuvent servir d'exemple de ces normes. Il serait cependant erroné d'ignorer le fait que cette tendance générale du développement « capitaliste d'État », qui précipite celle du capitalisme financier, va dans le sens de formes **plus élevées** d'organisation, qui créent une structure **technique de production** stable. Le processus d'organisation ne commence pas obligatoirement par l'aspect technico-productif; le but subjectif de ses agents peut être aussi non pas l'organisation, mais disons le pur calcul **commercial** et néan moins le résultat final objectif peut être la création de nouveaux complexes technico-productifs. Ce phénomène pouvait être observé tout à fait clairement à l'époque du capital financier : les syndicats ont débuté comme associations **commerciales**, opérant sur le marché et pourtant le développement ultérieur a entraîné la création de cartels (sous une forme proche des trusts), puis à la formation de trusts véritables, c'est-à-dire d'associations de type non seulement commercial, mais aussi technico-productif. Mentionnons un autre exemple. La pénétration du capital bancaire dans l'industrie a entraîné la consolidation des entreprises (« fusions », trusts intégrés : etc.). Dans ces cas, les processus d'organisation passent de la sphère de la circulation à celle de la production; cela provient du fait que le processus de circulation constitue un élément « du processus d'ensemble », du processus de reproduction dont toutes les parties et toutes les, phases sont soumises à des lois impératives<sup>ix</sup>.

**Ansi : la réorganisation des rapports de production du capital financier alla dans le sens de l'organisation capitaliste d'État universelle avec l'élimination du marché, la transformation de la monnaie en unité de**

<sup>11</sup> Il est évident que le « type pur » du capitalisme d'État ne se manifeste dans la réalité que comme une tendance.

**compte, la production organisée à l'échelle étatique, la subordination de tout le mécanisme de l'économie nationale aux buts de la concurrence mondiale, c'est-à-dire avant tout à ceux de la guerre.**

Dans l'analyse précédente, nous avons envisagé les formes organisationnelles grâce auxquelles la structure capitaliste de chaque pays s'est adaptée aux nouvelles conditions d'existence du capitalisme mondial dans son ensemble. Mais nous avons considéré toutes les transformations sous l'angle du dépassement de l'anarchie de la **production**. Il faut aussi dire quelques mots de l'anarchie **sociale**. La totalité des rapports de production n'englobe pas seulement les rapports entre les hommes organisés dans les entreprises; il existe une autre différenciation de ces rapports de production, dans la mesure où nous parlons de rapports entre les **classes**. Il devrait donc aussi se produire dans ce sens une restructuration des rapports, sans quoi tout le système serait hautement instable et de brève durée. Les besoins de la guerre ont aussi joué sur ce point un rôle très important. En effet la mobilisation des prolétaires et de leur esprit pour la guerre et au nom de celle-ci fut une condition aussi nécessaire à la conduite de la guerre impérialiste que la mobilisation de la production matérielle.

Le processus de dépassement de l'anarchie de la production eut comme point de départ les éléments d'organisation déjà élaborés par le capital financier. Le processus de réorganisation sociale devait se fonder aussi sur les facteurs déjà engendrés par le précédent développement. **Les formes d'organisation matérielle** étaient fournies par les **organisations ouvrières** : les syndicats, les partis socialistes et en partie les coopératives, avec tout leur appareil auxiliaire et complémentaire. Les **formes idéologiques** relevaient de la mentalité caractéristique du **patriotisme ouvrier**, qui représentait en partie une transformation des survivances de l'ancienne mentalité petite-bourgeoise, mais aussi en partie le produit de l'intérêt relatif et temporaire que la classe ouvrière portait à la politique impérialiste. Finalement la **méthode** de transformation était la même méthode de **subordination à l'État** bourgeois omniprésent. La trahison des partis socialistes et des syndicats s'exprima précisément en ceci qu'ils se mirent au service de l'État bourgeois, qu'ils furent à vrai dire étatisés par cet État **impérialiste**, qu'ils se transformèrent en « section ouvrière » de la machine militaire. **L'étatisation de ces organisations** avait pour équivalent idéologique **l'étatisation typiquement bourgeoise** de la mentalité prolétarienne; c'est ce qui se traduit par la théorie de la soi-disant « paix civile », qui connut une grande popularité et fut approuvée jusque dans les milieux prolétariens. Bien entendu, à côté de ces méthodes, les méthodes de pression et d'oppression directe, **les mesures coercitives directes**, continuèrent à se développer.

C'est ainsi que fut obtenue la stabilité maximale des systèmes partiels capitalistes placés dans les conditions de la grande guerre impérialiste, à savoir les conditions d'une perturbation épouvantable de l'équilibre du système capitaliste **mondial** tout entier.

Pour que notre analyse concerne toutes les tendances fondamentales à l'organisation du système capitaliste, il faut mentionner aussi les « **syndicats** » **des trusts capitalistes d'État**, et ces syndicats spécifiques de « second ordre », qui sont des parties constituantes des trusts capitalistes d'État. En font partie par exemple les « coalitions d'États » ou la « Société des Nations ». Les prémisses de ces organismes ont été fournies par les relations capitalistes-financières et par la somme totale des « participations réciproques ». La guerre renforça le processus de cette fragile syndicalisation des « trusts capitalistes d'État »; les conférences ouvrières interalliées ont été, par ailleurs, l'expression de la même tendance. Les tendances à l'organisation dépassent ici les frontières des États particuliers. Par suite, le processus d'organisation a trouvé sa haute expression dans ces tentatives du monde capitaliste.

Tous ces processus se réalisèrent dans les conditions d'une **énorme destruction des forces productives**. La réorganisation structurelle s'accompagna d'une régression des forces productives. C'est de là que découle en dernière instance l'écroulement inévitable du système tout entier. Il nous faut alors examiner les effets fondamentaux du processus de destruction.

Par forces productives de la société, nous entendons **la totalité des moyens de production et des forces de travail**. C'est par conséquent la totalité des machines de tous genres, des matières premières, des combustibles, etc. **in natura** d'un côté; et la totalité des différentes formes de la force de travail **in natura** (force de travail des métallurgistes, des techniciens, des ouvriers textiles, etc., c'est-à-dire la force de travail de caractères concrets variés et de différentes qualifications), de l'autre<sup>x</sup>. Le développement des forces productives est le fondement du développement humain en général, et c'est de ce point de vue justement qu'il faut analyser tous les faits de la vie sociale. Le point de vue du développement des forces productives s'accorde avec celui de la **reproduction** : le développement des forces productives correspond à la reproduction élargie, leur état stationnaire correspond à la reproduction simple, leur déclin se traduit par la reproduction d'une partie de plus en plus restreinte des produits périodiquement consommés. Dans ce dernier cas, nous avons affaire à une régression sociale.

Le point de vue de la reproduction est à vrai dire obligatoire pour toute recherche économique. Mais il est **doublement obligatoire** pour l'économiste qui étudie les périodes « critiques » et les phases de transition du développement. En effet, dans les temps dits « normaux », la répétition périodique des cycles de production est donnée dès le début. Même alors - en particulier dans la société capitaliste - des problèmes spécifiques se posent, mais dans l'ensemble les choses se passent plus ou moins « sans obstacles ». Les époques « critiques » rendent, au contraire, problématique chaque cycle consécutif de production. Par suite, le point de vue de la reproduction est ici le **seul** méthodologiquement correct en ce sens qu'il analyse les conditions de la **répétition** des cycles de production, c'est-à-dire les conditions de l'équilibre **dynamique** du système social. « Littéralement, reproduction signifie simplement répétition, renouvellement du processus de production. C'est pourquoi, au premier abord il est difficile de se rendre compte en quoi la notion de reproduction se distingue en fait de la notion générale de production, et pourquoi il est nécessaire d'employer ici une expression spéciale. Mais cette répétition, ce renouvellement constant du processus de production comporte précisément un élément spécial, très important »<sup>xi</sup>.

Cette « spécificité », les physiocrates l'avaient déjà parfaitement comprise, mais les laquais « savants » de l'impérialisme l'ont complètement oubliée. Voilà pourquoi la guerre a produit dans sa phase initiale des constructions théoriques vraiment monstrueuses, qui du fait de la réalisation du profit de guerre, de « l'épanouissement » de l'industrie de guerre et de la hausse du cours des actions des entreprises métallurgiques, chimiques et autres, permettaient de conclure à une influence **bénéfique** (!) de la guerre sur la « vie économique nationale ». Examinons le processus de production **réel** au moment où toute l'économie se trouve en état de guerre, c'est-à-dire au moment où se produit une **nouvelle répartition des forces productives dans l'intérêt de l'industrie de guerre** et du travail pour l'armée **en général**. On a coutume de définir le travail dépensé pour les besoins de la guerre comme travail improductif au point de vue économique. Qu'est-ce que cela signifie ? La signification spécifique de ce travail apparaît clairement si l'on considère son effet sur **les conditions de reproduction**. Dans le processus de production « normal », des moyens de production et des moyens de consommation sont créés. Ce sont les deux secteurs les plus importants de toute l'économie. Il est tout à fait clair que les moyens de production sont chaque fois incorporés au système du travail social. Leur production est une condition de la reproduction et il en va de même, en gros, pour la production des moyens de consommation. Ces moyens de consommation ne disparaissent pas sans laisser de traces dans les cycles ultérieurs du processus de production. En effet, le processus de consommation est **considéré dans ses fondements** comme un processus spécifique **de production de la force de travail**. Et la force de travail est justement une condition nécessaire au processus de reproduction. Par suite, la production des moyens de consommation, tout comme la production des moyens de production, fournit des produits qui représentent la condition nécessaire du processus de reproduction, sans laquelle celui-ci ne peut avoir lieu. La production de guerre a une toute autre signification : un canon ne se transforme pas en élément d'un nouveau cycle productif; la poudre explose dans l'air et ne revient sous aucune forme nouvelle dans le cycle de production suivant. Tout au contraire. L'effet économique de ces éléments **in actu** est une grandeur purement négative. Il ne faut pas cependant en conclure que la signification économique soit dans ce cas liée inconditionnellement à un genre déterminé de valeur **d'usage** et de forme matérielle du produit. Examinons par exemple les **moyens de consommation** qui entretiennent l'armée. Dans ce cas également, on observe la même chose. Les moyens de consommation n'engendrent pas alors de **forces de travail** puisque les soldats ne figurent pas dans le processus de production : ils en sont exclus, ils sont situés **en dehors** du processus de production. Tant que continue la guerre, les moyens de consommation servent en grande partie, non de moyens de production de la **force de travail**, mais de moyens de production d'une « force militaire » spécifique, qui ne joue aucun rôle dans le processus de production. Il en découle que le processus de reproduction revêt avec la guerre un caractère « déformé », régressif, **négatif** : dans tous les cycles productifs ultérieurs la base réelle de la production devient toujours plus étroite; le « développement » s'accomplit selon une spirale qui ne s'élargit pas, mais qui se rétrécit constamment.

Il faut encore relever une circonstance importante. L'armée qui représente une demande colossale pour son entretien ne fournit pas de contrepartie en travail. Il s'ensuit qu'elle ne produit pas, mais **prélève**; autrement dit, on en arrive dans ce cas à une **double** perte du « fonds de reproduction ». Cette circonstance constitue le facteur de destruction le plus important. En plus il faut mentionner les destructions directes de la guerre (routes détruites, villes incendiées, etc.) et toute une série de destructions indirectes (déqualification de la force de travail, etc.). Il est clair, aussi, que la base réelle de la production sociale se réduit lors de chaque rotation du capital social. Nous n'avons pas alors affaire à une reproduction élargie, ni même à une reproduction simple; il s'agit ici d'une **sous-production** sans cesse croissante. On peut appeler ce processus **reproduction élargie négative**. Telle est la guerre considérée du point de vue économique. Le processus qui a réellement lieu est ainsi une reproduction élargie **négative**<sup>2</sup>. Il faut distinguer ce processus de son expression capitaliste en valeur-papier déformée et fétichisée. C'est sur la confusion de ces deux processus - le processus matériel et de travail, d'une part, le processus formel d'autre part que repose la théorie monstrueuse de l'effet positif de la guerre. En effet, on peut conclure de ce que nous avons dit précédemment, que la forme du profit capitaliste manifeste la tendance, propre au régime capitaliste d'État, à se transformer en intérêts payés en titres d'État. Ces titres représentent, à un degré important, un droit sur des valeurs futures réelles. Ils peuvent en même temps être mis en circulation et même s'accumuler en grande quantité. Leur existence est une chose, et la possibilité objective de leur réalisation en est une autre. Comme il se produit dans le processus de la guerre une réalisation de la valeur en tant que revenu, celle-ci peut être considérée soit comme « consommation » du capital constant, soit comme réalisation de la somme décroissante de la plus-value grâce à sa redistribution en faveur des grands groupes capitalistes. Une grande quantité de titres accumulés constitue des signes de valeur, dont la réalisation repose entièrement sur l'avenir, et dépend d'une part des conditions de la reproduction capitaliste, et de l'autre de l'existence du système capitaliste lui-même. Il est compréhensible que l'énorme inondation de titres sous les formes les plus diverses puisse devenir tout à fait incommensurable par rapport au processus de travail réel et, dans les conditions du système **capitaliste**, cela deviendra un indice de son effacement. C'est ainsi que la reproduction élargie négative se développe parallèlement à l'accumulation des titres.

Mais ce que nous venons de dire n'implique nullement l'inutilité des « dépenses » et l'évaluation négative de l'aspect destructeur de ce processus au point de vue **capitaliste**. Toute crise capitaliste équivaut à une destruction temporaire des forces productives. Mais il faut la juger du point de vue du système capitaliste, en allant au-delà du cadre de quelques cycles de production. Car en dernière instance, la crise élargit le cadre du développement ultérieur du système capitaliste. Il en va de même en cas de guerre. Supposons que la guerre mondiale se soit terminée la seconde année par la victoire d'une des coalitions de puissances. Il est indubitable que dans une telle situation le régime capitaliste aurait eu de grandes chances, après une période de destruction, de se relever : dès que l'on aurait « pansé les plaies », c'est-à-dire après avoir renoué les relations et restauré les éléments détruits du capital constant, le mode de production capitaliste aurait retrouvé la possibilité d'un certain développement ultérieur et cela sous une forme plus élevée et plus centralisée qu'auparavant. Ainsi, **ce qui se**

<sup>2</sup> *Ouf ! au secours !*

**présentait comme perte nette au point de vue des cycles de production directement liés ou apparentés à la guerre, pouvait aussi se révéler, au point de vue du mouvement général du système capitaliste dans sa grande portée historique, comme une réduction transitoire des forces productives au prix de laquelle aurait été obtenu un développement ultérieur et plus puissant de ces forces.** Autrement dit, nous aurions affaire à une crise, de forme et de dimension jamais atteintes, mais **nullement** à un effondrement du système **capitaliste**. Celui-ci poursuivrait son développement après une certaine stagnation, sous des formes organisationnelles plus élaborées.

La question : **crise ou effondrement** dépend du caractère concret de l'ébranlement du système capitaliste, de sa gravité et de sa durée. Sur le plan théorique, il est tout à fait clair que le processus de reproduction élargie négative ne peut se poursuivre que jusqu'à une certaine limite, au-delà de laquelle commence une désagrégation et une désintégration de l'organisation toute entière. Nous pouvons maintenant commencer à examiner cette question.

Le processus de reproduction n'est pas seulement un processus de reproduction des éléments matériels de la production, mais aussi un processus de **reproduction des rapports de production eux-mêmes**<sup>xii</sup>. La reproduction élargie est la reproduction élargie des rapports de production donnés : leur champ, leur extension spatiale, deviennent toujours plus grands; la méthode de production donnée «s'étend» en se **réorganisant dans ses détails internes**; autrement dit, la reproduction des rapports capitalistes de production les reproduit **fondamentalement** dans la mesure où le rapport entre capital et travail salarié est maintenu et élargi en permanence. Mais **à l'intérieur** de ce rapport, les détails de la structure de production changent constamment; il suffit de mentionner la croissance de ce que l'on nomme la « nouvelle couche moyenne ». Que se passe-t-il lors de la reproduction élargie **négative** ? Pour répondre à cette question, il faut s'attarder plus en détail sur le problème de la structure sociale **dans son ensemble**.

Tout d'abord que sont les « rapports de production » dont il s'agit ici ?

Marx les définit comme des rapports entre les hommes dans le processus du travail social et de la répartition des produits de ce travail. Pour parler concrètement, les rapports entre les capitalistes, les contremaîtres, les techniciens, les ingénieurs, les ouvriers qualifiés et non qualifiés, les commerçants, les banquiers, les usuriers, etc. appartiennent à la société capitaliste dans la mesure où les rapports entre ces éléments sont considérés dans leur combinaison réelle donnée. Par suite, la catégorie des rapports de production est une catégorie générale qui concerne le système social; elle englobe aussi bien les rapports sociaux de classe (rapports entre ouvriers et capitalistes) que tous les autres types de rapports (par exemple, les rapports entre deux entreprises, le rapport de coopération tel que la coopération dite simple, etc.)<sup>xiii</sup>. On doit remarquer que les rapports de production ne sont pas quelque chose de différent de l'organisation technique du travail, dans la mesure où nous parlons des rapports internes au processus direct de travail. Dans la réalité, ils se fondent l'un dans l'autre. La fabrique n'est pas seulement une catégorie technique, mais aussi une catégorie économique<sup>xiv</sup>, puisqu'elle est un complexe de rapports sociaux de travail et de rapports de production. Marx cite la hiérarchie de la fabrique sous le commandement du capital (Kommando das Kapitale) comme exemple des rapports de production capitalistes. Les éléments techniques (la force de travail de l'ingénieur, du directeur, du mécanicien, du contremaître, des ouvriers, des manœuvres) sont en même temps des éléments de l'organisation économique et dans la mesure où ils sont liés à un cercle permanent de personnes leur caractéristique sociale de classe se manifeste aussi. Il n'y a rien d'étonnant à cela puisque les classes représentent avant tout<sup>3</sup> des groupes de personnes unies par des conditions communes et par un rôle commun dans le processus de production, avec toutes les conséquences qui en dérivent pour le processus de répartition. La hiérarchie capitaliste dans la production est accompagnée de la hiérarchie capitaliste dans la répartition. Ce sont deux aspects d'un seul et même phénomène, aspects indissolublement liés, étroitement fusionnés.

Les rapports de production sont des rapports entre les hommes comme éléments d'un système déterminé. Mais ce serait trop simplifier si l'on voulait **opposer** un type déterminé de **relations** à ces éléments. La société n'est pas une somme d'éléments; elle n'est pas non plus la somme arithmétique des éléments et de leurs relations. Car le lieu social n'est pas **en dehors** et **à côté** de ces éléments. La répartition spatiale des personnes dans le processus technique de travail et leur rôle fonctionnel s'accroissent et se fixent dans les éléments humains. Les liens sociaux se transforment ainsi et trouvent leur expression dans la « structure interne » des éléments eux-mêmes; le type de relations sociales est présent dans la tête des individus.

**Ainsi : la structure sociale donnée, et le mode de production donné, est d'une part un type déterminé de relations mais d'autre part ces éléments eux-mêmes sont à leur tour déterminés par ce type.**

Les rapports de production déterminent tout le reste. La cause en est facile à comprendre. Si les rapports de production incorporaient un certain type de relations et si les rapports d'un autre genre (par exemple l'organisation étatique), étaient élaborés selon un autre type, le système dans son ensemble se montrerait absolument instable. Les rapports de production capitalistes sont totalement impensables sous une domination politique de la classe ouvrière, tout comme les rapports de production socialistes seraient inconcevables sous l'hégémonie politique du capital. Par suite, chaque type de société doit être inévitablement caractérisé par le **monisme de sa structure**, qui présente la condition fondamentale d'existence de tout système social.

La société capitaliste se distingue au plus haut degré par ce monisme. La « constitution » de l'usine, du régiment, de la chancellerie d'État, est construite selon **un seul et même principe**, et le type hiérarchique des rapports de production trouve son expression dans la hiérarchie adéquate du pouvoir d'État, de l'armée, etc. Au sommet la classe des possédants,

---

<sup>3</sup> Les classes représentent avant tout des « groupes de personnes » (ce n'est pas dit de façon très précise) qui se distinguent par leur position dans le système social de production, de façon qu'un groupe peut s'approprier le travail de l'autre.

tout en bas, la classe des non-possédants, et au milieu toute une gradation de groupes intermédiaires. Le capitaliste et le directeur d'usine, le général, le ministre ou le haut fonctionnaire sont des hommes à peu près de la même classe; et le caractère de leurs fonctions est du même type, malgré la diversité de leurs sphères d'activité. Ces fonctions leur sont **inhérentes**; par conséquent, elles comportent non seulement un simple caractère technique, mais en même temps un **caractère de classe** très prononcé. L'ingénieur, l'officier, le fonctionnaire moyen, sont aussi des hommes d'une seule et même classe et leurs fonctions sont de type semblable. Les petits employés (le facteur, le portier, le coursier), l'ouvrier, le soldat, occupent aussi une place similaire et le système hiérarchique de classe se révèle comme principe universel.

Le capitalisme est un système antagoniste, contradictoire<sup>4</sup>. Mais l'antagonisme des classes qui divise la société en deux classes fondamentales s'exprime partout de façon cohérente. Il s'ensuit que la structure du capitalisme est un antagonisme moniste, ou un monisme antagoniste<sup>5</sup>.

Nous avons considéré la société comme un système d'éléments **in natura**<sup>6</sup>. Il faut à présent développer ce point de vue dans toutes ses conséquences. Ce point de vue, comme celui de la reproduction, est **catégoriquement obligatoire** pour l'analyse de toute époque « critique », et par conséquent aussi pour la période de désagrégation du capitalisme. En période « normale », lorsque les conditions d'un équilibre dynamique du système social sont réalisées, on peut s'en tenir au plan de l'expression fétichiste des rapports sociaux, car celui-ci possède un caractère stable et suppose des processus sociaux de travail déterminés parfaitement réels et **matériels** qui en sont le fondement. Les rapports monétaires, la catégorie de la valeur, etc. sont des catégories générales de l'économie capitaliste, et nous pouvons nous en servir pour l'analyse des périodes « normales » puisqu'elles sont elles-mêmes normales pendant ces « périodes ». La loi de la valeur est la condition fondamentale de la structure anarchique de production; elle est la condition **sine qua non** de l'équilibre dynamique du système capitaliste.

Les choses se présentent tout à fait autrement si le système de production se trouve dans des circonstances « anormales », ce qui veut dire que les conditions de l'équilibre dynamique **manquent**. Il s'ensuit que sur le plan méthodologique aussi il est absolument inadmissible de poursuivre l'analyse selon les rapports de valeur et selon les catégories des rapports fétichistes en général. Au contraire, il faut en ce cas considérer la forme naturelle des choses et des forces de travail, penser selon ces unités et analyser **la société elle-même comme organisation d'éléments dans leur caractéristique naturelle objectivée**<sup>xv</sup>.

Rudolf Goldscheid a parfaitement saisi cette vérité en écrivant : « En général, la guerre actuelle doit avant tout nous accoutumer **à une pensée approfondie en termes d'économie naturelle** ... Presque toutes .. les questions économiques apparaissent insolubles si on les envisage simplement en termes d'économie monétaire, et elles apparaissent au contraire comme relativement simples au point de vue de l'économie naturelle »<sup>xvi</sup>.

Tout cela permet de comprendre pourquoi il en est ainsi : la société capitaliste s'est disloquée et les catégories de l'équilibre **ne peuvent être adéquates à une époque « critique »**.

La question générale se pose alors de la manière suivante : qu'arrive-t-il au système social sous sa forme naturelle, sous la forme des éléments naturels en relation, **dans les conditions de la reproduction élargie négative ?**

On a la série suivante dans les formules de la valeur-travail :  $c + v + pl$ ;  $c + v + (pl - x)$ ;  $c + v$ ;  $c + (v - x)$ ;  $(c - y) + (v - nx)$ , etc.<sup>xvii</sup>.

De la sorte, la valeur devient incommensurable au prix. On voit facilement que du point de vue du système capitaliste la situation n'est pas dangereuse tant que le développement de la reproduction négative a lieu aux dépens de  $pl$ . Au-delà de ces limites commencent d'une part « l'érosion » du capital fixe, et de l'autre une sous-consommation de la classe ouvrière, un fonctionnement incertain de la force de travail et un exercice défectueux de son rôle de **formation du capital**, c'est-à-dire une perturbation dans la reproduction de la force de travail. Ce processus s'exprime de deux façons : d'abord par l'élimination de la force de travail hors du processus de production, ensuite par la diminution du salaire réel, par la sous-production d'énergie constituant la force de travail, par la déqualification de celle-ci, et en dernière instance **par la rupture du lien entre les éléments inférieurs et supérieurs de la hiérarchie technique de production**. Les rouages « inférieurs » de la machine capitaliste qui ne sont plus graissés convenablement, se détraquent. On observe dans ce cas les deux formes principales de la rupture des liens : 1. **le pourrissement et la décomposition** des liens (par exemple, le refus individuel du travail, la baisse de la discipline du travail chez les fonctionnaires; négligence, corruption, non-respect de l'honnêteté commerciale, etc.); 2. **la rupture révolutionnaire** des liens (refus massif de travail par les ouvriers, grèves, toute sorte d'insubordination organisée envers la classe capitaliste).

Ce processus de désintégration des rapports capitalistes s'observe à un niveau déterminé de la reproduction élargie négative; dès qu'il s'amorce, il embrasse **toutes les sphères du système capitaliste**. Inculquée aux éléments inférieurs, la mentalité capitaliste de l'obéissance aux possédants se volatilise, et sa fonction capitaliste devient impossible. D'autre part, parmi les éléments supérieurs du système, là où la fonction technique coïncide avec l'intérêt de classe, et où l'intérêt de classe le plus important et fondamental correspond aux intérêts du maintien du système de production **donné**, la mentalité de lutte pour le maintien de ce système se renforce. La lutte de classes latente qui mine les rapports de production pendant la période de

<sup>4</sup> *Archi-incorrect. L'antagonisme et la contradiction, ce n'est pas du tout la même chose. Dans le socialisme, l'antagonisme disparaîtra tandis que la contradiction demeurera.*

<sup>5</sup> *Ouf !*

<sup>6</sup> *Au secours !*

**désintégration** se fraye la voie sous forme de lutte révolutionnaire affirmée au moment de la **rupture** violente des rapports de l'appareil capitaliste. Ce qui se passe dans la production se réalise aussi **mutatis mutandis** dans l'armée et dans l'appareil administratif de l'État.

Nous avons déjà vu que le processus de désintégration survient de façon absolument inévitable une fois que la reproduction élargie négative a absorbé la plus-value sociale (pl). L'examen théorique ne peut pas assurer avec une sûreté absolue quand précisément, dans quelle donnée numérique concrète commence la période de désintégration. C'est déjà une **quæstio facti**. La situation concrète de l'économie en Europe au cours des années 1918-1920 montre clairement que ce processus de désintégration a déjà commencé et qu'en outre il n'y a aucun symptôme<sup>7</sup> de renaissance de **l'ancien système** des rapports de production. Au contraire<sup>8</sup>, tous les faits concrets indiquent que les éléments de dissolution et de rupture révolutionnaire des liens progressent de mois en mois. Théoriquement, cela paraît tout à fait compréhensible. En effet, la société capitaliste, divisée en classes, ne peut subsister que lorsque la mentalité de la paix civile est pour ainsi dire généralement admise; autrement dit<sup>9</sup>, que lorsque et tant que la classe ouvrière dans son ensemble, cette force productive fondamentale de la société capitaliste, « consent » facilement à remplir une fonction **capitaliste**. Une fois que cette condition disparaît, l'existence ultérieure de la société capitaliste devient impossible.

Le marxisme révolutionnaire a établi avec précision que (dans le domaine de la politique) le passage du pouvoir des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat - passage compris comme **processus** historique déterminé - trouve son expression dans **l'effondrement** de l'ancienne machine d'État qui se désintègre en ses éléments composants. L'État, en fait, n'est pas un objet qui passe de mains en mains, d'une classe à l'autre, et dont on puisse hériter selon les lois solennelles du droit familial bourgeois. La conquête du pouvoir d'État par le prolétariat signifie **la destruction du système étatique bourgeois et la création d'un nouveau système d'État** dans lequel les éléments de l'ancien système tombé en ruine sont en partie détruits et entrent en partie dans de nouvelles combinaisons, dans un **nouveau type de relations**<sup>xviii</sup>. Tel était aussi le point de vue de Marx et d'Engels. Et néanmoins l'écrasante majorité des théoriciens pseudo-socialistes maintiennent une conception extraordinairement primaire de la « conquête du pouvoir » : on change la « tête », « le gouvernement » et « tout l'appareil » se trouve ainsi conquis.

La théorie révolutionnaire de Marx a fait ses preuves à présent dans ce domaine des relations non seulement par des considérations abstraites, mais aussi **empiriquement**.

Le processus de transformation des **rapports de production** est pour sa part beaucoup moins clair. Les idées qui prédominaient dans la théorie des bouleversements politiques se sont révélées extraordinairement tenaces sur ce point. Le jugement de R. Hilferding<sup>xix</sup> à ce sujet est typique : d'après lui, la prise de possession de six grandes banques par le prolétariat met toute l'industrie à la disposition de celui-ci **parce que**, dans les rapports de production du capitalisme financier, les banques représentent les nœuds de l'organisation du système technico-productif, « de tout l'appareil ». **Empiriquement**, il est démontré qu'il ne se produit rien de semblable, puisque en réalité la prise de possession des banques mine seulement le pouvoir de commandement du capital. Pourquoi cela ? Le problème se résout assez simplement. Parce que les banques « administrent » l'industrie sur la base de rapports du crédit monétaire. **Le type de liens** est ici le lien du crédit, qui **s'effondre** précisément avec la conquête des banques par le prolétariat<sup>x</sup>.

Après ce que nous avons dit, il ne sera pas difficile de comprendre, sur le plan théorique, les causes de la dissolution des différents genres de rapports **hiérarchiques** dans la société capitaliste, et cela dans les conditions du processus de reproduction élargie négative.

Le processus de désintégration, et plus tard celui de la rupture révolutionnaire des liens capitalistes, s'observe de la meilleure façon dans l'armée. **L'armée** impérialiste entre dans la voie de la décomposition parce que - pour parler trivialement - « la discipline des soldats se relâche », c'est-à-dire parce que les éléments inférieurs de la hiérarchie ne peuvent plus servir de chaînons à cette hiérarchie. La rupture révolutionnaire des liens se produit lors d'une **désorganisation de masse** plus ou moins organisée de « l'ensemble de l'appareil », ce qui constitue une condition nécessaire à la victoire de la nouvelle classe. Cette désorganisation signifie aussi l'écroulement du système donné. Considérée objectivement, une « anarchie transitoire » est donc une étape absolument inévitable du processus révolutionnaire qui trouve son expression dans l'effondrement de l'ancien « appareil ».

Il arrive à peu près la même chose à **l'appareil technique de production** de la société capitaliste. Comme nous l'avons vu, les rapports de production sont en même temps des rapports techniques, et la hiérarchie sociale est en même temps une hiérarchie technique. Il est donc tout à fait clair que la décomposition et la rupture révolutionnaire des maillons sociaux du système, comme indices inévitables de l'écroulement, **signifient la désintégration de « l'appareil technique » de la société pour autant que nous ayons en vue l'organisation technique des hommes de cette société. Il résulte de là que l'on ne peut jamais entièrement « conquérir » l'ancien appareil économique.** « L'anarchie » dans la production, ou, comme l'appelle le Prof. Grinewetski, la « décomposition révolutionnaire de l'industrie »<sup>xx</sup>, est une étape historiquement inévitable à laquelle on ne peut échapper par aucune espèce de lamentation. Il serait sûrement excellent, d'un point de vue absolu, que la révolution et l'écroulement des anciens rapports de production ne s'accompagnent d'aucune décomposition des

<sup>7</sup> *Ein bischen zu viel ... qui prouve trop...*

<sup>8</sup> « Au contraire » cela n'a pas marché...

<sup>9</sup> Ça, c'est juste.

<sup>10</sup> Très bien, et ça pourrait être encore mieux si au lieu de dire « type de liens » on disait la même chose plus simplement.

rapports techniques de production. Mais un sobre jugement des processus réels, leur analyse **scientifique**, nous montrent que la période de cette désintégration est historiquement inévitable et historiquement nécessaire.

La dissolution de la hiérarchie **technique** qui intervient lors d'une phase déterminée du processus de reproduction élargie négative, exerce à son tour une pression sur l'état des forces productives. Les forces productives n'existent qu'**étroitement imbriquées** aux rapports de production dans un système déterminé d'organisation sociale du travail. C'est pourquoi la désagrégation de « l'appareil » doit inévitablement s'accompagner d'une **diminution ultérieure des forces productives**. De cette façon, le processus de reproduction élargie négative se trouve considérablement accéléré.

Il découle de l'analyse précédente qu'aucun « rétablissement de l'industrie » n'est possible sur la base des rapports en décomposition<sup>11</sup> (rapports anciens, capitalistes) comme le rêvent les utopistes du capitalisme. La seule issue est que les éléments inférieurs du système, la force productive fondamentale de la société capitaliste, la classe ouvrière, assume une position dominante dans l'organisation du travail social. Autrement dit, la construction du communisme est la seule condition d'une renaissance de la société<sup>xxi</sup>. Sur le plan théorique, cela ne suffit naturellement pas encore à montrer comment le communisme peut être réalisé. La question de prémisses du communisme et de la vraisemblance de sa réalisation ne coïncident en aucune façon sur le plan logique avec celle de l'écroulement du capitalisme. Théoriquement, on peut penser à une désagrégation continue, à un « déclin de la culture », à un retour aux formes primitives de l'économie médiévale semi-naturelle, bref à cette fresque peinte par Anatole France dans les dernières parties de l'Ile des Pingouins. Nous laissons provisoirement cette question de côté pour en reprendre l'examen plus tard. Mais nous pouvons déjà affiner qu'un rétablissement de l'ancien système capitaliste est impossible<sup>12</sup>. Les éléments de l'appareil technique de production (les éléments humains) devront être réassortis dans de nouvelles combinaisons, devront être reliés par des liens d'un nouveau genre pour que le développement de la société soit possible. L'humanité se trouve devant le dilemme suivant : ou le « déclin de la culture », ou le communisme; il n'y a pas de troisième voie.

Pour supposer qu'après une série de cycles de production **les forces productives puissent commencer à croître**, il faut qu'une condition préliminaire fondamentale soit donnée : la croissance des rapports de production socialistes (qui évoluent vers le communisme). Dans ce cas, les « faux-frais de la révolution » (« l'interruption du processus de travail » tout autant que les dépenses directes d'énergie sociale dans le processus de la guerre civile) représenteront le prix que l'humanité devrait payer pour acquérir la possibilité d'un développement ultérieur.

La révolution communiste du prolétariat s'accompagne, comme toute autre révolution, d'une diminution des forces productives. La guerre civile, les dimensions gigantesques à la mesure de la guerre de classes moderne où non seulement la bourgeoisie mais aussi le prolétariat sont organisés en pouvoir d'État, signifie une pure perte **sur le plan économique et du point de vue de la reproduction immédiate des cycles**. Nous avons déjà vu, d'après l'exemple des crises et des guerres capitalistes, qu'une réflexion menée de ce point de vue ne peut être que limitée; il faut examiner le rôle du phénomène en question, à partir des **cycles de reproduction ultérieurs à grande échelle historique**. Vus dans cette perspective, les faux-frais de la révolution et de la guerre civile apparaissent comme une diminution temporaire des forces productives, qui crée néanmoins la base de leur puissant développement ultérieur en ceci **que les rapports de production ont été reconstruits selon un nouveau plan.**<sup>xxii</sup>

La reconstruction des rapports de production présuppose le « pouvoir du prolétariat », son « commandement » dans l'appareil d'État comme dans l'armée, élément de cet appareil, et dans la production.

Dans le processus de la lutte pour le pouvoir et de la guerre civile durant la période de la dictature prolétarienne la courbe des forces productives continue à s'abaisser **avec une croissance simultanée des formes d'organisation**. Cette croissance des formes d'organisation se produit contre la résistance des « officiers de l'industrie », c'est-à-dire de l'intelligentsia technique qui refuse d'exister dans un système hiérarchique **différent** de celui dans lequel elle existait jusque-là (en premier lieu par ce qu'on appelle le sabotage). **Mais la résistance de cette couche est beaucoup moins dangereuse pour la croissance du nouveau système que la résistance de la classe ouvrière pour le système des rapports capitalistes.**

Du point de vue du maintien et du développement de la société humaine, les rapports de production socialistes ne peuvent être que la seule issue, puisqu'eux seuls **sont en mesure de créer les conditions d'un équilibre dynamique relatif du système de production sociale.**

<sup>i</sup> Dr Herbert von BECKERATH, « Zwangskartellierung oder freie Organisation der Industrie », in *Finanz und volkswirtschaftliche Zeitfragen* : édité par Schanz et J. Wolf, fasc. 49, Stuttgart, 1918, p. 23. Le professeur bourgeois comme il convient à un valet du capitalisme, décrit naturellement l'état de classes sous le pseudonyme de « peuple ». Il néglige alors le fait que les « marchés de débouchés » ne sont pas seuls à jouer un rôle mais aussi les marchés des matières premières et les sphères d'investissement du capital, c'est-à-dire justement les facteurs qui correspondent à trois éléments de la formule

$A - M < (T / Mp) \dots P \dots M' - A$ , où A = argent, M = marchandise, T = force de travail, Mp = moyens de production, P = capital productif (cf. *infra*, p. 112).

<sup>ii</sup> Arthur FELLER, rédacteur du *Frankfurter Zeitung* l'a souligné de façon très dure dans son ouvrage *Vor der Übergangswirtschaft*, édition du *Frankfurter Zeitung*, 1918, Cf. en particulier le chapitre « Kriegssozialismus und Wirtschaftsfreiheit », pp. 33 et seq. Sa formule énonce :

<sup>11</sup> Ouf !

<sup>12</sup> Cela dépend dans quelle mesure le prolétariat saura, à partir de « la décomposition des rapports » (quel langage ! voilà la « sociologie », voilà la « science » d'organisation !) provoquer leur effondrement total.

« Nous avons organisé la pénurie ». Emil LEDERER a traité la question de façon beaucoup plus large (*Der Wirtschaftsprozess im Kriege*) : « La guerre constitua économiquement pendant un temps un problème des finances de l'État. Mais aujourd'hui l'État est omnipotent. C'est pourquoi son action vers l'extérieur n'apparaît pas sous la forme d'une entreprise, celle-ci n'est plus une affaire économique-financière, ni un problème monétaire, mais devient la substance naturelle de l'économie toute entière mobilisée pour la guerre. » (p. 362).

<sup>iii</sup> Cf. Rudolf HILFERDING, *Le capital financier*, Paris, Ed. de Minuit, 1970, ch. IX, « La bourse des marchandises », p. 220. « L'économie de guerre, cependant, ferme la bourse et, par suite, toute sa problématique cesse ». (E. LEDERER, *Der Wzrtschajtsprozess im Kriege*.)

<sup>iv</sup> Dans son article « Les processus de désorganisation et d'organisation dans la période de transformation » (dans la revue *Narodnoïe khoziaistvo (Economie nationale)*, 1919, n° 6), la camarade M. SMIT distingue d'une part « l'échange fondé sur la fonction génératrice de capital de l'argent » (A - M - A) et, d'autre part l'échange « qui a pour but l'échange de marchandises » et postule que la répartition dans le capitalisme d'État constitue le passage du premier au second. C'est là une incroyable confusion. Tout d'abord, l'argent n'a jamais eu nulle part une « fonction génératrice de capital » et ne l'a pas plus maintenant. Ensuite un passage à une économie marchande simple (formule A - M - A) n'existe pas du tout dans la société capitaliste d'État. Ce qui existe, c'est une tendance à l'abolition de l'économie marchande à l'intérieur du pays et au changement de forme de la plus-value. Mais c'est là une tout autre question.

<sup>v</sup> Sur le capitalisme d'État, cf., en plus de l'ouvrage cités, les travaux suivants : F. PINNER, « Die Konjunktur des wirtschaftlichen Sozialismus », in *Die Bank*, avril 1915 ; Pr. JAFFE, « Die Militarisation unseres Wirtschaftsleben » in *Archive für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 1915, 40, vol. 3, fasc. V ; Y. GUYOT, « Les problèmes économique de l'après guerre » in *Journal des Economistes*, 15 août 1915 ; Pr. Karl BALLOD, « Einiges aus der Utopienliteratur der letzten Jahre », in *Grünbergs archiv für die Geschichte des Sozialismus*, 6<sup>e</sup> année, fasc. 1 ; Walter RATHENAU, « Die neue Wirtschaft » et « Der neue Staat » ; G. BERNARD, « Uebergangswirtschaft », Berlin, 1918 ; *Monopolfrage und Arbeiter Klasse* (Recueil d'archive de droit social-démocrate) ; parmi les travaux russe, il faut signaler les articles et les brochures du camarade LARINE (M. LOURIE), en particulier sur l'organisation de l'industrie allemande. Cf. aussi N. OSSINSKY, *Stoitelstvo sotsialisma (La construction du socialisme – les premiers chapitres)*.

<sup>vi</sup> Sur l'Allemagne, cf. les indications de Johann MULLER dans « National-oekonomische Gesetzgebung », *Jahrbucher für National-oekonomie und Staat*, 1915. Sur la France, cf. Ch. GIDE, « The Provisioning of France and measures to that end » (*The Economic Journal*, mars 1916) et les données de la revue anglaise *The Economist* (sur l'Angleterre).

<sup>vii</sup> Au sujet des normes juridiques et des formes. de rapports capitalistes d'État, cf. le Pro HATSCHEK, « Die Rechtstechnik des Knechtssozialismus » (*Deutsche Revue*, juin 1916).

<sup>viii</sup> On se sert de cette terminologie dans le sens où le camarade A. BOGDANOV l'emploie. Cf. son article sur les tendances de la culture prolétarienne ainsi que dans *Vseobchtaia organzatswinnaza nauka (Science universelle de l'organisation)*.

<sup>ix</sup> Le camarade BOGDANOV préfère voir dans tout le processus d'organisation du temps de guerre, simplement des « cartes », c'est-à-dire un processus de rationnement, résultant de la régression des forces productives .. En réalité, le processus de rationnement revêt au contraire une signification beaucoup plus profonde. La régression des forces productives n'exclut nullement le progrès des formes d'organisation du capitalisme [1]. Il en allait de même aussi dans les périodes « normales » et, précisément au cours des crises, lorsque la régression temporaire des forces productives s'accompagnait d'une centralisation accélérée de la production et de l'apparition de nouvelles organisations capitalistes. Engels lui-même a commis cette erreur - *mutatis mutandis* - lorsqu'il parla des syndicats et des trusts. Il ne faut pas répéter cette erreur aujourd'hui

[1] MARX parlait plus simplement (sans fioritures du genre « terminologie », « système », et autres sociologies) et plus correctement du problème de la socialisation. L'auteur fournit des faits nouveaux, mais esquinte, verbalement, la théorie de MARX par sa scolastique « socio-logique ».

<sup>x</sup> On ne peut faire comme MASLOV (*Agrarny vopros*, vol. I, *Teorija razvitiia narodnovo Khoziaistia i drougieraboty (La question agraire, vol. I, Théorie du développement économique et autres travaux)*, dans sa définition des forces productives, c'est-à-dire placer les moyens de production et le travail vivant dans la même parenthèse, en additionnant une grandeur statique et un processus. Ce n'est pas le travail qui est adéquat aux moyens de production, mais la force de travail. Au sujet des forces de production, cf. K. MARX, *Le Capital, Misère de la philosophie*, etc. Cf. aussi « Production » In Nouveau dictionnaire d'Economie politique, publié sous la direction de Léon SAY « (puissance productive ... l'ensemble de ces éléments envisagés comme des forces ») ; KLEINWACHTER, « Die volkswirtschaftliche Produktion in allegemeinen » in SCHÖENBERG, *Handbuch* ; B. HARMS, « Arbeit », in *Handwoerterbuch der Staatswissenschaften* ; LEXIS, « Produktion », *id.* ; LEXIS, *Allgemeine Volkswirtschaftslehre*, 1910 ; WATKINS, « Third factor in variation of productivity », in *The American Economic Review*, décembre 1915 (Vol. V, n° 4) ; F. OPPENHEIMER, *Theorie der reinen und politischen Okonomie*, § « Die produktiven Kräfte » (pp. 138-139 sq.) ; R. HILFERDING, *Eine neue Untersuchung über die Arbeitsmittel*. On trouve des formulations précises dans ROBERTUS, *Zur Beleuchtung der sozwen Frage*, 1<sup>o</sup> partie, 2<sup>e</sup> édition, présentée par Moritz WIRTH, Berlin, 1890, p. 60 (Forces productives et productivité sont deux choses qu'il faut bien distinguer. Productivité signifie efficacité ou fécondité de la force productive ». Autrement dit, ROBERTUS considère les forces productives *in Natura*). Cf. aussi Friedrich LIST, *Le système national de l'économie politique*, 1841, trad. franç., Paris, 1857. (Il existe une analyse critique de ce texte par K. Marx, in MARX-ENGELS, *Critique de l'Economie nationale*, Paris, EDI, 1975. N.D.L.E.)

<sup>xi</sup> Rosa LUXEMBURG, *L'accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1967, vol. I, p. 25.

<sup>xii</sup> Cf. K. MARX, *Le Capital*, Livres II et III.

<sup>xiii</sup> Monsieur Pierre STROUVÉ a délibérément exclu les rapports de production de l'analyse dans son livre *Khoziaistvo i tsena (Economie et prix)* de façon à soutenir que les rapports sociaux de classes sont un attribut éternel de toute société. Cf. à ce sujet notre article, « Les acrobaties de M. STROUVÉ » dans la revue marxiste *Prosvechtchenié*, n° 129, 1913.

<sup>xiv</sup> Cf. K. MARX, *Misère de la philosophie*, Paris, Ed. sociales, 1972.

<sup>xv</sup> De nombreux camarades ne comprennent pourtant pas cela et attribuent à des lois relatives, ayant une signification historique déterminée une réalité absolue supranaturelle. Même notre comptabilité de l'économie socialiste dans son état embryonnaire « repose » sur cette conception erronée. Et cela se produit juste au moment où l'expression en valeur de l'argent est incommensurable au processus réel de travail et où ce dernier ne règle pas la répartition des forces productives.

<sup>xvi</sup> R. GOLDSCHIED, *Staatssozialismus oder Staatskapitalismus. Ein finanzsoziologischer Beitrag zur Losung des staatsschuldenproblems*, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> éditions, Vienne-Leipzig, 1917.

<sup>xvii</sup> N. BOUKHARINE considère que les valeurs détruites (économiquement négatives, cf. p. 77) par le fonctionnement des armées réduisent *d'abord* le revenu réellement consommé d'où il retranche  $x$  comme une sorte de raison dans une progression arithmétique jusqu'à  $nx$ , puis le capital constant accumulé (suivant une raison arithmétique  $y$ ),  $y$  semble donc représenter les valeurs détruites de moyens de production et  $x$  celles des moyens de consommation. (NDLE.)

<sup>xviii</sup> Cf. à ce sujet l'ouvrage du camarade LÉNINE, *L'État et la Révolution*, ainsi que notre essai : « *Teoria proletarskoi diktatoury* » in le recueil *Oktiabrskii perevorot i Diktatoura proletariata*.

<sup>xix</sup> R. HILFERDING, *Le capital financier*, op. cit., p. 493.

<sup>xx</sup> Professeur GRINEVETSKII, *Poslevoiennye perspektivy rousskoi promychlennosti*.

<sup>xxi</sup> Le professeur GRINEVETSKII examine la question dans son livre, comme il convient également à un apologiste du capitalisme dont l'horizon mental ne dépasse pas la « conception du monde » d'un homme de syndicat, exclusivement du point de vue des rapports de production capitalistes comme une catégorie éternelle et universelle de l'être humain. L'aveuglement vraiment extraordinaire qui distingue les savants bourgeois à l'époque des grandioses bouleversements sociaux, apparaîtra tout à fait comique au futur historien des idéologies [2].

[2] *Très bien!*

<sup>xxii</sup> Les théoriciens du marxisme châtré, du genre KAUTSKY, ont une conception vraiment infantile des bouleversements révolutionnaires. Pour eux les problèmes théoriques et pratiques les plus difficiles simplement n'existent pas; ils tournent dédaigneusement le dos aux faits empiriques en traitant les révolutions qui se sont réellement produites comme « non véritables » et « inauthentiques ». C'est une attitude qui, en elle-même, mérite le mépris le plus complet du point de vue du marxisme. Cf. par exemple, Karl KAUTSKY, *Die Diktatur des Proletariats*; du même *Terrorisme et communisme*, Paris, J. POVOLOZKY, s.d.; du même, la préface de *Die Sozialisierung der Landwirtschaft (le socialisme de l'agriculture)*, Berlin, 1919), Une régression temporelle des forces productives qui augmente objectivement en dernière instance leur pouvoir s'est aussi produite dans les révolutions bourgeoises (Révolution française, guerre civile américaine, etc. Cf. BOUKHARINE, « La dictature du prolétariat russe et la révolution mondiale ». *L'Internationale communiste*, n° 4 et 5.

## Chapitre IV : Prémisses générales de l'édification du communisme

- I. Le type des rapports de production dans le processus d'effondrement du capitalisme.
- II. Le critère de la « maturité » des rapports de production.
- III. L'épuisement économique, la désagrégation du capitalisme, et l'édification du communisme.
- IV. L'édification du communisme comme époque historique.
- V. Les étapes du processus révolutionnaire.
- VI. Les principes généraux de la nouvelle organisation sociale.

Nous avons vu dans le chapitre précédent à quel point il est naïf d'imaginer une réorientation complète et directe de « l'ancien appareil » dans une voie nouvelle. L'examen de cette phase de la période de transition, qui peut être caractérisée comme un écroulement du système capitaliste, nous a conduit à affirmer que le système hiérarchique technique, qui exprime en même temps des rapports sociaux de classes et des rapports de production, se désagrège inévitablement en ses éléments composants. Aussi bref qu'il puisse être (sur le plan historique concret), ce moment transitoire de « l'anarchie » révolutionnaire dans la production constitue néanmoins un maillon nécessaire dans la chaîne générale du développement.

Il faut cependant souligner que les liens techniques et sociaux ne se décomposent pas **tous**, mais seulement ceux de **nature hiérarchique**. Pendant la période de désagrégation du système capitaliste comme pendant son écroulement révolutionnaire, ce sont les liens entre la classe ouvrière d'une part, et l'intelligentsia technique, la bureaucratie et la bourgeoisie de l'autre, qui se défont. Mais les rapports de production dans lesquels s'exprime le rapport de l'ouvrier à l'ouvrier, de l'ingénieur à l'ingénieur, du bourgeois au bourgeois, ne se dissolvent pas; autrement dit, la délimitation générale des couches sociales et la rupture au sein de l'appareil humain d'organisation technique s'accomplissent en premier lieu dans ce sens. Par conséquent, dans l'ensemble, les **liens au sein du prolétariat ne sont pas dissous**. Ce sont donc ces liens qui forment **le moment fondamental du travail socialisé au sein du capitalisme**<sup>1</sup>.

La nouvelle société ne peut surgir comme un **deus ex machina**. Ses éléments **mûrissent au sein de l'ancienne société**. Comme il est question ici des phénomènes de nature économique et, par conséquent, de la structure économique des rapports de production, les éléments de la nouvelle société doivent être recherchés dans les **rapports de production** de l'ancienne. Autrement dit, la question doit être posée de la façon suivante : quel **type** de rapports de production de la société capitaliste peut, d'une façon générale, servir de base à la nouvelle structure de production ?

Il est évident qu'en répondant à pareille question on répond aussi à la question de la « maturité », comme on dit, de la société capitaliste pour passer, par la phase de dictature prolétarienne, à la société communiste. Dans le passé, la question a été posée d'une façon très générale, et dans une formulation quelque peu primitive. On considère notamment comme critère général de « maturité », dans la mesure où il s'agit des prémisses « objectives » de la structure sociale communiste, le degré de concentration et de centralisation du capital, l'existence d'un certain « appareil » d'ensemble de la totalité des rapports de production qui se sont noués au cours du développement capitaliste de la production. Mais une telle problématique n'est pas suffisante, comme il résulte de notre analyse précédente. En effet, c'est précisément cet « appareil » centralisé qui se désagrège dans le processus révolutionnaire, et par conséquent il ne peut pas **in toto** servir de fondement à la nouvelle société<sup>ii</sup>.

Dans le fameux paragraphe 7 du XXXII<sup>e</sup> chapitre du Livre 1 du **Capital** (« La tendance historique de l'accumulation capitaliste »), Marx met en relief deux moments fondamentaux : **la centralisation des moyens de production et la socialisation du travail** qui se sont développés en même temps que le mode de production capitaliste et à l'intérieur de celui-ci<sup>iii</sup>. Ces deux moments constituent le **fondement du nouveau mode de production** qui a grandi au sein de l'ancien.

Examinons ces deux moments. Ils constituent des parties de « l'appareil » de la nouvelle organisation. D'une façon générale, tout système social se présente comme organisation de personnes et de choses. De plus, les « choses » ne constituent pas simplement des fragments de la nature extérieure, mais possèdent une existence sociale spécifique. Hors de la société humaine, la machine n'est pas une machine. Elle ne devient une machine que dans le système du travail social. De ce point de vue, la société, comme système, est en même temps un « appareil de personnes et de choses »<sup>iv</sup>.

L'appareil des choses est le **fondement matériel et technique** de la société. Il n'appartient pas au concept de rapports de production, mais à celui des forces productives. Cet appareil peut aussi se maintenir, de façon relative, au cours du processus de rupture révolutionnaire des rapports de production. Sa désagrégation n'est en aucune manière inévitable. Les machines, l'outillage, les usines, etc. subissent naturellement des dommages pendant les bouleversements sociaux. Toutefois, le fondement de l'ébranlement se trouve ailleurs. Lorsqu'une destruction de l'outillage matériel se produit, elle est surtout **l'effet de la décomposition de l'appareil humain** et de l'interruption du processus de travail. On peut en conclure que le problème réside dans l'analyse du deuxième moment, celui du « travail socialisé ». « L'appareil » humain qui s'étend à la

<sup>1</sup> Voilà, dieu merci, finalement un langage simple au lieu du charabia «sur l'organisation » ! Tout est bien qui finit bien.

totalité des rapports de travail, comprend les couches sociales dont nous avons parlé plus haut. Mais ce qui en est la forme fondamentale, l'aspect typique et décisif, est la concentration du prolétariat. La « forme coopérative du travail » dont parle Marx, s'incarne dans le moment décisif des rapports spécifiques entre les ouvriers. C'est précisément là que réside le centre de gravité de la nouvelle société.

La force de travail totale de la société dans la société capitaliste pure, celle du **prolétariat**, est l'un des deux termes du concept de forces productives (puisque les forces productives ne sont que la totalité des moyens de production et de la force de travail); par conséquent, comme l'avaient déjà souligné sans cesse les économistes dans le passé, la force de travail est la force productive la plus importante. D'un autre côté, les rapports réciproques entre les ouvriers représentent la composante fondamentale de **l'appareil humain** du travail. C'est justement là qu'il faut chercher les éléments fondamentaux de la nouvelle structure de production.

C'est ainsi que la question fut conçue par Marx qui voyait dans la classe ouvrière « disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste »<sup>v</sup> le **fondement** des rapports de production futurs, et en même temps la force qui les réalise<sup>vi</sup>.

Cette proposition est essentielle. Le « mûrissement » des rapports de production communistes dans le cadre de la société capitaliste est le **système de coopération incorporé dans les rapports de production entre ouvriers**, et qui soude en même temps les atomes humains en une classe révolutionnaire, le prolétariat.

Le critère de la « maturité » est justement ce moment qui est naturellement une fonction du développement des forces productives, mais qui du point de vue de la technique d'organisation sociale, vient en premier plan.

Du point de vue de l'organisation sociale<sup>2</sup>, la « maturité » de la société capitaliste est pleinement évidente et toutes les considérations qu'on y « oppose » constituent une absurdité métaphysique des apologistes du capitalisme. L'existence d'une organisation planifiée dans les pays capitalistes déchirés par la concurrence, l'existence d'un système de **capitalisme d'État** pendant une période déterminée, est une preuve empirique de la « possibilité » de l'édification du communisme. En effet, faisons abstraction un moment de l'enveloppe historique concrète du processus de production, en le considérant exclusivement du point de vue de la logique interne abstraite de la production. Deux cas **seulement** sont ici possibles : ou bien la socialisation du travail permet d'introduire **techniquement** une organisation planifiée sous une formule sociale concrète quelconque, ou bien le processus de socialisation du travail est tellement faible, le travail tellement « fractionné » « **zersplittert** », selon l'expression de Marx), qu'en général toute rationalisation du processus de travail social est **techniquement** impossible. La « maturité » existe dans le premier cas; elle fait défaut dans le second. Cette problématique est la problématique **générale** pour toute formulation d'une « socialisation » formelle et consciente. Il en résulte que si le capitalisme est « mûr » pour le **capitalisme d'État**, il est tout aussi mûr pour l'époque de l'édification du communisme<sup>vii</sup>.

Le problème spécifique de l'édification du communisme ne consiste pas en ceci que la base du travail social fait défaut, **mais en une nouvelle combinaison des couches sociales désagrégées**, et surtout<sup>3</sup> en l'intégration de **l'intelligentsia technique** au nouveau système. Mais il s'agit là d'une question d'un autre ordre que nous examinerons plus loin.

Une série de sycophantes pédants ou incultes, d'orientation pseudo-marxiste, considèrent l'énorme ébranlement de tout le système capitaliste, qui représente à nos yeux son écroulement, comme un argument contre le socialisme<sup>viii</sup>. Cette façon de voir est fondée, logiquement, sur une méconnaissance totale du processus **dialectique**<sup>4</sup> qui s'accomplit dans des contradictions. La guerre mondiale, le début de l'époque révolutionnaire, etc., **sont justement l'expression de cette « maturité » objective**<sup>5</sup> dont nous parlons. En effet, c'est là qu'un conflit d'une acuité extrême fut la conséquence d'un antagonisme approfondi au maximum, qui se produisait continuellement et **grandissait** au sein même du système capitaliste. Sa puissance explosive est un indice bien précis<sup>6</sup> du niveau de développement du capitalisme et est l'expression tragique de l'incompatibilité absolue d'une croissance ultérieure des forces productives dans le cadre des rapports de production capitalistes. C'est cela qui représente l'écroulement (**Zusammenbruch**) prévu à plusieurs reprises par les fondateurs du communisme scientifique. Ceux-ci avaient raison : concevoir un passage au socialisme en dehors d'un bouleversement, sans rupture de l'équilibre social, sans lutte sanglante, n'est qu'une piètre illusion réformiste<sup>ix</sup>.

Une fois que la dissolution des rapports de production capitalistes est réellement intervenue, et que l'impossibilité de leur rétablissement a été prouvée théoriquement<sup>7</sup>, il reste à résoudre le dilemme « déclin de la culture » ou socialisme. Le problème est résolu dans ses traits essentiels par l'examen précédent. Nous avons constaté, en effet, que l'époque de la désintégration des couches technico-sociales de la production maintient en général l'unité du prolétariat, **qui incarne avant tout la base matérielle de la société future**. Cet élément décisif et fondamental ne se désagrège qu'en partie au cours de la révolution. D'autre part, il devient extraordinairement uni; il se rééduque et s'organise. La révolution russe nous en

---

<sup>2</sup> *Ouf ! Encore ! Peut-il y avoir un point de vue « social » non « organisationnel » ?*

<sup>3</sup> *Pourquoi ?? en premier ??*

<sup>4</sup> *Processus dialectique. Exactement ! et non la scolastique à la BOGDANOV. L'auteur le met à côté (et en seconde place) de la scolastique conceptuelle de BOGDANOV. Mais il n'est pas possible de les mettre l'un à côté de l'autre. Il faut choisir !*

<sup>5</sup> *Très juste !*

<sup>6</sup> *Très juste !*

<sup>7</sup> *L'« impossibilité » ne se démontre que pratiquement. L'auteur n'approche pas dialectiquement les relations théorie-pratique.*

fournit la preuve empirique avec son prolétariat relativement faible qui s'est pourtant révélé une réserve vraiment inépuisable d'énergie organisationnelle<sup>8</sup>.

Dans ces conditions, la « probabilité mathématique » du socialisme se transforme en « une certitude pratique ».

Il faut cependant renoncer tout à fait à l'idée que la condition indispensable au maintien et au développement du nouveau système, à savoir le progrès des forces productives (condition qui d'un point de vue subjectif constitue la tâche de classe du prolétariat) commencera à se réaliser dès le début du bouleversement. Le socialisme devra être **construit**. Les ressources matérielles et humaines existantes ne sont que le **point de départ** d'un développement qui embrassera toute une **époque**<sup>9</sup>.

À l'époque de sa décomposition le capitalisme ne peut pas être sauvé, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, parce que la force productive fondamentale de la société, la classe ouvrière, refuse de remplir sa fonction capitaliste, c'est-à-dire créatrice de capital. La transformation de cette fonction créatrice de capital en fonction de **travail social** est la prémisses essentielle à la construction du socialisme. Cela n'est possible que si le prolétariat se trouve en position dominante, c'est-à-dire exerce sa **dictature**<sup>x</sup>. Seule la transformation du prolétariat de classe exploitée en classe dominante rend possible le rétablissement du processus de travail, c'est-à-dire la reproduction sociale.

Dans ce cadre, et sur cette base, les tâches que le prolétariat doit affronter sont d'une façon générale, et formelle, c'est-à-dire indépendamment du contenu **social** du processus<sup>10</sup>, les mêmes que celles de la bourgeoisie dans la reproduction élargie négative : économie de toutes les ressources, exploitation planifiée de celles-ci, maximum de centralisation possible. L'épuisement, conséquence de la guerre et de la rupture de continuité du processus de production au cours de la période de décomposition **exige**, précisément du point de vue de la technique sociale d'organisation<sup>11</sup>, le passage aux rapports de production socialistes. Il suffit, pour comprendre la nécessité catégorique de l'économie centralisée et formellement socialisée, de poser la question générale : comment un système d'équilibre, fût-il relatif, ou mieux, comment la **création des conditions d'un mouvement vers cet équilibre**, sont-ils possibles ? Nous avons déjà constaté que la régression des ressources de la production était l'une des conditions principales qui incitaient à une économie planifiée, réglée, organisée, déjà dans le cadre du capitalisme. C'est en cela que consiste la logique économique interne qui ne disparaît en aucune façon d'une structure non capitaliste des rapports de production, mais au contraire y devient encore mieux perceptible. Le **processus de travail** ne peut plus être poursuivi sous la domination de la bourgeoisie. La grande production ne peut qu'être expropriée et nationalisée sous la domination du prolétariat. L'épuisement économique pousse encore plus à des méthodes de rationalisation du processus économique-social<sup>xi</sup>. L'ensemble de ces conditions n'exige qu'une et une seule réponse à la question : la transformation du capitalisme en socialisme par la dictature du prolétariat.

Nous avons déjà noté que ce qui vaut comme condition de son existence ultérieure pour la société entière, représente pour le prolétariat un problème d'organisation qui doit être résolu en pratique par lui. Durant cette période, le prolétariat doit **construire activement** le socialisme, et en même temps se rééduquer lui-même au cours de ce processus de construction. Cette tâche ne peut être remplie qu'à l'aide de méthodes spécifiques, des méthodes de travail **organisé**. Mais ces méthodes ont déjà été préparées par le développement capitaliste.

Dès que la bourgeoisie eut renversé le féodalisme, et que le mode de production capitaliste, dont la base était à ses débuts l'économie privée et individuelle, se fut frayé un chemin, le processus économique se déroula d'une façon presque absolument spontanée, ce n'était en effet ni la collectivité organisée, ni le sujet de classe, qui agissaient, mais les « individus » dispersés quoique très actifs. Il n'est donc pas étonnant que le mot d'ordre de cette époque ait été : « laisser faire, laisser passer ». Le capitalisme n'a pas été construit, mais s'est construit. Le socialisme, comme système organisé, est édifié par le prolétariat comme sujet collectif organisé. Si le processus de genèse du capitalisme fut de nature élémentaire, le processus d'édification du communisme est à un haut degré un processus conscient, c'est-à-dire organisé. Car le communisme est construit par une classe qui a grandi au sein du capitalisme comme « association révolutionnaire » selon l'expression de Marx. L'époque de l'édification du communisme deviendra inévitablement l'époque du travail planifié et organisé; le prolétariat résoudra ses propres tâches en tant que tâches technosociales de l'édification d'une nouvelle société consciemment conçue et consciemment réalisée. Avec l'effondrement du capitalisme, le fétichisme de la marchandise et ses catégories semi-mystiques voleront en éclats<sup>xii</sup>. La révolution socialiste adoptera des méthodes socialistes (en aucun cas le socialisme ne sera réalisé immédiatement), c'est-à-dire des méthodes plus perfectionnées (que celles du capitalisme d'État), pour éviter un effondrement de la société, pour maintenir son fondement économique et même pour l'élargir. Le capitalisme d'État sauvera l'État **capitaliste** par une intervention active et consciente dans les rapports de production. Les méthodes socialistes seront la continuation de ce processus actif d'organisation, mais seulement pour sauver et développer la société **libre**. Dans un premier temps, on constituera seulement une nouvelle **économie** des moyens de production et de consommation, qui sauvera la société; plus tard débutera un **rétablissement des forces productives** qui conduira alors à un nouvel **épanouissement** d'un niveau plus élevé. Et en même temps, pierre sur pierre, chaînon après chaînon, le socialisme s'édifiera autant comme grande puissance de production qu'en tant que système de rapports sociaux nouveaux, simples et libres<sup>xiii</sup>.

<sup>8</sup> N.B. juste ! Voilà qu'on s'approche de la dialectique.

<sup>9</sup> Très juste !

<sup>10</sup> « Ma » scolastique conceptuelle de BOGDANOV est « mon » ennemi numéro un !

<sup>11</sup> Ce n'est pas le mot.

Quelle est la « phraséologie » du processus révolutionnaire ? Il faut aussi répondre à cette question. En effet, la méconnaissance des lois de succession des différentes phases permet d'expliquer toute une série de conceptions parfaitement stupides.

Un ingénieur allemand, Hermann Beck<sup>xiv</sup>, « réfute » Marx en affirmant que les « catastrophes sociales (révolutions) ne sont nullement conditionnées économiquement, étant donné qu'un certains cas, comme le montrent par exemple les révolutions « antimilitaristes », le « déplacement du pouvoir (**Machtverschiebung**) qui devait se placer tout à la fin de la série (**Entwicklungsreihe**) du développement, se situe tout au début ». Cependant, il est facile de voir quelles sont les lois fondamentales du processus révolutionnaire. Le conflit entre les forces productives et les rapports de production apparaît comme une priorité historique; ce conflit trouve son expression de classe subjective dans la « révolte du prolétariat », c'est-à-dire détermine de façon précise la volonté de classe. L'impulsion provient de la **sphère de l'économie** ou, plus exactement, de la collision entre les forces productives et l'enveloppe économique. Ensuite commence la « rétroaction » rapide et catastrophique de la sphère idéologique sur les forces productives; au cours de ce processus, se préparent alors des conditions d'équilibre sur **une nouvelle base**. Ce processus dialectique traverse les **phases suivantes**<sup>xv</sup>.

- 1) **La révolution idéologique.** Les conditions économiques ruinent l'idéologie de la paix civile. La classe ouvrière prend conscience d'elle-même comme classe qui doit accéder au pouvoir. Le système idéologique de « l'impérialisme ouvrier », se brise. L'idéologie de la révolution communiste, le « plan de travail » des actions futures, lui succèdent.
- 2) **La révolution politique.** La révolution idéologique se transforme en action, en lutte pour le pouvoir politique. L'appareil politique de la bourgeoisie, la puissante organisation de la machine d'État sont alors détruits. Un nouveau système en prend la place, le système de la dictature prolétarienne, de la République des Soviets.
- 3) **La révolution économique.** La dictature prolétarienne dans laquelle se concentre la puissance de la classe ouvrière organisée en pouvoir d'État, sert de puissant levier au bouleversement économique. Les rapports de production capitalistes sont brisés. L'ancienne structure économique cesse d'exister. Les liens qui en subsistent sont détruits par la violence (« l'expropriation des expropriateurs »). Les éléments de l'ancien système sont absorbés dans de nouvelles combinaisons et un type nouveau de rapports de production prend naissance au cours d'un long et pénible processus. Le fondement de la société socialiste est posé.
- 4) **La révolution technique.** L'équilibre social relatif instauré grâce à la réorganisation de la structure sociale assure la possibilité d'un fonctionnement correct des forces productives, bien que sur des bases étroites au début. L'étape suivante est la révolution des méthodes techniques, à savoir l'accroissement des forces productives, la modification et le perfectionnement rapide de la technique sociale, rationalisée.

Il va de soi qu'en parlant de ces étapes du développement révolutionnaire, il s'agit du centre de gravité de toute étape historique, de son caractère prépondérant, des **tendances typiques** de la phase donnée. Dans ces limites, une telle loi interne révélée par voie déductive a aussi été confirmée par les expériences de la révolution prolétarienne russe. Une méconnaissance de cette succession de phases conduit à des conclusions proprement monstrueuses et théoriquement inconvenantes<sup>xvi</sup>.

Nous devons étudier à présent les principes généraux de l'édification du communisme. Il est tout à fait clair que la prochaine époque doit être celle de la **dictature du prolétariat** : celle-ci aura une **similarité formelle** avec l'époque de la dictature de la bourgeoisie, car ce sera le capitalisme d'État inversé, **son retournement dialectique en son propre contraire**.

Considérons avant tout les conditions les plus générales de l'équilibre sur la nouvelle base. Dans l'ensemble, on a un appareil matériel et technique de production gravement lésé (moyens de production centralisés, en partie détruits par le processus de la reproduction élargie négative pendant la guerre impérialiste puis pendant la guerre civile, et ruinés par suite de la dissolution de l'appareil technique humain). Cela ne concerne toutefois que les forces productives. Dans le domaine des rapports de production, certains chaînons de l'échelle hiérarchique et sociale, sont dissociés. Comme nous l'avons vu, la période d'effondrement ne signifie pas un **anéantissement des éléments**; elle signifie une suppression des liens entre eux. Une partie de ces éléments (comme tels) disparaît (par suite de la guerre civile, de l'épuisement, de l'usure anticipée, de la sous-alimentation, etc.), mais cela ne constitue pas le moment fondamental de la période de l'effondrement. On peut dire avec précision que les **liens internes aux groupes** (entre ouvriers, dans les rapports à l'intérieur de la classe, entre ingénieurs, techniciens, c'est-à-dire entre les membres de la « nouvelle couche moyenne », etc.) se maintiennent plus ou moins. Comme nous l'avons déjà noté, ils croissent et se renforcent, sous certains aspects, au sein du prolétariat. Pendant cette période, le prolétariat s'éduque, s'unit et s'organise comme classe avec une intensité et une rapidité prodigieuses. Le prolétariat, comme ensemble des rapports de production, devient en conséquence l'armature de tout l'édifice. Mais le problème de l'organisation sociale de la production consiste en une **combinaison nouvelle des anciens éléments**. Quels en sont alors les éléments ?

On peut facilement admettre que le sommet de la société capitaliste, qui, au fond, se situe au-dessus de la production et dont la situation dans la production s'exprime en ceci qu'il se situe au dehors d'elle (tous les rentiers et bénéficiaires de dividendes possibles)<sup>xvii</sup>, est inutilisable pour l'édification; soit il disparaît, soit il finit par s'intégrer dans d'autres groupes. L'ex-bourgeoisie **du type organisationnel et l'intelligentsia technique** qui lui était soumise forment un matériau manifestement nécessaire à la période de construction : c'est le condensé social de l'expérience scientifique, technique et d'organisation. Il est tout à fait évident que ces catégories doivent être toutes deux regroupées sous une forme nouvelle. Comment et dans quelles conditions est-ce possible ?

Notons d'abord que du point de vue de la structure, c'est le problème fondamental et décisif; et ce n'est nullement par hasard si le problème des « spécialistes » a joué un rôle si important pendant la période de maturation de la révolution socialiste russe.

Nous savons bien que les liens sociaux de l'ancien type continuent à vivre dans la tête des personnes de cette catégorie, sous forme d'une sédimentation idéologique et physiologique. Un « capitalisme sain » continue à les habiter avec la persévérance d'une idée fixe. **La condition préliminaire de la possibilité d'une nouvelle combinaison sociale de la production elle-même doit donc être la dissolution des rapports d'ancien type dans la tête de l'intelligentsia technique.**

Ce processus de « ventilation » est extraordinairement pénible et douloureux. Il entraîne dans une certaine mesure une destruction de l'intelligentsia technique. Celle-ci livre un combat acharné en faveur de l'ancien type de rapports en train de se dissoudre et violemment atteint. Elle se rebiffe devant le **nouveau** type de combinaison des couches sociales de la production, parce que c'est le **prolétariat** qui y assume maintenant le rôle dominant. La fonction **technique** de l'intelligentsia s'est confondue avec sa position privilégiée comme groupe social de classe qui ne peut être **à la longue** une position de monopole que sous la domination du capital. C'est pourquoi la résistance de cette couche est inévitable; surmonter cette résistance devient le problème fondamental de la phase de construction révolutionnaire. Vu la signification décisive des rapports de production à l'intérieur de la classe ouvrière qui continue sans cesse de s'éduquer et qui poursuit le processus de « formation de l'association révolutionnaire » (« **Bildung der revolutionären Assoziation** »), tout le travail est transféré à celle-ci et à sa propre intelligentsia prolétarienne éduquée au cours de la lutte révolutionnaire. La nouvelle combinaison, à savoir la subordination de l'intelligentsia technique au prolétariat, se produit inévitablement par des mesures de contraintes du prolétariat, par suite du sabotage auquel se livre cette intelligentsia. Le système parvient à une stabilité relative dans la mesure où les relations d'ancien type s'effacent de l'esprit de cette catégorie sociale, et où celle-ci s'assimile les nouveaux rapports et le nouveau type de liens sociaux.

Il faut examiner d'abord ici, sur le plan théorique, la totalité des rapports de production nouvellement établis. Une question de signification fondamentale se pose alors : **comment une autre combinaison des éléments techniques et humains de la production est-elle possible si la logique même du processus de production exige des liens d'un type tout à fait déterminé ?** Un ingénieur ou un technicien ne doivent-ils pas encore donner des ordres aux ouvriers, et par conséquent se placer au-dessus de ceux-ci ? De même l'ancien officier doit être placé au-dessus des soldats du rang dans l'Armée Rouge. Dans les deux cas, nous avons affaire à une logique purement technique et objective qui doit être maintenue dans n'importe quel système social. Comment peut-on résoudre cette contradiction ?

Il faut s'arrêter ici sur toute une série de circonstances que nous allons commencer à examiner.

D'abord : le processus de création de la plus-value, comme catégorie spécifique de la société bourgeoise, cesse sous le pouvoir de l'État prolétarien et avec la nationalisation prolétarienne de la production. L'intelligentsia technique, qui remplissait dans la société capitaliste, une fonction d'organisation du processus de production, servait en même temps, du point de vue **social**, de **mécanisme de transmission** dans l'extraction de la plus-value, comme catégorie capitaliste particulière du profit. Il ne pouvait en être autrement, puisque le processus de production capitaliste est surtout un processus de production de plus-value. L'intelligentsia technique était par conséquent un instrument entre les mains de la bourgeoisie capitaliste et accomplissait les tâches générales de celle-ci, **sa place localisée** dans la hiérarchie sociale du travail coïncidait avec sa fonction d'instrument d'extraction, de la plus-value. Avec la transformation dialectique de la dictature bourgeoise en dictature prolétarienne la fonction technique de l'intelligentsia passe d'une fonction capitaliste à une fonction sociale du travail et la création de plus-value se transforme en création (dans les conditions de la reproduction élargie) du surproduit destiné à l'accroissement du fonds de reproduction. En même temps, le **type fondamental de liens change**, bien que l'intelligentsia **conserve la même place «intermédiaire» dans le schéma hiérarchique**. En effet le pouvoir étatico-économique<sup>xviii</sup> suprême représente la puissance sociale concentrée du prolétariat. L'intelligentsia technique se place en ce cas, d'une part au-dessus de la grande masse de la classe ouvrière, mais par ailleurs elle est **soumise**, en dernière instance à la volonté collective de celle-ci, qui s'exprime dans l'organisation étatico-économique du prolétariat. La transformation du processus de création de la plus-value en un processus de satisfaction planifiée des besoins sociaux **trouve son expression dans une nouvelle combinaison des rapports de production, malgré le maintien formel d'une même situation dans le système hiérarchique de production qui revêt, dans son ensemble, un caractère radicalement différent, un caractère de négation dialectique de la structure capitaliste<sup>xix</sup> et qui dans la mesure où il détruit le caractère social de caste de cette hiérarchie, conduit à l'abolition de la hiérarchie en général.**

En second lieu, la coexistence **relativement stable** du prolétariat dominant et de l'intelligentsia technique survient **après le détachement temporaire de fait de celle-ci par rapport au processus de production**. Elle n'y retourne de façon stable que dans la mesure où disparaissent de sa conscience collective les anciennes relations qui s'y sont accumulées. Par conséquent c'est une intelligentsia intérieurement rénovée qui pénètre, selon toutes les règles d'Héraclite l'Obscur<sup>12</sup>, dans le nouvel édifice technico-social. Ce retour n'est pas une répétition du passé, mais un processus **dialectique<sup>xx</sup>**.

En troisième lieu, dans la mesure où surgit un nouveau système d'appareils humains, ces appareils doivent - comme cela résulte de l'examen précédent - être fondés sur les **organisations de la classe ouvrière** mûries au sein du capitalisme et dans le tumulte des luttes de classes; ces organisations sont : les soviets, les syndicats, le parti de la classe ouvrière qui se tient au pouvoir, les comités de fabrique et d'usine, les organisations économiques particulières qui se sont créées après la conquête du pouvoir et regroupent des cadres relativement nombreux d'ouvriers qualifiés en matière d'organisation et de technique. Tel est le réseau principal de « l'association révolutionnaire » générale qui s'est constitué du bas vers le haut. Mais

<sup>12</sup> *Quel rapport ?*

il s'agit en même temps du milieu **dans les pores duquel l'intelligentsia technique doit fonctionner**. Auparavant, l'intelligentsia technique et les grands organisateurs bourgeois formaient la trame fondamentale des rapports de production au niveau le plus élevé, et du système de l'administration économique (syndicats, cartels, trusts, organes de l'administration capitaliste d'État). Avec la dictature du prolétariat, ce sont les différentes combinaisons des organismes prolétariens, édifiés par la base et construits à neuf, qui forment cette trame **fondamentale**.

En quatrième lieu, enfin : l'intelligentsia technique commence dans ce système à perdre son caractère social de caste, puisque de nouvelles couches s'élèvent constamment du prolétariat, et se placent peu à peu au côté de « l'ancienne » intelligentsia technique .

De cette façon l'équilibre de la société se trouve rétabli. La domination du prolétariat a pour conséquence son auto-éducation et son auto-discipline, assure la possibilité du processus de travail malgré les énormes difficultés objectives. L'équilibre dans la structure est atteint grâce à de nouvelles combinaisons des éléments humains de la production sociale, et à la subordination de l'intelligentsia à la direction supérieure de l'État prolétarien.

Arrêtons-nous à présent à la question générale de la structure des appareils technico-administratif et économique-administratif du pouvoir de l'État prolétarien. Dans les rapports de production du capitalisme d'État tous les organismes de la bourgeoisie (syndicats, trusts, cartels, etc.) sont soumis au pouvoir de l'État et fusionnent avec lui. Avec la destruction de la dictature bourgeoise et la constitution de la dictature prolétarienne, ces appareils administratifs sont eux aussi détruits. Les organisations des trusts, les organes d'État qui réglementaient l'ancienne société, etc., sont détruits. En règle générale (et nous l'avons déjà démontré théoriquement dans le chapitre précédent), ceux-ci ne peuvent être repris comme « appareils tout entiers ». Cela ne signifie pourtant pas qu'ils n'aient pas accompli leur rôle historique . Toute la série hautement complexe de ces organisations parfois très subtiles, dont les tentacules enserraient toute la vie économique et sociale, a joué objectivement le rôle de courroies de transmission qui renforçaient et accéléraient le processus de centralisation des moyens de production et du prolétariat. Par ailleurs, malgré la désintégration de ces appareils, il subsiste leur ossature technique et matérielle. Et de même que le prolétariat, en envisageant la question à l'échelle globale, s'empare avant tout des moyens de production centralisés, c'est-à-dire du système osseux et musculaire, matériel et technique de la production capitaliste qui trouve principalement son expression dans un système de machines, et dans un « système vasculaire »<sup>xxi</sup> d'appareils comme disait Marx, de même le prolétariat s'empare non pas de la partie humaine, mais de la partie **matérielle** de l'ancien système administratif (bâtiments, secrétariat, bureaux, machines à écrire, d'une façon générale de tout inventaire, des livres grâce auxquels on peut facilement s'orienter, et de tous les dispositifs possibles, symboliques et matériels, comme les diagrammes, les modèles, etc.)<sup>xxii</sup>. Dès qu'il s'en est emparé, en même temps que des autres « moyens de production centralisés », le prolétariat se met à construire son propre appareil, qui s'appuie sur les organisations ouvrières.

La classe ouvrière dispose des organisations suivantes : les **soviets des députés ouvriers** qui se transforment d'instruments de lutte pour le pouvoir en instruments de gouvernement; le **parti de la révolution communiste, spiritus rector** [l'esprit dirigeant] de l'action prolétarienne ; les **syndicats**, qui se transforment d'instruments de lutte contre les entrepreneurs en organes d'administration de la production; les **coopératives**, qui se transforment d'instruments de lutte contre les intermédiaires commerciaux en des organismes de l'appareil étatique de distribution; les **comités de fabrique, d'usine** et organisations analogues (**Betriebsräte**, en Allemagne, **workers committees, shop stewards committees** en Angleterre) qui, d'organes de lutte locale des ouvriers contre les entrepreneurs se transforment en cellules auxiliaires de l'administration générale de la production.

Ce réseau, comme celui des autres organisations **tout à fait nouvelles créées spécialement** sur cette base, constitue le schéma d'organisation du nouvel appareil<sup>xxiii</sup>.

Dans les conditions données, nous avons à faire à une **mutation** dialectique des **fonctions des organisations ouvrières**. Il est tout à fait évident qu'avec la mutation des rapports du pouvoir il ne peut en être autrement, puisque la classe ouvrière, qui s'est emparée du pouvoir d'État, doit inévitablement devenir aussi pouvoir d'intervention en tant qu'**organisateur de la production**<sup>13 xxiv</sup>.

Il nous faut alors poser le problème du principe général qu'anime le système organisationnel de l'appareil prolétarien, c'est-à-dire des rapports réciproques entre les différentes formes d'organisations prolétariennes. Il est clair, d'un point de vue formel, que la méthode nécessaire à la classe ouvrière est la même que celle de la bourgeoisie à l'époque du capitalisme d'État. Cette méthode d'organisation consiste en la coordination de toutes les organisations prolétariennes avec l'organisation la plus universelle, c'est-à-dire avec l'organisation étatique de la classe ouvrière, avec **l'Étatsoviétique du prolétariat**. « L'étatisation » des syndicats et l'étatisation effective de toutes les organisations de masse du prolétariat découle de la logique interne du processus de transformation lui-même. Les plus petites cellules de l'appareil ouvrier doivent se transformer en structure porteuse du processus général d'organisation qui sera dirigé de façon planifiée, et conduite par la raison collective de la classe ouvrière qui trouve son incarnation matérielle dans l'organisation suprême et universelle, celle de l'appareil d'État<sup>xxv</sup>. Le système du capitalisme d'État se transforme ainsi dialectiquement en son propre contraire, sous la forme étatique du socialisme ouvrier.

Aucune structure nouvelle ne peut venir au jour avant que sa nécessité objective s'impose. Le développement du capitalisme et son effondrement ont conduit la société dans l'impasse, ont étranglé le processus de production, le fondement même de l'existence de la société. La restauration du processus de production devient possible seulement sous le pouvoir du prolétariat, et c'est pour cela que sa dictature est une nécessité objective.

<sup>13</sup> Très bien.

La stabilité de la nouvelle société qui vient de surgir ne peut être atteinte que par une unité maximale, par un contact et une communauté d'action de toutes les forces organisatrices. Et c'est précisément pour cela que la forme générale de l'appareil d'ensemble du travail, dont nous venons de parler, est si nécessaire. La construction de la nouvelle société harmonieuse poursuivra son chemin hors du tumulte sanglant de la guerre, du chaos et de la ruine, de la misère et de la destruction.

<sup>i</sup> Le camarade KRITSMAN a indiqué cet aspect de la gestion, mais dans une autre problématique « Osnovnye tendentsji sotsialnoj revoliutsji proletariata » (« Les tendances fondamentales de la révolution sociale du prolétariat ») dans *Narodnoie Khoziaistvo*, 1919, n° 3). Il admet, comme presque tous les auteurs, que « l'organisation capitaliste de l'économie sociale est une *enveloppe* que l'on supprime ... Il s'agit dans l'ensemble d'un simple changement des forces dirigeantes » ... (p. 13). La dissolution partielle du prolétariat comme classe qui se produit sous l'influence de la régression des forces productives par suite de l'exclusion du prolétariat et de la diminution de la production, est un phénomène d'un genre différent.

<sup>ii</sup> C'est pourquoi les professeurs libéraux et leurs perroquets opportunistes, qui ne veulent pas voir le socialisme, mais par convenances préfèrent se justifier par de soi-disant arguments « scientifiques », interprètent Marx à leur propre façon. Ainsi par exemple Franz OPPENHEIMER, le maître de P. MASLOW, écrit : « L'extraordinaire supériorité numérique et la toute puissance du prolétariat ... exproprie les expropriateurs qui ne peuvent opposer aucune résistance sérieuse, et s'empare de façon complète et immédiate du mécanisme de la production et de la répartition, qui poursuit son cycle de façon inchangée et imperturbablement ... Telle est la théorie de la socialisation de MARX. » Franz OPPENHEIMER, « Zur Theorie und Vergesellschaftung » in le recueil *Wege und Ziele der Sozialisierung*, édité par l'ingénieur Dr Herman BECK (Ed. Bund Neues Vaterland, p. 16), Le Dr PRANGE (*loc. cit.*) appelle cela « une claire expression de la théorie marxiste » (p. 79). Les vénérables professeurs croient de toute évidence que la Bourse, l'agiotage et la spéculation sont caractéristiques d'une société socialiste tout comme la vertu de la Vierge Marie, et que la naissance de l'appareil socialiste de la production et de la répartition ne troublera en rien la virginité capitaliste. Otto BAUER leur fait écho : « Celle-ci (l'expropriation) ne peut pas, elle ne doit pas, avoir lieu sous la forme d'une confiscation brutale (!) [...] car sous cette forme elle ne pourrait s'accomplir qu'au prix d'une formidable dévastation des moyens de production, par laquelle les masses seraient réduites à la détresse et les sources des revenus nationaux épuisées. L'expropriation des expropriateurs doit plutôt avoir lieu avec ordre et en règle, de façon à ne pas détruire l'appareil de production de la société, à ne pas empêcher la marche de l'industrie et de l'agriculture » (Otto BAUER, *La marche au socialisme*, Paris, 1919 et in : *Otto Bauer et la révolution*, Paris, EDI, 1968, p. 123. L'ex-« ministre de la socialisation » voudrait apparemment édifier le socialisme avec des éléments célestes et non terrestres.

<sup>iii</sup> « Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclat. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs seront à leur tour expropriés. » MARX, *Le Capital*, L. I, *op. cit.*, t. 3, p. 205.

<sup>iv</sup> « Appareil de personnes et appareil matériel » (Dr. Hermann BECK, « *Sozialisierung als organisatorische Aufgabe* » p 32 du recueil cité).

<sup>v</sup> *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, t. 3, p. 205.

<sup>vi</sup> Dans *Misère de la philosophie*, MARX parle de « l'organisation des éléments révolutionnaires comme classe » (*op. cit.*, p. 178), Dans le *Manifeste communiste*, Paris, Ed. sociales (bilingue), 1972, p. 65, on trouve la description suivante des rapports de coopération entre les ouvriers : « Le salariat repose *exclusivement* [souligné par nous, N. BOUKHARINE] sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie [...] substitue à l'isolement des ouvriers, résultant de leur concurrence leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, la base même sur laquelle elle a établi son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. » Marx rappelle ce passage en note à la fin du XXXII<sup>e</sup> ch. du Livre I du *Capital* (*op. cit.*, *ibid.* n.). Il est tout à fait clair que Marx voyait dans le prolétariat non seulement une force qui réalise « le renversement violent », mais aussi l'incarnation sociale des rapports de coopération qui mûrissaient au sein du capitalisme pour devenir le fondement du mode de production socialiste (alias communiste). E. HAMMACHER (*Le système philosophico-économique du marxisme*, Leipzig, 1909) découvre que Marx développait ce point de vue dans *Misère de la Philosophie* et dans le *Manifeste communiste* en opposition au *Capital*. En fait, Marx cite dans le *Capital* les passages correspondants !

<sup>vii</sup> Une immense abjection des théories social-opportunistes consiste justement dans le fait qu'elles s'unissent sur la base du capitalisme d'État et protestent contre le socialisme qu'elles sont promptes à reconnaître trois fois *en paroles*, mais pas en pratique.

<sup>viii</sup> KAUTSKY en première ligne. Avant la guerre, il « attendait » la catastrophe qui n'était pas encore « mûre ». Pendant la guerre, il mettait en garde contre la révolution, étant donné que l'Internationale était « un instrument de paix » et ne pouvait agir au grondelement des canons. Après la guerre, il mit en garde contre le socialisme parce que la « catastrophe épuise ». On peut le dire, c'est une conception vraiment intégrale [1].

[1] Très juste !

<sup>ix</sup> Cf. à ce propos, N. OSSINSKY, *La construction du socialisme*, premier ch., et aussi N. BOUKHARINE, *L'Économie mondiale et l'impérialisme*, *op. cit.* La prévision suivante d'Engels est intéressante : « L'extension colossale des moyens de transports - navires assurant les liaisons transocéaniques, chemins de fer, télégraphe électrique, canal de Suez a établi pour la première fois, réellement, un marché mondial. Une série de puissances industrielles concurrentes sont venues se placer aux côtés de l'Angleterre, qui détenait naguère le monopole de l'industrie; dans toutes les parties du monde, des territoires infiniment plus grands et plus variés se sont ouverts au placement du trop plein des capitaux européens, de sorte que ceux-ci se répartissent bien davantage, permettant de surmonter ainsi plus facilement les excès de la spéculation en un point. Tous ces facteurs ont supprimé la plupart des anciens foyers de crise et écarté presque toutes les occasions de crise, en tout cas les ont atténuées. Parallèlement, sur le marché intérieur, la concurrence cède le pas aux cartels et aux monopoles, tandis qu'elle est limitée sur les marchés extérieurs par les barrages des tarifs douaniers dont tous les pays, hormis l'Angleterre, s'entourent. Mais ces protections douanières ne sont pas autre chose que les armements destinés à la bataille générale de l'industrie, qui doit finalement décider de la domination sur le marché mondial. Ainsi, chaque élément qui tend à empêcher la répétition des anciennes crises recèle en soi le germe d'une crise à venir, bien plus puissante que les précédentes. » F. ENGELS (note d'ENGELS à K. MARX, *Le Capital*, L. III, *op. cit.*, t. VII, p. 151, note 1)

<sup>x</sup> Un nombre considérable de « recherches sur la socialisation » menées par des professeurs bourgeois éludent naturellement ce problème fondamental [2]. Cf. K. BUCHER, *Die Sozialisierung (La socialisation)*, Tübingen, 1919; otto NEURATH, *Wesen und Weg der Sozialisierung*; Pro K. TYSZKA, *Die Sozialisierung des Wirtschaftleben*, Iena, 1919, Cf. O. BAUER, *op. cit.*; Rudolf GOLDSCHIED, *Sozialisierung der Wirtschaft*

oder Staatbankerott. Parmi les publications communistes étrangères, nous ne pouvons citer que le livre d'un camarade ingénieur, Julius HEVESI, *Die technische und wirtschaftliche Notwendigkeit der kommunistischen Weltrevolution*, Vienne, 1919.

[2] Pas seulement par eux.

<sup>xi</sup> Rudolf GOLDSCHIED cingle, avec beaucoup d'esprit, le lâche comportement des « chefs » : « Il est vraiment incroyable de constater à quel point sont manifestement insoutenables les arguments avec lesquels on est aujourd'hui en mesure de freiner avec succès l'accélération de la socialisation de l'économie. Ainsi, par exemple, on fait valoir le fait qu'au moment où il y a stagnation de toute production et que manquent les instruments nécessaires à l'entreprise, c'est précisément le moment le moins favorable à la socialisation de l'économie. Si au contraire dominait une période de haute conjoncture, on déclarerait indubitablement : « Il ne faut pas faire des expérimentations alors que les choses sont au mieux. » On trouve facilement des raisons contre ce que l'on ne veut pas. Et, en tout cas, il est ainsi manifeste que pendant une période où l'entreprise est réduite et où une très profonde transformation de l'économie sous tous ses aspects est inévitable, la transformation de l'économie individualiste en socialiste se réaliserait au plus vite. » (*Sozialisierung der Wirtschaft oder Staatsbankerott*, Vienne, 1919, p. 11). C'est ainsi qu'écrit, à l'intention de la social-démocratie, un bourgeois pacifiste.

<sup>xii</sup> Les savants bourgeois étaient tellement ahuris par le poison fétichiste qu'ils exaltaient le désordre capitaliste comme une perle de la création. Ainsi, Monsieur P. STROUVÉ niait par principe la possibilité d'une rationalisation du processus économique et professait une « conviction scientifique dans le dualisme immanent et fondamental de ce processus ». (*Khoziaistvo i tsena*, op. cit., vol. I, p. 60), Il est vrai que le désir est le père de la pensée !

<sup>xiii</sup> N. OSSINSKI « O Predposylkakh sotsialisticheskoi Revolioutsii » (sur les prémisses de la révolution socialiste), in *Narodnoie khoziaistvo*, 1918, n° 6-7, p. 5. Marx voyait assez bien le caractère de longue durée de la catastrophe et de la période de transition. Dans les *Révolutions sur le procès des communistes à Cologne*, il cite ses propres paroles : « Nous disons aux ouvriers : Vous devez traverser 15, 20, 50 années de guerre civile et de guerres nationales, non seulement pour changer le système social, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre aptes au pouvoir politique. » K. MARX, *Révolutions sur le procès des communistes*, op. cit., pp. 107, 108.

<sup>xiv</sup> Hermann BECK, « Eroffnungsansprache » (*Wege und Ziele der Sozialisierung*, pp. 10-12). Soit dit en passant, la façon dont Monsieur Beck traite de la révolution rappelle tout à fait notre *Novaia jizn* défunte.

<sup>xv</sup> Cette formule a été proposée pour la première fois par le camarade KRITSMAN, dans son brillant article « Sur les tâches immédiates de la révolution prolétarienne en Russie » (*Narodnoie Khoziaistvo*, 1918, n° 5).

<sup>xvi</sup> Un pareil prodige d'indécence théorique nous est offert, à nos grands regrets par les dernières *Werke* (1918) du Pro R.J. WIPPER. Dans le recueil *Untergang der europäischen Kultur*, paru aux éditions « Wissen ist Macht » (où il n'y a ni pouvoir ni connaissance), le vénéré professeur sans comprendre les perspectives, généralise l'expérience des premières phases du processus et parle ainsi de choses qui produisent un effet comique. « La foi dans l'union du prolétariat de tous les pays est morte ... L'attente d'une prochaine révolution sociale s'est estompée ... La classe capitaliste ... ne se prépare pas à un inévitable déclin ... » (p. 75 du recueil). Et cela a été publié en 1918 ! Dans l'article « *Sozialismus oder Kleinbürgertum* », où le vaillant auteur critique la Commune et la calomnie avec un ferveur digne de meilleurs arguments, et dans lequel au fond ce sont les communistes russes qui sont dépeints sous le nom de Communards parisiens, on pose par exemple la question suivante : « Pourquoi ceux-ci [les communards, lisez les bolcheviks] n'ont-ils, pas tenté de stimuler et d'accroître le travail, justement au moment où de nombreux propriétaires d'usines avaient abandonné la ville, et où, par suite, avaient aussi disparu les « exploiters » qui « opprimaient » les ouvriers; pourquoi favorisaient-ils la paresse et l'indolence ? etc. » Tout cela ne paraissait-il pas comique déjà en 1920, dans l'année de l'armée de travail, des samedis communistes, de la discipline de travail ? « Le sel de la terre », comme il arrive au professeur de se désigner, possède vraiment un « intellect » de poule, au moins pour une époque historique donnée.

<sup>xvii</sup> Cf. au sujet de cette caractéristique N. BOUKHARINE *L'Économie politique du rentier, critique de l'économie marginaliste*, Paris, EDI, n. éd.

<sup>xviii</sup> Nous disons « économique d'État », étant donné qu'à ce stade du développement « l'économique » se confond avec le « politique » et que l'État perd son caractère politique exclusif, dans la mesure où il devient aussi un organe de l'administration économique.

<sup>xix</sup> « Le capitalisme a créé une classe nombreuse de dirigeants industriels et commerciaux » (Marx) qui constituent une catégorie particulière de spécialistes au service de la bourgeoisie. Cette bureaucratie industrielle n'appartient pas directement à la classe des capitalistes, mais elle garde avec celle-ci des liens très étroits. Elle est éduquée par la bourgeoisie, c'est de la bourgeoisie qu'elle obtient les postes ministériels, ses membres participent aux bénéfices et à la répartition des dividendes, Ils investissent leur « épargne » en actions, et dans la mesure où le capital se dépersonnalise dans les sociétés par actions et où les débrouillards, les hommes qui savent faire fructifier le capital « d'autrui » acquièrent une influence grandissante, cette bureaucratie se lie de façon toujours plus étroite à la « famille » capitaliste et se pénètre de son intérêt.

C'est pour cela que si l'on embauche - et cela est inévitable et nécessaire - il faut en tout cas éliminer la base, le milieu dans lequel elle a grandi. *On ne peut pas les laisser « dans leurs liens sociaux précédents »*. N. OSSINSKI (*loc. cit.*, pp. 54-55), cf. aussi l'article du camarade M. WINDELBOT, « Trestry i sindikaty i sovremennye prozvodstvennye obedineniia, In *Narodnoie khoziaistvo*, 1919, n° 6, en particulier, p. 31.

<sup>xx</sup> De ce point de vue, la différence de principe entre le maintien des vieux spécialistes par le gouvernement NOSKE-SCHIEDMANN et leur utilisation par la République des soviets est tout à fait claire. Là, ils sont employés selon leur ancien « lien social » et dans les conditions du pouvoir bourgeois démocratique; Ici, ils sont employés selon un autre lien et dans la dictature du prolétariat. Là, on les laisse à leurs « postes », Ici ils *retournent* de façon purement *formelle* aux « anciens postes et avec une nouvelle mentalité acquise à un degré convenable. Le camarade OSSINSKY note de façon tout à fait juste : « Il est inadmissible que ceux-ci (c'est-à-dire les « spécialistes ») soient considérés comme représentants d'une classe ennemie, médiatrice entre la dictature prolétarienne et le capital financier » (*loc. cit.*, p. 56). Leur « retour » dialectique exclut cela en pratique, puisqu'il suppose la dissolution des anciens liens sociaux de production ainsi que la désagrégation de l'ancienne mentalité de l'intelligentsia technique. Le lecteur comprendra naturellement que nous ne parlons pas de périodes étroitement délimitées, mais de processus fluide, de « tendances ».

<sup>xxi</sup> *Le Capital*. Livre I, op. cit. t. I, p. 183.

<sup>xxii</sup> Dans son *System der Organisationslehre*, l'ingénieur BECK distingue deux groupes de « moyens techniques »; les « moyens d'information » et les « moyens d'activité », en particulier les moyens de travail. Aux « moyens d'information » appartient, entre autres : « signaux, couleurs, illustrations, écrits et langues » (« Sozialisierung als organisatorische Aufgabe », p. 38), L'expérience de la révolution russe confirme pleinement ces propositions établies par voie de déduction. Un des premiers syndicats patronaux, celui du sucre, s'est décomposé

jusqu'à l'organisation de chaque usine. On observe des cas semblables ailleurs. Au sujet de la métallurgie, cf. WINDELBOT, *loc. cit.* dans *Narodnoïé Khoziaïstvo*, 1919, n° 6 et 9-10.

<sup>xxiii</sup> Dans la seconde édition de son livre (*Sindikaty i Tresty v Rossii*), Moscou, 1919, le camarade G. TSYPEROVITCH démontre clairement dans quelle mesure les idées venues de l'époque « organique » pèsent même sur ceux qui ont l'esprit révolutionnaire. Ses constructions théoriques envisagent les organismes économiques de l'administration prolétarienne non comme un *nouvel* appareil, mais plutôt un « appareil » dont l'origine dérive des appareils bourgeois. En réalité, *chaque* ligne des données empirique qu'il cite lui-même se trouve en opposition grossière avec une telle conception, et confirme *pleinement* notre point de vue. Sur le plan logique, cela provient aussi de l'énorme confusion théorique dans l'opinion générale de l'époque, dont nous aurons l'occasion de parler dans un autre chapitre. Nous voulons donner en exemple ce que le camarade TSYPEROVITCH écrit à propos du Conseil suprême de l'économie nationale et des Conseils de l'économie nationale en général : « Ces organes suprêmes de l'administration économique du pays, qui sont constitués par des représentants des organisations ouvrières et n'ont au sommet que des personnes de confiance désignées par le parti, étaient vraiment les successeurs du Conseil économique du gouvernement provisoire » (c'est-à-dire du gouvernement de KERENSKI et Cie), Qu'est-ce que cela veut dire ? Et que faut-il entendre exactement par le terme de « succession » ? Il est clair que nous avons affaire ici à une destruction complète de l'ancienne organisation et à la création d'une autre tout à fait *nouvelle*. Le « vraiment » se réfère exclusivement à la fonction administrative. Le camarade TSYPEROVITCH parle pourtant des syndicats et des trusts dans la République soviétique en tant qu'ancien appareil pour lequel « le contenu même ... doit être essentiellement autre » (p. 170). Le camarade TSYPEROVITCH ne voit même pas que nos associations de production constituent un appareil d'organisation entièrement *autre*, nés des *cendres* de l'appareil capitaliste défunt, dissous et ruiné. Nous demandons au lecteur d'étudier de ce point de vue le dernier chapitre du livre de TSYPEROVITCH pour se convaincre encore une fois de la parfaite *candeur des vieilles conceptions*.

<sup>xxiv</sup> Les opportunistes social-démocrates dénigrent sans scrupule la méthode marxiste-révolutionnaire lorsqu'ils affirment qu'un changement de fonction signifie un changement de caractéristique de *classe*. Le prolétariat de l'époque de la dictature mène une lutte de classe, mais la mène en tant que classe dominante, qui organise et crée la nouvelle société. Cela, bien que cet ABC du marxisme soit un livre scellé aux sept sceaux pour tous les apologistes du « capitalisme sain ».

<sup>xxv</sup> Les « critique s » obtus de droite se moquent volontiers de nos unions, de nos journaux et de nos fêtes, « officiels », mais en taisant cyniquement que dans la dictature ouvrière l'officialité est de type prolétarien. Ils cachent ainsi un désir de voir « ce qui est officiel » demeurer indéfiniment entre les mains des adversaires de classe du prolétariat.

## Chapitre V : La ville et la campagne dans le processus de transformation sociale

- I. Le processus de reproduction élargie négative et l'agriculture.
- II. Les rapports de production et l'agriculture.
- III. Le capitalisme d'État et l'agriculture.
- IV. L'écroulement du système capitaliste, la ville et la campagne.
- V. Les prémisses du socialisme dans l'agriculture et les principes généraux de l'édification du socialisme.

*« Toute division du travail développée qui s'entretient par l'intermédiaire de l'échange des marchandises a pour base fondamentale la séparation de la ville et de la campagne. On peut dire que l'histoire économique de la société roule sur le mouvement de cette antithèse »<sup>1</sup>.*

Pendant la période de transition cette remarque de Marx est plus importante que jamais. Car si dans une période « normale » du développement capitaliste, c'est-à-dire avec une relative proportionnalité prédéterminée entre la ville et la campagne - puisqu'il s'agit de la répartition des forces sociales productives nécessaires à l'équilibre de tout le système - on pouvait considérer le processus de production sous sa forme abstraite en tant que processus de production de la valeur et la plus-value, à présent cela devient insuffisant.

**Le point de vue naturel et matériel**, et, par suite, la division de la production sociale entre différentes sortes de sphères de travail « concret », et en premier lieu entre l'industrie et l'agriculture, acquiert à présent une importance particulière.

La disproportion croissante entre ces deux branches du système économique est apparue déjà avant la guerre; la recherche impérialiste d'un « complément économique », c'est-à-dire d'une base agraire pour les pays industrialisés, est au fond une manifestation de cette même contradiction entre la « ville » et la « campagne » dont parlait Marx, mais déjà à l'échelle mondiale<sup>ii</sup>. Le problème des **matières premières** - problème fondamental à l'heure actuelle - et le problème des **subsistances** apparaissent comme les questions les plus brûlantes. Tout cela nous conduit à souligner la question de la ville et de la campagne en tant que question exigeant une étude particulière.

Avant tout, il faut observer de quelle façon le **processus de reproduction élargie négative** se traduit dans l'agriculture.

Considérons en premier lieu le processus isolément. Il va sans dire que l'on peut observer en ce cas le même phénomène que dans l'industrie. La guerre prélève une part importante des forces productives : elle déplace les travailleurs, les détournant du travail productif; elle ampute le matériel agricole; elle prélève sur les forces animales du travail agricole, réduit la quantité de bétail, diminue la quantité de fumure. Elle réduit la surface cultivable en prélevant la force de travail qui joue dans l'agriculture un rôle relativement plus important que dans l'industrie (car la composition organique du « capital » est ici moins élevée), elle rétrécit la base de production et de reproduction. Ce rétrécissement de la base de production se manifeste dans la régression des quantités produites. Tel est le tableau général.

Mais le processus de reproduction de l'agriculture n'est pas en fait un processus de reproduction distinct et isolé. Il est un élément du processus général qui suppose un « échange organique » entre la ville et la campagne. Par suite, dans la mesure où il s'agit de la reproduction des moyens de production, la production agricole dépend des conditions de reproduction de l'industrie (machines, instruments de travail, engrais chimiques, apport d'énergie électrique, etc.) La reproduction élargie négative dans l'industrie aggrave le processus analogue dans l'agriculture. Et inversement : la réduction de la quantité des subsistances, étant un élément de la reproduction des forces de travail, intensifie de son côté le processus de reproduction élargie négative dans l'industrie. Processus unique, la reproduction élargie négative s'exprime dans la réduction quantitative de l'ensemble de la production (tous les moyens de production et tous les moyens de consommation).

Le rétrécissement de la base productive prend ici une forme paradoxale avec l'augmentation de la « rentabilité » monétaire de l'agriculture<sup>iii</sup>. Cependant l'élévation du prix des produits agricoles s'accompagne d'une augmentation non moindre (et, en règle générale, même supérieure) des prix des produits industriels. En dépit de cela l'agriculture, à l'époque de la guerre, affranchie rapidement de ses dettes, accumula du capital sous forme monétaire et amassa des stocks de produits. Cette contradiction, comme l'a parfaitement souligné le Professeur Lederer, s'explique par le fait que l'augmentation gigantesque des prix des produits industriels était fonction d'une telle réduction de leur quantité réelle que l'agriculture ne pouvait plus se les procurer. Il en résulte que la base productive de l'agriculture s'est mieux maintenue que celle de l'industrie, et que l'agriculture, malgré le processus de reproduction élargie négative, dispose en fait d'une masse de produits relativement bien supérieure à celle de l'industrie; c'est une différence suffisamment essentielle, qui doit aussi s'exprimer dans la période de désintégration du système capitaliste.

La différence essentielle est cependant constituée par la structure économique même de cette branche fondamentale de la production. La spécificité de cette structure est l'extraordinaire bigarrure de types économiques qui reflète et exprime un degré relativement faible de la socialisation du travail<sup>1</sup>. D'une façon générale, nous pouvons distinguer ici les catégories

<sup>1</sup> Très bien.

suivantes : la grande exploitation capitaliste fondée sur le travail salarié; l'exploitation capitaliste paysanne (« **koulak** », « **Grossbauer** ») utilisant aussi le travail salarié et reposant sur lui; l'exploitation paysanne « ouvrière » n'exploitant pas de travail salarié; et enfin l'exploitation de parcelles par des semi-prolétaires. Ces diverses combinaisons de rapports entre les éléments humains de ces types d'exploitation, présentent un tableau extrêmement hétérogène. Dans le cadre de la grande exploitation capitaliste nous observons à peu de choses près la même hiérarchie sociale de production que dans l'industrie; la structure économique de latifundia est en gros la même que celle de l'usine; au sommet : un entrepreneur capitaliste, puis une administration principale (directeur); ensuite une intelligentsia qualifiée (agronomes, comptables, etc.) ; encore plus bas : les « employés », et sous eux les travailleurs qualifiés (techniciens des machines agricoles, des lignes secondaires, des postes d'électrification, etc.), et enfin, les « manœuvres ». Des rapports différents existent dans l'exploitation des « **koulaks** » ou des « **Grossbauer** » où la hiérarchie de production se limite habituellement à deux catégories : le maître et les ouvriers. L'exploitation « ouvrière » ne connaît pas d'échelle hiérarchique, et l'exploitation des semi-prolétaires constitue dans sa composition humaine l'échelon le plus bas de l'échelle hiérarchique des autres exploitations : latifundia, fabriques ou usines. Dans les chapitres précédents nous avons vu que le moment fondamental qui détermine une possibilité de rationalisation directe de la production (dans n'importe quel système : capitaliste d'État ou socialiste) est le travail socialisé. C'est pourquoi il est clair que le système du capitalisme d'État a dû déjà adopter, par rapport à l'agriculture, un « type d'organisation » quelque peu différent.

Il va sans dire que la nécessité pour la bourgeoisie d'inclure l'agriculture dans le système capitaliste d'État avait une énorme importance. Car l'agriculture - en particulier au moment de l'ébranlement du système - est une branche de production décisive; il est possible de vivre sans redingote, sans lampe électrique ou sans livres, mais personne ne peut vivre sans pain. L'armée peut aller nu-pieds, mais elle ne peut subsister comme Saint Antoine. Par conséquent, les tendances à l'organisation capitaliste d'États'en trouvèrent aggravées. Et, en même temps, les possibilités de nationalisation directe de la production étaient des plus faibles.

Comment le capitalisme a-t-il résolu ce problème ?

De deux façons : premièrement par l'étatisation d'une partie des grandes unités de production, deuxièmement par une régulation indirecte du processus de production à l'aide du processus de circulation.

Il ressort assez clairement de ce que nous avons dit plus haut une « faiblesse » relative de la première méthode. En vérité l'État capitaliste disposait déjà de quelques branches de l'agriculture (par exemple les forêts domaniales), mais il lui manquait des points d'appui comme par exemple les trusts dans l'industrie. C'est pourquoi l'étendue de la nationalisation directe de la production par la bourgeoisie était relativement limitée et se réalisa habituellement sous des formes diverses d'administration « communale » et de « municipalisation ». La deuxième méthode en acquiert d'autant plus d'importance : la régulation de la production par **la régulation du processus de circulation ou d'organisation de la répartition**. Le monopole d'État des grains, le système de rationnement des produits agricoles, la fourniture obligatoire des produits, les prix imposés, la livraison organisée des produits industriels, etc., tout cela conduit en dernière instance à l'étatisation de la production. Nous observons alors un type de développement rétrograde, des stades initiaux du processus d'organisation<sup>2</sup> qui, tout comme dans l'industrie, avait pour point de départ le processus de circulation (groupements, marchés fermés, syndicats).

Dans ce domaine le système capitaliste d'État pouvait déjà s'appuyer sur les associations agricoles, syndicats **d'un type particulier**, en premier lieu sur les **coopératives**. Par la régulation du processus de circulation fut aussi réglé le mécanisme de la production agricole dans son ensemble, y compris les petites exploitations agricoles. Le système du « commerce libre » des produits agricoles fut définitivement sapé. Il est vrai que les conditions particulières de l'agriculture, le grand poids des petites et moyennes exploitations entraînaient de sérieuses difficultés qui se traduisirent par l'apparition du marché « illégal », « libre » et du commerce spéculatif (**Schleichhandel** (trafiquant)<sup>3</sup> comme l'appellent les Allemands) ; aussi longtemps pourtant que le système de l'organisation capitaliste d'État restait solidement établi **dans son ensemble**, l'agriculture était intégrée à l'appareil **général**, dont la partie essentielle était constituée par l'industrie organisée<sup>4</sup>.

Il en résulte la situation suivante : l'écroulement du système du capitalisme d'État, dans la mesure où son origine est la désagrégation des rapports de production dans l'industrie, signifie également l'écroulement de ce système dans l'agriculture.

La putréfaction de l'appareil capitaliste d'État se traduit ici par la pénétration constante du commerce spéculatif des produits agricoles. La rupture révolutionnaire des liens accélère au premier chef **la séparation de la ville et de la campagne**.

Entre la ville et la campagne, à l'époque du capitalisme d'État, on pouvait distinguer les trois types de liens : 1) des liens de crédit de type capitaliste financier (dont la forme principale était représentée par les institutions bancaires); 2) les organismes d'État et communaux; 3) le processus réel d'échange entre la ville et la campagne, se réalisant en partie à travers et par l'intermédiaire des appareils d'organisation et en partie en dehors d'eux<sup>4</sup>. Voyons à présent ce qui se passera inéluctablement dans la sphère des rapports entre la ville et la campagne lors de la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Avec la conquête du pouvoir par le prolétariat **les liens du crédit et les liens financiers de type capitaliste** s'effondrent de façon totale, irrévocable et pour toujours. La mainmise sur les banques entraîne la rupture des rapports de crédit, et il ne pourra plus être question d'une « restauration du crédit », car tout le système de base des rapports habituels est dissous, toute « créance » est liquidée, et l'État prolétarien apparaît à la conscience bourgeoise comme un bandit collectif.

<sup>2</sup> L'auteur a voulu dire apparemment « du processus de socialisation », mais ce mot n'exprime pas cette *idée* (c'est la seule possible).

<sup>3</sup> L'usurier (?)

<sup>4</sup> Ajouter : Troisième dans l'ordre, mais premier en importance.

**Les appareils communaux et d'État** se désagrègent également en leurs éléments composants en même temps que presque tous les mécanismes étatiques de type ancien. L'appareil qui exprimait l'hégémonie de l'industrie sur l'agriculture, et de la ville sur la campagne (sous sa forme capitaliste), cesse d'exister en tant que système d'organisation achevé.

Enfin, **le processus réel d'échange** qui exprime l'unité de « l'économie nationale » se trouve considérablement réduit. Après l'examen détaillé de la dislocation de l'industrie capitaliste, il n'est pas difficile d'en saisir la raison. Déjà le processus de reproduction élargie négative, à l'époque de la guerre impérialiste, a miné la base de l'échange en réduisant au minimum la production des villes, c'est-à-dire l'équivalent réel en produits nécessaires à la campagne. Avec l'écroulement de l'appareil capitaliste de production, le processus de production lui-même s'arrête : on vit sur les anciennes provisions, sur les restes qui ont été sauvés de la guerre et dont a hérité le prolétariat. La monnaie qui en période « normale » apparaissait comme valeur en soi, se révèle n'être en définitive qu'un signe intermédiaire n'ayant aucune valeur propre. Par conséquent, pour les détenteurs d'une masse de produits agricoles n'existe pratiquement plus aucun stimulant qui les incite à livrer ces produits à la ville. **L'économie sociale s'est disloquée en deux sphères autonomes : la ville affamée, et la campagne qui possède - malgré une destruction partielle des forces productives d'assez grandes provisions de « surplus » non écoulés.** La désintégration de l'ensemble du système de production atteint son point culminant. Cette phase de « l'histoire économique de la société » se traduit par l'isolement des deux principales subdivisions du travail social, rendant impossible l'existence ultérieure de cette société.

Mais avant de poursuivre l'analyse des conditions d'un **nouvel équilibre**, il est nécessaire de considérer les formes fondamentales prises par l'écroulement du système capitaliste **à l'intérieur** de « la campagne » .

La situation suivante nous frappe d'emblée : avec une stabilité relative de « la campagne » et un stock assez important de produits, le processus de désagrégation des rapports de production agricole doit être beaucoup plus lent<sup>5</sup>; deuxièmement, étant donné la variété de formes des unités économiques d'exploitation inconnue de la grande industrie capitaliste, la forme même du processus de transformation dans toutes ses phases sera différente du processus que nous avons analysé dans les chapitres précédents.

Voyons d'abord la grande exploitation capitaliste. Le processus de rupture des liens y ressemble le plus à celui qu'on observe dans l'industrie. Avec quelques modifications cependant. En premier lieu, il s'accomplit plus lentement qu'à la ville<sup>6</sup>. Cela s'explique par le fait que dans l'agriculture, sur le lieu même de la production des moyens de consommation, la sous-consommation de la classe ouvrière est moins nettement ressentie. Le passage au système de la rémunération partielle en nature assure en fait la reproduction de la force de travail et par conséquent est évidemment un moindre stimulant à la rupture des liens entre les éléments humains du système. En second lieu, le prolétariat n'est pas aussi éduqué par le « mécanisme de production capitaliste ». Sa composition (éléments semi-paysans), ses méthodes de travail (caractère saisonnier du travail, très grand isolement spatial dans le processus de travail, etc.) tout cela entrave sa révolutionnarisation idéologique et l'élaboration d'un plan ouvrier révolutionnaire. Ces facteurs freinent la tendance générale du développement, mais ne la nient pas. L'influence de la ville et des organisations du prolétariat industriel donne une impulsion extérieure au renforcement du processus mû par sa dynamique, et rend finalement inévitable la rupture des rapports de production capitalistes, selon la même ligne que dans l'industrie<sup>7</sup>.

La rupture des rapports de production agricoles s'opère pourtant aussi sur d'autres plans, ce qui s'explique par les particularités structurelles spécifiques de l'économie rurale. Nous avons vu plus haut qu'une partie du mécanisme humain (propriétaires se mi-prolétarisés des exploitations parcellisées) entre elle-même dans la catégorie des échelons les plus bas de la hiérarchie capitaliste, tandis que d'autres éléments (« paysans moyens ») n'apparaissent pas seulement comme des « concurrents » de la grande exploitation sur le marché : ils sont aussi souvent l'objet d'une exploitation qui se manifeste sous une forme voilée et masquée de rapports extrêmement complexes et variés (bail, usure, dépendance par rapport aux banques agricoles, etc.). Il s'agit ici d'une forme d'éléments inférieurs ou intermédiaires de la hiérarchie du travail qui n'existe pas dans le schéma purement capitaliste et ne représente pas du travail socialisé, mais s'appuie en quelque sorte sur lui. Son importance n'en est pas moins significative pour autant que l'on considère l'ensemble du système social dans sa totalité concrète. Dans le type de rapports de production où les échelons inférieurs du système sont constitués d'un nombre important d'exploitations indépendantes la dislocation des liens se traduit par une lutte entre exploitations, c'est-à-dire une lutte entre les paysans travailleurs et les se mi-prolétaires d'une part, les gros paysans et les petits propriétaires d'autre part. La combinaison concrète des éléments en lutte peut différer d'un cas à l'autre selon le poids relatif des divers types d'exploitations, selon les variantes de ces types (car ce sont des catégories extrêmement mobiles, transitoires et nuancées). Prise en soi et isolée du reste du complexe économique, cette rupture des liens contient une possibilité de retour à des formes plus primitives<sup>7</sup>, car la force active est ici celle d'un travail parcellisé de petits propriétaires et non celle d'un travail socialisé de prolétaires. Mais dans un contexte historique donné cette rupture constitue une partie intégrante du processus général d'écroulement du système capitaliste<sup>vi</sup>. Ainsi se développe **la révolution paysannes et agricole** dont la signification est d'autant plus grande que le développement des rapports de production capitalistes est faible .. Cette lutte peut être accompagnée - et l'est habituellement - d'un important gaspillage des forces et d'une dislocation de la base productive matérielle (partage partiel des grandes propriétés, de l'outillage, du bétail, etc.)<sup>vii</sup>, c'est-à-dire d'une **réduction ultérieure des forces productives.**

<sup>5</sup> Très juste !

<sup>6</sup> Ajouter : En Europe occidentale, mais pas en Russie (et même en Europe occidentale *jusqu'à* la victoire du prolétariat).

<sup>7</sup> Inévitabilité temporaire.

C'est alors que se pose la question de savoir **comment un nouvel équilibre est possible** : d'une part un équilibre à **l'intérieur** même de l'agriculture, et d'autre part un équilibre **entre la ville et la campagne**.

Cette question apparaît décisive pour le destin de l'humanité car elle est la question la plus importante et aussi la plus **complexe**<sup>viii</sup>.

Nous avons déjà vu que le type général d'équilibre **nouveau** devrait être l'opposé (la négation dialectique) du type d'équilibre du système capitaliste d'État.

Avant toute chose, considérons le processus **interne** à l'agriculture.

La rupture des liens entre les différents éléments humains de la **grande exploitation capitaliste** doit faire place à l'organisation de ces éléments dans leur nouvelle combinaison. Au fond, ce problème est du même ordre que dans l'industrie. Cependant il est compliqué par deux moments : en premier lieu par celui de la destruction partielle de la grande exploitation capitaliste en tant que grande exploitation en général; en second lieu, par celui de la bien moindre maturité du prolétariat agricole. La première circonstance est inévitable avec la lutte pour la terre dans la paysannerie. Il est évident que le degré des concessions varie considérablement suivant le poids spécifique de la paysannerie en général et de sa répartition dans les différentes catégories. La deuxième circonstance entraîne un plus grand nombre de frictions internes aux organisations; le processus d'auto-éducation du prolétariat est plus lent.

En ce qui concerne l'équilibre du reste de la production agricole, il a tendance à s'établir sur la base d'une redistribution égalitaire de la terre, comme point de départ du développement. Il est tout à fait clair qu'une telle situation, considérée indépendamment du développement urbain, devrait donner une impulsion à un nouveau cycle capitaliste de type « américain ». Cette possibilité disparaît cependant avec la liquidation de l'économie marchande dans les villes et avec l'organisation socialiste de l'industrie. Par conséquent la dictature du prolétariat s'accompagne inévitablement **d'une lutte larvée ou plus ou moins déclarée entre les tendances à l'organisation du prolétariat et les tendances anarchiques de la paysannerie dans l'économie marchande**<sup>8</sup>.

Sous quelles formes cependant l'influence organisatrice du prolétariat urbain peut-elle s'imposer ? Et comment peut-on atteindre un nouvel équilibre **entre** la ville et la campagne ?

Il est évident que le processus réel de l'échange organique entre la ville et la campagne peut servir de base solide et durable à l'influence décisive de la ville. Le **renouvellement** du processus de production dans l'industrie, la restauration de l'industrie sous sa forme<sup>9</sup> socialiste, apparaît ainsi comme une condition nécessaire à une participation plus ou moins rapide de la campagne au processus d'organisation.

Mais comme cette restauration de l'industrie est elle-même conditionnée par l'afflux de vivres à la ville, la nécessité absolue de cet apport, **coûte que coûte**, devient parfaitement claire. Cet équilibre minimal peut être atteint seulement : a) **au prix d'une partie des ressources restantes dans les villes**, et b) **avec l'aide de la contrainte étatique exercée par le prolétariat**. Cette contrainte étatique (confiscation des excédents de blé, impôt en nature et autres formes de contrainte) est fondée économiquement : en premier lieu directement, pour autant que les paysans sont eux-mêmes intéressés au développement de l'industrie qui leur fournit des machines, des outils, des engrais chimiques, de l'énergie électrique, etc.; en deuxième lieu indirectement car le pouvoir étatique du prolétariat est le meilleur moyen de défense contre le rétablissement de la pression économique des grands propriétaires fonciers, de l'usurier, du banquier, de l'État capitaliste, etc. Par conséquent, la contrainte étatique n'est pas ici le « pur usage de la violence » à la Dühring, et comme telle elle apparaît comme un facteur qui suit la ligne principale du développement économique général<sup>10 ix</sup>. Dans la mesure où le prolétariat industriel s'appuie sur la grande exploitation formellement<sup>11</sup> socialisée (étatisée par le prolétariat), il organise directement le processus de **production**. L'insuffisance du matériel agricole peut inciter une partie des propriétaires agricoles à entrer dans les associations (communes, agricoles et coopératives), Mais pour la grande masse des **petits producteurs** leur insertion dans l'appareil d'organisation passe principalement par la **sphère de la circulation**, c'est-à-dire d'un point de vue formel par la même voie que dans le système du capitalisme d'État<sup>x</sup>. **Les organes de distribution et d'approvisionnement étatiques et communaux** (ceux-ci ne s'opposant théoriquement jamais aux premiers) représentent l'appareil principal du nouveau système d'équilibre.

Ici se pose la question des organisations de paysans qui rassemblaient déjà dans le processus de distribution les producteurs dispersés pendant la période du développement capitaliste, à savoir la question de la **coopération agricole**. Il ressort de l'analyse de la désagrégation des liens du système capitaliste dans l'agriculture au cours de ce processus de désagrégation, que la petite production a conservé une relative stabilité. Toutefois, la coopérative paysanne avait tendance à se transformer, et même parfois elle s'est transformée réellement en syndicats agricoles contrôlés au sommet par une élite des propriétaires fonciers capitalistes. C'est pourquoi l'appareil des coopératives devait se trouver endommagé. Il est aussi clair que certaines formes de coopératives, la coopérative de **crédit**, par exemple, devaient inévitablement disparaître. Cependant il est en même temps parfaitement évident que la stabilité de l'exploitation agricole doit trouver son expression dans la stabilité relative de l'appareil coopératif agricole. Quel en sera le sort ? Disparaîtra-t-il comme le font inévitablement les syndicats ou

---

<sup>8</sup> Il faudrait dire : entre la tendance socialiste et la tendance marchande-capitaliste de la paysannerie. C'est une faute théorique que d'employer ici le mot « organisation ». C'est un pas en arrière de MARX à Louis BLANC.

<sup>9</sup> Ha ! ha ! ha ! Termes scandaleusement faux ! Plus c'est compliqué, plus c'est incorrect, théoriquement.

<sup>10</sup> Très bien.

<sup>11</sup> Pas seulement de façon formelle.

les trusts ? Ou se maintiendra-t-il ? Avant de considérer cette question, il est nécessaire d'analyser plus précisément un autre problème fondamental, celui de la lutte entre le prolétariat et la paysannerie pris en tant que représentants de classe de types distincts d'économie.

«Les forces essentielles - et les formes essentielles de l'économie sociale ... sont les mêmes ... dans n'importe quel pays capitaliste. Ces formes essentielles de l'économie capitaliste sont : le capitalisme, la petite production marchande, le communisme. Ces forces essentielles sont : la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie (en particulier la paysannerie), le prolétariat»<sup>i</sup>. L'exploitation paysanne continue à exister en tant que petite production marchande. « Il y a là une base extrêmement large, aux racines très profondes et très solides pour le capitalisme. Sur cette base le capitalisme se maintient et renaît, dans une lutte des plus acharnées contre le communisme. Les formes de cette lutte sont : l'activité des petits trafiquants et la spéculation contre le stockage du blé par l'État (de même que des autres produits) ; en général, contre la répartition de produits par l'État<sup>12</sup>. Cette lutte pour ou contre le marché, en tant que lutte cachée pour certains types de production, caractérise l'aspect économique des relations entre la ville et la campagne après la prise du pouvoir par le prolétariat. Il y a là une différence profonde avec ce qui se passe à la ville. Dans les villes la lutte essentielle pour un type d'économie s'achève avec la victoire du prolétariat. A la campagne elle s'achève dans la mesure où il peut être question de la victoire sur le grand capitalisme. Mais au même moment elle **renaît** sous d'autres formes, en tant que lutte entre le plan étatique du prolétariat incarnant le travail socialisé<sup>13</sup> et l'anarchie marchande, le déchainement spéculatif de la paysannerie représentant la propriété morcelée et l'anarchie du marché. Mais comme la production marchande simple n'est rien d'autre qu'un embryon d'économie capitaliste, la lutte des tendances décrites plus haut est fondamentalement la poursuite de la lutte entre le communisme et le capitalisme<sup>14</sup>. Cependant, comme deux « âmes » coexistent dans le cœur du paysan, et que plus il est pauvre plus grand est son penchant pour la tendance prolétarienne, cette lutte se complique par une lutte au sein même de la paysannerie.

Comment cette situation se répercute-t-elle sur le sort de l'appareil coopératif agricole ? Il est clair qu'il en va ici autrement que dans l'industrie : l'appareil coopératif peut s'atrophier (avec le déclin croissant des échanges entre la ville et la campagne) ; il peut être réduit (par la prépondérance des koulaks à la campagne et par une lutte exacerbée entre eux et le prolétariat). Il peut être absorbé par l'organisation socialiste de la distribution et rebâti graduellement (par la restauration du processus réel d'échange et l'influence **économique** décisive de la ville). Par conséquent, théoriquement, la destruction entière de l'appareil n'est pas indispensable<sup>15</sup>.

De cette façon un nouvel équilibre s'instaure au cours d'une lutte ininterrompue, et c'est pour cette raison que son établissement est lent et difficile. Le processus se développe d'autant plus vite qu'est plus rapide le rétablissement de la reproduction dans l'industrie, et plus prompte la prise en mains par le prolétariat de la tâche fondamentale : la révolution **technique** qui transforme totalement les formes conservatrices de l'économie et donne une impulsion vigoureuse à la socialisation de la production agricole. Mais ce thème concerne déjà le chapitre suivant.

<sup>i</sup> Karl MARX, Livre I, *op. cit.*, t. II, p. 42.

<sup>ii</sup> Il ne s'en suit nullement, comme le croit KAUTSKY (voir son article sur l'impérialisme dans la *Neue Zeit*), que les racines de l'impérialisme se trouvent exclusivement dans cette sphère. Du point de vue des conditions de la reproduction, le changement dans chacune des trois parties de la formule est important :

$$\begin{array}{ccc} (A-M \text{ (Moy. de prod. + Force de Tr.) } \dots & P \dots & M'-A' \\ \text{I} & \text{II} & \text{III} \end{array}$$

A la première partie de la formule correspondent les « marchés des matières premières » et les marchés de la « force de travail à bon marché » ; à la seconde, les sphères d'investissements du capital ; et à la troisième, les marchés de débouchés. La transformation a lieu dans ces *trois* domaines et par suite la lutte des formations impérialistes se mène sur les trois lignes.

<sup>iii</sup> Emil LEDERER, « Die Oekonomische Umsehtung im Kriege », *Archiv für Sozialwissenschaft und Politik, Krieg und Wtrtschaft*. (fasc. 7, 1918, p. 34), présente le tableau suivant qui illustre le « déplacement de la rentabilité » :

	Entrées brutes	Dépenses	Gains nets
Avant la guerre	100	75	75
Minimum actuel	200	95	105
Moyenne vraisemblable	250	95	155
Maximum	300	95	205

« Etant donné les prix pratiqués à un taux bien plus élevé au marché noir ... il devrait en résulter des profits encore plus hauts ». La différence entre les prix du commerce « libre » et les prix maxima étant croissante, le « déplacement » réel est bien entendu beaucoup plus grand.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>13</sup> C'est juste.

<sup>14</sup> C'est juste et c'est mieux qu'« anarchie ».

<sup>15</sup> Il n'est pas correct de dire et de penser (comme il se trouve souvent chez l'auteur) que « l'effondrement total » est « nécessaire » pour les trusts.

<sup>iv</sup> Cf. à ce sujet le livre du camarade You. LARINE, *Outopisty minimalisma i deistvitel'nost*, Petrograd, 1917.

Le camarade LARINE observe dans ce livre, d'une façon tout à fait juste : « En résumé, si l'agriculture était en elle-même insuffisamment mûre au point de vue de l'organisation, le capitalisme allemand moderne a démontré qu'il possédait une réserve suffisante de forces d'organisation sur le plan matériel et social pour unifier l'économie agraire, d'en haut et de l'extérieur, en un seul organisme géré selon un plan. Autrement dit, il ne faut pas envisager la « maturité » matérielle d'un pays du point de vue de la maturité technico-administrative de chaque domaine de l'économie pris séparément mais en tant que dérivée de l'état général de toutes ses forces productives dans leur somme moyenne » (p. 17-18).

<sup>v</sup> KARL KAUTSKY écrit dans sa brochure *Die Sozialisierung der Landwirtschaft* (Berlin, P. KASSIHER 1919) : « La révolution dans les villes ne s'est pas produite sans laisser de traces parmi les travailleurs de la campagne. Ce serait un danger immense s'ils étaient eux aussi atteints de la fièvre des grèves » (!) (p. 10). KAUTSKY a raison quand par ailleurs il met en garde contre le *partage* des grandes propriétés entre les ouvriers agricoles. Mais protester contre la « fièvre des grèves » signifie faire le jeu des *agrariens prussiens*. Le renversement du capitalisme dans les campagnes est un anneau du processus général tout aussi nécessaire que le renversement du capitalisme dans les villes. Dans les États capitalistes avancés, une victoire de la classe ouvrière sans l'action des masses (du prolétariat paysan est impensable (« fièvre des grèves » selon l'expression de KAUTSKY, « frénésie de grève » comme le disaient à une époque nos mencheviks), puisque les agrariens - et Von THUNEN lui-même - n'accepteraient jamais de réaliser volontairement le programme de KAUTSKY. La méconnaissance de cette situation, le refus de la lutte de classe est le péché mortel de KAUTSKY et Cie. Cf. aussi Otto BAUER, *La marche au socialisme*, *op. cit.*

<sup>vi</sup> On peut faire à ce sujet une analogie entre le processus décrit et la désagrégation des rapports entre les métropoles développées et leurs colonies. Les insurrections coloniales, considérées objectivement, contiennent en elles la *possibilité* d'un cycle nouveau de développement capitaliste si l'on considère ce processus isolément. Mais dans l'ensemble des phénomènes, ce n'est qu'un produit dérivé et en même temps aussi le facteur le plus vigoureux de la désagrégation du système impérialiste, comme condition préliminaire de la renaissance *socialiste* de l'humanité.

<sup>vii</sup> Cf. l'article du camarade GOIKHBARG, « Obchtchestvenie selskovo khoziaistvo » in *Narodnoie khoziaistvo*, 1919, n° 5; et aussi ceux de MILIOUTINE « Sotsialisma i selskoie khoziaistvo » et de BOGDANOV, « Organizatsiia selskikh khoziaistvo » in *Narodnoie. Khoziaistvo*, 1919, n° 6.

<sup>viii</sup> C'est pourquoi KAUTSKY a raison lorsqu'il écrit (*Die Sozialisierung der Landwirtschaft*, *op. cit.*, p. 12) : « Pour nous, le problème agraire est le plus compliqué mais aussi le plus important de la révolution ». Toutefois le malheur de KAUTSKY est justement qu'il ne voit et ne comprend pas toute la *complexité* du problème. Pour lui, le facteur « compliquant » fondamental, c'est-à-dire la lutte de classe des divers groupes sociaux, n'existe pas. C'est lié logiquement à l'incompréhension du fait que les rapports de production de la société capitaliste soit en même temps des rapports *sociaux de classes* et des rapports techniques de travail [a].

[a] *La terminologie n'est pas juste. Il n'y a pas de rapport de classes non social. Il faudrait le dire de façon plus simple et plus juste (théoriquement) : il a oublié la lutte de classes.*

<sup>ix</sup> Le « sociologue » [b] KAUTSKY ne comprend absolument pas cela. Dans la préface à son livre déjà cité, *Die Sozialisierung der Landwirtschaft* il attaque les bolcheviks parce qu'ils ont laissé la main libre au paysan (p. 10), montrant à cette occasion son manque complet d'information (puisqu'il ignore même l'existence des exploitations soviétiques) mais à la page suivante (p. 11), il prétend qu'ils « oppriment » la classe paysanne et s'emparent de leurs excédents pour les besoins des villes et de l'armée. Le « malin » KAUTSKY ne comprend même pas la signification de la guerre contre DÉNIKINE, il ne comprend pas ce que le moins informé des paysans comprend. C'est seulement la rage contre le parti du communisme révolutionnaire qui lui dicte des idées dignes d'un lycéen de « bonne famille ».

[b] *Voilà, il est bon qu'un « sociologue » comme BOUKHARINE mette finalement le terme « sociologie » entre des guillemets ironiques! Bravo !*

<sup>x</sup> « Quant à la petite entreprise qui prédomine, celle-ci [c'est-à-dire la socialisation N. BOUKHARINE] devra être compensé des le début plutôt comme une régulation du processus de circulation entre villes et campagnes que comme une organisation de la production » (KAUTSKY, *op. cit.*, p. 9) [c].

[c] *Oh! Oh ! Quelle incompréhension des rapports « sociaux de classe » : un livre avec des citations non traduites ferme l'accès aux travailleurs.*

<sup>xi</sup> N. LENINE « Economie et politique à l'époque de la dictature du prolétariat », dans *l'Internationale communiste*, 1919, n° 6, in *Œuvres complètes*, tome 30, p. 104.

## Chapitre VI : les forces productives, les faux-frais de la révolution et le bouleversement technique

- I. Le concept de forces productives.
- II. Les forces productives et la reproduction sociale.
- III. Les forces productives et les crises.
- IV. Les forces productives et les guerres.
- V. Les forces productives et les révolutions.
- VI. La révolution prolétarienne, condition nécessaire à l'élimination des contradictions capitalistes.
- VII. Les faux-frais de la révolution prolétarienne.
- VIII. Les formes de faux-frais de la révolution prolétarienne et la régression des forces productives.
- IX. Le nouvel équilibre social et le bouleversement technique.
- X. Les méthodes du bouleversement technique.
- XI. Le bouleversement technique, la ville et la campagne.

Au chapitre III nous avons déjà touché d'une manière générale au problème des forces productives et des faux-frais de la révolution. Il est nécessaire à présent de poursuivre l'analyse de cette question d'une manière détaillée, car tout dépend de son évaluation. En effet, les forces productives de la société, leur niveau et leur **mouvement** définissent en fin de compte l'ensemble des phénomènes sociaux. La stabilité de tout équilibre **structural**, c'est-à-dire de l'équilibre entre les différents groupes sociaux et les éléments humains du système social<sup>1</sup>, repose sur un équilibre déterminé **entre la société et le milieu extérieur**, équilibre dont le caractère est défini par le degré de développement des forces productives matérielles de la société.

Mais il convient tout d'abord de répondre à la question : que recouvre le terme de forces productives ?

Dans *Misère de la philosophie*<sup>1</sup>, Marx écrivait : « C'est donc heurter de front l'histoire que de vouloir commencer par la division du travail en général pour en venir ensuite à un instrument spécifique de production, les machines. Les machines ne sont pas plus une catégorie économique que ne saurait l'être le bœuf qui traîne la charrue. Les machines ne sont qu'une **force productive** [souligné par nous. N.B.]<sup>2</sup>. L'atelier moderne, qui repose sur l'application des machines, est un rapport social de production, une catégorie **économique** ». [Souligné par nous. N.B.]

Ainsi Marx comprend de façon évidente sous le concept de forces productives des éléments matériels et humains de la production et, de ce fait<sup>3</sup>, la catégorie des forces productives apparaît comme une catégorie non économique, mais technique. Par ailleurs, nous trouvons chez lui une autre définition des forces productives. Dans les Livres I et III du *Capital*, Marx a très souvent employé le terme de « forces productives » et très clairement dans le sens de l'expression « productivité du travail social »<sup>4</sup>. Cependant Marx appelant forces productives la productivité du travail social, indique lui-même à maintes reprises que la force de travail est la force productive fondamentale de la société.

Quoi qu'il en soit, il est clair que si l'on peut se servir, au début de l'analyse, d'un concept mal défini, l'imprécision de ce concept se fait sentir par la suite.

Avant tout, dans quel sens ce terme est-il utilisé ? En parlant de forces productives, on désigne le degré de domination de l'homme sur la nature, l'étendue de la conquête de cette nature. Notamment, on définit ainsi en fin de compte le degré de développement atteint. C'est de ce point de vue qu'il faut considérer la question du rapport qu'ont entre elles les définitions de Marx. Rodbertus propose de différencier très précisément ces deux concepts. Dans son ouvrage *Zur Beleuchtung der sozialen Frage* (Essai sur la question sociale) il écrit : « La force productive doit être strictement distinguée de la productivité. La productivité indique l'efficacité ou le rendement de la force productive. Si au lieu de dix travailleurs on en emploie vingt, et si à la place d'une machine ayant une capacité de travail déterminée l'on met deux machines, alors la force productive augmente du double; si dix travailleurs produisent autant que vingt auparavant, ou s'il y a une machine qui ne coûte pas plus qu'une autre mais avec une efficacité double de la première, alors la productivité double. Le travail est en ce cas l'ultime échelle de valeur. Les sommes importantes de travail fourni apparaissent comme une productivité supérieure »<sup>iii</sup>. La question ainsi posée, la raison de l'« imprécision » du concept de forces productives se comprend aisément; il s'agit d'un concept **charnière**, situé à la limite de la technique et de l'économie<sup>4</sup>. **D'un point de vue économique** le concept de

<sup>1</sup> Cette terminologie, cette subdivision délibérée des groupes aux classes, etc., n'est-ce pas un pas en arrière vers la « sociologie » entre guillemets ?

<sup>2</sup> Mettre en rapport et non identifier.

<sup>3</sup> « De ce fait » ne veut rien dire, puisque « humain » (expression imprécise) n'est pas « technique ».

<sup>4</sup> C'est mieux qu'à la page précédente.

productivité du travail social est important. **D'un point de vue technique** l'équivalent matériel de cette productivité de travail social, c'est-à-dire l'ensemble des moyens de production et de la force de travail disponible, est essentiel. C'est pourquoi nous pouvons parler de forces productives et de productivité du travail social comme de deux aspects d'une seule et même grandeur mathématique<sup>5</sup> :  $M / (a + b)$  où  $M$  représente l'ensemble des produits exprimé en n'importe quelle unité de compte (que ce soit en unité d'énergie ou tout autre unité, cela est indifférent), et où  $a$  et  $b$  sont des mesures de travail social :  $a$  la mesure du travail mort et  $b$  celle du travail vivant. Si l'on considère cette formule d'un point de vue « matériel », on aura : 1) la masse des divers produits; 2) la masse des différents moyens de production; 3) la masse des diverses qualifications de la force de travail. Ces trois grandeurs dépendent complètement les une des autres, l'élément primaire étant les moyens de production. Les moyens de production se divisent en instruments de travail et en autres moyens de production (matières premières, produits semi-finis, etc.). Ces deux parties sont, à leur tour, organiquement liées l'une à l'autre. Les moyens concrets de production supposent dans leur ensemble une quantité adéquate de la force de travail, qualitativement définie, car le processus de production a sa propre logique technique et à chaque moment les éléments matériels et humains de la production sont liés les uns aux autres d'après un modèle parfaitement déterminé et dans des proportions parfaitement définies. Mais d'autre part les moyens de production eux-mêmes, dans leur définition matérielle, se divisent en deux parties liées entre elles de façon définie. De ce point de vue nous pouvons prendre comme point fondamental de l'analyse la part active des moyens de production, plus précisément les instruments de travail, le **système technique** de la société. C'est précisément ce dernier qui, comme le disait Marx, constitue « le critère réel du progrès des forces productives ».

Ainsi, si nous parlons de la croissance ou de la régression des forces productives de la société, nous entendons par là l'augmentation ou la diminution de la productivité sociale du travail; si nous parlons de répartition et de redistribution des forces productives, il s'agit de la répartition et de la redistribution des moyens de production et de la force de travail; s'il est question d'anéantissement physique des forces productives, il s'agit alors de destruction des moyens de production et de la force de travail; s'il nous faut une définition sociologique des forces productives<sup>6</sup>, nous pouvons accepter celle de **système technique** de la société, « facteur » dynamique du développement social.

Cependant cette interrelation des différents éléments de la force  $M / (a + b)$ , où  $a$  et  $b$  indiquent l'effectif total des moyens de production et de la force de travail, suppose un mode « normal » de reproduction sociale, c'est-à-dire un état d'équilibre dynamique. Techniquement, les proportions données de ces grandeurs (et par suite la possibilité de substituer l'une des grandeurs à l'autre) disparaît avec la perturbation de l'équilibre social. La productivité du travail social s'exprimera comme précédemment par la formule  $M / (a + b)$ . Mais  $a$  n'indiquera déjà plus tous les moyens de production disponibles, et  $b$  toutes les disponibilités en force de travail (c'est-à-dire pouvant être utilisées) ; et la relation entre  $a$  et  $b$  qui est une grandeur donnée, techniquement définie dans des conditions normales, cesse de l'être.

La dynamique des forces productives est liée à la dynamique de la production, c'est-à-dire du processus de reproduction. Les éléments matériels et humains des forces productives (à savoir l'ensemble des moyens de production et de la force de travail) se reproduisent in natura afin de demeurer les facteurs actifs de ce processus. C'est pourquoi du point de vue de la reproduction, la formule  $M / (a + b)$  doit être considérée sous l'angle des facteurs  $a$  et  $b$ , c'est-à-dire sous l'angle des éléments matériels et humains du processus de reproduction. Les facteurs  $a$  et  $b$  ne peuvent cependant être des complexes isolés mais des grandeurs organiquement liées au processus du travail. Pour autant qu'ils entrent **dans ce processus du travail, ils deviennent des composantes de l'ensemble des forces productives.**

Le développement des forces productives ne représente pas une courbe constamment ascendante. Il est déjà entendu a priori que dans une société antagoniste, société fondée sur l'anarchie de la production et l'anarchie sociale, un développement continu des forces productives est impossible. Car dans une telle société les lois de l'équilibre se réalisent et ne peuvent exclusivement se réaliser que par des perturbations constantes ou périodiquement répétées de l'équilibre. Par conséquent le rétablissement de l'équilibre doit avoir pour origine cette perturbation. Et comme chaque perturbation de l'équilibre, dont la signification fonctionnelle est, dans le cas présent, son rétablissement à plus grande échelle - et simultanément à un degré de contradiction encore plus fort - est inévitablement liée à une baisse des forces productives, il va de soi que **dans une société antagoniste, le développement des forces productives passe forcément par leur destruction périodique.**

Cela se produit de façon extrêmement nette en période de crises capitalistes. « Les crises des marchés mondiaux doivent être considérées comme le concentré et le **nivellement violent** [N .B.] de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise »<sup>iv</sup>.

Ce « nivellement violent » des contradictions, c'est-à-dire l'établissement des conditions d'un nouvel équilibre, s'accompagne d'une destruction de forces productives. Le nouvel équilibre reproduit ainsi la contradiction ancienne sur une base élargie. Par conséquent, de ce point de vue, le processus de reproduction capitaliste est non seulement un processus de reproduction élargie des rapports de production capitalistes, mais **aussi un processus de reproduction élargie des contradictions capitalistes**<sup>v</sup>. Le nouvel équilibre s'établit chaque fois par « une destruction massive des forces productives », et qui plus est, dans des proportions croissantes. Dans les **Théories de la plus-value** Marx fait une excellente analyse des principales formes de cette destruction, et de plus, de deux points de vue différents : le point de vue réel et matériel (formes naturelles), et le point de vue capitaliste-fétichiste (forme de la valeur).

« Quand il est question de la **destruction du capital** par les crises, il est nécessaire de distinguer deux sortes de phénomènes.

<sup>5</sup> C'est une mathématique plus que douteuse, bonne à rien.

<sup>6</sup> Ha ! Ha !

« Si le processus de reproduction s'arrête et si le processus de travail est limité ou même par endroits complètement arrêté, le capital réel est anéanti. Les machines qui ne sont pas employées ne sont pas du capital. Le travail qui n'est pas exploité, c'est la production qui se perd. Les matières premières qui ne sont pas utilisées ne sont pas du capital. Les valeurs d'usage (précisément de la même façon que les machines nouvellement montées) qui ne sont pas utilisées ou qui demeurent inachevées, les marchandises qui pourrissent dans les magasins, tout cela est du capital anéanti : tout cela freine (simultanément) le processus de reproduction d'autant plus que les moyens de production possédés ne sont pas réellement utilisés comme moyens de production ... Leur valeur d'usage et leur valeur d'échange s'en vont au diable.

« Mais en second lieu, **la destruction du capital par les crises** signifie dépréciation des masses des valeurs ... C'est la chute ruineuse des prix des marchandises. En ce cas les valeurs d'usage ne se détruisent pas. Ce que l'un perd, un autre le gagne ... En ce qui concerne le capital fictif, les titres d'État, les actions, etc., dans la mesure où les crises ne conduisent pas à la banqueroute de l'État ou à la faillite des sociétés par actions et dans la mesure où ils ne compromettent pas l'ensemble du processus de reproduction, il s'agit alors seulement d'un transfert de richesse d'une main à l'autre »<sup>vi</sup>.

Mais puisqu' « en général » le processus de reproduction est perturbé, dans ce cas aussi la destruction du capital sous sa forme matérielle en découle. D'autre part, la centralisation du capital, accélérée par la crise, constitue une « forme supérieure » du mouvement futur et le développement ultérieur des forces productives se réalise **au prix de leur destruction temporaire et partielle c'est-à-dire au prix d'une réduction de leur niveau.**

Au fond, le même phénomène s'observe dans l'analyse de la **concurrence capitaliste**, qui est fondée sur le morcellement de la production sociale. S'il s'agissait d'un système rationnellement organisé le travail serait réparti en différentes branches et entreprises selon une proportion nécessaire. Dans la société capitaliste aucun régulateur conscient de ce genre n'existe. C'est pourquoi la loi de l'équilibre, c'est-à-dire la loi de la valeur, agit en tant que loi élémentaire « à la manière » de la loi de la gravitation lorsque la maison s'écroule sur votre tête». Mais précisément parce qu'il s'agit d'une loi sociale aveugle et spontanée, l'équilibre se réalise uniquement à travers d'incessantes perturbations. La perturbation de l'équilibre apparaît alors comme une condition **sine qua non** de l'établissement d'un nouvel équilibre, suivi à nouveau d'une perturbation, etc. Le mécanisme de ces fluctuations, c'est-à-dire des perturbations constantes de l'équilibre, qui permettent de réaliser constamment le suivant, est le **mécanisme de la concurrence**. Il en résulte que le développement des forces productives dans la société capitaliste se réalise au prix d'un gaspillage perpétuel. Ce gaspillage (« faux-frais de la concurrence ») est la condition nécessaire du mouvement en avant de tout le système capitaliste. Chaque nouveaux maillon dans la chaîne de l'équilibre mobile reproduit cet équilibre sous une forme supérieure sur la base du processus de centralisation.

Il faut, considérer la guerre de ce point de vue, car celle-ci n'est rien d'autre : que l'une des méthodes de concurrence, à un degré détermine de développement<sup>7</sup>. C'est la méthode de **concurrence combinée entre les trusts du capitalisme d'État**. Par suite, les faux-frais de la guerre ne sont eux-mêmes rien d'autre que les faux-frais du processus de centralisation. Du point de vue du système capitaliste dans son ensemble, ils jouent un rôle positif dans la mesure où ils ne conduisent pas à l'écoulement du système<sup>8</sup>.

D'une manière générale, les crises et la concurrence peuvent être envisagées de trois points de vue différents : du point de vue des éléments du processus de reproduction, quand se manifeste une réduction, des forces productives; du point de vue de la reproduction du système donné de production lorsque la régression temporaire des forces productives est elle-même une condition de leur progrès ultérieur ; du point de vue de l'écroulement de l'ancien système et de la transformation sociale, au moment où les contradictions de l'ancien système le font exploser et où les faux-frais de cet écroulement se transforment en faux-frais de la révolution.

Ces faux-frais de la révolution peuvent à leur tour être considérés **sub specie** [comme espèce] de ces cycles de reproduction eux-mêmes, alors que se produit la destruction des forces productives matérielles, ou **sub specie** du passage à la nouvelle structure sociale plus productive qui lève les contradictions entre le développement des forces productives et leurs « chaînes » structurelles. Il doit nous apparaître clairement que le passage à une structure nouvelle qui soit une nouvelle « forme de développement » des forces productives, est inconcevable sans une réduction temporaire des forces productives. Et l'expérience de toutes les révolutions<sup>9</sup>, qui jouèrent un rôle positif important précisément du point de vue du développement des forces productives, prouve que ce développement fut réalisé au prix de leur gaspillage et de leur destruction. Il ne peut en être autrement s'il s'agit de révolution<sup>vii</sup>. Car au cours de la révolution « l'enveloppe » des rapports de production, c'est-à-dire l'appareil humain de travail « explose », ce qui signifie et **ne peut pas** ne pas signifier une perturbation du processus de reproduction, et par suite une destruction des forces productives.

S'il en est ainsi - et il en est sûrement ainsi - il est clair a priori que la révolution prolétarienne s'accompagne inévitablement d'un affaiblissement extrêmement profond des forces productives, car aucune révolution n'entraîne une **rupture** aussi profonde des rapports anciens et la **reconstruction** de ceux-ci sur une nouvelle base<sup>10</sup>. Et il apparaît non moins clairement que du point de vue du **développement** des forces productives, la révolution prolétarienne est une nécessité objective. Cette nécessité objective découle de **l'incompatibilité** de l'enveloppe économique avec le développement des forces productives. **Les forces productives mondiales ne s'accommodent pas de la structure nationale étatique de la société, et la contradiction est « résolue » par la guerre. La guerre elle-même est incompatible avec**

<sup>7</sup> Pas en général, pas toutes.

<sup>8</sup> Imprécis.

<sup>9</sup> Ce n'est pas le cas de l'Amérique de 1870 par rapport à l'Amérique de 1860, d'après le recensement.

<sup>10</sup> Juste !

**l'existence de la force productive fondamentale - la classe ouvrière - et la contradiction ne peut être réellement résolue que par la révolution<sup>viii</sup>.**

La classe ouvrière, force productive fondamentale de la société<sup>ix</sup> peut seule **sauver** cette société et fournir un stimulant au développement ultérieur. Mais elle ne peut le faire qu'au prix de sacrifices, se heurtant inévitablement à une vive résistance de « l'enveloppe » capitaliste personnifiée par la **bourgeoisie capitaliste**<sup>x</sup>. L'importance des faux-frais de la révolution prolétarienne dépend de la profondeur de la révolution communiste, de la transformation fondamentale de la structure de production. Dans les révolutions bourgeoises de telles transformations ne se produisaient pas car la propriété privée en tant qu'expression juridique d'un type déterminé de rapports de production, était déjà le fondement des rapports précapitalistes. Conformément à cela, l'équilibre social après la révolution fut atteint : dans le domaine économique - seulement par quelques améliorations des rapports précédents, et dans le domaine politique par le passage du pouvoir des mains de **propriétaires** d'un type aux mains de propriétaires d'un autre type. Par conséquent, il est clair a priori qu'il n'y a dans ce cas et ne peut y avoir une telle dislocation, qui devient inévitable avec une rupture fondamentale et radicale des rapports anciens, apparaissant ainsi comme une loi inéluctable de la révolution **prolétarienne**<sup>xi</sup>.

Tous les faux-frais **réels** de la révolution se ramènent au **rétrécissement du processus de reproduction** et à la réduction des forces productives. On peut les répartir selon leur forme en plusieurs rubriques.

- 1) **La destruction physique d'éléments de la production.** Il s'agit ici de la destruction des moyens de production (usines, machines, voies ferrées, équipement, bétail, etc.), de la destruction des hommes, des travailleurs, etc., au cours de la **guerre civile** et de la guerre des classes entre les États prolétariens et les États bourgeois; de la destruction des machines et d'autres moyens de production et leur détérioration provenant d'un mauvais maniement, de sabotages, d'une non-reproduction en temps opportun de parties déterminées. etc., de l'anéantissement de l'intelligentsia technique (pendant la guerre civile, comme conséquence générale de la ruine, etc.).

Il est clair qu'il est ici question d'une part d'une destruction d'éléments matériels de la production, et d'autre part de l'anéantissement de ses éléments humains.

- 2) La disqualification des éléments productifs. Il faut mentionner ici l'usure des machines et des moyens de production en général, l'épuisement physique de la classe ouvrière, la déqualification des forces de travail, de l'intelligentsia technique; le passage aux « succédanés » des moyens de production et de la « force de travail » (proportion élevée de femmes, d'éléments non prolétariens et semi-prolétariens), etc.

- 3) **La rupture des liens entre les éléments de la production<sup>11</sup>.** Il s'agit ici de la décomposition précédemment analysée du système hiérarchique du travail dans la société capitaliste, de la scission sociale, de la perturbation de tout équilibre qui conduit à une paralysie temporaire du processus de reproduction; il s'agit également de la rupture des liens entre la ville et la campagne, de la décomposition des liens entre les États, etc. Dans ce processus de rupture, non seulement les éléments **humains** de l'appareil général de travail mais également les éléments **matériels** disparaissent du circuit productif réel quand les machines, les « chaînes », des usines entières s'arrêtent. **Les forces productives ne sont pas détruites physiquement dans ce cas, mais elles passent à une situation de forces productives potentielles. Elles existent in natura, mais elles n'existent pas en dehors du processus de reproduction sociale.**

La rupture des liens entre les éléments de la production est la raison principale de la baisse du niveau des forces productives au cours de la période de transition. Cela se trouve lié et réellement inséparable de la réorganisation structurelle de la société, et en est une conséquence inévitable; c'est pourquoi cela doit se trouver au centre de l'analyse théorique. Il faut tenir compte ici d'autres faux-frais de la reconstruction, par exemple **l'incapacité** initiale de la classe ouvrière à « prendre en mains » les éléments de la production, les « erreurs » de la période de construction, etc., c'est-à-dire toute l'énergie portée à la réorganisation de l'appareil social du travail, **avec tous les faux-frais de ce processus.**

- 4) **La redistribution des forces productives dans le sens de la consommation non-productive.** Il est avant tout nécessaire dans ce cas de considérer les services nécessaires à la guerre civile et à la guerre socialiste des classes. Avec le développement du processus révolutionnaire en processus révolutionnaire mondial, la guerre civile se transforme en guerre des classes<sup>12</sup>, du côté du prolétariat, par une « armée rouge » régulière. Il est parfaitement clair que du point de vue des cycles immédiats de la reproduction, les faux-frais de cette guerre provoquent le même épuisement économique que toute autre guerre. Elle **peut** être menée parce que le processus **d'organisation** structurelle s'opère sur ces bases nouvelles. Mais la baisse des forces productives, liée au processus de reproduction élargie négative, se poursuit en tant que la guerre elle-même se poursuit. Cette guerre n'exige pas seulement des ressources matérielles, elle prélève aussi les meilleurs éléments humains, parmi les ouvriers, administrateurs et organisateurs.

Il est facile de constater que, dans tous les cas énumérés, il se produit un raccourcissement, une interruption, un arrêt et quelquefois une paralysie du **processus de reproduction** qui correspond à une réduction des forces productives, ce qu'il est aussi stupide de « nier » que de vouloir « nier » le processus révolutionnaire lui-même. Il s'agit d'éclaircir la signification

<sup>11</sup> Cf. ENGELS sur l'« effondrement » dans la lettre de 1882 sur les colonies. (LÉNINE se trompe, il s'agit de la lettre à KAUTSKY du 12 septembre 1892. Note de l'éditeur.)

<sup>12</sup> Une terminologie bizarre et incorrecte qui masque la prise du pouvoir d'État par une classe.

fonctionnelle de cette réduction. Entre les idéologies bornées de la bourgeoisie et les idéologies du prolétariat la différence ne réside pas en ce que les unes « constatent » ces faits alors que les autres les nient, mais en ce que les idéologies bourgeoises considèrent ces événements d'un point de vue statique, alors que la seule méthode correcte (qui a par suite une portée générale) consiste à examiner la réduction temporaire des forces productives **sous l'angle du processus de transformation**, c'est-à-dire non seulement par rapport aux cycles immédiats de la reproduction sociale, mais dans une large optique historique.

Il va sans dire que si le processus de régression des forces productives se traduit par une destruction directe des éléments de la production, il est d'autant plus douloureux que la réduction des forces productives est plus forte au moment de la guerre. La régression des forces productives due à cette cause est liée à leur déclin « révolutionnaire » ; la guerre et la révolution, en tant qu'explosion du système capitaliste, se fondent dans le processus de transformation sociale<sup>xii</sup>.

Il découle de l'analyse précédente que l'arrêt du déclin des forces productives ne peut se réaliser avant l'établissement d'une nouvelle structure sociale, d'un nouvel équilibre socio-productif. C'est une condition nécessaire à la restauration du processus de reproduction. Ce n'est qu'après la reconstruction de l'appareil de travail humain, éliminant les obstacles au développement des forces productives, déchirant cette « enveloppe » qui de « formes de développement » devient « chaînes de développement », que la phase ultime de la révolution devient possible, à savoir la révolution technique - révolution non dans les rapports entre les hommes, mais dans les rapports entre la collectivité humaine et la nature.

Cela conduit à admettre dans une première phase une « accumulation socialiste primitive »<sup>xiii</sup>. Quelle était la nature de l'accumulation **capitaliste** primitive ? Elle ressort de ce que le pouvoir politique de la bourgeoisie a mobilisé des masses énormes de population, les dépouillant, les réduisant à l'état de prolétaires, constituant à partir de ceux-ci la base de la force productive de la société capitaliste. **La production du prolétariat**, voilà « l'essence » de la période d'accumulation primitive. « Dans l'histoire de l'accumulation primitive, toutes les révolutions qui servent de levier à l'avancement de la classe capitaliste en voie de formation font époque, celles surtout qui, dépouillant de grandes masses de leurs moyens de production et d'existence traditionnels, les lancent à l'improviste sur le marché du travail. »<sup>xiv</sup>

Le **capital**, par le gaspillage, la contrainte d'une classe et le brigandage, a mobilisé de cette façon les forces productives en les établissant comme point de départ du développement ultérieur.

Mais le socialisme qui surgit des ruines doit inévitablement lui aussi débiter par la mobilisation des forces productives humaines. Cette mobilisation du travail constitue un moment fondamental de l'accumulation socialiste primitive, qui est la négation dialectique de l'accumulation capitaliste<sup>13</sup>. Son essence de classe n'est pas la pose de jalons conduisant au processus d'exploitation, mais une renaissance économique avec **élimination** de l'exploitation; elle n'est pas non plus le pillage par la classe des capitalistes, mais une organisation de la masse laborieuse par elle-même.

Nous avons vu plus haut que le processus de désintégration du système capitaliste s'accompagne non seulement d'une destruction de la force humaine de travail et de sa déqualification, mais d'une pure et simple **éviction** du processus de travail. C'est pourquoi il apparaît clairement que, lorsque le prolétariat entreprend la restauration du processus de reproduction, il doit commencer par mobiliser les forces exclues du processus de production<sup>14</sup>. Mais il ne peut se borner à cela. Aux premiers stades du développement, alors que le prolétariat hérite d'un équipement technique en machines cruellement endommagé, la force de travail humaine acquiert une importance particulière. C'est pourquoi le passage au système de l'obligation générale du travail, c'est-à-dire l'entrée des larges masses non prolétaires, dans le processus du travail de l'État prolétarien, en premier lieu des masses paysannes, apparaît comme une nécessité impérieuse<sup>xv</sup>. La constitution d'une force productive humaine collectivement agissante est le point de départ des entreprises ultérieures. Les transports, l'approvisionnement en combustibles, matières premières et denrées alimentaires, représentent les sphères de travail les plus importantes dans un premier temps<sup>xvi</sup>. Le développement peut alors débiter selon une ligne **ascendante**, développement qui s'accompagne d'un puissant essor **technique**. L'abolition de la propriété privée des moyens de production, la suppression du « droit » des brevets et du secret des affaires, l'unité d'action due au plan, etc. rendent possible le passage à l'utilisation de l'énergie électrique<sup>15</sup>. Si, pour le capitalisme, la propriété privée du sol et de ses « compléments » (chutes d'eau, fleuves, gisements de tourbe, etc.) et les monopoles de la clique capitaliste ont entravé principalement le développement des forces productives, et cela jusque dans les pays capitalistes puissants où l'emploi de l'énergie électrique, la construction de nouvelles centrales électriques, etc., s'est heurtée aux frontières, signes de la propriété privée<sup>xvii</sup>, avec la domination du prolétariat au cours de la période d'« accumulation socialiste primitive » s'opère la véritable révolution technique, révolution de la technique sociale de production. « Siècle de la vapeur - siècle de la bourgeoisie. Siècle de l'électricité - siècle du socialisme », voilà un trait caractéristique tout à fait exact de la **technique** dans les premiers temps du développement socialiste<sup>xviii</sup>.

L'électrification de l'industrie, la construction d'énormes centrales électriques, la constitution d'un solide réseau de transports, bouleverse totalement les rapports entre la ville et la campagne. Elle ne contribue pas seulement à transformer les petits propriétaires aux terres morcelées en travailleurs sociaux, elle rationalise et transforme radicalement tout le processus de production agricole. Les instruments primitifs et presque barbares sont remplacés par les dernières inventions techniques, ce qui élimine la disparité fondamentale de la production capitaliste entre le développement de l'industrie et de l'agriculture, cause de l'existence de la rente foncière et de la propriété privée des sols, et cause de la hausse énorme du prix des produits

<sup>13</sup> Ouf !

<sup>14</sup> Mobilisation et « socialisation ».

<sup>15</sup> Il faudrait développer davantage.

agricoles jusqu'à la guerre<sup>xix</sup>. L'opposition entre la ville et la campagne disparaîtra peu à peu, ainsi que « l'idiotie spécifique de la vie à la campagne ». Les forces productives de la société humaine seront réparties entre les différents domaines selon les conditions matérielles plus ou moins favorables (proximité de gisements de charbon, de matières premières, etc.). La question relative à « l'implantation de l'industrie » se résoudra hors des barrières capitalistes, et le développement des forces productives se fera d'une démarche sûre et harmonieuse, à pas de géants.

<sup>i</sup> K. MARX, *Misère de la philosophie*, op. cit., pp. 140-141.

<sup>ii</sup> Cf. par exemple, *Le Capital*, Livre I, op. cit., T. I, pp. 60-61, T. III, pp. 45-53; et aussi Livre III, 1re partie, où se trouve l'analyse du taux moyen de profit. Exemple : « Avec la force productive du travail croît la masse des produits dans laquelle se représente une valeur déterminée, d'où aussi une plus-value d'une grandeur déterminée. D'autant plus la force de travail augmente, d'autant plus grande est la quantité de moyens de consommation et d'accumulation que comprend la plus-value » [1] (traduction conforme au texte cité par Boukharine dans l'édition allemande, Berlin, Dietz Verlag, 1974, p. 631. L'édition française est la traduction d'un texte très différent, cf. Ed. soc. T. III, p. 45 et La Pléiade, p. 1110. NDLE). Ou, de façon encore plus claire : « Cette partie du capital constant qui s'avance sous forme d'outillage et qu'Adam SMITH a nommée « Capital fixe », fonctionne toujours en entier dans les procès de production périodiques, tandis qu'au contraire, ne s'usant que peu à peu, elle ne transmet sa valeur que par fractions aux marchandises qu'elle aide à confectionner successivement. Véritable gradimètre du progrès des forces productives. Ed. soc. T. III, p. 48 [...] » (C'est nous qui soulignons. N.B.). De même dans les *Theorien über den Mehrwert*, vol. III, p. 598 : « Forces productives ou force de travail ». Par contre « forces productives » (« moyens de production ») dans *L'introduction à la Critique de l'économie politique*, in K. MARX, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris. Ed. Sociales, 1957, pp. 147 à 175.

[1] Ce n'est pas le sujet.

<sup>iii</sup> G. ROBERTUS-JAGETZOW, (*Zur Beleuchtung der sozialen Frage*), Berlin, 1890, p. 60 et sq. Cf. aussi la bibliographie sur les forces productives dans le chapitre III de cet ouvrage.

<sup>iv</sup> KARL MARX, *Theorien über den Mehrwert*, vol. II, 2<sup>e</sup> partie, stuttgart, 1919, p. 282.

<sup>v</sup> L'auteur du présent travail relève ce point de vue de façon énergique dans son livre *L'économie mondiale et l'impérialisme*, op. cit. Cf. KARL MARX et ENGELS, *Manifeste du Parti communiste*, op. cit. p. 49 : « Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté en imposant la destruction massive de forces productives [souligné par nous, N. BOUKHARINE]; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens marchés. Comment, par conséquent ? En préparant des crises plus générales et plus puissantes, et en réduisant les moyens de les prévenir. »

<sup>vi</sup> *Theorien über den Mehrwert*, vol. II, 2. partie, Stuttgart, 1919, p. 267-269.

<sup>vii</sup> Les destructions produites par la guerre civile en Amérique [2], qui donna une énorme impulsion au développement du capitalisme, sont bien connues. On connaît la ruine, à l'époque de la Révolution française, qui a entraîné le développement des forces productives vers une période de profond déclin. Il est aussi connu que les Jacobins français, qui constituaient l'un des facteurs les plus actifs du mouvement révolutionnaire furent précisément accusés des mêmes crimes dont on inculpe aujourd'hui les communistes. On trouve dans le procès de Charlotte CORDAY, l'assassin de MARAT, les passages suivants : « Quels mobiles ont pu vous pousser à décider un geste aussi atroce ? - Ses crimes. - Quels crimes lui imputez-vous ? - La misère de la France et la guerre civile qu'il a répandue dans tout le pays. - Par quels faits soutenez-vous cette accusation ? - Ses crimes passés sont les escarmouches de ceux d'aujourd'hui. C'est lui qui a provoqué les massacres de septembre; c'est lui qui a attisé le feu de la guerre civile pour devenir dictateur ou être autrement installé, et c'est lui qui a récemment bafoué la souveraineté du peuple en ordonnant le 31 mai de cette année l'arrestation et l'incarcération des députés de la Convention. ». (Revolioutsionnyi Tribunal v epokhou velikoi frantsouskoi revolioutsii) *Vosprominaniia sovremennikov i dokoumenty*, éd. dirigée par le Pr. TARLE, 1<sup>e</sup> partie, p. 59).

Ce dialogue entre un révolutionnaire jacobin et une demoiselle contre révolutionnaire girondine n'est-il pas l'image d'un dialogue entre un communiste et un social-démocrate ? Ce n'est pas sans raison que PLEKHANOV a prédit dans l'*Iskra*, pour le XX<sup>e</sup> siècle, une scission des socialistes entre « Montagne » et « Gironde ». Cette prévision s'est vérifiée avec une précision astronomique, et ces messieurs KAUTSKY et Cie de se produire dans toute la magnificence de la vertueuse et peu prudente girondine. KAUTSKY avait défendu les jacobins pendant un certain temps. Mais que faire ? « Nous avons changé tout cela ».

[2] Cf. plus haut.

<sup>viii</sup> Le camarade KRITSMAN (cf. son article « Le développement des forces productives et la dictature du prolétariat » dans le recueil (*Dva Goda Dictatoury proletariata*, p. 70), observe très justement : « Mais le prolétariat se distingue des autres forces productives (machines, matériaux, etc.) parce qu'il réagit par la rébellion à la destruction qui le menace. La période de la crise est une période de réveil de la rébellion révolutionnaire du prolétariat .. La révolution du prolétariat lui-même n'est rien d'autre que la réaction du prolétariat contre la tendance de la bourgeoisie à atténuer le gaspillage par la destruction de celui-ci, et à réduire l'inactivité des forces qui lui appartiennent pour éloigner la crise provoquée par l'anarchie du mode de production capitaliste. » [3], (Souligné par nous, N. BOUKHARINE).

[3] Très juste!

<sup>ix</sup> Cf. KARL MARX, *Misère de la philosophie*, op. cit., p. 178 : « De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif c'est la classe révolutionnaire elle-même [4]. L'organisation des éléments révolutionnaires comme classe suppose l'existence de toutes les forces productives, qui pouvaient s'engendrer dans le sein de la société ancienne. »

[4] Voilà ce que l'auteur a « oublié » dans les pages précédentes et suivantes.

<sup>x</sup> De ce point de vue il est parfaitement « absurde » de rendre responsable la classe ouvrière et son parti de la désagrégation. En effet c'est elle justement qui constitue la force qui rend possible la reconstitution de la société. La résistance de « l'ordre ancien » - c'est à elle qu'il faut imputer la désagrégation pendant la période de transition [5].

[5] Juste !

<sup>xi</sup> Messieurs les « critiques » de la révolution prolétarienne volent dans la désagrégation une preuve de l'immaturité des rapports capitalistes. Il résulte de notre analyse qu'avec des rapports « de pleine maturité » un trouble (transitoire) est inévitable dans n'importe quel régime. Les « critiques » citent même les paroles de MARX (*Contribution à la Critique ...*, Préface, op. cit., p. 5) : « Une formation sociale ne disparaît

jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. » MARX en tire aussitôt la conclusion suivante : « C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre; car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir ». Le camarade LARINE a prévu théoriquement la récession des forces productives dans le processus de la révolution prolétarienne dans son livre intitulé *Outopisty minimalisma i deistvitel'nost*.

<sup>xii</sup> Le Pro. GRINEVETZKI (*Poslevoicnnye perspektivy rousskoj promychlennosti*, Moscou, 1919, p. 64, dans le chapitre « La désintégration révolutionnaire de l'industrie ») donne une explication de ce fait par les facteurs suivants :

1. *La désorganisation complète du remplacement des matières premières et des combustibles* par suite de la diminution de leur utilisation et de l'arrêt des communications; 2. *La crise de l'emploi* par suite de la désorganisation générale sous l'influence de la révolution et de la guerre de classe, et de la diminution de la productivité consécutive à plusieurs causes. 3. *La désorganisation technique*, tant du point de vue matériel que du point de vue technico-administratif...; 4. *L'extraordinaire instabilité du marché et sa stagnation*...; 5. *Le cours catastrophique de la démobilisation*... par suite de la désorganisation technique et de la désagrégation financière de l'industrie; 6. *L'écroulement financier de l'industrie* par suite d'une rétribution plus élevée du travail et d'une productivité réduite, de la désorganisation complète des fournitures de remplacement, de la nationalisation des banques, etc. » On peut facilement admettre que tous ces facteurs sont compris dans notre classification. M. GRINEVETZKI n'en rejette pas la faute sur le système capitaliste, avec ses guerres et son *opposition* à la nouvelle société, mais sur la classe ouvrière. Evidemment, un apologiste du capitalisme ne peut découvrir, comme « perspectives de l'après-guerre », que des perspectives *capitalistes*. M. HOOVER, «le dictateur des moyens de subsistance» de l'Europe (*National Food Journal*, 13 août 1919), dit en vérité la même chose : « Les difficultés économiques de l'Europe dans leur ensemble, lors de la signature des traités de paix, peuvent se résumer dans l'expression : « productivité démoralisée ». Il est inutile de s'étendre sur les causes de cette décroissance de la productivité. Elles sont principalement les suivantes :

La démoralisation industrielle et commerciale commencée avec la guerre, mais prolongée par les luttes pour le rétablissement politique pendant l'armistice, l'instauration de nouveaux gouvernements, leur inexpérience, et les désaccords entre ces gouvernements lors de la restauration des relations économiques.

*La demande effective et insistante de niveaux de vie plus élevés par le travail*, et l'opinion dans l'administration de son propre effort, s'est malheureusement (!) embarrassé de la théorie selon laquelle la limitation de l'effort lui-même au-dessous de la nécessité physique accroîtra l'emploi ou améliorera ses conditions.

*Il y a une vaste stagnation de l'effort comme réflexe à l'épuisement* d'une grande partie de la population, par suite des privations et de l'effort physique et mental entraîné par la guerre.

A un moindre degré, et dans l'ensemble il y a eu une destruction de l'appareillage et des instruments, et une perte sur le plan de l'organisation due à la guerre, avec une perte de potentiel humain ...

*La démoralisation dans la production du charbon*... Elle est due, pour un faible pourcentage. - soit à la destruction du potentiel humain, soit à l'épuisement matériel des mines ou de l'outillage d'extraction. Elle est due pour une plus large part au facteur humain par la limitation de l'effort. *La poursuite du blocus* a indubitablement détruit des entreprises dans des pays ouverts ... », etc. Tous ces motifs entraînent un « chaos politique, moral et économique ».

Dans un travail sur la situation d'après-guerre dans l'économie mondiale, ROEDDER (Ingénieur en chef ROEDDER, *Nacht und morgen der weltwirtschaft*, édition Industrielle Vogler et Seiler, Chemnitz) : « Maintenant, tout dépend seulement de l'ouvrier allemand. C'est une plaisanterie de parler d'une reprise des exportations si les ouvriers font la fête » (p. 49). Le financier américain VANDERLIP fait entendre des déclarations analogues. Cf. aussi la déclaration de A. ZELENIKO, *Memorandum po voprossou o kreditovanii rousskoj kooperatsii severnoi Amcrike*. Evidemment, tous ces messieurs voient seulement la « paresse de la classe ouvrière », sans s'arrêter au sabotage des entrepreneurs. Ils croient dans leur naïveté que la lutte de classe qui se mène dans le cadre du processus de production est une action unilatérale impulsée par les seuls ouvriers, tandis que les capitalistes siègent sur leur trône « dans l'ensemble humanitaire » et défendent les « intérêts de la production » « en soi », « la production pure ». Mais en réalité la raison pure productive comporte toutes les tendances de la raison pratique non immaculée, qui fait tinter les sons du porte-monnaie et apparaît encore moins semblable à « l'idée » platonicienne.

<sup>xiii</sup> Terme proposé par le camarade W.M. SMIRNOV, dans *Ejenedelnik Pravda* [18]. [18] *Et extrêmement mal choisi, on dirait des enfants jouant à copier les termes employés par les adultes*.

<sup>xiv</sup> K. MARX, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, t. III, p. 156.

<sup>xv</sup> MARX voyait déjà cela clairement dans le *Manifeste communiste*.

<sup>xvi</sup> Ces tâches se présentent nécessairement à n'importe quel type de renaissance économique. Cf. par ex. GRINEVETZKY, *op. cit.*; S.I. GOUSSEV *Otcherednyie voprossy khoziaistvennovo stroitelstva*, *Materialy K9. mou Sjezdou R.KP. (Matériaux pour le 9. Congrès. du Parti communiste russe)* cf. aussi *Tezisy Ts.K.R.K.P.K. 9. mou Sjezdou (Thèses du C.C. du P.C. russe pour le 9<sup>e</sup> Congrès)* ainsi que la revue *Ekonomitcheskaja Jizn*.

<sup>xvii</sup> Cf. à ce sujet, *Le Capital*, K. KAUTSKY, *Entwicklung und Vermehrung*, etc.; J. HEVESI, *Die technische Notwendigkeit der Kommunistischen Weltrevolution*.

<sup>xviii</sup> Cf. l'œuvre brillante du camarade KRUIJANOVSKI, ingénieur électrotechnicien, sur l'électrification de l'industrie russe, ainsi que W.A. MULLER, « Sozialisierung des landwirtschaftlichen Verkehrswesens », dans le recueil, *Wege und Ziele der Sozialisierung*.

<sup>xix</sup> Les économistes bourgeois aperçoivent la cause de ce fait dans la « loi naturelle » de la fertilité décroissante du sol qui a derrière elle une longue « histoire ». Nous trouvons une excellente étude de cette « loi » dans le travail du camarade LÉNINE, *La question agraire et les critiques de Marx*. La science bourgeoise qui énonçait cette loi comme une loi immanente de la production économique-agricole, subordonnait la catégorie sociale à la catégorie naturelle, ce qui constitue la « méthode » de principe de cette « science ». MARX donne une caractéristique générale du développement technique du point de vue des rapports entre ville et campagne dans les *Theorien über den Mehrwert*, vol. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 280 : « Il faut supposer qu'en général, dans le mode de production précapitaliste le plus rudimentaire, l'agriculture est plus productive : que l'industrie parce que la nature y collabore en ce cas comme machine et organisme, tandis que, dans l'industrie, les forces naturelles seront bientôt presque complètement remplacées par la force de l'homme, comme dans l'industrie artisanale, etc. Pendant la

période tempétueuse de la production capitaliste la productivité du travail se développe rapidement contre l'agriculture, si bien que son développement présuppose que dans l'agriculture une variation correspondante s'est produite entre capital constant et capital variable, ce qui veut dire qu'une masse d'hommes est éloignée de la culture agraire. Plus tard, la productivité progresse dans les deux, bien que leur développement soit inégal. Mais à un certain niveau de l'industrie, la disproportion doit se réduire, c'est-à-dire que la productivité de l'agriculture s'accroît plus rapidement que celle de l'industrie ».

## Chapitre VII : Formes d'organisation générale de la période de transition

- 1) Le capitalisme d'État.
- 2) Le système de la dictature socialiste.
- 3) La socialisation.
- 4) La nationalisation.
- 5) La municipalisation.
- 6) 6. Autres formes de socialisation.

L'économie politique bourgeoise fait « par principe » abstraction des **formes sociales et historiques** du processus de production. C'est pourquoi les rapports de domination, d'exploitation caractéristiques d'une formation sociale donnée, sont pour elle tout à fait « inessentiels ». Il est évident que ce « principe » ne signifie rien d'autre que l'apparition d'une invraisemblable confusion théorique « de principe » qui en pratique n'est pas sans présenter des avantages pour la bourgeoisie. Cette confusion atteint sa plus grande intensité pendant la guerre et la période de l'après-guerre. Elle s'est surtout manifestée par une confusion grossière entre le système du **capitalisme d'État** et celui de la **dictature socialiste du prolétariat**.

Werner Sombart dans son introduction à **Fondements et critique du socialisme**<sup>i</sup>, définit le socialisme de la façon suivante : « le socialisme est une pratique sociale rationalisatrice avec une tendance antichrématistique ». Cette « définition », si l'on peut dire, a de lointaines racines dans la littérature. Il s'agit en fait d'une vieille tradition devenue aussi solide qu'un préjugé, tradition qui confond le « communisme » esclavagiste de Platon, le « socialisme d'État » de la Prusse des Junkers d'un Rodbertus, le capitalisme financier d'État de la période de guerre, et le communisme marxiste, pour la seule raison que toutes ces formes manifestent une « rationalisation sociale avec une tendance antichrématistique ». Il est pourtant évident que ce point de vue n'est vraiment pas meilleur que les définitions grossières et barbares, en même temps naïves et rusées, qu'on donnait pendant la guerre à l'impérialisme en le présentant comme fonction ahistorique ou même parfois comme fonction biologique générale<sup>ii</sup>. Cette confusion est logiquement liée à la méconnaissance du caractère de classe de l'État. On présente celui-ci sous les termes de « général », « total », « société globale », en dissimulant le caractère spécifique des rapports de production. Ceux-ci ne sont considérés que dans la mesure où l'anarchie de la production et le système monétaire qui y est lié sont éliminés. Étant donné que cette formule embrasse toutes les formes possibles de structure économique élevées sur la base des rapports de l'économie naturelle comme sur la base de l'économie planifiée, **sans distinguer** les caractéristiques que **comportent ces rapports au sein ou en dehors des classes**, il est évident que cette formule n'est pas opératoire ; elle est en effet trop générale puisqu'elle embrasse des structures sociales directement **opposées** par leur caractéristique de classe.

Si nous passons alors au capitalisme d'État, nous voyons qu'il s'agit d'une catégorie tout à fait spécifique et purement historique, bien qu'on y trouve une « rationalisation sociale » tout comme une « tendance antichrématistique »<sup>1</sup>. En effet, le capitalisme d'État est en même temps l'un des types - le plus perfectionné - du **capitalisme**. Le rapport de production fondamental du régime capitaliste est le rapport entre le capitaliste qui possède les moyens de production et l'ouvrier qui vend au capitaliste sa force de travail. En examinant la structure du capitalisme d'État, il est impossible, et même absurde, d'éliminer cette caractéristique de classe essentielle<sup>2</sup>. Du point de vue du rapport réciproque des forces sociales, le capitalisme d'État représente un pouvoir de la bourgeoisie élevé à une puissance maximale, où la domination du capital atteint sa plus grande force, d'une dimension vraiment monstrueuse<sup>iii</sup>. Autrement dit, **le capitalisme d'État est la rationalisation du processus de production, sur la base de rapports sociaux antagonistes, sous la domination du capital qui trouve son expression dans la dictature de la bourgeoisie**<sup>3</sup>.

Puisque le capitalisme d'État est une fusion de l'État bourgeois et des trusts capitalistes<sup>4</sup>, il est évident qu'on ne peut parler de « capitalisme d'État » sous la dictature du prolétariat, qui exclut en principe toute possibilité de ce genre<sup>iv</sup>.

En examinant les choses « en général », on pourrait poser la question de la possibilité d'une pareille forme, étant donné que l'État prolétarien, dès le début de son existence, dirige l'activité des trusts capitalistes jusqu'à « **l'expropriation des expropriateurs** », préparant rationnellement cette expropriation de façon à conserver tout « l'appareil intact ». Si un tel système était possible, ce ne serait plus un capitalisme d'État, puisque celui-ci suppose un État capitaliste. Ce ne serait plus

<sup>1</sup> La définition du capitalisme d'État est à peine correcte si elle omet les concepts d'actions, de trusts (et peut-être de monopole). L'auteur n'a pas saisi le sens de la chose, ni économique ni concrète.

<sup>2</sup> C'est juste.

<sup>3</sup> La définition est mauvaise. Elle manque d'éléments nécessaires et la « rationalisation » n'est pas obligatoire. « Pouvoir du capital » et « antagonisme », c'est la même chose. La dictature de la bourgeoisie a été (et va) jusqu'au capitalisme d'État.

<sup>4</sup> C'est une tautologie.

une expression supérieure du système capitaliste, mais une phase intermédiaire dans le développement de la révolution<sup>5</sup> [5]. Toutefois, une telle forme est **impossible**<sup>6</sup> puisque pour l'admettre il faudrait se fonder sur l'illusion, d'ailleurs très répandue, que le prolétariat pourrait « conquérir » tout l'appareil capitaliste sans toucher à sa virginité capitaliste, et que messieurs les capitalistes se soumettraient avec plaisir à toutes les volontés du pouvoir prolétarien. Ce qui, par suite, supposerait l'existence d'un équilibre dans des conditions **qui excluent dès l'origine un équilibre quelconque**<sup>v</sup>.

**Le système de la dictature socialiste**<sup>7</sup>, que l'on pourrait appeler socialisme d'États ce terme n'avait été détourné de son usage ordinaire, est la négation dialectique<sup>8</sup>, l'opposé du capitalisme d'État. Dans ce cas, le type des rapports de production est radicalement transformé et le pouvoir suprême du capital dans la production est éliminé puisque le principe de base du système capitaliste, le rapport de propriété, est lui-même transformé. Dans ce cas aussi, existe une « rationalisation sociale avec une tendance antichrématisique », mais ces traits reposent sur un rapport de classe tout à fait différent qui modifie fondamentalement le caractère du processus de production. Dans le système de capitalisme d'État, le sujet administrant l'économie est l'État **capitaliste**, le **capitalisme collectif**. Sous la dictature du prolétariat, le sujet qui administre l'économie est l'État prolétarien, le collectif<sup>9</sup> de la classe ouvrière organisée, « le prolétariat institué en pouvoir d'État ». Dans le capitalisme d'État le processus de production est un processus de production de plus-value, accaparée par la classe des capitalistes, qui a tendance à transformer cette valeur en surproduit<sup>10</sup>. Avec la dictature prolétarienne, le processus de production sert de moyen pour la satisfaction planifiée des besoins sociaux. Le système du capitalisme d'État est la forme la plus accomplie de l'exploitation des masses par une poignée d'oligarques. Le système de la dictature du prolétariat rend inconcevable toute forme d'exploitation puisqu'elle transforme la propriété capitaliste collective et sa forme capitaliste-privée en « propriété » collective-prolétarienne. Par conséquent, en dépit d'une similitude formelle ces deux formes sont par essence diamétralement opposées<sup>vi</sup>. Cette opposition détermine aussi le caractère antagoniste de toutes les fonctions des systèmes examinés, bien qu'elles puissent être formellement semblables. Ainsi, l'obligation générale du travail dans le système du capitalisme d'État correspond à un asservissement des masses ouvrières; au contraire, dans le système de la dictature prolétarienne, elle n'est rien d'autre que l'auto-organisation des masses au travail<sup>11</sup>; la mobilisation industrielle est dans le premier cas un renforcement du pouvoir de la bourgeoisie et une consolidation du régime capitaliste, tandis que dans le second cas il s'agit d'un renforcement du socialisme; toutes les formes de coercition étatique dans la structure du capitalisme d'État constituent un élément d'oppression qui assure, élargit et approfondit le processus d'exploitation, tandis que la coercition étatique par la dictature prolétarienne est une méthode d'édification de la société communiste. Bref, **l'opposition fonctionnelle de phénomènes formellement similaires est ici entièrement prédéterminée par l'opposition fonctionnelle des systèmes d'organisation, par leurs caractéristiques antagonistes de classe**<sup>vii</sup>.

Le communisme n'est plus une forme de la période de transition, mais son accomplissement. C'est une structure sans classes et sans État édifiée d'une façon tout à fait harmonieuse dans tous ses détails. Alors seulement apparaît pour la première fois la « totalité » ordonnée absolument unique. La dictature du prolétariat « arrive à maturité » en évoluant vers le communisme, et dépérit en même temps que l'organisation étatique de la société.

Le passage du capitalisme au socialisme s'effectue grâce à la force concentrée du prolétariat, levier de la dictature du prolétariat. L'ensemble de mesures qui permettent ce passage est d'ordinaire désigné par le terme de « socialisation » ou de « collectivisation »<sup>viii</sup>. D'après ce qui précède, il est clair que ce terme n'est pas tout à fait exact<sup>12</sup>. Si l'on veut dire, en parlant de socialisation, que le processus de production satisfait dans son ensemble les besoins sociaux c'est-à-dire les besoins de toute la société comme système, une pareille « socialisation » existe aussi dans le cadre du capitalisme. C'est précisément ce qu'entendait Marx en parlant de « travail socialisé »<sup>13</sup>. C'est aussi ce qu'entendait Rodbertus lorsqu'il affirmait que le communisme est l'essence de la société. Il est cependant évident que dans notre cas il s'agit d'autre chose. Il s'agit des mesures qui **créeraient** un nouveau type de rapports de production **sur la base d'une transformation radicale des rapports de propriété**. Autrement dit : « l'expropriation des expropriateurs » doit aussi fournir le contenu du processus de socialisation. Par suite, ce qu'il faut entendre sous le terme de socialisation, c'est le transfert des moyens de production aux mains de la société. Il en découle toutefois une certaine imprécision dans la définition. Dans la période de transition entre capitalisme d'État et communisme, en effet, le sujet conscient qui administre l'économie n'est pas « toute la société », mais la **classe ouvrière organisée**, le prolétariat<sup>14</sup>. Néanmoins, lorsqu'on envisage le processus dans son ensemble, en commençant par l'expropriation violente jusqu'à l'extinction de la dictature prolétarienne - qui est aussi un processus - la différence entre le

<sup>5</sup> *Juste !*

<sup>6</sup> *C'est une exagération. Elle est possible dans deux ou trois petits États à condition qu'au début il y ait une victoire totale des ouvriers dans quatre ou cinq États plus grands et plus avancés.*

<sup>7</sup> *Hum !!*

<sup>8</sup> *L'auteur fait mauvais usage du terme « négation dialectique » : Il ne faut pas l'employer avant de faire une démonstration prudente et par les faits.*

<sup>9</sup> *Du point de vue national, mais pas collectif.*

<sup>10</sup> *??? Bizarrerie !*

<sup>11</sup> *L'opposition ne tient pas.*

<sup>12</sup> *Exact !*

<sup>13</sup> *Précisément pas cela : où ? Quand ? L'auteur s'exprime sans précision.*

<sup>14</sup> *Exact !*

prolétariat et l'ensemble de tous les travailleurs s'amenuise constamment, pour disparaître enfin tout à fait. C'est cela même qui justifie le terme de « socialisation »<sup>15</sup> ix. Si nous comprenons sous le terme « socialisation » le transfert des moyens de production aux mains du prolétariat organisé au sens d'une classe dominante, c'est la question des formes concrètes que revêt ce transfert qui se pose. Nous avons examiné cette question, pour l'essentiel, aux chapitres précédents. Il nous suffit alors de distinguer l'un de l'autre les concepts qui ont été constamment confondus par les adversaires de la révolution communiste. Il est évident que dans la mesure où pendant la période de transition, c'est la classe ouvrière, constituée en pouvoir d'État, qui est le sujet administrant l'économie, la forme fondamentale de la socialisation de la production est son **étatisation** ou sa **nationalisation**<sup>x</sup>. Il est cependant tout aussi évident que l'étatisation (nationalisation), au sens général du terme, recouvre un contenu de classe tout différent, sur le plan matériel, selon le caractère de classe de l'État lui-même.

Si l'on ne considère pas - contrairement aux représentants de la science bourgeoise - l'appareil d'État comme une organisation neutre et mystique<sup>16</sup>, alors il faut aussi admettre que ce sont toutes les fonctions de l'État qui ont un caractère de classe. Il s'ensuit qu'il est nécessaire de distinguer rigoureusement la nationalisation **bourgeoise** de la nationalisation **prolétarienne**<sup>17</sup>. La nationalisation bourgeoise conduit au système du capitalisme d'État. La nationalisation prolétarienne conduit à une structure étatique du socialisme. De même que la dictature prolétarienne est précisément la négation, l'opposé de la dictature bourgeoise, de même la nationalisation prolétarienne est la négation, la contradiction la plus radicale de la nationalisation bourgeoise.

On peut dire la même chose des diverses formes de municipalisation, de communalisation, etc. Il est incorrect, au niveau théorique, **d'opposer** ces concepts à celui de l'étatisation. En effet, le système d'« autogestion locale » n'est pas autre chose, dans **toute** société de classes (et par suite dans toute société où l'État existe), qu'une partie intégrante des appareils locaux de l'organisation étatique de la classe dominante<sup>18</sup> xi. Un caractère de classe déterminé du pouvoir d'État entraîne un caractère de classe déterminé des organismes locaux de ce pouvoir. C'est pourquoi il faut établir une distinction bien précise entre la municipalisation prolétarienne et la municipalisation bourgeoise, tout comme entre les différents modes de « nationalisation ».

Il va de soi qu'en plus de ces formes fondamentales sous lesquelles le prolétariat conquiert la direction du processus de production, toute une série de formes inférieures de ce même processus existent (en particulier en rapport avec la population paysanne). Le lien avec l'État prolétarien est alors moins étroit, mais il existe. Comme la dictature prolétarienne est le levier qui renverse le vieil ordre et en élève un nouveau, le processus de socialisation est ainsi, en dernière instance, sous **toutes** ses formes, une fonction de l'État prolétarien.

<sup>i</sup> *Grundlagen und Kritik des Sozialismus*, édité par Werner SOMBART, Askaniischer Verlag, Berlin, 1919, 1re partie, p. VII.

<sup>ii</sup> Un écrivain français définit l'impérialisme comme aspiration de toute forme de vie à se développer aux dépens des autres. De ce point de vue la poule qui ne pond jamais des œufs d'or et picore des grains de blé, est un sujet de la politique impérialiste puisqu'elle « annexe » ce grain.

<sup>iii</sup> Cf. notre article « Quelques concepts de base de l'économie moderne », dans *Kommunist* du 16 mai 1918, n° 3, p. 9.

<sup>iv</sup> Cette conception apparemment bien claire reste obscure pour de nombreux camarades. Ainsi, par exemple, le camarade TSYPEROVITCH écrit dans son ouvrage déjà cité sur les syndicats et sur les trusts en Russie après la révolution d'octobre : « Même dans le stade préparatoire que nous sommes en train de traverser, le stade du capitalisme d'État (!!), l'ouvrier représente en même temps, le maître de la production ... » (*loc. cit.*, p. 170), De quelle façon l'ouvrier peut être le « maître de la production » dans le système *capitaliste*, personne ne peut évidemment le comprendre, car un pareil système rappelle le fer en bois. Cela « n'existe » que dans la tête de certains individus et non dans la réalité « qui vaut pour tous ». Ce système a été défini encore plus pertinemment par le camarade BOJARKOV dans *Viestnik Metalista* (Pétrograd, janvier 1918) comme « capitalisme développé » que la classe ouvrière doit édifier « sans entrepreneurs ». « Capitalisme sans capitalistes ». Voilà à quelle absurdité dégénère le manque de clarté dans des concepts fondamentaux. Il va de soi que les publications bourgeoises et opportunistes ne sont pas meilleures et qu'elles abondent en confusions rageuses encore bien pires.

<sup>v</sup> Cf. N. LÉNINE, « Note d'un publiciste », *L'Internationale communiste*, n° 9, in *Œuvres complètes*, t. 30, pp. 364-374.

<sup>vi</sup> Un grand nombre de « d'œuvres » sur le socialisme parues ces derniers temps à l'étranger éludent ce problème fondamental. Voir le travail de Franz EULENBERG, *Arten und Stufen de Sozialisierung. Ein Gutachten*, Munich et Leipzig, éd. Duncker et Humbolt, 1920. A la page 5, l'auteur définit le socialisme comme « socialisation des moyens de production; cela comprend la direction de la production et de la distribution pour et à travers la totalité de la population ». A la page 6, il distingue entre autres les « stades » suivants : sous la rubrique II : « transfert de l'industrie qui possède des conditions particulières entre les mains de la totalité; pleine socialisation (étatisation) »; sous la rubrique III : « participation de la totalité à la vie économique en général : entreprises économiques mixtes (capitalisme d'État) ». On peut déjà comprendre d'après ce peu de lignes « savantes » de quelle absurdité l'illustre chercheur allemand est capable. Il voit la « totalité de la population » tantôt sous la forme de l'État « en général », c'est-à-dire d'un État comme il n'en existe pas au monde, tantôt sous la forme d'un État ouvertement capitaliste : d'une part, le socialisme est « la pleine socialisation » et rien d'autre, et de l'autre la « pleine socialisation » est l'étatisation; la pleine « socialisation », dit EULENBERG, se distingue de celle qui n'est pas pleine comme la socialisation se distingue du capitalisme d'État, etc. Et l'on ordonne, classifie, et place tout cela sous des rubriques minutieusement subdivisées ! Rudolf GOLDSCHNEID ne montre pas non plus la moindre trace de compréhension dans son livre consacré en particulier à cette question, *Staats sozialismus oder Staats kapitalismus. Ein finanz-soziologischer Beitrag zur Losung des Staatsschulden- Problems*, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> éd., Vienne-Leipzig, 1917. Dans un rapport du plus grand

<sup>15</sup> ??? Pas du tout. Il justifie la confusion entre le « processus » de la naissance de l'homme et le « processus » de la mort.

<sup>16</sup> Bien dit !

<sup>17</sup> Voilà exactement !

<sup>18</sup> Exactement !

intéret, *Wesen und Wege der Sozialisierung*, Otto NEURATH cherche à écarter l'essence du problème puisqu'il explique que la question de savoir quels sont les moyens du pouvoir nécessaires pour réaliser la socialisation, ne l'intéresse pas. Il se rapproche pourtant de la problématique correcte et se place bien au-dessus du radoteur savant et minaudier SOMBART. Citons par exemple, les lignes suivantes : « La socialisation présuppose que soit réalisé un *plan économique* par quelque organe central de décision. Une *administration* de ce genre n'est pas nécessairement de nature socialiste, elle pourrait par exemple assurer des conditions de vie favorables à des groupes privilégiés; à Sparte un pareil genre de gestion économique assurait aux spartiates les fruits du travail des ilotes ... Nous appelons socialiste ce qui garantit qu'une *gestion économique* aura lieu avec une *répartition socialiste* » (p. 4, souligné par l'auteur). Toutefois, l'élimination de la question des « moyens du pouvoir ». c'est-à-dire de la lutte de classe et des *classes* rend toute approche de la question nébuleuse et vague [1].

[ 1 ] Très bien !

<sup>vii</sup> A ce propos, relevons que c'est en effet sur l'incompréhension de cette circonstance que se fondent toutes les « accusations » lancées contre le parti communiste par les petits-bourgeois de la social-démocratie. Dans le meilleur des cas, ces messieurs protestent contre la « morale des hottentots », en établissant une identité de principe entre communisme et barbarie capitaliste. En effet un « démocrate » peut-il nier « le droit égal à l'existence » du loup et de l'agneau ? Ce serait une violation de la justice divine ! [2].

[2] Très bien !

<sup>viii</sup> Le fait que l'on se sert de ce terme substitué à ceux d'« expropriation des expropriateurs » et de « confiscation » est caractéristique de l'idéologie opportuniste internationale. On le fait afin de pouvoir parler plus facilement de « socialisation » en relation avec « la totalité de mauvaise réputation ». c'est-à-dire afin qu'on puisse ranger les mesures du pouvoir d'État capitaliste parmi la « socialisation ». Cf. en particulier les travaux d'Edmond FISCHER [3].

[3] Juste !

<sup>ix</sup> Dans sa brochure *La marche au socialisme, op. cit.*, Otto BAUER oppose la socialisation à l'étatisation et voit dans la première une combinaison d'organes formés par les représentants des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, d'une part, et les consommateurs de l'autre et enfin l'État comme grandeur neutre. comme tierce partie; il propose entre autres mesures d'attribuer les usines en location aux coopératives agricoles (c'est-à-dire aux syndicats). La question de la dictature n'est pas posée convenablement; l'État est la « démocratie en général ». Ce point de vue tout à fait, bourgeois trouve une expression bien grossière chez W. RATHENAU ou la « socialisation » s'exécute de façon que la production se concentre entre les mains des groupes professionnels capitalistes. Pour ce qui concerne cette « théorie de la socialisation » le Dr. Karl TYSZKA (*op. cit.*, p. 25) note avec raison que ce genre de concept signifie la renaissance des corporations médiévales. Le Pro. TYSZKA lui-même montre pourtant qu'il ne comprend pas le moins du monde le contenu de classe de la socialisation. Chez Hermann BECK, *Sozialisierung als organisatorische Aufgabe*, les sujets du processus de socialisation sont aussi les « groupes d'intérêt » des entrepreneurs (p. 51). Dans la conférence des ingénieurs allemands le Dr PRANGE désignait cette structure comme un « capitalisme anobli » en retournant ainsi les cartes. E. FISHER (*Vom Privatkapitalismus zum Sozialismus*), type classique du crétin social-démocrate, joue tout le long de son livre avec le concept de socialisation (en allemand : *Vergesellschaftung und Sozialisierung*), il lui applique deux acceptions différentes, et grâce à cet artifice atteint le brillant résultat d'affirmer que la socialisation existe depuis longtemps. Le Pr OPPENHEIMER, qui sait parfaitement de quoi il parle défend la position capitaliste par la théorie de l'imaturité. Pour lui, quiconque aspire aujourd'hui à la socialisation est un « putschiste », un « blanquiste », etc.

<sup>x</sup> Ce dernier terme est évidemment loin d'être précis : en premier lieu il confond la « nation » (le « tout ») avec l'État, c'est-à-dire avec l'organisation de la classe dominante. En outre, il révèle la marque de l'époque des États nationaux. Nous conserverons ce terme parce qu'il s'est introduit dans l'usage, bien qu'il soit dépourvu de fondements logiques [4].

[4] ??? Ce n'est pas une confusion mais un fait historique. L'auteur a « oublié » que l'État capitaliste typique est un État national (+ les colonies, mais c'est une autre question).

<sup>xi</sup> L'illusion du soi-disant « socialisme municipal » est fondée sur la méconnaissance de ce fait. Evidemment les actions inorganisées du prolétariat peuvent conduire à une prise du pouvoir dans des districts particuliers, et par suite à une « municipalisation » prolétarienne sous le pouvoir étatique du capital au cours du processus de dissolution du capitalisme et de la révolution. Mais tout lecteur accordera qu'il s'agit d'une catégorie d'un tout autre ordre. Dans le texte, le thème est évoqué à propos de systèmes sociaux relativement stables.

## Chapitre VIII : système de la gestion de la production sous la dictature du prolétariat

- 1) Caractère de classe de l'État et méthodes de gestion.
- 2) La gestion prolétarienne de l'industrie pendant la période de destruction du système capitaliste.
- 3) La gestion prolétarienne de l'industrie pendant les périodes critiques (« militarisation »).
- 4) La gestion et son apprentissage au cours des différentes phases du processus de transformation.
- 5) Le cours probable du développement.

Sous la domination du capital, la production est production de plus-value, production pour le profit. La production sous la domination du prolétariat est une production destinée à satisfaire les besoins sociaux<sup>1</sup>. La signification fonctionnelle différenciée de tout le système de production est indiquée **par la différence existant dans les rapports de propriété et dans le caractère de classe du pouvoir d'État**<sup>1</sup>. Sur le plan théorique, la conception selon laquelle à chaque classe correspond une seule forme d'administration, figée jusqu'en ses moindres détails, est absolument fautive. Une classe sociale quelconque peut se trouver dans différentes conditions auxquelles les méthodes et les formes de l'administration doivent être adaptées. Celles-ci se définissent selon des normes de rationalité technique; en outre, les **différentes** formes ont un seul et même contenu de classe, pour autant qu'elles existent dans le cadre de rapports de propriété déterminés, et d'un caractère de classe précis du pouvoir d'État.

La pratique de la bourgeoisie en fournit le meilleur exemple. Pendant l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie est passée des formes de la « démocratie élargie » à une restriction des droits du Parlement, au système des « Cabinets restreints », au renforcement du rôle du président, etc. Mais la limitation des « droits du Parlement » et la « crise du parlementarisme » ne signifiaient-elles pas aussi une limitation des droits de la bourgeoisie et la crise de son pouvoir ? En rien. Tout au contraire, ces phénomènes indiquaient le renforcement de la domination bourgeoise, la centralisation et la militarisation de son pouvoir, qui du point de vue de la bourgeoisie devenaient une nécessité absolue à l'époque de l'impérialisme.

Lorsque Spencer affirmait qu'un « État-industriel » devait être antimilitariste par nature, puisque le militarisme est le propre du régime féodal, il se trompait grandement, car il universalisait les particularités d'une des phases du développement capitaliste. La lutte concurrentielle, qui mettait tout le développement à l'enseigne de la guerre, contraignait la bourgeoisie à modifier la forme de sa domination. Mais seuls des esprits vulgaires peuvent y voir une restriction des droits de la bourgeoisie au profit d'une puissance non existante. Il n'est pas juste non plus **d'opposer** le soi-disant « régime personnel » au pouvoir de classe. Au contraire, c'est justement dans le régime personnel que le pouvoir de classe peut trouver, dans des circonstances données, son expression la plus adéquate<sup>2</sup>. C'est ainsi, par exemple, que le pouvoir des propriétaires fonciers avait trouvé son expression dans l'absolutisme. Ainsi, la dictature bourgeoise avait trouvé au temps de la guerre civile, sa forme la plus achevée (c'est-à-dire adaptée aux conditions du moment) dans la dictature du sabre. Le changement de la **forme** de l'administration peut aussi se produire dans la sphère de l'industrie, selon l'opportunité technique.

Par conséquent, si ces principes sont valables en général ils le sont aussi pour la période de la dictature prolétarienne.

Il en découle que les différents systèmes de gestion de l'industrie au cours du processus de transformation sociale doivent être envisagés en connexion étroite avec les phases concrètes du développement. C'est seulement grâce à cette méthode d'étude que l'on peut comprendre la succession des formes et les variations inévitables des divers systèmes d'organisation, dans le cadre de la même « nature de classe » du système donné.

La phase originaire du développement est la période de destruction et de rupture des rapports de production capitalistes, en même temps que la période de la prise de possession par le prolétariat des nœuds stratégiques de l'économie. D'une façon générale, on peut observer que cette période commence avant le « passage » du pouvoir politique au prolétariat, car les étapes de la révolution (idéologique, politique, économique, technique) ne sont pas rigoureusement séparées l'une de l'autre, et que chacune « pénètre » l'autre. La lutte pour la socialisation de la production, c'est-à-dire pour l'usine prolétarienne, part de la base sur toute la ligne, parallèlement à la croissance de la vague révolutionnaire. Cette lutte se manifeste dans le fait que l'ancien système est ébranlé et divisé définitivement par des organismes comme les « comités d'usine » révolutionnaires (en Russie), les « conseils d'usine » (en Allemagne), ou autres organes similaires représentatifs et parfois collégiaux qui s'unissent au prolétariat dans le cours de la lutte. C'est cette phase du développement qu'il faut analyser en premier.

Pendant la période que nous examinons, la société se trouve en état d'instabilité maximale. Le rapport des forces sociales est tel qu'il rend impossible un équilibre sur l'ancienne base. La bourgeoisie capitaliste et **l'intelligentsia** technique qui d'ordinaire soutient la bourgeoisie capitaliste pendant cette période, n'ont aucun intérêt à « remettre de l'ordre dans la production ». Leur attention est concentrée sur la prévention d'une victoire de la classe ouvrière. Les usines sont de plus en

<sup>1</sup> Ça ne colle pas. Le profit satisfait aussi les « besoins sociaux ». Il vaudrait mieux dire : là où le surproduit appartient non à une classe de propriétaires mais à tous les travailleurs et uniquement à eux.

<sup>2</sup> Juste ! Sauf l'expression « régime personnel » qui n'est pas précise et a une autre signification. Ce n'est pas le mot.

plus « sans maître ». Les organisations du prolétariat déjà nommées constituent la première tentative de promouvoir un nouveau « maître » - la classe ouvrière. Ce système de collégialité étendue, des conseils d'usine, est-il techniquement le meilleur ? Certainement non. Mais ce n'est pas là que réside son rôle fonctionnel. Au cours de la période considérée, il s'agit d'abord d'établir un nouvel équilibre, **sans lequel** l'élaboration de formes réellement plus parfaites serait impensable. Même pendant les époques « normales » du capitalisme, les organisateurs bourgeois de la production considéraient le problème du rapport entre les organes des capitalistes et ceux de la classe ouvrière comme une des questions les plus importantes de la gestion<sup>ii</sup>. Pendant la période en question, ce problème **ne peut absolument pas être résolu**. Il s'agit seulement de la recherche tâtonnante d'un **nouveau** système d'équilibre. Par conséquent, à une étape donnée du développement « l'organisation technique parfaite » ne peut pas être posée comme tâche immédiate. Pour réaliser cette tâche, il faut déjà obtenir une certaine stabilité des éléments de la production; non seulement des éléments matériels, mais aussi celle de l'élément **humain**. Ces préalables n'existent pourtant pas au cours de la période considérée, et ne peuvent pas l'être. On peut quand même parler dans ce cas, en un certain sens, d'un pas en avant.

Nous avons en effet remarqué précédemment que les rapports personnels-techniques dans le travail, sont en même temps des rapports sociaux. C'est pourquoi, comparée à la désorganisation totale de l'appareil de production, alors qu'il n'existe plus aucun principe organisateur dans l'entreprise, la « conquête du pouvoir » dans l'usine par les cellules ouvrières constitue un avantage, même du point de vue de la logique de « la production pure ». Elle présente un avantage beaucoup plus substantiel du point de vue de son rôle dans le processus historique d'ensemble. C'est même seulement de cette façon que l'intervention de la classe ouvrière, comme principe organisateur dans le processus de production, peut se produire. En somme, la tâche à remplir est alors une tâche de **lutte** économique : renforcer la classe ouvrière comme classe dominante dans tous les chaînons de la vie économique<sup>3</sup>. Au point de vue technique, ce système qui s'accompagne inévitablement de la collégialité la plus large, du principe d'éligibilité absolu (cette éligibilité s'effectue selon le critère politique et non technique), la révocabilité fréquente - en vertu d'une collégialité étendue - entraînent une décentralisation et une dispersion de la responsabilité, le tout fort éloigné de la perfection<sup>iii</sup>. Mais c'est ainsi seulement que la classe ouvrière peut consolider ses positions dans la vie économique, en créant les cellules de base de son appareil administratif, cellules qui communiqueront rapidement entre elles, et se joindront aux organisations déjà mûries de la classe ouvrière « au sein du capitalisme » **en formant ainsi le nouveau tissu de l'appareil économique prolétarien**. Destruction du passé, ébauche rudimentaire de l'avenir<sup>4</sup> - voilà comment se présente le type de gestion de la production que nous examinons.

Il est opportun de montrer ici l'analogie avec le processus qui se déroule dans l'armée. La subordination impérialiste la plus rigoureuse cède la place au principe de l'éligibilité la plus large : d'innombrables comités de lutte se constituent dans toutes les mailles de l'appareil militaire; les problèmes de l'armée deviennent l'objet des plus amples discussions et délibérations; « l'ancien pouvoir » à l'intérieur de l'armée est définitivement discrédité et sapé; les nouveaux organes, et à travers eux les nouvelles classes, deviennent les centres effectifs du pouvoir. Quel est le sens objectif de ce processus ? D'abord et avant tout : **la dissolution, la destruction de l'ancienne armée impérialiste. Ensuite : la formation et la préparation des forces actives organisatrices de la future armée prolétarienne, apprentissage qui s'acquiert au prix de la destruction de l'ancien système**. Personne ne saurait affirmer que les comités de régiments suffisent à former une armée apte au combat. Mais la tâche objective ne consiste pas en effet à entretenir la combativité de l'ancienne armée. Au contraire, elle consiste à détruire cette armée et à préparer les forces d'un autre appareil.

Cependant, malgré toutes leurs similitudes, les deux processus présentent de grandes différences. Dans la production, une grande **continuité** se maintient tout au long du processus. Il en est ainsi parce que les bases de l'appareil de production futur, en premier lieu les syndicats, existent déjà dans le système capitaliste. Les organismes militaires correspondants n'existent pas et ne pourraient même pas exister. Par conséquent, le développement a lieu dans le domaine militaire par grands bonds, tout le processus se réalise de façon plus brusque, plus rude, et on peut même dire plus révolutionnaire.

Le type de production prolétarien militarisé est tout à fait différent du cas que nous venons d'examiner. Le caractère « militaire » d'une organisation quelconque apparaît au moment où le système en question se trouve dans une situation critique. En guerre, chaque partie de l'appareil de combat (l'armée), tout comme son « ensemble », doivent faire face à un danger de mort incessant. C'est pourquoi le type de cette organisation est ainsi déterminé par les conditions mêmes de son existence : la plus grande précision, une discipline inconditionnelle et incontestée, la rapidité dans les décisions, l'unité d'action et par suite le minimum de discussion et de délibération, le minimum de collégialité, le maximum d'unanimité. D'autre part, dans la mesure où les éléments de cette organisation n'ont pas de cohésion interne, et n'exécutent pas eux-mêmes chaque décision, l'armée s'appuie sur un système de mesures répressives qui atteint précisément dans ce domaine son apogée et son expression la plus éclatante.

Ce dernier élément sera particulièrement vigoureux si l'armée recrute parmi des éléments qui ne sont pas eux-mêmes intéressés à la guerre, et que la guerre se mène **contre** leurs intérêts. Ainsi en va-t-il de la guerre impérialiste. Sous la domination du prolétariat aussi, l'élément de coercition et de répression joue un grand rôle, d'autant plus que sera grande la proportion d'éléments non purement prolétariens d'un côté, et d'éléments inconscients ou peu conscients dans le prolétariat lui-même, de l'autre<sup>iv</sup>. En pareil cas, la « militarisation »<sup>v</sup> de la population - surtout dans l'organisation de l'armée - apparaît comme une méthode **d'auto-organisation de la classe ouvrière, et par elle d'organisation des paysans**.

Lorsque la dictature prolétarienne et son type classique la forme soviétique de l'État - se trouvent dans une situation critique, il apparaît évident qu'elle doit prendre le caractère d'une dictature militaire-prolétarienne. Cela veut dire que l'appareil

<sup>3</sup> Voilà le ton du problème. L'auteur devrait développer plus « la classe dominante ».

<sup>4</sup> Très bien !

exécutif de l'administration se rétrécit, que les grands conseils sont remplacés par de plus restreints et que tous les organisateurs et administrateurs disponibles provenant de la classe ouvrière sont répartis de la façon la plus efficace.

Le même phénomène apparaît nécessairement - sous une forme encore plus accentuée - devant le danger d'une catastrophe économique. Ce danger est apparu par suite de l'épuisement économique pendant la guerre impérialiste et la guerre civile. C'est ainsi que le centre de gravité des tâches du prolétariat est transféré dans le domaine économique, là où la trame de l'appareil économique est **déjà** pénétrée d'ouvriers-administrateurs, là où les organisations ouvrières sont déjà devenues la base, le noyau de cet appareil, et où s'ébauche alors avec une certitude absolue une transformation de cet appareil, transformation qui se traduit par la restriction de la collégialité et parfois (dans certaines entreprises, usines, etc.) par l'introduction d'une direction unique. Celle-ci ne signifie ni une restriction aux droits de classe ni une diminution du rôle de son organisation. Elle présente la forme la plus concise et rationnelle de l'administration prolétarienne de l'industrie, une **forme** adaptée aux conditions d'une exécution rapide, à une « cadence de guerre ». Au point de vue technique, cette forme est de loin la meilleure, puisque son importance ne réside pas dans la destruction de l'ancien système, ni dans la consolidation du nouveau système ou dans l'éducation des masses, mais précisément dans l'élaboration de l'appareil d'exécution au cours d'un travail continu et précis. Cette tâche est accomplie par, la révolution **après que** le fondement de l'appareil administratif prolétarien ait été mis en place. Dans ce cas, il n'est plus question de concentrer l'attention sur la consolidation des positions de classe du prolétariat - cette question est résolue dans ses grandes lignes -; le centre de gravité ne réside pas dans la transformation de principe des rapports de production mais dans la recherche d'une forme d'administration qui garantisse un maximum d'efficacité. Au principe de l'éligibilité étendu de la base au sommet (appliqué ordinairement même par les travailleurs dans les usines) se substitue le principe d'une sélection soigneuse qui dépend des capacités techniques et administratives, de la compétence et de la crédibilité des candidats. La direction des entreprises passera aux mains des personnes responsables - ouvriers ou ingénieurs spécialistes. Ceux-ci seront choisis et nommés par les organes économiques de la dictature du **prolétariat**; mais ils seront aussi présentés et proposés par les organisations ouvrières. dans un pareil système, un ingénieur ne peut remplir d'autres fonctions que celles dont le prolétariat a besoin.

Ce genre de gestion prolétarienne de l'industrie n'est possible et opportun que dans certaines conditions déterminées; tout d'abord il suppose la solidité du pouvoir des soviets déjà établi, et un certain équilibre social instauré sur la nouvelle base. Un pareil système serait inopérant et inopportun au cours de la première phase de la révolution, phase de destruction des anciennes relations et de la conquête des centres de production. Il faut souligner cela avec force<sup>vi</sup>.

Il faut poser ici une question liée à celles que nous avons déjà examinées. A savoir la question du rapport entre les méthodes d'administration et les méthodes d'apprentissage de l'administration. Une des tâches les plus importantes du régime soviétique est d'amener la plus grande masse des citoyens à l'administration directe. La question se pose précisément de la même façon si l'on envisage les organismes économiques de l'appareil d'État. Pendant la période initiale, la fonction de formation **se confond** avec la fonction administrative elle-même. Il ne pourrait en être autrement. Les organisateurs bourgeois de la production, l'intelligentsia technique, agissent contre le prolétariat; les ouvriers n'ont encore aucune expérience de gestion, bien que tout repose sur leurs épaules. Dans cette situation de fait, l'avant-garde du prolétariat administre en apprenant et apprend en administrant. Il n'y a pas d'autre issue lors de la première phase de l'édification du socialisme. Pour accomplir ces tâches, on recourt largement au système de la collégialité qui n'est pas tellement une forme d'administration qu'une **école** de gestion. Toutefois, il est évident qu'il ne faut pas faire de nécessité vertu. Au cours des phases suivantes du développement, et dans la mesure où d'une part la position de la classe ouvrière comme classe dominante se consolide et qu'une administration compétente de l'industrie, dont la base est déjà une couche particulière d'ouvriers-administrateurs, s'implante fermement, et où d'autre part **l'intelligentsia** technique revient, comme le fils prodigue, au processus de production - la fonction administrative **se sépare** de la fonction d'apprentissage de l'administration. L'apprentissage de l'administration n'est plus réalisé au prix d'erreurs continues dans l'appareil administratif. Des masses toujours plus larges s'instruisent et s'intéressent à l'administration industrielle dans des établissements spécialisés, par des méthodes appropriées, bien plus systématiquement que cela n'était possible pendant les phases précédentes<sup>vii</sup>.

Quel est le cours probable du développement ultérieur sur la voie qui mène au communisme ? Au fur et à mesure que la crise économique (la crise de l'épuisement) s'atténue, et qu'augmenteront les ressources du matériel humain capable d'administrer, on n'aura plus besoin de type militaire extrême d'administration. Ce type d'administration comporte, avec tous ses avantages, quelques désavantages, qui résultent du type de discipline contraignante. Elle est absolument nécessaire dans une situation où il faut agir avec rapidité et décision; les avantages effacent les inconvénients. Cependant, une fois sa mission remplie, une nouvelle phase de système administratif « développe » s'y substituera; celle-ci ne sera en aucune façon la simple répétition de l'étape déjà traversée mais une synthèse des deux stades précédents. La première phase sera, en termes hégéliens, la thèse; la seconde l'antithèse et la troisième leur synthèse en une unité supérieure. Le développement ne s'arrêtera naturellement pas là dans la mesure où le pouvoir d'État et toutes les normes coercitives disparaissent dans les rapports humains, l'humanité communiste, créera un type plus élevé « d'administration des choses », ou le problème de la direction collégiale ou individuelle, sous quelque forme qu'il soit posé, disparaîtra puisque les hommes de l'avenir feront, volontairement ce que l'aride résultat du calcul statistique exigera. **L'administration des personnes** disparaîtra pour toujours.

<sup>i</sup> Cf. N. LENINE, Discours au IX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste russe (Bolchevik), in *Œuvres complètes*, vol. 30, pp. 451-503.

<sup>ii</sup> Cf. par exemple. TAYLOR.

<sup>iii</sup> Otto NEURATH a donc raison quand il affirme que les « Ausschüsse » (« comités » ou « Conseils ») sont peu utilisables, étant donnée leur structure, pour des fonctions administratives de production (F. EULENBERG dit aussi la même chose, *loc. cit.*). Toutefois ces « critiques » ne

veulent absolument pas comprendre - ou font semblant de ne pas comprendre - la signification sociale et la nécessité sociale de ces formes de transition. La question est posée dans les termes corrects par l'ingénieur Hermann BECK, *loc. cit.*

<sup>iv</sup> Si l'on entend sous le terme de milice une milice *idéale*, ou tout le monde remplit ses fonctions volontairement, à l'instar des musiciens qui suivent la baguette du chef d'orchestre, on pourrait lui appliquer les paroles d'ENGELS : « Seule une société organisée et éduquée selon des principes communistes peut être rapprochée d'un système de milice, sans pourtant le rejoindre » (cité par Franz MEHRING, *Karl Marx*, Leipzig, 1918, p. 308).

<sup>v</sup> En fait, dans ce cas, le terme « militarisation » et d'autres ne sont pas du tout applicables, puisque l'organisation militaire de l'État prolétarien tout comme le type militaire d'organisation de l'industrie prennent ici une toute autre signification. Le « militarisme rouge » est une combinaison verbale vraiment barbare. Mais la pauvreté de la langue et « l'usage courant » (*usus*) nous obligent à adopter ici le terme « militarisation » [1].

[1] Ajouter : contre le pacifisme petit-bourgeois (« social-démocrate »).

<sup>vi</sup> Par exemple, les résolutions du IX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste russe tout à fait correctes pour la période correspondante de la vie de la République soviétique russe, sont absolument inutilisables pour un moment analogue *chronologiquement* dans d'autres pays. Nous ne pouvons parler en détail ici de ce système et renvoyons ceux qui s'y intéressent aux sources suivantes : *Protokoly 9 ovo sezda R.K.P.*, la revue *Ekonomitcheskaja jizn* de la seconde quinzaine de mars et de la première quinzaine d'avril 1920, *Protokoly 3 evo sezda Professwnalnykh soiousov*.

<sup>vii</sup> En Russie, le camarade TROTSKY a le premier soulevé cette idée. Elle a été bien formulée par l'ingénieur Hermann BECK : « Une assemblée de nombreuses têtes ne peut prendre de décision, au moins dans la vie économique avec ses connexions complexes et les lourdes conséquences de chaque délibération. Il faut en premier lieu affirmer une fois pour toutes que ce n'est pas la tâche des Conseils d'Usine de se mêler constamment de la marche technique et économique de l'administration d'entreprise, encore moins qu'un Parlement ne peut s'immiscer dans les affaires courantes de l'administration étatique. La conduite d'une entreprise ne peut être effectuée par des comités et conseils, elle doit être dirigée par des personnes individuelles responsables et qualifiées qui agissent indépendamment ... L'importance de ces organismes collectifs ne peut résider que dans le fait qu'ils établissent la constitution de l'entreprise tant en ce qui concerne la ligne que l'esprit de la direction de la production, et contrôlent continuellement la gestion de la direction d'entreprise ... Par contre, une seconde fonction importante des Comités et des Conseils est d'assurer le dispositif de sélection. (*Sozialisierung als organisatorische Aufgabe*, p. 52). Et dans un autre passage : « Il faut être obstiné pour se plaindre de ce que le Conseil d'entreprise et le Conseil ouvrier soient les nouvelles créations les plus précieuses de l'organisation politique, même si aujourd'hui il y a encore un bon nombre de clubs de bavards inefficaces ... Il faut aussi se garder, en tenant compte de l'immaturation de la première phase du développement d'une forme d'organisation, de négliger son noyau pur. » (*Avant-propos*; p. 8). Malgré cette dernière remarque, BECK lui-même est loin de comprendre les particularités de chaque étape du processus de transformation. Les plans d'organisation sont donc tout à fait inapplicables, d'après leur structure propre, à la période à laquelle l'auteur lui-même les a destinés.

## Chapitre IX : les catégories économiques au cours de la période de transition

- 1) La méthodologie de l'économie marxiste : la méthode sociale-objective, matérielle-productive, historique-dialectique.
- 2) Le postulat de l'équilibre du système de production.
- 3) Modification de ces points de vue pendant la période de transition : acquisition improductive des valeurs d'usage, absence d'une reproduction adéquate, etc., absence d'équilibre.
- 4) La marchandise.
- 5) La valeur.
- 6) Le prix.
- 7) Le salaire et le profit.
- 8) La « naturalisation » de la pensée économique.

Dans l'analyse de l'économie de la période de transition, nous n'avons pas seulement affaire à des formes et des catégories « pures ». Cette recherche apparaît donc difficile car il n'existe pas dans ce cas de valeurs fixes. Si la science, en général, dans son état actuel, étudie des « processus » fluides et non des entités métaphysiques figées, on peut dire de façon évidente que pendant la période de transition, les catégories du « devenir » se substituent aux catégories de l'être pour la même raison. La fluctuation, les changements, la mobilité - ces tendances sont le propre de la période de transition dans une plus large mesure que des rapports qui se développent « normalement » à l'intérieur d'un système de production stable. La question suivante se pose alors à nous : les méthodes et catégories abstraites dont Marx s'était servi en ce qui concerne la société capitaliste peuvent-elles être adoptées au non, sont-elles applicables à présent, peuvent-elles servir pendant la période de l'écroulement du capitalisme et de l'établissement de la base d'une nouvelle société ?

En effet, l'analyse des formes économiques ne peut s'aider du microscope au des réactifs fournis par la chimie : l'abstraction est la seule force qui puisse lui servir d'instrument<sup>i</sup>. Marx a en effet utilisé cette force d'abstraction dans son investigation de la forme capitaliste d'économie, et créé tout un système conceptuel, un système d'instruments de connaissance de la réalité économique vivante. Ces concepts constituaient le moyen principal d'approche scientifique du processus économique, non seulement entre les mains d'un génie, mais aussi entre celles de tous les chercheurs ultérieurs - non chez les apologistes et les sycophantes, mais chez les vrais savants qui étudient les phénomènes de la vie économique. Envisager de façon scientifique le processus économique signifie le considérer dans son développement, concevoir tout phénomène dans sa source, dans son évolution et dans sa disparition, le saisir en tant que partie d'un tout; dans le cadre de cette conception scientifique, les concepts mis en avant par Marx opèrent « sans défaillance ». La pierre angulaire de tout l'édifice de l'économie politique théorique, c'est-à-dire de la théorie de l'économie sous sa forme capitaliste, les concepts fondamentaux du système entier, étaient ceux de **marchandise**, de **valeur** et de **prix**.

L'heure de la propriété capitaliste a pourtant sonné. Les expropriateurs ont été expropriés. La production capitaliste est parvenue avec l'inévitabilité d'un processus de la nature à sa propre négation. La révolution communiste ébranle tout le système économique jusque dans ses fondements les plus profonds et détruit de façon sacrilège le temple « éternel » du capitalisme. Un processus de gigantesques bouleversements économiques commence, un processus de reconstruction de tout le système des rapports de production. L'ancien se mêle au nouveau. Le nouveau lutte contre l'ancien; tantôt celui-ci est vaincu, tantôt il devient tout puissant. Ce processus complexe doit être conçu théoriquement et dans ce cas il nous faut recourir à la force d'abstraction<sup>ii</sup>.

Déjà, lors de la première tentative sérieuse de concevoir scientifiquement cette situation concrète agitée, que nous appelons période de transition, nous nous sommes heurtés au fait que les anciens concepts de l'économie théorique refusaient immédiatement de servir. Une curieuse contradiction nous frappe. Les anciennes catégories de l'économie politique restaient la forme de généralisation pratique de la réalité économique vivante en continuel mouvement. Mais en même temps ces catégories n'offrent aucune possibilité de pénétrer au-delà de la « surface des phénomènes », c'est-à-dire de se libérer de la pensée vulgaire, et de comprendre le processus de la vie économique dans sa totalité et dans son développement. Cela paraît compréhensible. Ces rapports élémentaires, dont les catégories de la marchandise, du prix, du salaire, du profit, etc. constituent l'expression idéologique, existent réellement, et en même temps n'existent pas. Ils n'existent pas tout en étant, et sont tout en n'existant pas. Ils végètent d'une façon singulière, à la fois illusoirement réelle et réellement illusoire, un peu comme les âmes des défunts dans les représentations des anciens slaves au comme les dieux païens pour la pieuse église chrétienne. C'est pourquoi les anciens et fidèles instruments de la pensée marxiste, forgés par Marx sur le fondement de l'existence réelle de rapports de production correspondants, commencent à être impropres. Dans l'usage de la vie courante on continue à les adopter sans critique, comme instruments de connaissance réelle des phénomènes de la vie économique<sup>iii</sup>.

L'utilisation théorique de ces catégories suppose donc la pleine compréhension de leur caractère historique limité, la connaissance des limites de leur portée, de leurs conditions, du sens et des limites de leur application possible aux rapports économiques qui par principe sortent des ornières. Il faut donc envisager d'abord le point de départ, la « méthodologie » de

l'économie théorique, éclaircir le rôle de ses concepts de base ; puis rechercher les modifications et les restrictions qui se produisent dans le système de l'économie de transition.

On peut donc distinguer trois traits caractéristiques de la méthodologie économique marxiste : le point de vue objectivement social, l'approche par la production matérielle, et enfin l'aspect dialectique-historique de la question.

**Le point de vue social objectif** confirme le primat de la société sur le sujet économique isolé, l'individu. L'individu n'est pas considéré comme « atome », comme un Robinson solitaire, mais comme une parcelle du système social<sup>1</sup>. « La production réalisée en dehors de la société par l'individu isolé ... est chose aussi absurde que le serait le développement du langage sans la présence d'individus vivant et parlant ensemble »<sup>iv</sup>.

**Le point de vue de la production matérielle** affirme en général le primat de la production sur la consommation et la vie économique entière. Le premier point de vue (objectivité sociale) est nécessaire mais pas du tout suffisant, comme disent les mathématiciens, pour caractériser toute la méthode. La société existe en un certain système stable. Quelles sont les conditions matérielles de l'existence de ce système ? « N'importe quel enfant sait que toute nation crèverait qui cesserait le travail, je ne veux pas dire pour un an mais ne fût-ce que pour quelques semaines »<sup>v</sup>. L'existence de la société est conditionnée par sa production, qui revêt un « caractère social déterminé ». La société elle-même est surtout considérée comme un « organisme de production », et l'économie comme un « processus de production ». La dynamique de la production détermine à son tour la dynamique des besoins. La production, condition fondamentale de l'existence de la société, apparaît comme une **donnée**<sup>vi</sup>.

**La méthode dialectique historique**<sup>2</sup> étudie la société dans ses formes spécifiquement historiques et les lois générales du développement social dans leurs manifestations concrètes, comme lois d'une formation sociale déterminée<sup>vii</sup>, limitées dans leur action par les normes historiques de cette formation. C'est pourquoi les catégories économiques sont au fond des « expressions théoriques de rapports de production historiques, correspondant à un degré déterminé du développement de la production matérielle »<sup>viii</sup>. Elles n'ont pas un caractère éternel comme l'affirme l'économie bourgeoise, qui les éternise parce qu'elle éternise le mode de production capitaliste<sup>ix</sup>.

Outre ces caractéristiques fondamentales de la méthode marxienne, il faut aussi considérer un concept méthodologique que l'on nomme par convention le **postulat de l'équilibre**. Il nous faut envisager ce concept de façon particulièrement détaillée étant donné d'une part son extraordinaire importance et de l'autre sa méconnaissance par les représentants ordinaires de la pensée marxiste.

Marx donne comme point de départ à son étude théorique du système des rapports de production capitalistes **le fait de son existence**. Si l'on admet que ce système existe, cela signifie que les besoins sociaux sont satisfaits, plus ou moins bien, du moins dans la mesure où les hommes non seulement ne meurent pas, mais vivent, travaillent et se multiplient<sup>3</sup>. La division du travail social dans une société - présumée par la société capitaliste marchande - signifie que le système doit présenter dans son ensemble un certain **équilibre**. On produit du charbon, du fer, des machines, des toiles, du pain, du sucre, des bottes, etc., en quantités nécessaires. On dépense du travail humain vivant dans les conditions nécessaires correspondant à la production de tout cela, en utilisant la quantité nécessaire de moyens de production. Il peut se produire tous les écarts, les oscillations possibles; tout le système s'étend, se complique, se développe, se trouve en mouvement continu et oscillations constantes, mais en général et dans l'ensemble, il se trouve en état<sup>4</sup> **d'équilibre**<sup>x</sup>.

Découvrir cette loi de l'équilibre constitue le problème fondamental de l'économie théorique. Le résultat de l'examen du système capitaliste tout entier sous **la condition de son équilibre**, c'est l'économie théorique comme système scientifique.

N'importe quel enfant « sait que la masse de produits correspondant aux divers besoins exigent des masses différentes et quantitativement déterminées de la totalité de travail social. Il va de soi que cette nécessité de la **répartition** du travail social en proportions déterminées n'est nullement supprimée par la **forme déterminée** de la production sociale; c'est la façon dont elle se manifeste qui peut seule être modifiée ... Et la **forme** sous laquelle cette répartition proportionnelle du travail se réalise, dans un État social où la structure du travail social se manifeste sous la forme d'un **échange privé** de produits individuels du travail, cette forme, c'est précisément la **valeur d'échange** de ces produits »<sup>xi</sup>.

On aborde ici, de façon brève et concise, le mode de résolution du problème fondamental, celui de la **valeur**.

Si nous examinons de ce point de vue l'articulation d'ensemble du « capital », nous observons que l'analyse commence avec un système d'équilibre ferme et stable. Peu à peu s'y introduisent des phases plus complexes. Le système commence à osciller, devient mobile. Ces oscillations ne perdent cependant pas leur caractère régulier et le système se maintient comme un tout malgré les plus brusques perturbations de l'équilibre (crises). La perturbation de l'équilibre initial entraîne un nouvel équilibre, en quelque sorte d'un ordre supérieur. Dès que les lois de l'équilibre sont connues, on peut aller plus loin et poser la question des oscillations du système. Les crises elles-mêmes peuvent être considérées non comme une suppression de l'équilibre, mais plutôt comme sa perturbation; à ce sujet Marx estime nécessaire de découvrir la loi de ce mouvement et de comprendre non seulement d'où provient la perturbation de l'équilibre, mais aussi comment celui-ci se rétablit.

---

<sup>1</sup> « Système social », « formation sociale » sont des concepts insuffisamment clairs sans la notion de classe et de société de classes.

<sup>2</sup> La dialectique inclut le point de vue historique.

<sup>3</sup> Juste. Par rapport aux imprécisions précédentes.

<sup>4</sup> Approximativement, à gros traits, en grandeurs approchées, « à la longue » (en français dans le texte).

La crise ne sort pas des limites de **l'oscillation** du système. A la fin de ces considérations, nous constatons que ce **système** se meut, oscille; mais à travers tous les mouvements et oscillations l'équilibre se rétablit régulièrement. La loi de la valeur est la loi de l'équilibre du système marchand simple de la production. La loi du prix de production est la loi de l'équilibre du système marchand modifié, du système capitaliste. La loi du prix du marché est la loi des oscillations de ce système. La loi de la concurrence est la loi de la restauration incessante de l'équilibre perturbé. La loi des crises est la loi de la perturbation nécessaire et périodique du système de l'équilibre et de sa restauration.

Marx pose toujours la question de la façon suivante : l'équilibre est donné - comment est-il possible ? L'équilibre est perturbé, comment se rétablit-il à nouveau ? Tel est le **postulat de l'équilibre**, la prise en compte de l'ensemble du système dans ce cas **typique**, alors que **la question de la possibilité de la non-restauration de l'équilibre et de la possibilité du déclin du système lui-même, n'est pas posée**<sup>xii</sup>.

La considération du système social aveugle et irrationnel du point de vue de l'équilibre, n'a assurément rien de commun avec **l'harmonie préétablie**, car il se fonde sur le **fait** de l'existence de ce système et de son développement. Ce dernier suppose un type d'équilibre **mobile** et non statique<sup>5</sup>.

Tels sont les principes méthodologiques de l'économie théorique. Il nous faut alors passer à la question de l'importance que ce point de vue peut avoir par rapport à la **période de destruction du capitalisme et de domination du prolétariat**.

La méthode sociale **objective demeure** obligatoire; elle n'a besoin d'aucune restriction. En effet, au cours du processus de la transformation sociale, le sujet dépend aussi du milieu social dans ses motivations et son comportement, même s'il y est considéré comme producteur individuel de marchandises.

La tâche consiste à analyser la restructuration du système social; à savoir : **a)** un sujet économique collectif, conscient, se développe; ce sera l'État prolétarien avec tous les organes qui en dépendent; **b)** dans la mesure où le système marchand anarchique subsiste, se conserve aussi le « destin » aveugle, irrationnel, du marché, c'est-à-dire qu'une fois encore la force **sociale**<sup>6</sup> élémentaire dépend toujours plus de l'action régulatrice d'un centre social conscient qui s'est cristallisé; **c)** enfin, dans la mesure où des éléments de désagrégation des liens sociaux se manifestent (par exemple, formation de cellules d'économie naturelle fermées), ces éléments « sont limités »<sup>7</sup> d'un côté dans leur action sur le milieu économique (leur propre réorganisation interne est fonction de mouvements sociaux), et de l'autre ils sont de plus en plus fortement attirés dans le processus constructif. constamment soumis à l'action systématique des organes économiques étatiques du prolétariat (travail obligatoire, tous les genres possibles d'exigences en nature, etc.). Ainsi, lorsque certains éléments particuliers échappent au processus productif social, ils se trouvent quand même dans une sphère d'influence fixe et sont eux aussi considérés<sup>8</sup> du point de vue du système **social** de production. Même dans les phases de leur plus grand isolement, ils sont théoriquement intéressants comme objets d'attraction sociale, comme partie intégrante potentielle du nouveau système social.

Cependant, bien que l'importance de la méthode sociale objective demeure, celle-ci prend **un tour logique différent**<sup>9</sup>. Dans l'analyse de la structure sociale de type marchand-capitaliste, toutes les lois ont un caractère **spontané** de force « aveugle », car tout le processus de production sociale est irrationnel. Dans l'analyse de la structure de la période de transition, il en va autrement, car une rationalisation du processus économique-social intervient alors de façon croissante.

Le point de vue **de la production matérielle** reste aussi dans l'ensemble obligatoire. Toutefois, il<sup>10</sup> subit des changements et des limitations substantielles.

**En premier lieu**, le processus de production lui-même n'est pas une donnée a priori. Plus précisément : alors qu'en période « normale » du développement social le processus de reproduction sociale est donné d'emblée et suppose un renouvellement ininterrompu des éléments de la production au cours même de cette production, en période de transition le processus de reproduction se trouve mis en question par suite de l'ébranlement de tout l'appareil social de travail. C'est pourquoi le problème qui se pose alors n'est plus « **comment** la production est-elle possible ? » mais : « la production est-elle **possible** ? »

On peut dire la même chose, du point de vue des forces productives, en s'exprimant de la façon suivante : si le développement des forces productives était en temps normal une condition latente de toute considération théorique, on peut maintenant se demander s'il est possible de les maintenir stationnaires, ou si elles peuvent décroître de façon catastrophique.

**En second lieu**, une réduction très importante du processus de production peut se produire, et même une cessation dans certaines régions. Si la société ne meurt pas, c'est par suite de compensations sous d'autres formes : **a)** grâce à la répartition

---

<sup>5</sup> Très bien. Mais ne serait-il pas plus exact de parler de « nécessité d'une certaine proportionnalité » que de « point de vue de l'équilibre » ? Ce serait plus juste, plus correct. dans la mesure où la première expression est objective et la seconde entrouvre la porte aux oscillations philosophiques du matérialisme vers l'idéalisme.

<sup>6</sup> Justement !

<sup>7</sup> Les éléments de désagrégation sont limités ... Ouf ! Pourquoi ne pas dire : « on les limite » ? Oh ! académisme ! Oh ! néo (faux)-classicisme ! Oh ! TRETIAKOV ! (peintre russe représentant l'académisme décadent et petit-bourgeois. N. de l'Ed.).

<sup>8</sup> Ce n'est pas le mot. La nature fautive de la terminologie de BOGDANOV apparaît : subjectivisme, solipsisme. L'important n'est pas dans ce que l'on « considère » ou dans ce qui paraît « intéressant », mais dans ce qui existe indépendamment de la conscience humaine.

<sup>9</sup> « prend un tour différent ». BOUKHARINE prend un tour bête. Il ne s'agit pas de « tour », ni de « logique », mais de la matière.

<sup>10</sup> Pas « il », pas « le point de vue ».

plus économique du résidu des cycles productifs précédents (purement capitalistes) : le processus de consommation se sépare ici du processus de production et devient incommensurable à celui-ci; **b)** grâce au **prélèvement forcé**<sup>11</sup> à la campagne des produits de la production agricole (ici la différence avec la situation « normale » consiste dans le fait que ce prélèvement est seulement partiellement fondé sur des méthodes directement économiques; il en résulte qu'une moitié seulement de l'« économie nationale » entre dans le cycle de reproduction); **c)** grâce à des méthodes non productives d'acquisition de produits (butin de guerre, passage de la main à la main, entrepôts, etc.).

**En troisième lieu**, des motivations de consommation, dans la mesure où le processus de production se sépare du processus de consommation, apparaissent à la surface des phénomènes<sup>12</sup>, même là où le marché libre est maintenu.

La méthode **dialectique-historique** non seulement n'est soumise à aucune limitation, mais vient au contraire au premier plan. Les formes naissantes des nouveaux rapports, leur mélange avec les anciens, parfois en combinaisons extraordinairement insolites, tout cela fait des rapports de production dans la période de transition, un complexe **sui generis**. De plus, il est tout à fait compréhensible que le point de vue historique dialectique qui part du principe de la mutabilité continue des formes et de la connaissance **du processus**, doit être inévitablement accentué dans l'analyse d'une époque où surviennent, avec une rapidité sans précédent, des mouvements de couches sociales qui ont un caractère vraiment géologique<sup>13</sup>. La relativité de la « catégorie » d'économie politique devient claire jusqu'à l'évidence.

Le **postulat de l'équilibre** n'est plus valide. L'équilibre est considéré comme un état que le système (s'il veut exister) doit atteindre, mais qu'il peut aussi ne pas atteindre. Il n'y a pas de proportionnalité, ni entre production et consommation, ni entre les diverses branches de la production (ajoutons entre parenthèses : entre les éléments humains du système non plus). C'est pourquoi il est tout à fait erroné de transférer à la période de transition les catégories, les concepts et les lois adéquates à l'état d'équilibre. On peut objecter à cela que l'équilibre existe pour autant que la société ne périclète pas. Mais ce raisonnement ne serait juste que si la période de temps que nous considérons était longue<sup>14</sup>. La société ne peut vivre longtemps sans un état d'équilibre, et meurt. Mais le même système social peut se trouver pendant quelque temps dans un état « anormal », c'est-à-dire hors de l'état d'équilibre. En pareil cas, un certain état d'équilibre **relatif**<sup>15</sup> peut être atteint (en considérant que nous n'avons pas de compensations extraproductives, ce qui est d'ailleurs impossible à la longue) au prix d'une **destruction partielle du système lui-même**<sup>16</sup>.

Ainsi, on peut exprimer de la façon suivante la caractéristique générale des changements et variations dans la méthode d'investigation : toute une série de simplifications méthodologiques, pleinement concevables lorsqu'existe un système de production consolidé, sont inadmissibles dans l'analyse d'une période de transition. Pour Marx, la façon de poser la question était la suivante : comment l'existence d'une force économique donnée est-elle possible, et quelles sont les lois de son origine, de son développement, de sa disparition ?

La transformation de la question appliquée à la période de transition est la suivante : quelles sont les conditions matérielles de l'existence de la société à un moment donné, et comment celle-ci peut-elle durer dans des conditions déterminées; comment la production est-elle possible, comment est-il possible d'établir un équilibre; que se passerait-il lors de son établissement, et de même en cas de réponse négative à cette question, quelles sont les transformations des rapports de production dans les deux cas, et quelles sont les lois du mouvement dans les **deux cas**, etc.

Il nous faut alors aborder quelques concepts fondamentaux de l'économie politique pour préciser la mesure dans laquelle ils s'adaptent à la période considérée. Puisque « les idées et les catégories sont aussi peu éternelles que les relations qu'elles expriment, elles sont des **produits historiques et transitoires** »<sup>xiii 17</sup>.

Les limites de l'applicabilité de ces catégories deviendront tout de suite apparentes si nous déterminons les conditions fondamentales de l'existence des rapports réciproques réels qui correspondent à ces catégories.

**Marchandise.** Cette catégorie suppose avant tout **la division sociale du travail et son fractionnement**, d'où découle l'absence d'un régulateur conscient du processus économique. La division sociale du travail s'exprime dans la diversité de la valeur d'usage des marchandises, et dans la valeur de celles-ci s'exprime le lien universel du travail entre les parties du système qui ne possède aucun régulateur conscient. Ainsi, pour qu'un produit quelconque, ou simplement un objet, devienne marchandise, il ne doit pas obligatoirement exister de liens sociaux durables. C'est le cas, par exemple, de ce qu'on appelle les accords « fortuits ». C'est ainsi que s'établissent souvent pour la première fois les liens sociaux (marchands d'outre-mer dans de rares expéditions, marchandises coloniales rares, « razzias », etc.)<sup>xiv</sup>. Dans tous ces cas, la marchandise ne peut être encore une forme générale. Il y manque la production de marchandises et l'économie mercantile comme type de structure

---

<sup>11</sup> *Pas juste. Auparavant, la bourgeoisie contraignait à l'aide de tribunaux, de collecteurs d'impôts, etc. (Cf. K. MARX, Les luttes de classes en France, pas seulement en Russie). Aujourd'hui, le prolétariat exerce la contrainte de façon plus directe. L'auteur a oublié les « rapports sociaux de classes ».*

<sup>12</sup> *Pas « à la surface » et pas « des phénomènes ».*

<sup>13</sup> *Cette phrase met en relief le fait que, pour l'auteur, déformé par l'éclectisme de BOGDANOV, le « point de vue » dialectique n'est qu'un des points de vue qui sont légitimes. C'est faux !*

<sup>14</sup> *3 ans en Russie !*

<sup>15</sup> *Nous y voilà ! mais il est toujours relatif.*

<sup>16</sup> *De là il découle que la phrase « le postulat de l'équilibre n'est plus valide » est sans fondement.*

<sup>17</sup> *Et voilà une formule juste, simple et claire du matérialisme dialectique. Quantum muta tus ab illo (comme cela change de l'éclectisme de BOUKHARINE !)*

sociale; on n'y trouve pas non plus une économie homogène (par exemple dans les premiers échanges avec les colonies). La marchandise ne peut devenir une catégorie universelle que lorsqu'elle représente une liaison sociale permanente et non occasionnelle sur **la base d'une production anarchique**<sup>18</sup>. Par suite, **dans la mesure où l'irrationalité du processus de production disparaît, c'est-à-dire dans la mesure où un régulateur social conscient se substitue à la spontanéité, la marchandise se transforme en produit et perd son caractère de marchandise**<sup>19</sup>.

**La valeur** apparaît lorsqu'on a une **production de marchandises** régulière. Le type de lien anarchique **permanent**<sup>20</sup> et non occasionnel dans l'échange est ici nécessaire. Un état **d'équilibre** est aussi nécessaire. En fait, la loi de la valeur n'est rien d'autre qu'une loi de l'équilibre d'un système marchand anarchique. De ce point de vue, il est clair que l'échange d'ivoire contre de la pacotille par exemple (là où, comme le disait Marx, l'échange est vraiment une duperie), n'est pas un échange de valeur. Tout échange n'est pas un **échange de marchandises** (quand les enfants échangent des porte-plumes ou quand l'État prolétarien pratique l'**échange** de produits entre ville et campagne). D'autre part, tout échange de marchandises n'est pas un échange de valeurs (par exemple l'échange sur un « marché libre », avec ses prix « absurdes », n'est pas un **échange de valeurs** même si c'est un échange de marchandises). **En conséquence, la valeur, comme catégorie du système capitaliste marchand à l'équilibre, n'est pas vraiment adéquate à la période de transition où la production de marchandises disparaît dans une large mesure, et où il n'y pas d'équilibre**<sup>21</sup>.

**Le prix**, d'une façon générale, est une expression d'un rapport de valeur. Mais pas toujours. En premier lieu, on peut distinguer les variantes suivantes : **a)** la valeur coïncide avec le prix de la quantité (équilibre statique du système marchand simple); **b)** la valeur ne coïncide pas avec la quantité (cas typique); **c)** le prix est une grandeur dérivée, adéquate à la marchandise, qui en elle-même n'a aucune valeur (par exemple le prix de la terre comme rente capitalisée). Il faut distinguer de ces cas la forme fictive où le prix ne se fonde pas sur le rapport de valeur. En pareil cas, le prix est tout à fait détaché de la valeur. Aussi, **dans la période de transition, le cas de la forme fictive se rapproche inévitablement du cas typique**.

Ce phénomène, à son tour, est aussi lié à l'écroulement du **système monétaire**. L'argent représente ce lien social matériel, ce nœud auquel est lié tout le **système marchand** développé de la production. Il s'entend qu'au cours de la période de transition, dans le processus d'anéantissement du système marchand comme tel, un processus d'« auto-négation » de l'argent s'engage. Ce processus s'exprime en premier lieu dans ce qu'on appelle la « dépréciation monétaire », puis dans le fait que la distribution des signes monétaires devient indépendante de la répartition du produit, et inversement. La monnaie cesse d'être un équivalent universel et devient un signe conventionnel de la circulation des produits, excessivement imparfait.

Le **salairé** devient une grandeur formelle sans contenu. Dès que la classe ouvrière devient classe dominante, le **travail salarié** disparaît. La production socialisée **ne comporte pas de travail salarié**. Et pour autant qu'il n'existe pas de travail salarié, il n'existe aucun salaire comme prix de la force de travail vendue au **capitaliste**. Il ne subsiste que la forme extérieure du salaire - la forme monétaire qui s'achemine, ainsi que le système monétaire, vers son auto-destruction. **Dans le système de la dictature prolétarienne, « l'ouvrier » obtient une part du travail social et non un salaire**<sup>22</sup>.

La catégorie **du profit, ainsi que celle de la plus-value**, disparaissent de la même façon, puisqu'il est question de nouveaux cycles productifs. Toutefois, dans la mesure où le « marché libre » existe encore, il y a spéculation, etc., profit spéculatif<sup>23</sup>, dont les lois de mouvement se définissent autrement que dans le système capitaliste normal. Ici joue la position de monopole du vendeur, qui s'approprie les masses de produits des autres sphères.

D'une façon générale, le dévoilement des masques **fétichistes chosifiés**, est une des tendances fondamentales de la période de transition. En même temps que grandit le système naturel des rapports économiques de la société, les catégories idéologiques correspondantes s'effondrent. C'est alors que s'accroît la nécessité pour la théorie du processus économique de passer à une conception naturelle de l'économie, c'est-à-dire de considérer la société entière et ses parties comme un système d'éléments sous leur forme naturelle.

<sup>i</sup> K. MARX, *Le Capital*, Ed. sociales, *op. cit.*, t. 1, p. 18.

<sup>ii</sup> Il ne s'ensuit évidemment pas que le matériel empirique ne puisse avoir de valeur. Tout au contraire. Car « la méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret n'est pour la pensée que la manière de s'approprier le concret, de le reproduire sous la forme d'un concret pensé ». K. MARX, *Introduction à la critique de l'économie politique*, in *Contribution à la critique de l'Économie politique*, Paris, Ed. sociales, p. 165; cf. aussi N. BOUKHARINE, *L'économie politique du rentier*, *op. cit.*, p. 25.

<sup>iii</sup> Cela se fait aussi sentir au niveau de nos publications économiques pratiques. Prenons comme exemple un numéro de la sérieuse revue *Narodnoïe Khoziaïstvo* (n° 5, 1919). Nous y trouvons l'article de I.D. MIKHAILOV, « La situation des transports ferroviaires ». On y trouve les termes de « l'investissement brut », des « coûts d'exploitation », des « dépenses pour l'entretien du personnel », « les coûts de la reconsti-

<sup>18</sup> *Juste !*

<sup>19</sup> *Inexact : la marchandise ne se transforme pas en « produit », c'est autre chose. Par exemple : un produit qui entre dans la consommation sociale sans passer par le marché.*

<sup>20</sup> *Les mots qui hurlent de se voir accouplés (en français).*

<sup>21</sup> *Exact !*

<sup>22</sup> *Exact ! et bien dit, sans fioritures, cela mériterait d'être approfondi (aux dépens d'une dizaine de pages sur le « point de vue »).*

<sup>23</sup> *Exact !*

tution de la valeur », et finalement « le profit net ou les pertes ». Tous les chiffres cités indiquent la somme en *roubles* et présentent une comparaison de 1910 à 1918 et même pour la première moitié de 1919. L'auteur insiste scrupuleusement pour faire les calculs du « prix de coût » - toujours en roubles - d'un poud dans les années 1913, 1914, 1915, 1916, 1917 et 1918. Après avoir présenté ces exercices arithmétiques, il conclut : « Le prix de coût du transport a augmenté plus de cinquante fois en quatre années. » Quel sens tous ces calculs ont-ils ? Le soi-disant barème du cours du rouble fait justement les mêmes pirouettes merveilleuses que la marchandise dans le chapitre de MARX sur le fétichisme ou que les guéridons des spiritistes. Pouvons-nous utiliser le rouble comme indice de mesure ? C'est le seul côté de la question. Que disent ces chiffres au moment où disparaît le rôle régulateur du marché ? Le marché n'a d'ailleurs pas complètement disparu : « un marché libre » et des « prix libres » subsistent partiellement tout comme les « prix élevés », et un accès « gratuit » aux moyens de subsistance. Mais cela ne suffit pas. Que signifient ces chiffres si de nombreux objets *ne peuvent être obtenus* en abondance, c'est-à-dire si l'argent a complètement perdu sa valeur ? L'auteur de l'article ne se pose même pas ces questions et ce n'est pas un cas isolé. Il représente un exemple typique de l'esprit de vulgarisation caractéristique de nos jours.

<sup>iv</sup> K. MARX, *Introduction à la critique ...*, op. cit., p. 150.

<sup>v</sup> K. MARX. « Lettre à Kugelmann », *Neue Zeit*, 1901-1902, in *Lettres sur le Capital*, Paris, Ed. sociales, p. 229.

<sup>vi</sup> Cf. MARX, *Le Capital*, vol. I.

<sup>vii</sup> C'est en cela que consiste la grandeur révolutionnaire de la dialectique marxiste : « Une fois qu'on a vu clair dans ces rapports internes, toute croyance théorique en la nécessité permanente de l'état de choses actuel s'effondre, avant que l'effondrement n'ait eu lieu dans la pratique. » (Lettre à Kugelmann, *loc. cit.*, p. 231).

<sup>viii</sup> K. MARX, *Proudhon jugé par K. Marx* (Lettre à J.B. SCHWEITZER) in *Misère de la philosophie*, op. cit., annexe I, p. 186.

<sup>ix</sup> Cf. sur ces propositions méthodologiques fondamentales notre travail *L'économie politique du rentier*, op. cit.

<sup>x</sup> Cf. la polémique d'ENGELS contre ROBERTUS dans l'Introduction au livre de MARX, *Misère de la philosophie*, op. cit., pp. 26 à 28.

<sup>xi</sup> K. MARX : « Lettre à KUGELMANN », *l.c.*, p. 230.

<sup>xii</sup> Citons le passage suivant du *Capital*, qui semble ici du plus grand intérêt (*op. cit.*, t. II, pp. 45 à 46) : « Qu'est-ce qui constitue le rapport entre les travaux indépendants de l'éleveur de bétail, du tanneur et du cordonnier ? C'est que leurs produits respectifs sont des marchandises [ ... ] Ce n'est que leur produit collectif qui devient marchandise [ ... ] La division sociale du travail suppose leur dissémination entre un grand nombre de producteurs marchands indépendants les uns des autres. Tandis que dans la manufacture la loi de fer de la proportionnalité soumet des nombres déterminés d'ouvriers à des fonctions déterminées, le hasard et l'arbitraire jouent leur jeu déréglé dans la distribution des producteurs et de leurs moyens de production entre les diverses branches du travail social.

Les différentes sphères de production tendent, il est vrai, à se mettre constamment en équilibre. D'une part, chaque producteur marchand doit produire une valeur d'usage, c'est-à-dire satisfaire un besoin social déterminé; or, l'étendue de ces besoins diffère quantitativement et un lien intime les enchaîne tous en un système qui développe spontanément leurs proportions réciproques; d'autre part, la loi de la valeur détermine combien de son temps disponible la société peut dépenser à la production de chaque espèce de marchandise. Mais cette tendance constante des diverses sphères de la production à s'équilibrer n'est qu'une réaction contre la destruction continue de cet équilibre. Dans la division manufacturière de l'atelier, le nombre proportionnel donné d'abord par la pratique, puis par la réflexion, gouverne *a priori* à titre de règle la masse d'ouvriers attachée à chaque fonction particulière; dans la division sociale du travail, il n'agit *qu'a posteriori*, comme nécessité fatale, cachée, muette, saisissable seulement dans les variations barométriques des prix du marché, s'imposant et dominant par des catastrophes l'arbitraire déréglé des producteurs marchands. » Ces propositions contiennent en germe toute la théorie de MARX sur l'économie marchande, et nous y voyons quel rôle joue dans toute cette recherche le principe tacitement présumé de l'équilibre. La façon dont MARX souligne lui-même en passant sa méthode scientifique : « L'offre et la demande [...] ne coïncident jamais [...] Mais en économie politique il est sous-entendu qu'elles coïncident. Pourquoi ? Pour étudier les phénomènes dans leur forme normale adéquate à leur concept, c'est-à-dire pour les considérer en dehors des apparences produites par le mouvement de l'offre et de la demande... (Le *Capital*, Livre III, *op. cit.*, tome VI, p. 205.) Cela signifie alors considérer l'économie sociale en état d'équilibre.

<sup>xiii</sup> K. MARX, *Misère de la philosophie*, op. cit., p. 119. On trouve une autre formulation de cette idée dans le même ouvrage : « Les catégories économiques ne sont que les expressions théoriques, les abstractions des rapports sociaux de la production » (*Id.*, p. 118.)

<sup>xiv</sup> MARX distingue (*Introduction à la Critique ... op. cit.*, p. 147 et suiv.) outre les rapports de production, les rapports de production dérivés. Le thème concerne aussi la substitution de ces derniers.

## Chapitre X : la contrainte « extra-économique » au cours de la période de transition

- 1) Violence et contrainte dans leurs rapports avec l'économie.
- 2) L'utilisation de la violence dans les périodes de transition.
- 3) Le pouvoir d'État en tant qu'utilisation concentrée de la violence.
- 4) La signification économique de la dictature du prolétariat.
- 5) La violence et la contrainte vis-à-vis des couches non prolétariennes.
- 6) La contrainte en tant que manifestation d'auto-organisation des travailleurs.
- 7) Dépérissement de la contrainte.

En économie politique théorique, c'est-à-dire dans la science qui étudie les lois spontanées de la société capitaliste marchande, les catégories « purement économiques » dominent. « Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à mains armées, le règne de la force brutale qui l'a toujours emporté. Dans les manuels béats de l'économie politique c'est l'idylle au contraire qui a de tout temps régné. A leur dire, il n'y eut jamais, l'année courante exceptée, d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit »<sup>1</sup>. Il est tout à fait hors de doute que tout au long du processus historique, la violence et la contrainte avaient joué un très grand rôle. C'est justement sur cette base que des théories qui faisaient de la violence l'alpha et l'omega de l'histoire ont pu se développer<sup>1</sup>. D'autre part, toute une série de théories opposées reposent sur la négation de la force, et refusent tout bonnement de voir les phénomènes considérés d'une façon empirique, alors qu'une série de faits exigent obstinément son explication. Le marxisme ne peut raisonner qu'à partir de ce qui est réellement donné, en tant que facteur historique prédominant. Le pillage des terres communes en Angleterre et la période d'accumulation primitive, les esclaves aux travaux forcés de l'ancienne Egypte, les guerres coloniales, les « grandes émeutes » et les « révolutions glorieuses », l'impérialisme, la révolution communiste du prolétariat, les armées de travailleurs en République soviétique, tous ces phénomènes disparates ne sont-ils vraiment pas liés au problème de la contrainte ? Evidemment, ils le sont. Le chercheur vulgaire se tranquilliserait en regroupant l'ensemble sous une seule et même rubrique. Les tenants de la méthode dialectique doivent analyser ces diverses formes dans leur contexte historique, dans leurs liens avec l'ensemble, dans leurs particularités spécifiques, et dans leurs significations fonctionnelles parfois totalement opposées.

La violence et la contrainte sociales (dont il s'agit ici) ont une double relation avec l'économie : elles sont dans un premier temps fonction de cette économie; en second lieu, à leur tour, elles influent sur la vie économique. Leur influence peut se produire selon deux voies : soit elle entraîne le développement objectif des rapports économiques - alors elle satisfait des besoins sociaux latents, **accélère** le développement économique, apparaît comme un élément de progrès; soit elle a lieu en contradiction avec le développement - et dans ce cas elle **ralentit** la croissance, apparaît comme un obstacle au développement et, en règle générale, doit céder la place à une autre forme de contraintes, avec d'autres signes mathématiques si l'on peut s'exprimer ainsi<sup>iii</sup>. Le rôle de la violence est mis en relief surtout au cours des « époques critiques ». « Les guerres et les révolutions sont les locomotives de l'histoire ». Et ces deux « locomotives » sont des formes de violence exprimées d'ailleurs d'une façon extrêmement brusque. Marx écrivait, à propos du passage du féodalisme au capitalisme : « Les méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale (par exemple le système colonialiste), mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État (Staatsmacht), la force concentrée et organisée de la société<sup>1</sup>, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les phases de transition (**die Uebergänge**). Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique (**Ökonomische Potenz**) »<sup>iv</sup>.

Au cours de la période de transition, alors que la structure productive fait place à une autre, l'accoucheuse est alors la violence révolutionnaire. Cette violence révolutionnaire doit détruire d'une part les formes anciennes de « violence concentrée » devenues facteurs contre-révolutionnaires, l'ancien État et les types passés de rapports de production. Cette violence révolutionnaire doit par ailleurs favoriser activement la formation de nouveaux rapports de production, instaurant une forme nouvelle de « violence concentrée », l'État d'une nouvelle classe, qui agit comme levier d'un bouleversement économique en transformant la structure économique de la société<sup>v</sup>. Par suite, la violence joue d'une part le rôle de facteur de destruction, et d'autre part elle est une force de cohésion, d'organisation, de construction. Plus cette force « extra-économique », qui **apparaît** en réalité comme une « puissance économique » (« **Ökonomische Potenz** ») est importante, plus les « faux frais » de la période de transition sont faibles (pour des conditions semblables, bien sûr), plus elle est **brève**, plus rapidement est atteint un équilibre social sur des bases nouvelles, et plus vite aussi les forces productives se relèvent. Cette force n'est pas une quelconque grandeur transcendante, extra-empirique ou mystique, c'est la violence d'une classe opérant la transformation, sa puissance sociale. C'est pourquoi il est parfaitement compréhensible que son importance dépende avant tout du degré d'organisation de cette classe<sup>2</sup>. Et la classe révolutionnaire est d'autant mieux organisée qu'elle

<sup>1</sup> N.B. Définition impeccable.

<sup>2</sup> [3] Il faudrait ajouter : (dépend) 1) de son nombre, 2) de son rôle dans l'économie du pays, 3) de ses liens avec la masse des travailleurs 4) de son degré d'organisation.

se constitue en pouvoir d'État . Voilà pourquoi le pouvoir étatique apparaît comme une «force sociale concentrée et organisée ». Voilà également pourquoi le pouvoir étatique **révolutionnaire** est un puissant levier de bouleversement économique.

Pendant la période de passage du capitalisme au communisme, la classe révolutionnaire, créatrice d'une nouvelle société, est le prolétariat. Le pouvoir étatique du prolétariat, sa dictature, l'État soviétique, servent de facteur de destruction des liens économiques anciens et de création des nouveaux. « Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe, pour l'oppression d'une autre<sup>3</sup>. Pour autant que ce pouvoir politique en tant que « violence concentrée » au-dessus de la bourgeoisie est lui-même une **force économique**, il devient une force de destruction des rapports de production capitalistes, en transférant au prolétariat la disposition de l'ossature matérielle de la production et en intégrant peu à peu les éléments humains **non prolétaires** de la production au système des nouveaux rapports socio-productifs<sup>3</sup>. Par ailleurs, cette même « violence concentrée » se tourne partiellement vers **l'intérieur**, apparaissant comme un facteur d'auto-organisation et **d'autodiscipline impérative des travailleurs**<sup>4</sup>. Il devient ainsi nécessaire d'analyser les deux aspects de la contrainte : par rapport aux couches sociales non prolétariennes et par rapport au prolétariat lui-même et aux groupes sociaux qui lui sont proches.

Le prolétariat dominant a contre lui, dans la première phase de sa domination, 1) les couches parasites (anciens propriétaires, rentiers de toutes sortes, entrepreneurs bourgeois ayant peu de rapports avec le processus de production); les capitalistes marchands, les spéculateurs, les courtiers et les banquiers ; 2) issue de ces mêmes couches, l'aristocratie administrative non productive (grands bureaucrates de l'État capitaliste, généraux, évêques, etc.); 3) les organisateurs-entrepreneurs bourgeois, les directeurs (organiseurs de trusts et syndicats, « hommes d'affaires » du monde industriel, grands ingénieurs directement liés au monde capitaliste, etc.) ; 4) la bureaucratie qualifiée celle de l'État, de l'armée, de l'Église; 5) l'intelligentsia technique et l'intelligentsia en général (ingénieurs, techniciens, agronomes, zootechniciens, médecins, professeurs, avocats, journalistes, l'enseignement dans sa majorité, etc.) ; 6) les officiers; 7) la paysannerie aisée; 8) la moyenne et partiellement la petite-bourgeoisie des villes; 9) le clergé, même non qualifié.

Toutes ces couches, classes et groupes sociaux mènent inévitablement<sup>5</sup> une lutte active contre le prolétariat sous l'hégémonie politique des représentants du capital financier et sous l'hégémonie militaire. Il est nécessaire de repousser ces attaques et de désorganiser l'ennemi. Toutes les autres méthodes de lutte de l'ennemi (le sabotage par exemple) doivent être aussi réprimées, etc. Tout cela, seule une « violence concentrée » peut le faire. Au fur et à mesure que le prolétariat surmonte cette lutte et que toutes ses forces se rejoignent autour d'un point de cristallisation de l'énergie sociale révolutionnaire - la dictature du prolétariat<sup>6</sup> - le processus de décomposition de l'ancienne mentalité commence à s'accélérer dans les groupes économiquement utiles et non parasites du camp ennemi. Il faut prendre en considération tous ces éléments, les rassembler, leur fournir une situation nouvelle, les faire entrer dans des cadres de travail nouveaux<sup>7</sup>. Et cela ne peut être fait que par l'organisation contraignante de l'État prolétarien. Elle accélère le processus d'intégration de tous ces éléments humains qui sont utiles au nouveau système, et en premier lieu de l'intelligentsia technique. Il va de soi qu'adapter un tant soit peu ces forces de façon planifiée et rationnelle est impossible sans contrainte. Car les vestiges psychologiques anciens qui subsistent dans les esprits de ces catégories d'individus, avec leurs aspects individualistes et anti-prolétariens, font interpréter le plan de rationalisation sociale comme une grossière violation du droit « de la personne libre »<sup>8</sup>. C'est pourquoi la contrainte étatique la plus apparente est alors absolument nécessaire. C'est seulement sur la voie du développement, et avec une rééducation<sup>9</sup> constante de ces couches sociales dans la mesure où leur déformation de classe et leur transformation en simples travailleurs sociaux s'opèrent, que les éléments de contrainte peuvent être réduits. Il est compréhensible que le processus de rééducation psychologique soit d'autant plus difficile et douloureux que la situation du groupe considéré dans la hiérarchie capitaliste est plus élevée; au traitement social le plus dur de tous résistent les groupes sociaux, les individus les plus étroitement liés aux formes spécifiques et aux méthodes de la production capitaliste. Une lutte ouverte avec eux dans la première phase de la révolution, leur organisation alors qu'ils peuvent accomplir un travail social utile sans nuire à l'édification du communisme, la redistribution rationnelle de ces forces, une **politique** correcte envers eux, adaptée à leur mentalité - tout cela suppose en fin de compte une « sanction » de la « violence concentrée » qui monte la garde de la société communiste en devenir (**im Werden**).

Cependant la contrainte ne s'arrête pas aux classes dirigeantes et à leurs groupes proches. Au cours de la période de transition, et sous d'autres formes, elle s'applique aux travailleurs et à la classe dirigeante elle-même<sup>10</sup>. Il faut que nous éclaircissions cet aspect.

On ne peut limiter l'analyse, pour la période de transition, à la condition de l'homogénéité totale d'une classe<sup>11</sup>. Pour étudier des lois abstraites du mécanisme capitaliste il était inutile de s'arrêter aux mouvements moléculaires à l'intérieur des classes

<sup>3</sup> Très bien !

<sup>4</sup> Juste !

<sup>5</sup> Exact !

<sup>6</sup> Les forces du prolétariat autour de la dictature du prolétariat. On ne peut pas le dire ainsi.

<sup>7</sup> Exact !

<sup>8</sup> Exact !

<sup>9</sup> C'est le mot (en français).

<sup>10</sup> Exact !

<sup>11</sup> Il ne s'agit pas de « condition » (c'est de l'idéalisme) mais de faits matériels : il n'y a pas d'homogénéité totale.

et à la différenciation des ces « ensembles réels ». Ils sont alors considérés comme une grandeur compacte, plus ou moins homogène. Le transfert de cette méthode - parfaitement sûre dans le cadre d'une analyse abstraite et théorique du « capitalisme pur » - à l'analyse de la période de transition avec ses formes extrêmement mouvantes, avec son dynamisme de principe si l'on peut dire, apparaîtrait comme une grossière erreur méthodologique<sup>12</sup>. Non seulement le mécanisme des liaisons entre les choses, mais encore le mécanisme interne aux classes doivent être pris en considération. Les rapports des forces sociales et les rapports internes des classes diverses sont des grandeurs extrêmement mouvantes, dont la mobilité est particulièrement importante lors des « périodes critiques »<sup>vii</sup>.

En agissant sur la nature, disait Marx, l'homme modifie sa propre nature. Il en va de même en ce qui concerne la lutte sociale. C'est le sens même du processus d'éducation révolutionnaire du prolétariat. Si l'on considère ce processus du point de vue des couches intermédiaires, internes aux classes, on peut le voir comme un rapprochement des couches moyennes et inférieures de la classe ouvrière et de son avant-garde<sup>13</sup>. Il se produit ici une transformation de « la classe en soi » en une « classe pour soi ». Le regard du « seigneur repentant » sur le « peuple » consiste en l'idéalisation de chaque membre de la « classe inférieure » **in concreto**. Le point de vue marxiste prolétarien opère avec des grandeurs réellement existantes.

Le prolétariat a pris le pouvoir en tant que classe. Il ne faut pas conclure pour autant à l'homogénéité de cette classe, où chaque membre représenterait la moyenne idéale. L'avant-garde du prolétariat attire activement à elle d'autres éléments. Elle est une grandeur consciente<sup>14</sup>, agissant avec réflexion, organisatrice. Elle attire les sympathisants, qui « sympathisent » instinctivement avec la révolution mais ne peuvent clairement formuler les objectifs et préciser la ligne à suivre. Au regard du développement **il n'y a pas** de frontière entre l'avant-garde et cette couche très étendue. Par contre il se produit une intégration constante dans la couche progressiste de forces de plus en plus nouvelles. Ce processus tient lieu de soudure interne, et c'est celle-ci qui crée la classe. Les milieux sympathisants représentent une couche d'indifférents, et ce que l'on nomme des compagnons de route. Le processus d'éducation entraîne cependant un développement de l'avant-garde du prolétariat, l'étend numériquement, intègre toutes les couches importantes de la classe, et l'ensemble constitue de plus en plus une « classe pour soi ».

Si l'on aborde cette question sous d'autres angles, on trouvera par exemple les groupes suivants : le noyau formé par le prolétariat industriel qui a rompu ses liens avec la paysannerie, le prolétariat typique, employé constamment dans l'industrie; l'aristocratie ouvrière, parfois liée fortement aux intérêts du capital (particulièrement les ouvriers qualifiés américains, allemands, anglais, les typographes de presque tous les pays, etc.) ; les travailleurs saisonniers, intégrant et délaissant périodiquement la sphère industrielle; les ouvriers ayant quelques parcelles de propriété privée (maisonnettes, quelquefois un bout de terre, etc.); les ouvriers liés à la campagne, parfois occupés à la terre; les travailleurs devenus tels du fait de la guerre, n'ayant pas connu l'apprentissage capitaliste, parfois recrutés parmi la petite-bourgeoisie urbaine, artisans, commerçants. etc.; les travailleurs particulièrement marqués politiquement et socialement par l'État capitaliste (par exemple certaines couches d'employés de chemins de fer); les ouvriers agricoles, puis salariés agricoles, ou ouvriers paysans, etc.

On obtient ainsi une image assez bigarrée de « l'essence » des différentes catégories<sup>15</sup> de la classe ouvrière et par suite de leur « conscience » sociale. Il est clair que parmi ces groupes il s'en trouve qui sont parfaitement corrompus par le capitalisme<sup>16</sup> et dont les motivations sont étroitement égoïstes et mercantiles. Et même les larges cercles de la classe ouvrière portent sur eux la marque du monde capitaliste-marchand. Par suite, une **discipline contraignante** devient absolument indispensable et son caractère contraignant est d'autant plus fortement ressenti que la discipline interne est moins volontairement acceptée, c'est-à-dire plus faible est l'esprit révolutionnaire d'une couche ou d'un groupe du prolétariat donnés. Même l'avant-garde du prolétariat unie au parti de la révolution, au parti communiste, établit une telle **auto-discipline contraignante** dans ses propres rangs; celle-ci est peu ressentie par la plupart des éléments de cette avant-garde, car elle correspond à ses motivations internes, mais elle n'en est pas moins réelle<sup>viii</sup>. Elle n'est pas établie par une force étrangère, mais est l'expression même de la volonté collective, obligatoire pour chacun.

Il va sans dire que cet élément de contrainte, qui correspond ici à une auto-contrainte de la classe ouvrière, se développe à partir du centre de cristallisation vers la périphérie de plus en plus amorphe et atomisée. **C'est une force qui pousse à la cohésion des différentes particules de la classe ouvrière, qui apparaît subjectivement à certaines catégories comme une pression extérieure, mais qui pour l'ensemble de la classe ouvrière, est objectivement un élément d'auto-organisation accélérée.**

Dans la société **communiste** l'« individu » sera totalement libre, et il n'existera plus de normes extérieures, quelles qu'elles soient, aux rapports entre les individus; il s'y substituera l'auto-activité sans contrainte. Dans la société **capitaliste**, il n'y avait jamais place pour l'auto-activité de la classe ouvrière, et il n'existait que la contrainte du côté de la classe ennemie. **Dans la période de transition**, l'auto-activité de la classe ouvrière s'acquiert en même temps que la contrainte établie par la classe ouvrière en tant que classe pour soi, pour toutes ses parties<sup>17</sup>. La contradiction entre la contrainte et l'esprit d'initiative s'exprime dans le caractère contradictoire de cette même période de transition, alors que le prolétariat est **déjà** sorti du cadre de la contrainte capitaliste, mais n'est **pas encore** devenu le forgeron de la société communiste.

<sup>12</sup> Exact !

<sup>13</sup> Très bien !

<sup>14</sup> Exact !

<sup>15</sup> Nous y voilà !

<sup>16</sup> Exact !

<sup>17</sup> Exact !

L'une des principales formes de contrainte de type nouveau, qui s'applique à la classe ouvrière elle-même, est l'élimination de ce que l'on appelle « la liberté du travail ». Celle-ci dénotait dans la société capitaliste l'une des multiples fictions de cette société, tandis qu'en réalité, le monopole des moyens de production détenus par les capitalistes **contraignait** les travailleurs à vendre leur force de travail. Cette « liberté » se réduisait en premier lieu à une possibilité relative de **choix** du patron (passage d'une usine à une autre), possibilité de « donner son congé » et « d'être congédié ». En second lieu, cette « liberté » supposait **une concurrence entre les travailleurs eux-mêmes**. Dans cette dernière acception, la « liberté du travail » est déjà partiellement surmontée par les **organisations de travailleurs** pendant la période capitaliste, en ce sens que les syndicats ouvriers ont en partie éliminé la concurrence des travailleurs entre eux en les unissant, en poussant à l'organisation les éléments atomisés de la classe, en les rassemblant et les rendant plus forts dans leur lutte contre la classe des capitalistes. Les syndicats ouvriers ont exigé que seuls leurs membres soient admis dans les usines; ils ont boycotté (c'est-à-dire employé la violence) les briseurs de grève, cette représentation vivante de la « liberté du travail » bourgeoise, etc... Avec la dictature du prolétariat la question de « l'employeur » n'est plus posée du fait de « l'expropriation des expropriateurs ». D'autre part, les résidus de non-organisation, de désolidarité, d'individualisme, de corporatisme étroit, les vices de la société capitaliste, se manifestent dans la méconnaissance des tâches **du prolétariat tout entier** qui convergent dans les tâches et les exigences de la dictature soviétique et de l'État des travailleurs. Comme il est nécessaire que ces tâches soient accomplies à tout prix, il est compréhensible qu'il soit nécessaire, du point de vue du prolétariat c'est-à-dire au nom d'une liberté effective et non fictive de la classe ouvrière, de limiter ce qu'on appelle la « liberté du travail ». Car celle-ci n'est pas conciliable avec une économie correctement organisée et « planifiée », ni avec une répartition de la « force de travail » y correspondant. Par suite, le régime du travail obligatoire et de la répartition étatique de la force de travail dans la dictature du prolétariat révèle déjà un degré relativement élevé d'organisation de l'ensemble de l'appareil et de stabilité du pouvoir du prolétariat en général<sup>18</sup>.

Pour le régime capitaliste, la contrainte est justifiée par ce qu'on appelle « l'intérêt général » alors qu'en réalité il s'agit de l'intérêt des groupes capitalistes. Pour la dictature du prolétariat par contre, la contrainte est réellement l'instrument de la majorité dans l'intérêt de cette majorité<sup>18</sup>.

Le prolétariat en tant que classe est une classe unifiée qui d'une façon générale est débarrassée des préjugés du propriétaire. Mais il doit agir parfois côte à côte avec une très nombreuse **paysannerie**. Si les paysans cossus (**koulaks**) combattent activement les mesures prises par la dictature du prolétariat, la « violence concentrée » du prolétariat doit porter des coups plus ou moins décisifs<sup>19</sup> à la Vendée des koulaks. Mais les masses des paysans moyens - et en partie aussi des pauvres - oscillent<sup>20</sup> continuellement entre la haine envers l'exploitation capitaliste par les grands propriétaires fonciers, haine qui les entraîne vers le communisme, et les sentiments du propriétaire (et par conséquent en période de famine, ceux du **spéculateur**), ce qui les pousse dans les bras de la réaction. Celle-ci se manifeste dans la résistance au monopole d'État du blé, dans les aspirations à la liberté du commerce qui est en fait de la spéculation et à la spéculation qui correspond à un commerce libre<sup>21</sup>, dans la résistance au système du travail obligatoire et en général à toute forme de jugulation par l'État de l'anarchie économique. Ces stimulants se manifestent particulièrement quand les villes appauvries ne peuvent au début fournir un équivalent pour les céréales et d'autres services qui vont dans une « caisse commune ». C'est pourquoi la contrainte est dans ce cas une nécessité absolue et impérieuse.

Ainsi, par rapport aux anciens groupes **bourgeois**, la contrainte exercée par la dictature du prolétariat est la contrainte d'une classe d'un autre genre, classe qui mène la lutte de classes par la contrainte : par rapport à la masse **paysanne** non-koulak, la contrainte du prolétariat est une lutte de classes dans la mesure où les paysans sont des propriétaires et des spéculateurs<sup>22</sup>, et elle est un élément d'union et d'organisation de travail, d'éducation et d'engagement dans l'édification communiste dans la mesure où les paysans sont des travailleurs et non des exploités, adversaires du capitalisme; enfin, par rapport au prolétariat lui-même, la contrainte est une méthode d'organisation mise en place par la classe ouvrière elle-même, c'est-à-dire une méthode d'auto-organisation forcée et accélérée.

D'un point de vue historique plus large, la contrainte exercée par le prolétariat sous toutes ses formes, depuis la fusillade jusqu'au service du travail obligatoire, est, aussi paradoxal que cela puisse paraître la méthode d'élaboration d'une humanité communiste à partir des matériaux humains de l'ère capitaliste<sup>23</sup>. En effet, l'époque de la dictature du prolétariat est également l'époque de la **déformation des classes**. Le capitalisme s'accompagne d'une **désagrégation** plus ou moins régulière de la société : il a entraîné la décomposition de la paysannerie, anéanti la « classe moyenne », poussé les contradictions de classe à l'exacerbation maxima. La dictature du prolétariat, traduisant dans les premiers temps la scission éclatante du monde capitaliste **commence, après l'établissement d'un certain équilibre, à unir de nouveau l'humanité**<sup>24</sup>. L'ancienne bourgeoisie, frappée, brisée, résignée, réduite à la misère, s'accoutumant au travail physique, se transforme et se rééduque spirituellement. Une partie périt dans la guerre civile, et la partie qui survit représente déjà une autre catégorie sociale. L'intelligentsia de même. La paysannerie, bien plus stable que tous les autres dans le bouleversement

<sup>18</sup> Exact !

<sup>19</sup> « Les plus décisifs » (et non plus ou moins).

<sup>20</sup> Exact !

<sup>21</sup> Exact !

<sup>22</sup> Exact !

<sup>23</sup> Nous y voilà !

<sup>24</sup> Très bien !

général, s'intègre au processus général et se rééduque lentement et sûrement. Même le prolétariat « modifie sa propre nature ». Ainsi les traits particuliers des classes s'effacent, elles commencent à se désagréger en tant que classes, s'alignant sur le prolétariat. La période de **déformation** des classes s'ouvre. Le levier de cette déformation est la dictature du prolétariat. Comme violence concentrée, elle anéantit finalement toute violence. Etant l'expression la plus élevée de la classe, elle anéantit toute classe. Régime de classe, organisée en pouvoir d'État, elle prépare le dépérissement de tout État. Menant la lutte pour son existence, elle annihile sa propre existence. Dans une société communiste sans classe et sans État où la discipline extérieure cèdera la place au penchant naturel au travail de l'homme social, les normes extérieures de la conduite de l'homme n'ont plus de raisons d'être. La contrainte sous n'importe quelle forme disparaîtra à jamais<sup>25</sup>.

<sup>i</sup> K. MARX, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, t. III, p. 154.

<sup>ii</sup> Ainsi dans les œuvres de E. DÜHRING; chez les auteurs plus récents, GUMPOVICZ, et au dernier rang, Franz OPPENHEIMER.

<sup>iii</sup> Cf. à ce propos F. ENGELS, *Anti-Dühring*, Paris, éditions sociales, 1972, pp. 214, 215. Et aussi F. ENGELS, *Violence et économie dans l'établissement du nouvel empire allemand* in *Le Rôle de la violence dans l'histoire*, Paris, Ed. sociales, 1962, p. 37 et sq., quatrième partie. Cette partie projetée à propos de la « théorie de la violence » fut publiée par BERNSTEIN dans la *Neue Zeit* juste après la mort d'ENGELS.

<sup>iv</sup> K. MARX, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, t. III, p. 193.

<sup>v</sup> KAUTSKY, BAUER et *tutti quanti* parlent avec irritation et indignation de la violence « d'où qu'elle vienne » ... Les créateurs du socialisme scientifique avaient d'autres opinions sur ce problème. ENGELS écrivait par exemple à propos de DUHRING : « Que la violence joue encore dans l'histoire un autre rôle, un rôle révolutionnaire [ ... ] de cela, pas un mot chez M. DUHRING. C'est dans les soupirs et les gémissements [écoutez ! écoutez !, N. BOUKHARINE] qu'il admet que la violence soit peut-être nécessaire pour renverser le régime économique d'exploitation [...] par malheur. Car tout emploi de la violence démoralise celui qui l'emploie [ ... ]. Dire que cette mentalité de prédicateur sans élan, sans saveur et sans force, a la prétention de s'imposer au parti le plus révolutionnaire que connaisse l'histoire », (ENGELS, *Anti-Dühring*, p. 193). En lisant les considérations de KAUTSKY à propos de la « bestialité » et de « l'humanité », on pense aux lignes brillantes d'ENGELS sur « les vrais socialistes ». « Quelqu'un d'humain », comme on dit de nos jours, une certaine « réalisation » de cette humanité ou plus correctement de la monstruosité, très peu de propriété de troisième ou quatrième main, bien peu au-delà des souffrances du prolétariat l'organisation du travail, l'extension des inévitables et écœurants cercles pour la promotion des classes populaires. Cela voisine avec une ignorance sans limite dans les questions de la vie sociale réelle ...

Voilà le contenu de toutes leurs publications, qui perd ses dernières parcelles d'énergie et d'activité grâce à ... « l'impartialité absolue » de ses idées. Et c'est avec une substance aussi ennuyeuse qu'ils veulent révolutionner l'Allemagne, ébranler le prolétariat, engendrer dans les masses la capacité de penser et d'agir ! Ces traits philistins et pusillanimes des « vrais socialistes » étaient aussi typiques des rapports à l'intérieur du parti. « C'est une caractéristique de ces vieilles femmelettes - disait MARX - qu'elles s'efforcent d'étouffer et de museler toute sérieuse lutte de parti » [1]. (Cité par MEHRING, *op. cit.*, p. 121). N'est-ce pas un vrai portrait des théoriciens « sans passion », « neutres », « indépendants » ?

[1] Très bon !

<sup>vi</sup> MARX-ENGELS, *Manifeste du Parti communiste*, II, «Prolétaires et communistes», *op. cit.*, p. 87.

<sup>vii</sup> La conception de KAUTSKY et des siens est donc dépourvue de sens, quand ils conçoivent la révolution comme un vote parlementaire, où c'est une grandeur arithmétique (la moitié de la population + 1) qui est déterminante. Cf. LÉNINE, « Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat », *L'Internationale Communiste*, 1919, n° 7-8.

<sup>viii</sup> Dans la Russie soviétique le communiste qui a enfreint la loi sur l'initiative du parti reçoit une punition bien plus forte que les « simples mortels » [2].

[2] Il faudrait dire : « reçoit sur l'initiative du parti ».

<sup>ix</sup> Les criaileries des mencheviks russes contre la coercition à l'époque de la dictature du prolétariat correspondent exactement aux vociférations capitalistes contre la violation de la liberté du travail par les syndicats qui placent des piquets de grève et empêchent les capitalistes d'embaucher les briseurs de grève. On sait bien que la clique capitaliste a réalisé ses plus grands méfaits justement sous le mot d'ordre de la défense de la liberté du travail [3].

[3] Exact !

<sup>25</sup> Ce chapitre est excellent !

## Chapitre XI : le processus de la révolution mondiale et le système mondial du communisme

- 1) Le système d'équilibre de l'économie mondiale.
- 2) La guerre, comme perturbation de l'équilibre de la production.
- 3) L'écroulement du système à partir de ses maillons les plus faibles.
- 4) Les types de révolution communiste.
- 5) Les interrelations entre État du prolétariat et État de la bourgeoisie.
- 6) La révolution communiste et les colonies capitalistes.
- 7) La cristallisation des Républiques soviétiques et leur union.
- 8) La dictature mondiale du prolétariat et son dépassement.
- 9) Le système mondial du communisme.

Jusqu'à la guerre, le système de l'économie mondiale se trouvait en situation d'équilibre instable. Le processus d'échange entre les pays, les mouvements internationaux de capitaux (exportations et importations de capital), les transferts internationaux de la force de travail, reliaient étroitement les différentes parties de ce système par les liens solides des processus « normaux » qui sont d'une nécessité vitale pour l'existence même de l'économie mondiale et de ses éléments constitutifs. Les lois du système capitaliste-marchand que la théorie pure analysait sous leur forme abstraite, comme lois d'une société capitaliste abstraite et « pure », et qui se sont réalisées concrètement à l'époque du capitalisme industriel dans les cadres territoriaux des États - ces lois sont devenues avant tout des lois élémentaires d'un système **mondial** anarchique. Les prix mondiaux, et par suite le travail social mondial qui en assure la régulation « en dernière instance » (« **in der letzten Instanz** »); la concurrence mondiale, le marché mondial, les tendances à la péréquation du taux moyen de profit; la tendance à l'unification de l'intérêt moyen mondial; l'égalisation des salaires et leur tendance à un nivellement mondial qui déplaçait la force de travail d'un pays à l'autre; les crises industrielles mondiales, etc. - tout cela exprimait un **fait fondamental**, celui de la situation d'équilibre instable et des contradictions croissantes du système capitaliste **mondial**.

Les liens généraux et **l'interdépendance** des différents États capitalistes, qui faisaient de chacun de ceux-ci les parties constitutives du système **général**, ont inévitablement entraîné une **guerre** de caractère **international**<sup>1</sup>. De même que les crises revêtaient le caractère de crises mondiales, étant donné la force des liens qui unissaient les différentes parties de l'économie mondiale, la guerre devait prendre inévitablement le caractère d'un gigantesque massacre mondial. La crise se propage et déferle comme une onde, parce que la rupture de l'équilibre dans l'une des parties du système se répercute inévitablement, comme portée par des fils télégraphiques, à tous ses membres. Dans les conditions d'une économie mondiale la guerre<sup>2</sup>, en révélant une rupture d'équilibre en un lieu déterminé, a inévitablement transformé tout le système en un ébranlement gigantesque, en une guerre mondiale. La rupture des liens de l'économie mondiale signifie sa dislocation, et le processus de reproduction élargie négative, s'infiltrant parallèlement dans les pays belligérants dont les liens se rompent, conduit finalement à l'écroulement du système tout entier.

Par quel maillon cet écroulement devrait-il débiter ? Il paraît évident qu'il devrait commencer par les éléments les plus faiblement **organisés du point de vue capitaliste**.

En effet, nous avons déjà vu au chapitre III de cet ouvrage que la stabilité des éléments du système capitaliste privé dans l'économie mondiale, dans la mesure où la guerre est un facteur réel, s'explique par la réorganisation interne des rapports de production, réorganisation qui conduit au capitalisme d'État. C'est pourquoi l'on peut, somme toute, dire que la stabilité du système était directement proportionnelle au degré d'organisation capitaliste d'État. Sans elle, le capitalisme n'aurait pas survécu aussi longtemps, et ce délai supplémentaire correspond à l'histoire du capitalisme d'État<sup>3</sup>. Cette stabilité, liée à la forme même du capitalisme d'État, suivait une ligne économique et une ligne de classe sociale. Cependant, la forme économique du capitalisme d'État, n'était possible qu'avec une certaine « maturité » des rapports capitalistes en général<sup>4</sup>. Elle est d'autant plus accomplie que - toutes les conditions étant égales par ailleurs - le développement des forces productives, l'organisation capitaliste financière, l'ensemble des rapports monopolistes au sein du capitalisme moderne sont importants<sup>5</sup>. Or, elle l'était d'autant moins que les pays considérés étaient des pays agricoles et arriérés, que le développement des forces productives était faible, que l'organisation capitaliste et financière de l'économie était faible. Mais, non seulement du point de vue de la structure sociale et économique, mais aussi de celui de la technique<sup>6</sup> de production la plus stable, dans le gigan-

<sup>1</sup> L'inévitabilité de la guerre de 1914-1918 a encore d'autres causes.

<sup>2</sup> La « guerre » de 1914-1918, mais pas la « guerre » de 1911-1912. L'académicien a omis la différence spécifique (en latin).

<sup>3</sup> Juste !

<sup>4</sup> Exactement : sous le capitalisme monopoliste (l'auteur oublie souvent ce point).

<sup>5</sup> NB: non pas l'organisation capitaliste financière, mais l'organisation du capitalisme en capitalisme financier.

<sup>6</sup> Juste !

tesque conflit, les systèmes au développement **technique** le plus avancé étaient ceux qu'exigeait la guerre impérialiste. Cette technique avait une portée décisive pour la guerre. La perfection de la **forme d'organisation** compensait partiellement le processus de reproduction élargie négative. La concentration de la puissance sociale de la bourgeoisie dans le pouvoir d'État, exigée par l'organisation économique du capital, a donné lieu à une gigantesque opposition du mouvement ouvrier. C'est pourquoi l'écroulement du système capitaliste mondial a débute par les systèmes économiques nationaux les plus faibles, les organisations capitalistes les moins développées<sup>7</sup> ii.

Il ne faut pas confondre la question de la chronologie de la révolution prolétarienne avec celle du niveau du **type** de révolution considérée. Le niveau d'une révolution est défini par l'importance du complexe des rapports de production qu'incarne le prolétariat. Plus la concentration du prolétariat est forte, plus le type de révolution communiste est élevé et plus difficile est la victoire, mais plus aisée sera la **construction**<sup>iii</sup>. Les prémisses organisationnelles du communisme résident, comme nous l'avons vu, dans le domaine de la concentration des moyens de production et de la socialisation du travail. Dans le système capitaliste mondial, ces prémisses s'expriment le plus nettement dans «les grandes puissances» du capital; où la puissance de la bourgeoisie est la plus solide. D'autre part, c'est précisément l'existence d'un système mondial **anarchique** dont les parties constituantes ont chacune une situation particulière dans « l'économie mondiale », qui a rendu possible aux « grands » systèmes impérialistes l'exploitation de colonies. Et sur cette base s'est constituée une autre passibilité, celle de la « **communauté d'intérêts** »<sup>8</sup> temporaire entre la « patrie » impérialiste et la classe ouvrière<sup>9</sup>. Cette « communauté d'intérêts » (**Interessengemeinschaft**), à son tour, a terriblement retardé l'avance de la révolution fondée sur la destruction de toute communauté entre la bourgeoisie et le prolétariat. Néanmoins, pour autant que la révolution est déjà un fait réel, elle est, par son type même supérieure à tout autre chose précisément dans les pays où la classe ouvrière représente un pourcentage maximum de la population et où les moyens de production sont le plus fortement concentrés. Ces deux facteurs donnent alors, en premier lieu, l'ossature matérielle réelle de la nouvelle société, et en second lieu ses rapports de production fondamentaux. De ce point de vue, on comprend parfaitement pour quelle raison la révolution du prolétariat a eu lieu tout d'abord en Russie. La machine étatique y était la moins solidement organisée. Les formes du capitalisme d'État étaient seulement ébauchées. La faiblesse technique de l'agriculture du pays en général conditionnait une débâcle militaire sans précédent. L'appareil d'État était tellement instable qu'il était relativement aisé au prolétariat de le renverser dans les grands centres urbains. Mais, par ailleurs, après la victoire du prolétariat, les causes de la facilité de cette victoire se sont muées dialectiquement en sources de très grandes difficultés<sup>10</sup>. Le retard économique du pays, l'étendue du travail parcellisé, morcelé de petits propriétaires par opposition au travail socialisé efficace, tout cela constitue de grands obstacles à l'organisation d'un système économique socialisé et planifié. La révolution a triomphé aisément parce que le prolétariat aspirant au communisme était soutenu par la paysannerie dressée contre les propriétaires fonciers. Mais cette même paysannerie s'est révélée un très grand frein pendant la période d'édification des rapports de production communistes.

Par contre, en Allemagne, la révolution était extraordinairement difficile. L'État capitaliste y a opposé une résistance extrêmement tenace; le prolétariat est apparu comme la seule force révolutionnaire; la victoire y est plus difficile. Mais ce type de révolution est supérieur, bien que la révolution survienne plus tardivement<sup>iv</sup>.

Si nous considérons le processus révolutionnaire dans sa portée mondiale, nous pouvons alors généraliser de la façon suivante : le processus révolutionnaire mondial débute dans des systèmes économiques au niveau le plus bas par rapport à l'économie mondiale, où la victoire du prolétariat est aisée, mais où la cristallisation de nouveaux rapports est plus difficile; la vitesse de l'offensive révolutionnaire est inversement proportionnelle à la maturité des rapports capitalistes et au type de révolution<sup>11</sup>.

La fin de la guerre impérialiste ne peut stopper la désagrégation du système capitaliste, son écroulement, et la révolution communiste du prolétariat. La baisse des forces productives se poursuit après la conclusion de la paix. Les impérialistes pensaient organiser l'économie mondiale à l'aide de méthodes qui nient l'économie mondiale. Les vainqueurs pensaient se tirer d'affaire par une exploitation impitoyable qui élimine en fin de compte la passibilité même de cette exploitation. Mais l'esprit de concurrence mondiale leur joue un mauvais tour en les contraignant à se combattre l'un l'autre. Ainsi l'histoire montre à l'impérialisme son fatal **a posteriori**, qui apparaît soudain aux « vainqueurs » dans toute son horrible nudité<sup>v</sup>.

L'isolement économique et la rupture des liens au moment de la guerre, les conséquences de cette situation après la guerre, aggravent le processus de destruction des forces productives et accélèrent l'écroulement du système capitaliste, momon après maillon; la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat et la transformation des modes de production, ne serait-ce que dans un seul pays, aggravent énormément le processus de destruction de l'ancienne idéologie, et donnent dans d'autres pays un élan révolutionnaire à la classe ouvrière en fournissant une base à son développement ultérieur.

Dans les premières Républiques soviétiques, le prolétariat mondial possède ses propres organisations, jouissant du maximum de pouvoir social et matériel. C'est pourquoi au milieu du système mondial de l'économie capitaliste en décomposition elles apparaissent inévitablement comme le nouveau point de cristallisation, le centre d'attraction de l'énergie prolétarienne, et comme un facteur important de décomposition du système capitaliste. Dans tout le monde capitaliste, malgré les tentatives de lui rendre une vie nouvelle, la désagrégation progresse à grands pas. Les forces productives régressent. Les rapports de

<sup>7</sup> *Incorrect: par des « moyennement » faibles Sans un certain degré de développement du capitalisme, il n'y aurait rien eu en Russie.*

<sup>8</sup> *Juste !*

<sup>9</sup> *Il vaudrait mieux dire : l'aristocratie ouvrière.*

<sup>10</sup> *Juste !*

<sup>11</sup> *C'est risqué: il faudrait dire «ne débute pas au niveau le plus haut » ... et « n'est pas directement proportionnelle ».*

production se désagrègent et se rompent. L'équilibre économique entre les différentes sphères de production n'existe plus et sa rupture prend les formes les plus violentes. De même, il n'existe plus d'équilibre social entre les classes, et l'on s'achemine vers le conflit décisif. L'organisation politique, ou plus exactement les États bourgeois, traversent une crise car l'impérialisme mondial se révèle incapable de mener une politique vraiment commune et homogène. Les armées capitalistes se désagrègent. Si l'anarchie mondiale de la production, et son expression dans la concurrence internationale, dictent leur volonté aveugle à l'organisation étatique bourgeoise, l'ensemble du processus revêt un caractère élémentaire de destruction. L'anarchie des rapports capitalistes crée sur la base de leur destruction une situation caractéristique d'incertitude qui augure une fin rapide. Et dans ce tissu mondial en décomposition qu'est l'économie capitaliste apparaissent des organisations ouvertes de type nouveau qui offrent par principe la possibilité de **développement**, car elles seules permettent la restauration de l'équilibre social; des organisations qui puisent justement leur propre force dans la quantité résiduelle de la décomposition des systèmes capitalistes; ces États du prolétariat avec un nouveau système de rapports économiques s'affirmant d'autant plus que les groupements capitalistes en dissolution s'affaiblissent. Le système capitaliste à l'époque du capitalisme industriel était l'incarnation d'un processus spontané, car il était fondé sur une absence complète de régulation des rapports; la place du régulateur conscient était tenue par le « marché » inconscient<sup>12</sup>. La forme capitaliste d'État de la société, laissant les relations mondiales inorganisées, a remplacé les processus inconscients par une régulation consciente des rapports économiques, établissant le plan de classe de la bourgeoisie à la place des lois spontanées de l'économie marchande. L'époque de la dissolution des organisations capitalistes d'État déchaîne à nouveau cette force élémentaire qui diffère de la force élémentaire de la marchandise par l'ancienne tendance de son mouvement. Là, cette force élémentaire était le levier de la concentration et de la centralisation capitaliste, de **la croissance** de la société capitaliste, et finalement de son organisation; ici, cet élément apparaît comme le levier de la destruction du système d'organisation. Et à nouveau : au milieu de ce processus spontané de destruction, seuls les États prolétariens peuvent en faire un processus d'organisation et de rationalisation de la vie économique, mais sur une base différente. la dislocation et la destruction de l'ancien système et l'organisation d'un nouveau, voilà les lois **fondamentales** et les plus générales de la période de transition. C'est pourquoi, quels que soient les écarts par rapport à cet aspect, la résultante va dans la ligne du socialisme. Les rapports entre les États prolétariens et les États bourgeois montrent clairement par leurs conflits armés, par la guerre de classe<sup>13</sup> qui dissout les anciennes armées, que tout développement rend impossible un équilibre social sur une base capitaliste.

Le facteur principal de la dislocation du système capitaliste est la rupture des liens entre les États impérialistes et leurs nombreuses colonies. Ce que l'on nomme « État national » était déjà avant-guerre une pure fiction<sup>14</sup>. En réalité, ce qui existait vraiment, c'étaient des sujets de la politique coloniale, les États impérialistes représentant des systèmes complexes avec un noyau solide et une périphérie soumise, et des objets de cette politique coloniale avec des nuances et des degrés divers de subordination. Précisément, dans la formation de ces corps gigantesques, la force extra-économique organisée, qui est elle-même une force économique, comme le disait Marx, a joué un rôle fondamental. La « politique de la force » (« **Machtpolitik** »), « l'armée et la flotte » (« **Armee und Flotte** »), et autres charmes de l'impérialisme, constituaient les moyens d'organisation des systèmes d'État impérialistes. La cohésion étatique qui s'appuyait finalement sur la force armée avait une importance décisive. Par suite, dans la mesure où le pouvoir étatique du capital se décompose, la destruction des systèmes impérialistes, l'abandon des colonies, le morcellement des « grandes puissances », la création des « États nationaux » indépendants doivent nécessairement débiter<sup>15</sup>. Du point de vue de la lutte des forces sociales, l'indépendance peut se traduire par une série de révoltes coloniales, d'insurrections nationales, de guerres nationales limitées etc. Il est vrai que les insurrections coloniales et les révolutions nationales (de l'Irlande, de l'Inde, de la Chine, etc.) n'ont absolument aucun lien direct avec la révolution prolétarienne qui s'étend ; leur signification locale et immédiate n'est nullement celle d'un établissement de la dictature du prolétariat; dans ces cas, le prolétariat ne joue pas en règle générale de rôle politique dirigeant, car il est extrêmement faible. Néanmoins, ces révoltes coloniales et ces révolutions nationales s'inscrivent comme éléments constitutifs dans le large processus révolutionnaire mondial<sup>16</sup> qui déplace tout l'axe de l'économie mondiale. Car nous sommes objectivement en présence de facteurs de rupture générale des rapports de production capitalistes, rupture qui facilite la victoire de la révolution prolétarienne et de la dictature de la classe ouvrière.

La dictature du prolétariat ne peut triompher si les prolétariats des différents pays sont isolés les uns des autres. C'est pourquoi déjà au cours de la lutte, il faut inévitablement une cohésion, des liens, un esprit de corps, une union entre toutes les Républiques soviétiques prolétariennes naissantes. Déjà pour la bourgeoisie, lors de la période de transition, son union mondiale est objectivement nécessaire: elle lui est indispensable du point de vue économique pour espérer mettre fin à la crise; elle lui est nécessaire politiquement, car c'est la seule manière d'opposer une résistance au prolétariat. De là la tentative de constitution de la « Société des Nations ». Cependant, la dislocation déjà entamée du système capitaliste, sa désorganisation profonde, la masse des frictions nouvelles, ont extraordinairement renforcé les tendances à la décentralisation, et c'est pourquoi la bourgeoisie en vient à s'écrouler. L'élément de destruction submerge la raison organisatrice de la bourgeoisie<sup>17</sup>. Pour **le prolétariat**, son unité, économique et politique est une question de vie ou de mort.

<sup>12</sup> Très bien !

<sup>13</sup> Ce n'est pas le mot.

<sup>14</sup> Pas une pure fiction, mais une forme bâtarde. La déformation du « matérialisme dialectique » consiste à effectuer des sauts logiques (et non matériels) par-dessus un certain nombre d'étapes concrètes.

<sup>15</sup> L'auteur a oublié que 1) les États les plus impérialistes se sont formés à partir d'États nationaux, 2) que les États nationaux « nationaux » se forment aussi dans les colonies.

<sup>16</sup> Précisément !

<sup>17</sup> Très bien !

Et précisément ses victoires partielles (ses dictatures) s'expriment par l'élimination de, la destruction; il en résulte que l'union des systèmes étatiques prolétariens est une nécessité objective. Dans la mesure où la restauration du tissu économique et politique de l'économie mondiale, et le transfert du centre de gravité aux États prolétariens et à leurs unions se réalisent, toute la carte de l'économie mondiale se transforme. Les anciennes colonies et les pays agricoles attardés, où il n'y a pas encore de dictature du prolétariat, entrent néanmoins en liaison avec les Républiques socialistes industrielles. Ils s'intègrent peu à peu au système socialiste approximativement selon la même démarche que celle suivie par l'agriculture dans les différents pays socialistes.

Ainsi s'étend peu à peu la dictature mondiale du prolétariat. Au fur et à mesure de sa croissance, la résistance bourgeoise s'affaiblit, et peut finir les complexes bourgeois qui subsistent capituleront selon toute vraisemblance avec toutes leurs organisations **in corpore**<sup>vi</sup>.

Mais la dictature mondiale du prolétariat est déjà par essence le début de la négation de la dictature du prolétariat en général. Le pouvoir étatique de la classe ouvrière doit croître dans la mesure où se développe la résistance des groupes capitalistes. Le déroulement du processus d'écroulement capitaliste et de révolution communiste constitue toute une étape historique, toute une époque qui s'inscrit dans une série de luttes de classes sans merci, sans parler des guerres civiles, de sorte que l'État ne peut pas dépérir dans une **telle** situation. Mais dès qu'apparaît la victoire mondiale décisive du prolétariat, la courbe du développement de l'État prolétarien commence rapidement à baisser. Car la tâche principale et prioritaire du pouvoir d'État en tant que tel, la répression de la bourgeoisie, aura pris fin. Les mesures coercitives externes commenceront à disparaître: tout d'abord disparaîtront l'armée et la flotte comme instruments de contrainte les plus acérés; puis le système des organismes répressifs; plus tard - le caractère contraignant du travail, etc.<sup>18</sup>. Les forces productives réparties selon une rationalisation économique et non en fonction d'une division étatique, se développeront avec une rapidité sans précédent.

Les gigantesques réserves d'énergie qui alimentaient autrefois les luttes de classe, les guerres, le militarisme, la lutte contre la crise, la concurrence, etc., se transforment alors en travail productif. La déformation des classes, l'éducation et la formation difficile des nouvelles générations, la rationalisation de tout le processus productif accélèrent encore la croissance des forces productives. La distribution perd son caractère d'équivalence obligatoire « en travail ». Le socialisme de la dictature prolétarienne et de la période qui suit se déploie en système mondial de la société communiste<sup>vii</sup>. Pour la première fois depuis qu'existe l'humanité, un système construit harmonieusement dans toutes ses parties sera créé: il ne connaît ni l'anarchie sociale, ni l'anarchie dans la production. Il élimine à jamais la lutte des hommes entre eux et rassemble toute l'humanité en une seule collectivité qui embrasse rapidement les richesses incalculables de la nature.

Le prolétariat qui bâtit activement l'avenir de l'humanité et voit clairement cet avenir, peut reprendre les mots du grand combattant de la science: **Novatum rerum mihi nascitur ordo**<sup>19</sup>. Seuls les aveugles ne peuvent voir ce nouveau système ! Son avènement est inéluctable et imminent.

<sup>18</sup> Ne serait-ce pas, au contraire: d'abord « plus tard », ensuite « puis », enfin « tout d'abord »?

<sup>19</sup> « Sous mes yeux naît un nouvel ordre des choses. »

(Fin des annotations de Lénine)

S.S. (Summa summarum) = une goutte de fiel dans un tonneau de miel...

La note 9 de la page 72 (chapitre III) est naïve jusqu'à l'infantilisme. BOUKHARINE « s'est servi de cette terminologie » « dans le sens » « où le camarade BOGDANOV l'emploie » ... sans réfléchir à ce que cette terminologie et son sens sont fondés (que l'auteur - académicien - me pardonne cette expression ridicule de confusion) chez BOGDANOV sur sa philosophie (qui est une philosophie idéaliste et éclectique). Voilà pourquoi l'auteur tombe souvent, trop souvent, en contradiction avec le matérialisme dialectique (c'est-à-dire le marxisme), dans la terminologie scolastique (terminologie agnostique, à la Hume-Kant, dans l'esprit philosophique), dans l'idéalisme (« logique », « point de vue », etc. en faisant abstraction de leur origine dans la matière, dans la réalité objective) etc. C'est la source d'un nombre d'erreurs théoriques (et pourquoi prétend-il à une « théorie générale » ?), l'écume de la science, les sottises académiques. Le livre serait tout à fait excellent si pour la seconde édition, l'auteur éliminait le sous-titre, vingt à trente pages de scolastique, des exercices de terminologie éclectique et inconsciemment idéaliste (dans le sens philosophique) en les remplaçant par vingt à trente pages de faits (puisés dans l'abondante littérature économique qu'il cite). Après cela, le début du livre, bouffi et malade, s'assainirait, maigrirait, se charpenterait, perdrait sa graisse anti-marxiste et pourrait ainsi servir de « fondation » (ah! ah!) plus solide à la fin du livre.

Quand l'auteur marche sur la tête pour des raisons personnelles, c'est très gentil, gai, dépourvu de pédantisme. Mais, quand il imite aveuglément la « terminologie » de BOGDANOV (en fait, il ne s'agit pas de « terminologie » mais d'erreurs philosophiques), tout d'abord dans son livre, pour se donner une importance académique (il marche souvent sur la tête pour se retrouver ensuite et se remettre sur les pieds) alors cela devient pédant et incohérent

Puisse t'on espérer que dans la seconde édition, etc.

Dans les pages 168-169, transparaît clairement le marxisme et non le bogdanovisme.

Recensio Academica : Les excellentes qualités de cet excellent livre sont quelque peu amoindries dans la mesure où primo l'auteur, bien qu'il possède la connaissance de la littérature relative au sujet, néglige d'étayer ses postulats par un matériel solide et factuel, ne serait-ce que brièvement, ce qui sauverait le livre de ses défauts « sociologiques » ou plutôt philosophiques. Secundo l'auteur n'analyse pas suffisamment le processus économique de façon concrète in actu, tombant souvent dans ce qui porte le nom de « terminus technicus » « Begriffsscholastik » sans, se rendre compte que de nombreuses formules et termes mal choisis (Wurtzeler, racine) dans la philosophie, s'engouffrant, Grundgedanken. (pseudo-pensée profonde), dans le courant de l' « idéalisme philosophici seu agnostisme (recht oft unbeshen und unkritisch von anderen übernommen) pas du tout du « matérialisme ». Pouvons-nous exprimer l'espoir que ces petits défauts disparaîtront dans les éditions suivantes dont nos lecteurs ont tellement besoin et qui apporteront la gloire à notre académie. Nous saluons l'académie avec l'œuvre excellente de son représentant.

## Postface à l'édition allemande

Il s'est écoulé beaucoup de temps depuis que ce livre a été écrit. Depuis ce moment, ce qu'on appelle la « nouvelle orientation de la politique économique » [NEP] a été introduite en Russie: pour la première fois l'industrie socialisée, l'économie petite-bourgeoise, l'entreprise capitaliste privée et les entreprises « mixtes » ont été placées dans un rapport économique correct. Ce tournant russe spécifique, dont la condition préliminaire profonde est le caractère paysan-agraire du pays, a incité quelques-uns de mes ingénieurs critiques à prétendre que je devrais refaire ce livre de bout en bout. Ce point de vue part de l'ignorance complète de ces subtils individus qui ne comprennent pas dans leur sainte naïveté la différence qu'il y a entre une analyse abstraite qui décrit les choses et les processus selon leur « coupe idéale », selon l'expression de Marx, et la réalité empirique qui se complique de plus en plus au milieu de toutes les circonstances de toute autre façon que dans la représentation abstraite. Je n'ai pas écrit une histoire économique de la Russie soviétique, mais plutôt une théorie générale de la période de transition, qui n'a pas accru le patrimoine intellectuel des journalistes par excellence et des « praticiens » mesquins, incapables de concevoir les problèmes généraux. Mais je ne porte évidemment aucune responsabilité pour ce manque à gagner.

La même erreur, prise à sa racine, justifie aussi la théorie tactique de l'offensive « en toute circonstance » répandue parmi certains cercles de nos camarades allemands, qui s'appuient sur mon travail pour la justifier. Pourtant, il va de soi que l'on peut difficilement tirer de mon livre des conséquences pour l'action concrète, pas plus qu'une sorte de « théorie de la paupérisation ».

Il est tout à fait possible que l'édition allemande de ce livre suscite chez nos adversaires (chez les critiques bourgeois comme chez les soi-disant social-démocrates qui veulent éliminer avec une impudence inouïe les éléments essentiellement révolutionnaires de la théorie marxienne) une satisfaction morale reposante, car j'admets ouvertement l'objectivité et l'inévitable action destructrice de la révolution comme telle. Humainement, je me réjouis de pouvoir faire à ces gens un pareil plaisir. Et cela d'autant plus que l'impression pessimiste du « capitalisme sain » conduit la social-démocratie à en revenir à Kant et à Vorländer comme philosophes officiels du parti, et la bourgeoisie à s'éloigner de Marx jusqu'à se rapprocher des fakirs hindous (Keyserling) pour y chercher réconfort sur les rives du Gange. Mais les ouvriers révolutionnaires comprendront très bien qu'une fois « brisée l'enveloppe capitaliste » (Marx) il devient tout à fait impossible d'ouvrir une voie idyllique de développement vers Cunow. En ce qui concerne le sourire, on dit aussi : rira bien qui rira le dernier.

Moscou, décembre 1921.

N. Boukharine.

---

<sup>i</sup> Des conceptions opposées sur la solidité des organismes économiques ont été exposées par quelques idéologues de l'arriération économique. Ainsi par exemple, le livre connu du Général HOULEVITCH sur la guerre et l'économie politique. D'un autre côté de jeunes russes impérialistes « de pur sang » percevaient aussi le danger (bien entendu dans le cadre des « malheurs » qui ne dépassaient pas le capitalisme). Cf. par exemple l'article de P. STROUVÉ dans le recueil de *Velikaia Rossia*, et aussi S. PROKOPOWITCH, *Voïna i Narodnoie Khoziaistvo*.

<sup>ii</sup> Il va de soi que dans ce cas on présuppose l'égalité des autres conditions. La simple prépondérance mécanique des forces peut aussi bien se trouver du côté des groupes conservateurs si ceux-ci sont *quantitativement* plus importants.

<sup>iii</sup> Le travail du *narodnik* (socialiste-révolutionnaire de gauche) W. TROUTOVSKI, *Perekhodnyi Period*, est le « modèle » le plus vulgaire du point de vue opposé.

<sup>iv</sup> Une brillante analyse de la situation révolutionnaire et de ses différents types se trouve dans le travail de LÉNINE, *Le Gauchisme, maladie infantile du communisme* (Essai d'exposé populaire sur la stratégie et la tactique marxistes).

<sup>v</sup> John KEYNES écrit dans son livre *Les conséquences économiques de la paix*, éd. française, trad. de Paul FRANCK, Paris, NRF, 1920 : « Le traité (de paix) ne comprend qu'une disposition en vue de la restauration économique de l'Europe, il ne décide rien pour placer les Empires centraux vaincus au milieu de bons voisins, rien pour organiser les nouveaux États européens au pour sauver la Russie; il ne crée en aucune façon un contrat de solidarité économique entre les Alliés eux-mêmes. Aucune disposition n'est prise pour rétablir les finances déréglées de France et d'Italie, ni pour organiser le fonctionnement de l'Ancien monde et du Nouveau (p. 183). KEYNES caractérise la situation de la façon suivante : « On peut réunir les traits distinctifs de la situation présente en trois groupes: 1) le déclin absolu, pour le moment, de la productivité interne de l'Europe; 2) l'effondrement des transports et des échanges ... ; 3) l'incapacité de l'Europe d'acheter ses fournitures ordinaires à l'outre-mer » (p. 186). KEYNES parle de la catastrophe sociale imminente (v. pages suivantes) et de l'état d'esprit de la classe dominante (id.) L'écroulement du système impérialiste inspire aux impérialistes de tendres sentiments pour la coopération dans le cadre de l'économie mondiale [1]. Ainsi, l'ingénieur ROEDDER (*l.c.*, p. 50) raconte : « comme les pierres de construction d'une grande structure se soutiennent mutuellement, sont placées l'une à côté de l'autre et se défendent par la cimentation, dans la vie commune aussi et dans la tendance commune au progrès des nations, celles-ci s'appuient l'une sur l'autre. Si une pierre est fragile, il faut la remplacer par une meil-

leure, ne pas mettre en danger toute la construction », etc. Toutes ces considérations mélancoliques se terminent par le tragique: « être ou ne pas être, voilà la question ». L'histoire répond au système *capitaliste* par un non décisif.

[1] Très bien!

<sup>vi</sup> Dans ces cas, qu'on ne peut évidemment considérer comme typiques, il ne se produira pas une désagrégation complète de l'appareil [2], comme cela arrive inévitablement dans le cas typique de la transformation sociale.

[2] Juste !

<sup>vii</sup> Le Pro K. BALLOD croit ingénument que nous, communistes russes croyons le communisme possible au stade de la dictature du prolétariat, et nous adresse toute une série de reproches ridicule qui manifestent seulement son ignorance. Cf. K. BALLOD, « Kommunismus und sozialismus », *Der Sozialist (Sozialistische Auslandspolitik)*, n° 34, 25 août 1929.